



HAL
open science

La ville familière. Vers une approche écologique des transformations urbaines et des processus d'attachement. Une itinérance France-Roumanie, HDR Vol. 3 (manuscrit inédit)

Bianca Botea

► **To cite this version:**

Bianca Botea. La ville familière. Vers une approche écologique des transformations urbaines et des processus d'attachement. Une itinérance France-Roumanie, HDR Vol. 3 (manuscrit inédit). Sciences de l'Homme et Société. Université Jules Verne de Picardie, 2021. tel-03845499

HAL Id: tel-03845499

<https://hal.science/tel-03845499>

Submitted on 9 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Habilitation à diriger des recherches

2021

Bianca Botea

Maîtresse de conférences en anthropologie

Volume 3

La ville familière. Vers une approche écologique des transformations urbaines et des processus d'attachement. Une itinérance France-Roumanie

Parrainage de **Sophie Chevalier**

La ville familière

**Vers une anthropologie écologique des
transformations urbaines et des processus
d'attachement**

Une itinérance France - Roumanie

*À Domnica et Constantin, Martha et Alma, Sylvain et Samuel
En restitution de ces temps précieux que nous a volés
l'univers débordant de l'anthropologie*

Table des matières

INTRODUCTION.....	8
-------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

APPROCHE ANTHROPOLOGIQUE DE LA RÉNOVATION URBAINE (LA DUCHÈRE À LYON).....	23
--	----

RÉAMÉNAGEMENT ET CHANGEMENT URBAINS : ÉCLAIRAGES PAR LA RÉNOVATION URBAINE.....	24
---	----

<i>Préambule</i>	24
------------------------	----

<i>La rénovation urbaine : nouveau dispositif des politiques urbaines pour les Grands Ensembles</i> ..	25
--	----

<i>De l'ethnologue des « traditions culturelles » à l'ethnologue de la rénovation urbaine</i>	29
---	----

<i>La démolition comme événement</i>	33
--	----

<i>La valeur des lieux urbains et l'urbanité comme valeur</i>	37
---	----

CHANGEMENTS URBAINS : TRANSITION, EXPÉRIENCE, ATTACHEMENT. CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES	57
---	----

<i>Le changement comme transition ou attachement</i>	57
--	----

<i>Les attachements en question</i>	61
---	----

ANTHROPOLOGIE, CONNAISSANCE PAR FAMILIARITÉ ET RÉNOVATION URBAINE.....	63
--	----

<i>La rénovation urbaine sous l'angle de la connaissance par familiarité</i>	63
--	----

<i>L'exposition : moment clé dans le déroulement de la recherche</i>	67
--	----

<i>Environnements familiers et non familiers de l'enquête de terrain</i>	73
--	----

<i>L'enquête de terrain : réflexivité et approche écologique</i>	79
--	----

<i>Restituer ? Documenter et transformer des environnements urbains</i>	83
---	----

DEUXIÈME PARTIE

DYNAMIQUES URBAINES DANS LES VILLES POSTSOCIALISTES (LE CENTRE CIVIQUE DE BRAȘOV).....	87
--	----

PRÉAMBULE	88
-----------------	----

LE CENTRE CIVIQUE DANS LES ANNÉES SOCIALISTES.....	97
--	----

<i>Le Centre civique : une technologie de fabrication de la ville et de l'habiter</i>	97
---	----

<i>Un bref historique de la ville et de la création du Centre civique</i>	100
---	-----

<i>La fabrique au quotidien des projets urbains sous le socialisme</i>	122
--	-----

TRANSFORMATIONS DES ESPACES URBAINS DANS LES VILLES POSTSOCIALISTES. PROPOSITIONS DE RECHERCHE À PARTIR D'UNE ÉTUDE DE CAS À BRAȘOV	133
<i>Premiers questionnements</i>	<i>133</i>
<i>Le changement urbain : médiations par les dispositifs publics et par l'expérience</i>	<i>137</i>
<i>Ethnographies mobiles et audiovisuelles pour une approche des transformations urbaines et des attachements.....</i>	<i>149</i>
DISLOCATIONS, HYBRIDITÉ DES ESPACES, LA VILLE NON FAMILIÈRE.....	178
<i>Dynamique des populations et de l'habiter</i>	<i>179</i>
<i>Connaissances spatio-temporelles de la ville et effacements des traces</i>	<i>199</i>
<i>Urbanités des flux et du trafic routier dans les villes postsocialistes</i>	<i>204</i>
<i>Conclusions.....</i>	<i>217</i>
LA VILLE FAMILIÈRE SOUS L'ANGLE DES PROCESSUS D'ATTACHEMENT	218
<i>Introduction : la ville familière ou le familier dans la ville</i>	<i>218</i>
<i>Attachements quotidiens : approche du lien et compétences de familiarité.....</i>	<i>221</i>
<i>Ethnographies de la ville familière</i>	<i>237</i>

TROISIÈME PARTIE

ATTACHEMENT ET CARE. VERS D'AUTRES PERSPECTIVES DE RECHERCHE .	266
ATTACHEMENT, ATTENTION, CITOYENNETÉ.....	267
<i>De l'attachement à l'attention et au care.....</i>	<i>267</i>
<i>Attachement et citoyenneté.....</i>	<i>273</i>
<i>Les traversées de la ville : politique de l'inattention, attentions ordinaires et citoyenneté</i>	<i>278</i>
ATTACHEMENT ET CARE PAR LES MÉDIATIONS DE LA RECHERCHE	289
<i>Les attachements : compétences écologiques et savoirs intégratifs dans le processus de recherche.....</i>	<i>289</i>
<i>L'anthropologie du proche par le prisme du familier et des attachements</i>	<i>292</i>
<i>La recherche : enjeux épistémologiques et ontologiques. Les connaissances-attachements</i>	<i>295</i>
<i>Anthropologie publique, les publics de l'anthropologie.....</i>	<i>302</i>
CHANTIERS DE RECHERCHES EN COURS ET NOUVEAUX LIEUX D'ENQUÊTE	307
BIBLIOGRAPHIE.....	311

Introduction

Dans l'introduction de mon premier volume j'ai exposé en quoi l'itinérance entre la Roumanie et la France a constitué la pierre angulaire de ma formation d'anthropologue dès mes premiers travaux de recherche. Il en a été de même pour la suite de mon parcours.

En 2007, sans connexion *a priori* avec mes recherches précédentes sur la Roumanie, j'ai eu l'opportunité de revenir sur un terrain français et de mener une enquête dans le quartier lyonnais de la Duchère. C'était au départ une mission « d'accompagnement scientifique d'un projet culturel » demandée par la Maison de la Jeunesse et de la Culture dans le contexte du programme de rénovation urbaine du quartier et des transformations qu'il impliquait. Cette première mission a été le point de départ d'une enquête de terrain déployée sur plusieurs années.

Cette recherche m'a permis de comprendre les mutations générées par les premières mesures de la politique nationale de rénovation urbaine au début des années 2000. J'ai notamment montré les dissonances au sein des représentations relatives au changement du quartier et à la valeur de l'habiter entre les différents acteurs urbains (habitants, élus et techniciens du Grand Lyon, architectes-urbanistes, professionnels de l'action sociale et culturelle).

Ce terrain lyonnais m'a amenée à passer d'une perspective d'anthropologie en ville présente dans mes premiers travaux de recherche en Roumanie, où la ville était davantage un contexte qu'un objet de recherche, vers une anthropologie de la ville interrogeant le rapport des individus à l'espace urbain et les manières de faire la ville. Ma réflexion s'est organisée autour des notions de valeur, de changement et d'attachement. La diversité des positions et des vécus de la rénovation urbaine m'a semblé pouvoir se comprendre à partir d'un conflit de valeurs, de ce qui faisait pour chacun de ces acteurs la valeur des lieux, la valeur de l'habiter et, *in fine*, de leur quartier ou ville. J'ai montré que la question du rapport au temps, et en particulier au passé, était centrale en contexte de transformation. Le rapport patrimonial pouvait susciter autant d'émotions dans un espace de sociabilité quotidienne, en bas d'un immeuble démoli comme à la Duchère qu'au sein d'un territoire patrimonialisé et d'attachement de longue date comme la Transylvanie. Après avoir étudié la Transylvanie et le Banat, je revenais ainsi aux

questions patrimoniales et du rapport au temps à partir d'un contexte de terrain français très différent : les Grands Ensembles. Par ailleurs, cette dimension patrimoniale des lieux ordinaires de la ville était jusqu'alors peu analysée au sein de ces espaces, si ce n'est en référence à des objets architecturaux ou à des mutations industrielles. La rénovation urbaine ouvrait ainsi un chantier d'actions et un champ d'analyses inédits, marquant une étape historique dans la transformation de ces territoires.

Au-delà de cette orientation vers une anthropologie urbaine, la recherche dans le quartier de la Duchère a donné une tournure nouvelle à ma pratique anthropologique avec une première expérience d'« anthropologie publique » (Lassiter 2003, Borofsky 2007, Beck et Maida 2015, Abram et Pink 2015), dont j'ai offert quelques éclairages dans des écrits plus récents¹. La mise en place des cafés avec les habitants, d'une exposition dans le quartier, des tables rondes avec des élus et des techniciens de la ville, et d'autres actions ont été des lieux de terrain à travers lesquels j'ai non seulement continué à aborder le changement urbain, mais aussi les modes de production de la connaissance scientifique dans ces contextes ethnographiques, ainsi que leurs implications pratiques et théoriques pour l'anthropologie.

Si mes premiers travaux en Roumanie et mes recherches à la Duchère m'ont semblé initialement sans lien, des va-et-vient entre ces terrains ont finalement ponctué ma réflexion. J'ai pu par exemple mobiliser, à Lyon, une lecture patrimoniale et des rapports au temps, dimensions centrales de mes premières recherches. En sens inverse, l'approche de la valeur (des lieux, de l'habiter) développée à la Duchère m'a amenée à de nouvelles analyses au sein du terrain de Jimbolia dans le Banat. Un article issu de cette réflexion a restitué une lecture croisée de ces deux recherches².

Cette démarche d'itinérance qui enrichit la recherche par le déplacement d'un lieu d'observation à un autre peut rappeler la perspective d'« anthropologie réciproque » proposée par Anne Raulin et Susan Carol Rogers (2012), ainsi que le principe de

¹ « Connaissances, attachements et écologies de l'enquête dans la rénovation urbaine », *EspacesTemps.net* (en ligne), 2019.

² « De quelques usages de la valeur dans les recherches anthropologiques : un regard sur le développement urbain » in Jacques Baille, (dir.), *Du mot au concept. Valeur*, Presses Universitaires de Grenoble, 2013, p. 85-101.

« parallaxe » que les autrices mettent en avant. Ce terme qu'elles empruntent à l'astronomie désigne l'impact sur l'observation d'un objet survenu avec le déplacement du lieu d'observation. À la différence de la perspective de Raulin et de Rogers, ma démarche ne s'engage pas dans une anthropologie réciproque, laquelle suppose une approche plus méthodique afin de réfléchir aux usages des différents concepts et des clés de lecture selon des contextes nationaux différents, une démarche qui dans leur cas est issue d'un projet plus conséquent, d'écriture collective. Je souhaite plus modestement signaler l'influence de ce principe d'itinérance sur la perception de nos terrains de recherche, ce qui entraîne une quête de familiarités ethnographiques et conceptuelles d'un lieu à un autre. Personnellement cette itinérance m'a amenée à prolonger la recherche comme un mouvement cyclique dans une constellation qui épaissit ses traces au fur et à mesure des expériences et mises en perspectives occasionnées par cette mobilité. Mon cheminement vers un nouveau terrain de recherche en Roumanie sur la problématique des transformations urbaines, après la Duchère, illustre cette démarche d'itinérance et ce mouvement cyclique.

Cette itinérance pourrait être pensée comme relevant d'un travail comparatif si nous considérons, à la lumière des travaux récents (Barthélémy et Ciarcia 2021), que la comparaison dépasse désormais le sens restreint donné par sa visée d'établir des généralités et des invariants à partir d'une diversité des cas étudiés et d'une méthodologie similaire. Le numéro thématique de revue dirigé par ces auteurs met en avant l'idée de la pluralité des formes que peut prendre la comparaison et qui interviennent dans le travail ethnographique. Dans mon cas, l'aspect comparatif de ma recherche peut se situer tout d'abord au niveau de cette démarche d'itinérance entre la France et la Roumanie qui m'a apporté des éléments d'appui surtout dans les premières étapes de la recherche sur chaque terrain, afin de circonscrire et construire mon terrain, ou la problématique de recherche. Cela s'est fait grâce à des comparaisons « spontanées » (Mary, 2021) par des récurrences notées au niveau de certaines pratiques urbaines observées d'un terrain à l'autre et à des questions similaires que j'ai pu formuler ou entrevoir dans les deux cas. Néanmoins, ma démarche d'itinérance n'a pas supposé une démarche comparative systématique et explicite qui cherche des résultats de recherche spécifiques à cette visée. Malgré cela, j'ai pu apporter quelques analyses comparatives ponctuelles, par exemple sur la construction de la valeur de l'habiter en contexte urbain de crise à partir des études de

cas de Jimbolia et de la Duchère à Lyon³. J'ai également engagé une réflexion récente sur l'approche de l'habiter en hauteur dans les Grands Ensembles français et dans les villes postcommunistes (Lyon-Braşov) à l'occasion du programme ANR franco-brésilien auquel j'ai participé entre 2018 et 2020, intitulé *High-Rise Living and the Inclusive City*⁴. Sur un autre plan, toujours dans l'esprit de cette démarche d'itinérance, les acquis de la recherche à Braşov sur l'analyse du rapport des individus aux transformations des espaces urbains avec l'usage de certains outils audiovisuels m'ont invitée à les mettre à l'épreuve du terrain de la Duchère.

Après avoir tenté de situer ma démarche d'itinérance par rapport aux approches comparatives, je vais revenir au fil chronologique de mes recherches. Suite à mon terrain dans le quartier lyonnais de la Duchère, à partir de 2014 je me suis orientée vers un nouveau lieu d'enquête à l'occasion de mes déplacements en Roumanie. Mon œil désormais sensible aux phénomènes de transformations urbaines s'est arrêté sur le quartier du Centre civique de la ville de Braşov, zone urbaine profondément affectée par la restructuration des espaces urbains depuis la période socialiste. C'est sur ce terrain que j'ai pu prolonger mes réflexions sur la notion de changement urbain et développer une recherche sur la question des attachements, seulement touchée du doigt dans mon enquête à Lyon. L'attachement m'est apparu une clé de lecture centrale pour comprendre le rapport des individus à la transformation des espaces urbains et plus généralement au changement (urbanistique, politique, biographique, etc.). Cette réflexion peut s'appliquer aussi bien à des contextes de changement visible et radical, qu'à des transformations plus silencieuses et continues. Les transformations bouleversent incessamment le monde connu et familier des individus et font émerger un sentiment d'étrangeté sur lequel ils cherchent des prises. La formation des attachements est une réponse à la perception de ce désordre instauré. Le terrain de recherche dans la ville de Braşov, localisé dans un quartier profondément transformé, avec des habitations et des lieux de vie démolis (commerces, rues, d'autres espaces urbains) et restructurés, a été révélateur de cette problématique.

³ « De quelques usages de la valeur », *op. cit.*, 2013.

⁴ Ce programme a été porté par le laboratoire EVS « Environnement, ville, société », UMR 5600 et par le LEAUC (Laboratoire des études sur les ambiances urbaines contemporaines/Institut d'architecture et d'urbanisme de l'Université Sao Paulo Brésil. Il a été coordonné par Christian Montes (EVS) et par Manoel Alves (LEAUC).

De nombreux travaux abordent en filigrane la question de l'attachement, mais sans spécifier ce terme ou en le considérant comme un lien affectif donné entre des individus et d'autres entités (personnes, lieux, objets, autres vivants). De telles recherches s'intéressent aux objets d'attachement ou à ce qui est fait en son nom sans traiter cet attachement de manière explicite ou en le considérant comme « déjà-là ». Je propose de questionner la nature de ce phénomène et sa dimension processuelle. Ma recherche s'appuie ainsi sur différentes contributions théoriques relatives aux attachements qu'elle souhaite élargir ou prolonger, plus précisément les travaux anglo-saxons sur l'attachement au lieu (*Place Attachment*), ceux des chercheurs du Centre de sociologie de l'innovation ou d'autres recherches sur ce sujet.

La plupart des travaux portés sur ce phénomène l'abordent à partir d'une approche des représentations, dominante dans les analyses qualitatives. Ces représentations sont données sous la forme des narrations exprimées par les personnes prononcées généralement en dehors du temps de l'action directe avec les objets et les lieux de cet attachement. Pour avoir adopté aussi cette démarche dans mon travail à la Duchère, et après l'avoir mis en perspective avec mon travail différent à Braşov, j'ai pu observer que cette approche des discours « à l'arrêt », en dehors de l'action même d'effectuer la tâche ou de parcourir le lieu en question, nous amène souvent à traiter de l'attachement comme un lien affectif (déjà) existant entre une personne (un groupe) et cet objet/lieu. Dans ce cas, l'analyse du chercheur est moins centrée sur la formation des attachements, sur des attachements en train de se faire. Ce processus et le terme d'attachement sont moins questionnés. À la différence de ce premier scénario, le fait de se trouver en action directe avec ces univers d'attachement (parcourir un espace, manipuler ces objets, se trouver dans un contact direct avec un environnement), en plus des narrations qui sont exprimées pendant cette action, nous amène à une perspective différente dans l'analyse des attachements. C'est ce que j'ai pu constater sur mon terrain à Brasov. Dans ce cas, les attachements n'apparaissent pas tant comme un lien « déjà-là » entre une personne et son environnement, mais comme des processus de recherche de familiarités avec lui, une familiarité et une intimité que les individus tentent continuellement d'établir avec leur environnement changeant. Dans cette perspective, l'attachement devient une compétence de familiarité de type écologique, un processus d'ajustement permanent des individus avec la totalité des composantes et des transformations incessantes de leur environnement d'action. Nous passons ainsi d'une approche des attachements comme

une connexion établie entre deux entités (un *lien* à un objet), vers une perspective des attachements comme immersion, négociation et apprivoisement familial d'un individu avec/dans *le milieu* mouvant dans lequel se présente et se constitue continuellement cet objet. C'est dans ce déplacement de l'accent qui intervient dans l'analyse des attachements, de l'*objet* d'attachement vers la question de son *milieu*, ou vers l'« objet-horizon » pour reprendre le terme d'Isaac Joseph emprunté à Merleau-Ponty (2002 : 159), que se trouve tout le sens d'une perspective écologique des attachements sur laquelle je reviendrai longuement dans ce travail.

Les itinéraires avec mes interlocuteurs durant leurs trajets quotidiens dans la ville, m'ont permis de toucher à ces attachements en train de se faire, à cette dimension processuelle et écologique des attachements, plus difficile à saisir par la seule analyse des discours, et moins explorée explicitement jusqu'à présent. Je m'appuie néanmoins sur la complémentarité de ces deux approches de l'attachement (comme lien et comme compétence de familiarité de type écologique) et il me semble d'ailleurs important d'observer le choix que nous faisons pour une perspective ou une autre, notamment en fonction des situations et des configurations de l'enquête de terrain, ainsi que de nos approches théoriques ou méthodologiques.

Comme je l'ai mentionné, le terrain à Braşov en Roumanie a été aussi le lieu de formulation de nouvelles méthodologies dans mon travail, ce qui a eu certaines implications concernant ma pratique anthropologique et les perspectives théoriques dans l'approche de la ville. L'analyse des représentations et des discours, ainsi que l'observation participante, ont constitué des outils principaux dans mes terrains précédents et ont été utilisés aussi à Braşov. Néanmoins, la problématique de recherche et certaines limites apportées par ces méthodes m'ont amenée à en proposer d'autres, les itinéraires commentés et la vidéo « embarquée » avec une petite caméra d'action (*body-mounted camera*) portée sur l'épaule de mes interlocuteurs. Je reviendrai dans ce travail sur les apports de cette méthode dans la pratique de l'anthropologie en m'appuyant sur d'autres contributions qui ont utilisé les outils audiovisuels en marche et qui ont ouvert ainsi une exploration nouvelle des espaces urbains. Je fais ici référence entre autres aux travaux pionniers des chercheurs du CRESSON⁵ qui ont abordé la question des ambiances

⁵ Le CRESSON (*Centre de recherche sur l'espace sonore et l'environnement urbain*) fondé en 1979 est actuellement une équipe du laboratoire AAU (*Ambiances, Architectures, Urbanités*), UMR 1563 CNRS-ENSAG-ENSAN-ECN.

urbaines à partir des outils conjoints de la marche et de l'audiovisuel dès les années 1980 (entre autres Augoyard 1979, Petiteau et Renoux 2018, Grosjean et Thibaud 2001, Pequeux 2009), aux travaux de l'anthropologie audiovisuelle américaine avec notamment les recherches d'Andrew Irving (2007, 2015, 2017) et de Sarah Pink (2007, 2008) qui ont filmé leurs interlocuteurs pendant leurs déplacements dans la ville, ainsi qu'aux recherches anthropologiques ou sociologiques utilisant les outils de la perception « embarquée » dans l'analyse de différents lieux urbains (entre autres Grimaud, 2010, 2014 ; Licoppe et Morel 2017, Licoppe 2020, Battesti et Puig 2016, Sumartajo et Pink 2017, Cerclet et al. 2020). J'apporterai ma contribution à ces travaux de recherche en proposant de m'appuyer sur une ethnographie de la marche et audiovisuelle « embarquée » pour aborder un aspect spécifique : comprendre le rapport des individus aux transformations des espaces urbains et la construction des familiarités et des attachements avec la ville. Cette perspective méthodologique n'est d'ailleurs pas vraiment explorée dans les analyses anthropologiques des villes postsocialistes en Europe centrale et du sud-est.

Je montrerai que cette démarche d'ethnographie des itinéraires et vidéo peut être mise en lien avec une perspective théorique d'anthropologie écologique, en l'occurrence de la ville. Je m'inspire ici des travaux de Tim Ingold et d'Isaac Joseph, ainsi que d'autres auteurs qui ont en commun une démarche d'analyse du rapport à l'environnement à partir d'une perspective du corps en mouvement et de la perception sensorielle.

Ce changement de perspective dans mon travail de recherche sur la ville est survenu par une approche du terrain différente à Braşov qu'à la Duchère. Dans le quartier lyonnais, le travail « sous commande » m'a amenée depuis le début à une exploration du terrain à partir de certains lieux étroitement liés à cette demande préalable. Pour moi, le quartier et le terrain lui-même se sont donnés à voir dans ces lieux, initialement institutionnels et élargis ensuite à d'autres. J'ai privilégié dans cette enquête une ethnographie des espaces de parole et d'action *dans* des lieux (cafés-débats, squares, immeubles, bureaux des techniciens urbains, espace d'exposition). À la différence du travail à la Duchère, à Braşov j'ai démarré mon enquête par une exploration différente en tant que démarche « dense », la marche, émergeant par une curiosité première de revoir des lieux et des transformations d'un quartier que je connaissais déjà par mon passé et qui m'évoquait des mémoires familiales. La pratique de mon terrain s'est poursuivie tout au long de ma

recherche en privilégiant les espaces du dehors et la marche avec les personnes dans le quartier, donc une ethnographie *à travers* les lieux (ou une ethnographie *en parcourant* les lieux), avec également des entretiens que j'ai pu aussi faire au domicile des personnes.

Je souhaiterais apporter quelques précisions et éclairages supplémentaires afin d'orienter le lecteur dans cette approche écologique de la ville, dimension centrale notamment dans la seconde partie de ce volume.

La dimension écologique dans les études urbaines se développe de plus en plus ces dernières années, mais elle renvoie de manière privilégiée à la thématique de la nature en ville. Je ferai plutôt référence au sens généraliste et initial de cette notion, qui convoque la question des « milieux » humains, la relation qu'un individu (et un organisme) entretient avec son environnement, en l'occurrence ici urbain. Cette réflexion n'est pas nouvelle, les chercheurs de l'École de Chicago, ont pour la première fois souligné l'importance de saisir la ville à partir de l'ensemble des relations entre les citoyens dans leur milieu de vie (Joseph, Grafmeyer, 2004/1979) et ont mis en avant la dimension spatiale et temporelle participant à la dynamique des rapports des citoyens entre eux, et avec la ville⁶. En outre, l'analyse des chercheurs de Chicago s'est beaucoup centrée sur les questions de changement et de mobilité, des connexions et des circulations, sur la dimension instable, incertaine et mouvante qui caractérise les milieux urbains.

D'autres travaux ont prolongé depuis cette réflexion sur la ville portant sur la perspective écologique, en l'abordant différemment et en lui ajoutant d'autres sens. Je pense notamment à certaines contributions sur la ville d'inspiration goffmanienne, aux travaux centrés sur la perception de la ville et des ambiances en marchant, ainsi qu'aux recherches portant plus largement sur la dimension matérielle des environnements urbains. Ces aspects ont été finalement peu abordés par l'anthropologie, et surtout par d'autres disciplines comme l'architecture et l'urbanisme, la géographie urbaine et dans une moindre mesure la sociologie urbaine. Je reviendrai sur ces différentes contributions, car elles m'ont aidé à considérer les espaces urbains comme des milieux et comme des espaces de ressources en devenir – résultant des manières de faire des individus avec ces

⁶ Les premières perspectives écologiques développées par l'École de Chicago se sont tournées vers l'analyse des configurations sociales urbaines résultant des compétitions des individus pour les ressources et vers l'analyse de l'organisation spatiale de ces compétitions. Voir notamment l'article clé de l'approche écologique de McKenzie (1925) in Isaac Joseph et Yves Grafmeyer (2004/1979).

espaces à travers leurs parcours de vie et leurs déplacements – plutôt que comme des espaces « déjà-là », appropriables par des individus entrant en compétition pour eux.

Un point commun de ces travaux est qu'ils abordent les expériences urbaines des citoyens à partir des environnements avec lesquels les personnes sont engagées dans des rapports sensibles, dans leurs déplacements. À mes yeux Tim Ingold et Isaac Joseph synthétisent et explicitent certaines idées qui sont transversales et parfois en toile de fond dans ces différents travaux, et que je présenterai brièvement ici en guise d'introduction, afin d'orienter le lecteur vers cette perspective écologique qui m'intéresse ici.

Bien que venant de traditions disciplinaires différentes et sans aborder les mêmes objets de recherche – Ingold s'est formé à l'anthropologie par de premiers terrains ethnographiques portant sur l'adaptation écologique des communautés et sur les relations des humains aux animaux, Joseph à la philosophie en développant des approches de sociologie urbaine inspirée par l'École de Chicago – leur interrogation est commune : comment comprendre notre rapport à l'environnement ? Malgré le fait que les notions d'environnement ou de milieu renvoient chez les deux auteurs à des univers différents, pour Ingold au rapport des humains à d'autres vivants, à l'environnement construit par les animaux ou par l'architecture, et pour Joseph à la relation entre les citoyens et avec leurs environnements matériels dans les espaces publics, nous retrouvons des propos et des sources d'inspiration communs chez les deux auteurs : la phénoménologie et la psychologie de la perception de James Gibson (2014/1979). De ce fait, leurs écrits mettent en lumière des mécanismes similaires présents dans la construction de notre rapport à l'environnement, qu'il s'agisse des relations que nous pouvons entretenir avec des plantes et avec des animaux dans une forêt, ou de notre relation à d'autres personnes dans la rue et à certains éléments matériels dans l'espace public. Cette similarité dans l'approche repose à mes yeux sur quatre idées principales qui peuvent constituer le cœur d'une approche écologique. La première est le refus de traiter l'individu et l'environnement comme deux entités distinctes dans un sens phénoménal ou comme des catégories explicatives, et de considérer à la place de cette séparation l'unité de l'« organisme-dans-son-environnement ». Pour les deux auteurs, l'environnement n'est pas une extériorité à l'individu, il est *ce que je perçois et ce à quoi je participe dans l'action* (Ingold 2000). Selon cette perspective, l'espace ou l'environnement n'est pas une enveloppe ou un monde extérieur à l'individu, mais le résultat de la perception et de l'action (Ingold 2000, Joseph 2002). Cette idée est présente aussi chez certains géographes (entre autres Retailé 2005,

Lussault 2007, Berque 2009, Edensor 2013). Ici, l'espace n'est pas un contenant de pratiques humaines mais il en est son *contenu*, de la même manière que le corps n'est pas un *contenant* de la vie de l'individu. À travers ces recherches sur les friches industrielles, Tim Edensor faisait la remarque que « les humains ne sont pas distincts de la matérialité, mais sont activement et passivement imbriqués dans son émergence continue » (2013 : 448).

Une autre idée centrale qui se trouve au cœur de l'approche écologique concerne la place des deux composantes – sociale et culturelle d'une part, physique ou matérielle d'autre part – dans la construction de notre rapport à l'environnement.

En anthropologie, l'idée que toute dimension matérielle et physique de l'espace a une composante sociale ou culturelle, voire que cette dernière soit déterminante par rapport à la seconde et qu'elle structure la matérialité de l'espace, constitue une perspective dominante. Dans l'approche écologique, il s'agit de regarder ce rapport différemment. Comme l'affirme Ingold (2000), et nous retrouvons la même conception chez Joseph (1997, 1999, 2002), la perception de notre rapport avec l'environnement n'est pas le résultat d'une superposition d'interprétations culturelles sur un monde « matériel » ou social naturalisé, appréhendé comme *déjà-là*, capté par les sens. Il est plutôt le résultat de compétences qui s'acquièrent « en faisant », par une perception en mouvement, lors desquels émergent, se réactualisent et se performant ces contenus sociaux ou culturels. Par conséquent, la perception de notre environnement et les contenus de « nature » (matériels, physiques) et de « culture » s'élaborent à travers des actions concrètes, qui convoquent aussi l'expérience du passé, l'histoire individuelle ou sociale reformulées et réactualisées à cette occasion. Lors de ces actions, l'environnement n'est pas passif, il est dynamique et sensible dans le sens où ses qualités ne sont pas des propriétés « déjà-là », données en soi, mais des *affordances* (des potentialités, des possibilités, des valences)⁷, autrement dit des propriétés de l'environnement qui captent l'attention des individus dans le contexte d'une action précise. Ainsi, l'« affordance » est une propriété « qui ne saurait s'attribuer ni à l'environnement ni à l'agent, mais à la relation qu'ils entretiennent dans l'action (...). Le terme désigne à la fois une prise et une invite, la disponibilité dans

⁷ Ce terme anglais (*to afford* = permettre, offrir), utilisé désormais aussi en français, est connu par les travaux du psychologue de la perception James Gibson (1979/2014), qui emprunte ce terme à Kurt Lewin. La conception de Gibson sur les « affordances » est régulièrement reprise dans les approches sur la perception dans la ville. Voir par exemple les travaux d'Anthony Pecqueur (2012a, 2012b, 2014).

l'univers perceptif » (Joseph, 2012 : 161). La relation de l'individu à son environnement se tisse ainsi à partir d'une relation entre les capacités d'action des individus (les « effectivités ») et les possibilités d'action offertes par les objets de l'environnement (les « affordances ») ; les premières dépendent des secondes et inversement (Ingold, 2013 : 132, 139).

Cette approche des « affordances », et plus largement la perspective écologique, a l'avantage d'accorder le même crédit à la dimension matérielle et physique de l'espace qu'à sa dimension sociale, culturelle, symbolique. Elle permet aussi de repenser la nature de cette relation et ces dichotomies (social-matériel, nature-culture, etc.) lesquelles restent subtilement présentes dans nos analyses, malgré le fait que le principe de ces catégorisations ait été depuis longtemps mis en cause.

Un troisième aspect central dans la perspective écologique est qu'elle privilégie une approche sensible et mobile pour explorer notre rapport à l'environnement, car notre perception du monde se donne à nous, et nous à lui, à travers nos déplacements, et par des changements permanents d'usage. Isaac Joseph (2002) mettait en avant l'idée que le processus de cognition et la connaissance de la ville se font à partir d'un individu en mouvement, de sa posture située et connectée avec un environnement.

Enfin, le fait d'aborder la ville selon une telle approche implique de prendre en compte la nature « écologique » du processus de connaissance et des savoirs sur la ville. Toute connaissance de notre réalité (ordinaire ou issue de la recherche) s'élabore à partir du milieu (émergeant) de notre observation et de notre présence. Comme le soulignaient aussi Pierre Charbonnier et Yaël Kreplak, nous ne pouvons pas « aborder un objet d'étude d'un point de vue "extérieur" : puisque nous sommes toujours immergés dans un milieu (au sens de l'espace ou de la communauté), c'est en tant que tel que l'on peut en rendre compte » (2012 : 12). Une des implications fortes de cette proposition touche les visées mêmes de nos démarches de recherche. Au sens d'une perspective écologique, l'intérêt de la recherche ne porte pas tant sur un exercice de connaissance solitaire et de production du chercheur, ce que l'anthropologie critique américaine avait déjà montré dès les années 1980 (Clifford 1983, Clifford et Marcus 1986, Marcus 1995, 2002), mais sur une pratique d'apprentissage collectif d'être au monde qui amène à une transformation des individus et de leurs environnements.

Je montrerai que cette perspective de l'enquête de terrain accorde une place intéressante à la question des attachements dans la démarche de recherche et un regard renouvelé sur leur rôle dans cet exercice d'apprentissage collectif et de transformation. Ainsi, les attachements peuvent être regardés autrement que comme de simples expressions émotionnelles qui agissent sur la production de la connaissance scientifique, ou comme une dimension annexe de la recherche qui rendrait compte des éléments de « subjectivité » ou d'« intersubjectivité » et que nous expliciterions par une approche réflexive. Si nous considérons les attachements comme des compétences de familiarité avec notre milieu (de vie, d'enquête), ils peuvent être regardés comme un savoir de type intégratif et comme un principe de connaissance scientifique (et ordinaire) par lesquels la recherche s'élabore et répond à ses différentes visées. Dans ma recherche, les attachements ne sont pas seulement des outils d'analyse pour comprendre le rapport de mes interlocuteurs aux espaces urbains. Ils sont aussi un analyseur des pratiques de l'anthropologie, de ses postulats et de sa vocation, c'est ce que je tenterai de montrer à la fin de ce volume.

Quelques précisions sont encore nécessaires ici, concernant les productions de cette recherche, au-delà de la dimension théorique et méthodologique. L'outil de la caméra « embarquée » m'a permis tout d'abord une « vidéo-ethnographie » (Licoppe, 2020), donc l'utilisation des productions audiovisuelles comme un support pour des analyses. Cet usage particulier des images ou des enregistrements sonores pour les analyses du chercheur est la démarche dominante dans les approches qui utilisent les outils audiovisuels embarqués. En plus de cette fonction, ces matériaux ont constitué pour moi un outil pour construire une démarche d'anthropologie publique, par la diffusion de ce matériau au sein d'ateliers avec des habitants de la ville, par la mise en place de deux expositions et par un site web « La ville familière »⁸. Ces formes de rendu public sont qualifiées habituellement comme une démarche de « restitution », un terme que nous utilisons en anthropologie pour évoquer une étape finale de la recherche, comme contre-don du chercheur envers ses interlocuteurs et le milieu étudié. Je proposerai d'élargir cette vision restreinte de la « restitution » du travail anthropologique comprise comme un temps particulier de l'enquête généralement situé à la fin, vision critiquée et repensée par d'autres auteurs (Cerclet, 2014). J'utiliserai plutôt les termes d'anthropologie

⁸ <https://familiar-city.org/fr>

partagée, publique ou collaborative, démarches dans lesquelles la « restitution » n'est pas forcément circonscrite à cette étape finale, mais implique une démarche continue d'élaboration en commun avec nos interlocuteurs des analyses issues de l'enquête de terrain, sans exclure des formes plus ponctuelles de « restitution » de type classique.

La première partie de ce volume abordera le travail dans le quartier de la Duchère avec une mise en lumière des représentations de l'habiter de différents acteurs et usagers de la ville dans le contexte du projet de rénovation urbaine dans le quartier. La seconde partie, plus ample, présente la recherche actuelle sur le quartier du Centre civique de Braşov. Je montrerai les processus de désagrégation de cette zone urbaine par les différentes transformations opérées depuis la fin des années 1980, mais aussi les processus d'attachement qui sont à l'œuvre dans la pratique quotidienne de la ville, malgré son caractère peu hospitalier ressenti pas ses usagers. Je proposerai à cette occasion la notion de « ville familière ». Chacune des deux parties, portant sur la Duchère et sur le quartier du Centre civique à Braşov, finira par des considérations qui relèvent de la pratique de l'anthropologie et de la nature de notre travail, dans ces contextes de transformation urbaine.

De nouvelles directions et pistes de recherche se sont ouvertes à partir de ce travail que j'exposerai dans la troisième partie. Il s'agit plus précisément de regarder les attachements comme des analyseurs des pratiques de citoyenneté urbaine et de *care* dans la ville, autrement dit à travers des pratiques d'« attention » et « attentionnées » des individus envers les autres citoyens ou environnements urbains, pour convoquer cette double dimension de l'attention qui se trouve à la base du travail de *care* (Laugier, 2014). Enfin, dans cette partie, je proposerai également de voir l'anthropologie sous l'angle de son potentiel de transformation et de *care*, par son rôle à jouer dans la construction des « publics » attentifs et attentionnés aux problèmes de la ville et des citoyens⁹. Ces outils et ces expériences de recherche m'ont ainsi amenée à joindre d'autres auteurs qui mettent en avant le rôle d'« éducation à l'attention » de l'enquête ethnographique et de l'anthropologie (Joseph 2002b, Breviglieri-Stavo-Debauge 2007, Ingold 2017, 2018) ou

⁹ Je m'inspire de la démarche du philosophe John Dewey (2010/1927) dans cette idée de penser qu'une des contributions possibles de l'anthropologie pourrait être ce travail de formation des « publics », *en quête* à identifier, formuler et résoudre des problèmes partagés en commun.

qui se questionnent sur les portées ontologiques (Keck, Regehr, Walentowitz 2015, Ingold 2018) et non pas seulement épistémologiques de notre recherche.

Ces enquêtes de terrain m'ont permis de construire un réseau de recherche sur les questions urbaines par le biais d'un programme franco-roumain que j'ai coordonné, intitulé « Habiter : apprentissages ordinaires et institutionnels de la citoyenneté » (HAPCIT). Il a été mis en place entre 2017 et 2018, et financé par le dispositif APPI de l'Université Lyon 2¹⁰. Mes recherches m'ont permis également d'intégrer le programme ANR bilatéral franco-brésilien « High-Rise Living and the Inclusive City »¹¹ (2018-2020), déjà mentionné. Dans mes deux recherches, à Lyon et à Braşov, la question de la hauteur des immeubles et de l'urbanisme à la verticale a été une dimension importante des transformations du quartier que j'ai analysées. Des publications récentes¹² et d'autres en préparation traitent de cet angle concernant ces pratiques spécifiques d'habiter et de l'approche écologique. Enfin, j'ai pu joindre pour une courte période, en 2016, les programmes de recherche internationaux « Percevoir la ville » et « Capt'Eye » dirigés par Denis Cercllet¹³. Ils m'ont offert un cadre d'échanges intéressants sur l'usage de l'*eye-tracker* dans l'analyse du phénomène de perception des espaces urbains, à une période où je commençais à explorer l'utilisation de la caméra « embarquée » dans les itinéraires urbains avec mes interlocuteurs de Braşov.

Par ailleurs, mes recherches sur la problématique de la ville m'ont amenée à diriger de nombreux mémoires de recherche (et de stages) d'étudiants en master, dont une dizaine, ainsi qu'un postdoctorat, ont porté plus spécifiquement sur le quartier de la Duchère. Comme je l'ai déjà mentionné dans le premier volume, j'ai pu également mettre en place une recherche collective de terrain dans la ville de Chambéry (2012) avec des étudiants

¹⁰ Le programme HAPCIT a été porté par le laboratoire LADEC de l'Université Lyon 2 et par le laboratoire Education, Cultures, Politiques de la même université, avec les partenaires de l'Université Transilvania de Braşov, du Musée National du Paysan Roumain, de l'Université de Bucarest, du Centre Régional Francophone de Recherches Avancées en Sciences Sociales (CEREFREA) de Bucarest, ainsi que du réseau « Oraşul memorabil » de l'Ordre des architectes de Transylvanie.

¹¹ Le programme est porté avec le laboratoire EVS « Environnement, ville, société, UMR 5600 (Université Lyon 2) et par le Laboratoire LEAUC (Université Sao Paulo Brésil).

¹² Mes quatre publications co-écrites avec Olivia Legrip figurent sur le site du projet ANR (Botea, Legrip 2021).

¹³ Le programme de recherche « Percevoir la ville » a été porté par l'Université Lyon 2, un programme CEDRE (MAE) en partenariat avec l'Université Saint-Joseph de Beyrouth et l'Institut français du Proche-Orient (Liban). Le programme « Capt'Eye : Perception et image embraquée » a associé des chercheurs des laboratoires EVS (UMR 5600 CNRS), LIRIS (UMR 5205 CNRS) et CELAT (Montréal).

de Licence d'Anthropologie. Cette dimension de formation à la recherche a été une constante de mon travail, et elle a été aussi présente dans le programme HAPCIT. À cette occasion, j'ai pu accompagner et former à la pratique de terrain à la Duchère des étudiants lyonnais en Master, et dans la ville de Braşov des étudiants roumains en Licence de l'Université de Transilvania (Braşov) et de l'Université de Bucarest.

Première partie

Approche anthropologique de la rénovation urbaine

(La Duchère à Lyon)

Réaménagement et changement urbains : éclairages par la rénovation urbaine

Préambule

En 2007, lorsque je n'étais pas encore en poste de maîtresse de conférences à l'université, la Maison de la Jeunesse et de la Culture du quartier de la Duchère m'a sollicitée pour un travail de préparation et d'animation de cafés-débats dans un contexte de rénovation urbaine. Le cadre de recherche était inédit pour moi. Il ne s'agissait pas d'un travail de recherche classique comme j'ai pu connaître jusqu'alors, mais d'une commande publique, d'un travail en partenariat avec une structure de proximité du quartier. Cela nécessitait une démarche et une problématique de recherche qui devaient se construire à travers cette attente et ces collaborations, et au croisement des enjeux d'acteurs différents présents dans ce dispositif.

C'est à partir de ce contexte et de ce « petit » projet, comme je l'appelais souvent à l'époque, qu'un nouvel espace de recherche est né dans mon parcours, que je pourrais qualifier aujourd'hui de recherche publique. Il s'est étalé sur une première recherche de terrain intensif entre 2007 et 2012, repris depuis 2017 dans le cadre des projets de recherche HAPCIT ou « High-Rise Living », déjà mentionnés.

Les méthodologies à l'appui de cette recherche ont été multiples : l'observation participante et les entretiens collectifs dans le cadre de cafés-débats dans le quartier ; des observations et des entretiens individuels avec différents acteurs urbains dans leurs espaces de vie ou du quartier ; des parcours dans la ville guidés et commentés par eux (une méthode plus minoritaire sur l'ensemble, utilisée ces dernières années à la suite du terrain de Braşov).

J'exposerai dans ce chapitre les principaux résultats de cette recherche, ainsi que l'évolution de mes questionnements qui ont conduit aux enquêtes actuelles en Roumanie.

Dans un premier temps, je présenterai le contexte de la Duchère et le projet urbain qui a entraîné des transformations massives. Très rapidement après mon arrivée dans le quartier, je l'ai regardé comme une arène « développementiste » (Sardan, 1995) où des acteurs ayant des logiques et des enjeux différents entraient en négociations voire en conflit. La Duchère me semblait, d'une part, le terrain de projection de nombreux acteurs

politiques et techniciens de l'urbain, un terrain d'exercice et de déploiement d'ambitions urbanistiques majeures, autour de la mise en visibilité d'un projet exemplaire de rénovation urbaine à l'échelle régionale et nationale. D'autre part, la Duchère était un quartier où l'ampleur des démolitions massives a transformé le quotidien de nombreuses personnes en un espace d'incertitudes, d'inquiétudes voire d'espoirs, nécessitant une réorganisation profonde de leurs pratiques d'habiter, spatiales et relationnelles.

La deuxième partie de ce chapitre mettra en avant le phénomène de démolition comme « événement » dans la vie du quartier. Je montrerai que, par ses implications fortes, la démolition cristallise le nœud des tensions et des différences de représentation du changement du quartier.

La troisième partie présentera les principales tensions et divergences entre des acteurs urbains variés (élus, techniciens et concepteurs urbains, habitants, acteurs socioculturels du quartier). Ces tensions mettent en avant un conflit de valeur autour de l'habiter.

Le chapitre finira avec une partie conclusive qui proposera deux approches différentes du changement qui se dégagent des représentations de l'habiter des acteurs du quartier.

La rénovation urbaine : nouveau dispositif des politiques urbaines pour les Grands Ensembles

La rénovation urbaine s'inscrit dans la liste des nombreux dispositifs étatiques émergeant en France à la fin des années 1970 avec la Politique de la ville, proposant un ensemble de mesures pour réduire les inégalités entre les territoires urbains. Il s'agit plus précisément d'une réponse étatique à ce qui s'est construit et affirmé dans le temps comme étant « le problème des quartiers » ou « la crise des banlieues » et dont l'émergence, en tant que construction politique et publique généralisée, peut être située à la suite des émeutes de Vaulx-en-Velin en 1990 (Tissot, 2007). Sylvie Tissot montre que ces événements, progressivement détachés de leurs événements déclencheurs, sont rapportés à une nouvelle catégorie explicative, à un problème général des « banlieues » ou des « quartiers sensibles », décrit comme un problème social nouveau, spécifique et révélateur du fonctionnement de la société dans son entier. Par rapport à cette vision généralement répandue dans les médias et dans l'opinion publique, l'auteure montre que ce phénomène social n'illustre pas tant un « nouveau problème urbain, qu'il permet à une nouvelle vision des problèmes urbains de s'imposer, vision reposant sur une catégorie massivement

mobilisée, le problème des “quartiers” » (Tissot, 2007 : 26), confirmée et renforcée avec les émeutes urbaines de 2005 et ultérieures.

Les Grands Ensembles construits en France à la fin des années 1950 et au début des années 1960 ont été par excellence des lieux cibles pour de telles opérations en réponse au « problème des quartiers », avec des dispositifs nombreux concernant l’habitat et les pratiques socio-économiques. La rénovation urbaine s’inscrit dans la suite des différentes mesures allant dans ce sens¹⁴, opérant une mutation majeure dans la politique urbaine, un changement de cap puisqu’on passe d’une action de valorisation de ces quartiers par des réhabilitations douces, à une politique plus radicale, de destruction et de reconstruction (« casser les ghettos ») avec des projets de démolitions prévues sur 150 sites en France, dans le cadre des Grands Projets de Ville (GPV).

L’idée est de « déghettoïser », de désenclaver des quartiers classés en « zone urbaine sensible ». Une nouvelle loi (la loi Borloo) d’orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine (2003) donne le cadre de cette nouvelle démarche au sein de ces politiques urbaines : l’État prend en charge uniquement l’intervention sur le bâti, alors que l’accompagnement social et économique reste du ressort des collectivités locales, dimensions conjointement traitées dans les anciennes politiques de la ville.

La Duchère est un quartier ciblé par la Politique de la ville depuis 1986¹⁵ et un Grand Projet de Ville (GPV) est signé en 2001, parmi les premiers GPV en France, par les représentants de l’État, de la Région, du Grand Lyon, du Département, de la Ville. Le programme de rénovation urbaine débute en 2003 et n’est toujours pas achevé, car il s’est prolongé depuis par de nouvelles mesures (NPRU) jusqu’à l’horizon du 2030.

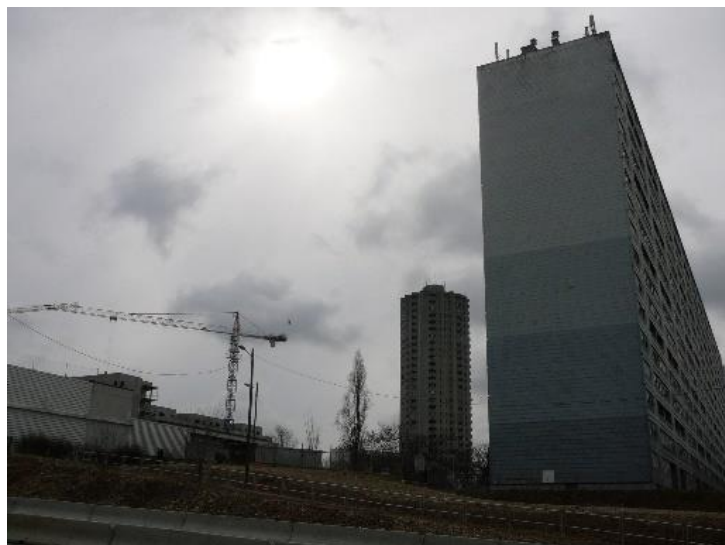
Sur une superficie de cent vingt hectares, le projet de renouvellement urbain a généré entre 2003 et 2015 la démolition de plusieurs grandes barres, plus précisément 1 711 logements sociaux construits à la fin des années 1950 dans le cadre du premier projet urbain et avec la reconstruction annoncée de 1 775 logements. L’objectif affiché était de ramener la part de logement social de 80% à 54 % à l’échelle du quartier¹⁶.

¹⁴ Ces mesures ont pris la forme de différents dispositifs, entre autres : le Développement Social des Quartiers (DSQ) à partir de 1984, substituée par le Développement social urbain (DSU) en 1993, par le Contrat de Ville en 1994, remplacé par le Contrat Urbain de cohésion sociale (CUCS) en 2007.

¹⁵ Des procédures plus anciennes similaires existaient déjà à partir de 1977 avec le dispositif : « Habitat et Vie sociale ».

¹⁶ Chiffres diffusés sur le site : www.gpvlyonladuchere.org

Démolitions 2010 et 2015 (B. Botea, L. Mongeard).



L'objectif déclaré dans ce nouveau cadre (GPV) à la Duchère, comme sur les autres sites de rénovation urbaine en France, est celui de (re)construire une « mixité sociale » dans le quartier. Dans ce sens, on vise une politique de destruction des logements sociaux et de remplacement de ceux-ci par des logements en régime de propriété ou de location et des résidences. Des logements sociaux seraient ainsi déplacés et reconstruits ailleurs dans la ville, hors des Zones Urbaines Sensibles. Une idée forte ressort de cette nouvelle mesure, le fait de soigner le bâti (le technique) pour soigner le social, la forme qui serait responsable du fond. Plusieurs auteurs en sociologie et science politique qui ont travaillé sur la rénovation urbaine ont mis en avant les enjeux et les intentions contenus dans cette stratégie urbaine axée sur la « mixité sociale » dans les Grands Ensembles. Ainsi, cette idée de mixité sociale peut être lue comme une volonté de revalorisation du quartier en attirant d'autres catégories socioprofessionnelles (des classes moyennes) qui auraient déserté le quartier. Ces dernières seraient censées avoir un rôle pédagogique et en quelque sorte « civilisateur » envers des classes défavorisées, ce qui amène certains auteurs (Avenel 2005, Lelévrier 2001, Donzelot 2006, Kirszbaum 2008) à noter que derrière ce principe recherché de « mixité sociale » se cachent des considérations ethniques, mais aussi des formes d'assimilation culturelle (intégration « à la française », « intégration des immigrés ») et de lutte contre le communautarisme :

« Quand on parle de mixité dans les quartiers pauvres, il est moins question du métissage que du fait d'y attirer durablement les couches moyennes, celles-ci étant considérées comme vecteur d'un modèle de normes et de valeur auquel les populations "exclues" pourront se conformer (...) il s'agit, certes de façon atténuée, de "civiliser" les classes populaires exclues, et de faire en sorte que les "autres" deviennent comme "nous" par la pédagogie, au sens scolaire du terme, du "vivre ensemble" » (Avenel, 2005 : 69).

« La conception de l'intégration dans les politiques urbaines françaises est plutôt celle d'une intégration individuelle, les regroupements d'immigrés représentant plutôt un risque qu'une ressource. Ainsi, la dispersion et la présence minoritaire de populations immigrées ne seraient plus seulement un enjeu d'intégration sociale, mais deviendraient un enjeu d'intégration culturelle. Même si l'on oublie souvent qu'une partie des populations dont on parle sont nées et ont été éduquées dans la culture française » (Lelévrier, 2001).

Comme j'ai pu l'observer à partir de mon terrain de recherche, la question de la « mixité sociale » défendue dans cette politique urbaine est très présente dans les discours des acteurs du projet urbain, mais aussi des résidents. Elle est au cœur des inquiétudes et des tensions de cohabitation que le projet urbain a fait émerger. Certains résidents ont réagi avec violence,¹⁷ car ils ont perçu dans les démolitions et les déménagements un rejet du quartier, de leur « chez soi », le refus d'un « droit à la ville » face à de nouveaux habitants qui allaient arriver dans le quartier, censés être plus désirables.

De l'ethnologue des « traditions culturelles » à l'ethnologue de la rénovation urbaine.

À la différence des nombreux travaux sur la rénovation urbaine engagés notamment en sociologie et sciences politiques, ou bien en géographie et urbanisme, l'anthropologie est quasiment absente de ces terrains en France. Quelques rares travaux sont à mentionner ici comme celui de Barbara Morovich (2014, 2017) mené à HautePierre, quartier strasbourgeois en rénovation urbaine. L'auteure faisait le même constat de l'absence des travaux anthropologiques sur ce phénomène, une rareté d'études qui concerne, comme l'observe-t-elle, plus largement les quartiers populaires des Grands Ensembles. Après les émeutes de 2005, des auteurs comme Didier Fassin (2006) ou Laurent Bazin et Monique Sélim (2007) ont eux aussi mis en avant le silence des anthropologues et la rareté des travaux anthropologiques sur « la crise des banlieues ».

Ma propre expérience sur ces quartiers mettra en lumière comment l'anthropologue arrive sur ces terrains de rénovation urbaine, quels chemins prennent ses questionnements et quels éclairages ces terrains offrent sur la pratique anthropologique. Nous verrons ces différentes dimensions dans les chapitres suivants.

Les démolitions ont commencé à la Duchère en 2003. Je suis arrivée dans le quartier en 2007, un moment où les premières démolitions ont déjà été opérées malgré les résistances de certains collectifs d'habitants. Dans ce contexte, les structures de proximité du quartier (MJC, Centres Sociaux) sont amenées à mettre en place un travail avec les résidents qui vivent dans des barres en voie de démolition. Ces organismes cherchent à

¹⁷ Le projet urbain a connu tout au long de son déroulement des épisodes de destructions et atteintes aux nouveaux logements construits, voire un « cocktail Molotov » à l'adresse de l'immeuble abritant la structure maîtresse d'œuvre du projet urbain.

garder le contact avec ces personnes dans un contexte compliqué, à la fois pour ceux qui vivent les démolitions et pour les organismes qui sont censés les « accompagner ». Cette mission s'avérait d'autant plus délicate que ces habitants n'étaient pas vraiment intéressés dans ce contexte à participer aux actions culturelles ou artistiques au sein de ces structures ni à « raconter leurs souvenirs ». Catherine Foret (2004, 2005) notait un effet de saturation que la floraison des « collectes » mémorielles dans ces quartiers produisait envers ces résidents. Dans ce contexte, la question centrale que les acteurs des équipements socio-culturels se posaient était de savoir comment s'adresser et continuer à dialoguer avec ces personnes, alors qu'il y avait une tendance à l'enfermement et à la baisse de la fréquentation de ces structures, du fait d'un sentiment d'inutilité de leur parole face à l'avalanche du gigantesque projet de démolition et de relogement qui les visait. La chargée du projet des cafés-débats (les « Cafés-partagés »), projet que je devais accompagner, décrivait dans notre entretien ce contexte du quartier en 2007 et l'idée de cette action :

« Sollicitée pour faire la coordination du lieu d'accueil des populations au moment des démolitions de la barre 200 en 2003 et de la 210 en 2005, j'ai fait le constat de la souffrance des habitants et de leur difficulté à se projeter dans l'avenir, des difficultés existentielles du quotidien. En 2006, les choses s'accélérent, le quartier de la Duchère devient un chantier à ciel ouvert où le vide s'installe. C'est de cette sensation de vide qu'est né le projet des "Cafés-partagés" ».

C'est dans le contexte de mise en place de ces cafés-débats que la MJC et les deux centres sociaux du quartier me sollicitent en tant qu'ethnologue pour un « cadrage scientifique » de leur projet. Un an après, j'ai renforcé cette démarche initiale par un volet de recherche plus « classique » avec des observations et des entretiens individuels dans le quartier. Ce volet de recherche a été soutenu par la DRAC et le Conseil Régional Rhône-Alpes (appel à projets « Mémoires du XXe Siècle »), financement attribué également pour la mise en place d'une exposition rendant compte de cette recherche. L'exposition a été réalisée en partenariat avec la MJC, et avec le concours des habitants et d'une équipe d'étudiants en anthropologie de l'Université Lyon 2 et de l'INSA Lyon (section Arts plastiques).

Il est intéressant de retracer ici l'évolution de mes problématiques de recherche, lesquelles se structurent jusqu'en 2010 par ma présence auprès des structures partenaires du quartier et de leur demande. Ce chemin de problématisation peut être

regardé aussi comme un chemin d'affirmation de l'anthropologie dans ces terrains de recherche sur la rénovation urbaine, largement occupés par d'autres sciences sociales.

De manière caricaturale, l'ethnologue arrive dans un quartier de démolitions et de déplacements des populations en tant que « spécialiste des cultures et des traditions ». En effet, c'est un ethnologue du Centre des Musiques et des Danses Traditionnelles (CMTRA) qui était initialement recherché pour ce projet culturel sur les cafés-débats. Les animateurs des centres culturels et sociaux estimaient que des thématiques neutres, comme les « traditions culturelles », auraient évité de faire fuir les habitants, sollicités trop souvent pour raconter leurs mémoires ou leurs ressentis sur les démolitions et alors qu'ils n'étaient pas écoutés dans les prises de décision. La thématique des « traditions culturelles » (les animateurs pensaient ici aux pratiques culinaires, aux rites de mariage et du cycle de vie, etc.) était censée avoir un potentiel de médiation dans ce contexte de rénovation urbaine, instaurant des temps de pause et de partage dans le quotidien des habitants parsemé par l'inquiétude. Il a été aussi dit que cette thématique faisait sens dans ces quartiers de brassages culturels, avec des trajectoires migratoires multiples.

Cette demande initiale m'a semblé d'entrée relever d'une approche folklorisante et inappropriée sur un terrain où les populations subissaient des démolitions. À quoi bon parler du couscous et de la paëlla, des rites de mariage, etc. face aux inquiétudes et à la souffrance de certains résidents par rapport aux transformations du quartier ? Décue de cette incompréhension de la nature du travail de l'anthropologue et méfiante par rapport à cette approche, mon premier travail a été de reformuler cette perspective des « traditions culturelles » en négociant avec les acteurs un questionnement portant plutôt sur les transformations et les transmissions de ces pratiques culturelles en contexte de mobilité (de migration et de déplacement résidentiel).

C'est finalement le sujet des démolitions qui est le plus ressorti de ces cafés-débats.

Réalisés tous les deux mois et demi, les cafés se multipliaient et les enregistrements s'accumulaient sans savoir quoi en faire. C'est l'inquiétude du scientifique préoccupé à recueillir des matériaux pour en faire quelque chose qui s'exprimait ici. Je ne concevais pas à l'époque que le rôle et la pratique de l'anthropologie pouvaient simplement se résumer à l'instauration de ces espaces de débats, à participer à la formulation des « problèmes publics » John Dewey (2010/1927), d'un *concernement*, de ce qui nous préoccupe, par un processus partagé de connaissance. Ma formation à l'université m'a

amenée à percevoir le travail ethnologique plutôt comme une opération de recherche plus conventionnelle approfondissant un thème en particulier par une méthode ramenée généralement à l'observation (participante) et aux entretiens et comme une production conceptuelle de type académique.

L'opportunité de l'appel d'offres de la DRAC/Région Rhône-Alpes intitulé « Mémoires du XXe siècle » m'a amenée à réorienter mon projet de recherche à la Duchère vers ce que je pensais être un « vrai » travail anthropologique. Je me suis ainsi penchée sur un axe de recherche qui ressortait des cafés-partagés, pour tenter de le comprendre à partir des matériaux de terrain et de le restituer. Cet axe a porté sur les divergences dans les représentations de l'habiter et de la valeur de la ville pour les différents acteurs urbains (habitants, acteurs politiques et techniciens de la réhabilitation, architectes-urbanistes). J'évoque ici la notion de représentation plutôt que de perception, car ma démarche a été centrée sur l'observation participante de ces cafés-partagés et sur une analyse des discours (suite à des entretiens), ayant finalement eu peu l'occasion de me promener avec les personnes dans le quartier et de regarder les lieux ensemble, et surtout d'en faire une méthode de recherche. Cela a été d'ailleurs une des limites de ce travail de 2007 à 2010 et le retour sur le terrain de recherche dans le cadre du programme HAPCIT à partir de 2017 visait à aborder une perspective différente, comprenant aussi des itinéraires en ville avec les personnes.

Durant ce travail de recherche, deux étudiants de Master d'anthropologie nous ont rejoints¹⁸. Les résultats de notre recherche devaient être présentés sous la forme d'une exposition (élaborée au sein des cafés) et de la mise en place d'un chemin de promenade urbaine dans le quartier, un dispositif de type mémoriel, patrimonial, voire touristique, pour le quartier. L'exposition fera l'objet d'une présentation plus détaillée par la suite. Concernant les circuits de promenade dans le quartier, ils ont été issus d'une volonté de prolonger et d'enrichir le dispositif des balades organisées par le Musée Gadagne, consacré à l'histoire de la ville de Lyon. Ce dispositif nous semblait trop technique et urbanistique, manquant de la présence vive et des expériences de ceux qui habitaient ou

¹⁸ Sarah Rojon (Master 1 et Master 2 d'Anthropologie) et Leu Ploux-Chillès (Master 1 d'Anthropologie) ont participé sous ma coordination à cette enquête de terrain et à la fabrication de l'exposition de 2010. Lorsque j'utilise le « nous » comme sujet du travail réalisé, je fais référence à cette recherche collective menée à partir de 2009, ou plus largement au collectif élargi à l'équipe du projet, comprenant ici d'autres acteurs professionnels du quartier ou des résidents.

travaillaient dans le quartier. Nous avons proposé avec la MJC et des résidents du quartier une « balade à deux voix » dans laquelle l'urbaniste envoyé par le musée et des habitants bénévoles racontant les lieux se complèteraient la parole. En 2010, ce type de dispositif n'était pas si courant, par rapport à l'inflation aujourd'hui des « balades urbaines » avec des habitants ou guidées par eux.

D'une spécialiste des « traditions culturelles », je suis devenue au fur et à mesure une ethnologue de la rénovation urbaine et des changements urbains.

La démolition comme événement

Un des nœuds qui cristallisait les tensions et les formes de résistances au projet urbain était la question des démolitions dans le quartier. Il convient par ailleurs de noter le désir de ne pas quitter la Duchère, formulé par la majorité des habitants dans le contexte du projet de rénovation, en tous cas pour tous ceux que nous avons rencontrés. Peu d'entre eux voyaient dans ce contexte une opportunité pour quitter le quartier. Au contraire, les familles concernées par les démolitions ont formulé le souhait de déménager dans d'autres logements du quartier. Pour nombre de ceux qui ont pu rester à la Duchère, ils ont été relogés dans des parties du quartier où ils n'auraient pas souhaité habiter avant (par exemple dans le quartier du Château).

Opérations massives, effectuées surtout par l'implosion, les démolitions constituaient des scènes de vie et professionnelles troublantes et contrastées. Elles étaient préparées longtemps en amont et très médiatisées, organisées comme des spectacles, dans un périmètre très restreint où étaient condensés les participants à l'opération. Le paysage humain et social de ces « spectacles » de la démolition était insolite et parfois insoutenable, tout du moins très hétéroclite réunissant : des personnes résidentes s'effondrant sous le coup des larmes ou de fortes émotions, des habitants regardant cela avec nostalgie et inquiétude ou avec du fatalisme ou de l'espoir, des acteurs du projet urbain réunis dans le périmètre des « VIP » applaudissant l'opération lorsque la barre tombait, des participants extérieurs comme les journalistes, des militants, des chercheurs et des « observateurs » de toute sorte venus pour ce moment particulier de la démolition (fig. 1 - 4).

En dehors de ce que l'on pouvait voir le jour « J », le quotidien de vie et de travail dans le quartier révélait le vécu de la démolition comme un processus long, dont les temporalités

et les effets étaient flous et indéfinis, créant d'autant plus d'incertitudes : entre le moment où la nouvelle de la démolition émergeait, le temps des rumeurs, des premières quêtes de réponse après l'officialisation, la participation aux différents dispositifs d'accompagnement et de relogement mis en place pour les familles concernées, le temps de relogement (avec parfois des relogements successifs à cause de plusieurs démolitions) et, enfin, le temps de l' « après ».

Démolitions 2010 et 2015 (B. Botea, L. Mongeard).



Si la durée sociale des démolitions et de leurs effets était longue, elle était vécue avec la force d'un « événement », surgissant brusquement dans la vie du quartier. Dans un article publié dans la revue *Ethnologie française*¹⁹ j'ai proposé une analyse de la démolition comme événement. Je me suis appuyée ici sur la notion d'événement abordée par différents auteurs, qui mettent en lumière l'idée que l'événement opère un changement radical par un bouleversement des repères existants et la formulation de nouveaux « modes d'intelligibilité » (Bensa, Fassin, 2002). Michèle Leclerc-Olive analyse les « événements biographiques marquants » liés à l'expérience migratoire et note que ceux-ci « se donnent à voir comme un changement de situation : celle-ci ne peut plus être décrite avec les mêmes prédicats dès que l'événement survient. Les événements marquants sont des points nodaux de l'expérience biographique : c'est au moment où les représentations incorporées de soi, de la société et du monde sont bousculées que le sujet s'interroge, interprète, tente de produire un sens, de nouvelles représentations » (2010 : 334).

La démolition telle qu'elle est vécue en contexte de rénovation urbaine agit de manière profonde sur le rapport des individus à leur environnement quotidien, exprimés dans des liens intimes à des lieux, à des personnes, à des mémoires. Elle opère un bouleversement des repères géographiques dans le quartier et des rapports sensibles, elle s'éprouve comme une désorientation vécue par les corps. Les paroles de certains habitants nous permettent de comprendre plus concrètement ce rapport sensible au quartier :

C'était une petite murette où les gens pouvaient s'asseoir, qui était pile en face des allées. [...] Toutes les mamans, quand elles sortaient, se retrouvaient sur la murette. [...] Après ils ont commencé à casser cette murette et les personnes ne savaient plus où s'asseoir. Mais, c'est vrai, ils étaient perdus. [...] Après y' avait une deuxième murette quand on a habité [à la barre] 221. Elle se trouvait sur le passage ...les gens qui venaient [du quartier] de la Sauvegarde pour aller au centre commercial passaient par là. Mon père s'asseyait tous les jours et il parlait avec tous ceux qui passaient. Du coup, tout le monde le connaissait et lui il a connu plein de monde. [...] Avec le relogement - parce que pour nous ça n'a pas été très bénéfique le relogement - mon père est parti juste à Balmont, ce n'est pas très loin ; mais il a complètement

¹⁹ B. Botea, « Expérience du changement et attachements. Réaménagement urbain dans un quartier lyonnais (La Duchère) », *Ethnologie française*, vol. 44, n°3, 2014, p. 461-467.

*déprimé, il ne retrouvait plus ses repères, il ne retrouvait plus sa murette, il ne retrouvait plus les personnes qu'il voyait tous les jours.*²⁰

Dans un autre registre, la démolition a agi fortement sur les réseaux de sociabilité et d'économie domestique des familles, lesquels se retrouvaient profondément affectés ou réorganisés pour certains habitants, et en particulier pour ceux qui déménageaient ou pour leurs familles restant dans le quartier. Basés sur l'entraide et les échanges au sein de la parenté ou du voisinage, les tissus familiaux et sociaux se déploient souvent à la Duchère dans la proximité géographique. Les dé/relogements ont provoqué une rupture brutale de ces tissus et une fragilisation de certaines populations. Nos jeunes interlocuteurs ont mentionné la disparition du jour au lendemain de leurs réseaux de connaissances et d'amitié, et ce fait est évoqué même pour ceux et celles qui attendaient avec grand espoir la rénovation urbaine, projetant une sortie d'un certain stigmatisme du quartier.

Comme nous venons de le voir avec l'exemple de la Duchère, les processus de renouvellement urbain et en particulier de démolition et de réaménagement ont eu des conséquences considérables : le déplacement de certaines populations ou de leurs activités, le changement d'usage des lieux publics ou d'habitation, la réorganisation des systèmes d'orientation des individus par rapport à leurs espaces-temps d'expérience (tissus familiaux ou de voisinage rompus, sociabilités recomposées, nouvelles dispositions du corps dans l'espace, réorganisation de l'économie domestique, etc.).

L'impact de ces transformations opérées par la démolition fait d'elle un « événement biographique marquant » (Leclerc-Olive, 2010) générant une réorganisation des récits des trajectoires de vies individuelles ou familiales. Dans ce sens, la démolition et les déménagements qui ont suivi, ont créé un « avant » et un « après » cet événement, ils ont fait émerger de nouvelles temporalités dans les récits biographiques ou du quartier, autrement dit de l'historicité et de l'histoire. Cependant, j'ai pu observer que cet « avant » et « après » étaient des catégories qui couvraient des réalités très complexes et disparates en fonction des acteurs concernés, de leurs expériences, des trajectoires de vie ou des rapports à l'environnement. Par exemple, pour les « anciens » résidents de la Duchère arrivés avant les démolitions, l'« avant » était une catégorie généralement positive, elle

²⁰ Entretien recueilli en 2010 par Sarah Rojon, étudiante en Master 2 d'Anthropologie pendant la période de notre recherche.

faisait souvent référence à la « grande époque » ou à un temps d'origine. Néanmoins, de manière plus précise, l'« avant » renvoyait à des temporalités différentes selon le moment d'arrivée dans le quartier. Pour les habitants « pionniers », la belle époque était celle des années 1960, pour d'autres, arrivés plus tard, elle se situait dans les années 1980, alors que pour d'autres encore, ce passé envisagé positivement concernait une période plus récente, les années 2000. Pour ces derniers, ce passé valorisé finissait au moment du commencement des travaux de réaménagement urbain. Pour d'autres résidents qui saisissaient les démolitions comme une opportunité de quitter le quartier, le passé positif se situait généralement avant les années 1980, la « dégradation » commençant juste après, avec l'arrivée massive des nouvelles populations issues de l'immigration.

Ce qui était finalement commun à ces témoignages, au-delà de ces temps chronologiques différents, était l'idée que l'« avant » renvoyait à une expérience collective forte. La solidarité, l'entraide au sein de l'immeuble, l'engagement citoyen pour construire le quartier, la participation aux festivités urbaines étaient, parmi d'autres, ce à quoi faisaient référence nos interlocuteurs. Un certain rapport nostalgique à ce passé, à ce que les personnes désignaient globalement par l'« avant », était récurrent dans les entretiens.

Ces éléments d'enquête qui mettent en lumière un certain attachement des habitants aux différentes expériences collectives vécues dans le passé, ainsi que le contraste que j'ai pu observer avec les discours des acteurs du projet urbain (j'y reviendrai après) m'a amenée à m'intéresser à la question de la « valeur » donnée à l'habiter et, par la suite, à introduire la question de l'attachement dans mes perspectives d'analyse.

La valeur des lieux urbains et l'urbanité comme valeur

La valeur comme lien

Les discours sur la rénovation urbaine portés par les acteurs du projet urbain (élus, techniciens du GPV) tournaient de manière systématique autour des termes « dévalorisation » et « revalorisation » de certains quartiers et zones urbaines. L'usage fréquent de ces catégories, reprises aussi par certains résidents, m'a conduite à m'interroger sur le sens qui leur était donné. Comment comprendre cette dé-revalorisation, autrement dit le processus de valuation de l'urbain et le sens d'une ville « désirable » ? John Dewey notait que « les valeurs sont des notions émotionnellement

chargées de ce qui est désirable »²¹. À quoi tenons-nous lorsque nous habitons une ville, et surtout lorsque nous sommes obligés de la quitter ?

Comment comprendre le sens donné à la ville désirable et à l'habiter, autrement dit sa valeur, par les différents acteurs de la ville (élus, urbanistes, techniciens de la ville, acteurs socioculturels des quartiers, différentes catégories de résidents) ?

Les travaux d'anthropologie et sociologie économique sur la question de la circulation des biens et sur l'économie des échanges ou sur la question du don et du contre-don ont apporté des éclairages intéressants sur la notion de valeur. Une idée centrale qui se dégage de ces travaux est que la signification et la valeur des objets sont impensables en dehors des configurations et des situations sociales d'échange qui les définissent. En ce sens, ces travaux mettent l'accent sur les notions de valeur d'usage, de valeur d'échange et de lien attribuées à ces objets. Jacques Godbout notait à propos de la valeur des biens que : « Les biens et services valent aussi, et parfois de façon prépondérante, en fonction de leur capacité à créer et reproduire des relations sociales. Ils n'ont donc pas seulement une valeur d'usage et d'échange, mais une valeur de lien [...] et le lien importe plus que le bien » (1992 : 237).

D'autres travaux en économie sociale qui portent sur les « systèmes d'échanges locaux » (SEL) illustrent cette même conception de la valeur fondée sur le lien social. Dans le système d'échange local, nous passons d'une « problématique *d'individus* échangeant par *contrat* un bien/service dont le prix indiquerait *la valeur d'un bien* à une problématique de *personnalisation* de l'échange dans laquelle le prix exprime d'abord la valeur du *lien* » (Malandrin cité in Monneret, 2003 : 45)²².

Dans une direction similaire, le champ de l'art et du patrimoine met en avant des idées similaires sur l'approche de la valeur. Certaines perspectives insistent sur le fait que dans le processus artistique le sens et la valeur de l'objet artistique reposent sur la relation sociale qui se constitue autour de lui (Dewey 2006/1934, Goodman 1992). Cette perspective d'analyse est rencontrée aussi dans le champ de l'anthropologie du patrimoine. Les travaux sur la « vie des objets » et sur les « carrières d'objets » montrent qu'il n'existe pas une valeur patrimoniale intrinsèque à l'objet. De nombreux travaux

²¹ Selon Dewey, le « désiré » relève d'une « appréciation immédiate », d'un désir spontané, alors que le « désirable » implique un processus de valuation. Les valeurs semblent plus durables et stables par rapport aux désirs spontanés. (Dewey, 2011/1939 : 34).

²² Voir aussi le travail de J. M. Servet (dir.), 1999.

mettent en lumière les dynamiques sociales des objets patrimoniaux qui passent parfois du statut de déchet ou d'objet banal (« sans valeur ») à l'objet de musée (Bonnot 2002, Bromberger et Chevallier 1999). D'autres analyses mettent en avant les médiations et le sens collectif construit par le processus patrimonial autour d'un objet qui devient ainsi un objet-miroir et de représentation pour « faire exister une entité collective, laquelle est toujours abstraite » (Micoud, 1995). Une idée fait l'unanimité dans ces travaux, à savoir que les contextes de rupture et de crise dans la vie des individus sont généralement des contextes favorables pour l'émergence de ces processus de valorisation et de construction des sens collectifs (Cerclet 1998, Peroni 2001, Tornatore 2010).

Revenant à la question de la rénovation urbaine, contexte de transformations brutales, j'ai pu observer que cette valeur de lien, d'usage et de médiation des lieux urbains est très présente dans les discours de mes interlocuteurs. Tout d'abord, au niveau des politiques urbaines, la « dévalorisation » des Grands Ensembles est pensée comme une perte de « cohésion » et de « lien social » au sein de ces quartiers ou entre ceux-ci et le reste de la ville. Les concepteurs urbains et les décideurs considèrent ainsi la « revalorisation » comme une possibilité de recoudre le tissu urbain et de rétablir la « cohésion sociale ».

Cette analyse des problèmes des « quartiers » autour de la problématique du lien social est ancienne. Dans les années 1990, on tentait déjà de répondre aux problèmes d'« anomie » attribués à ces zones périphériques en cherchant à recréer des liens sociaux à l'échelle du quartier (Tissot, 2007). Les anthropologues et les sociologues de l'urbain développent dans les années 1990 un travail autour de la question du lien social dans la ville, des travaux propulsés par des commandes publiques et des partenariats avec le ministère de la Culture et le ministère de la Jeunesse et des Sports (Métral, 1997).

Plus récemment, cette rhétorique du « lien social » est moins présente dans les politiques publiques et elle est remplacée par celle de « mixité sociale », principe central dans la politique de rénovation urbaine. Cela suppose de refaire une mixité des régimes d'habitat et d'insister sur son « rééquilibrage » à l'échelle des agglomérations. Selon mes interlocuteurs, concepteurs urbains et décideurs, le fait de rétablir ces équilibres amènera à résoudre le problème du manque d'attrait économique et social de ces territoires et le phénomène de vacance des logements, phénomènes qui illustrent la dévalorisation des Grands Ensembles.

Alors que pour les concepteurs et les décideurs urbains les liens dans la ville semblent pouvoir « se refaire » par de bonnes pratiques de gestion et de rééquilibrage des territoires (par des formes de solidarité entre territoires concernant le pourcentage des HLM, par une logique des flux et des circulations entre eux, par la mixité sociale), la valeur de l'habiter et ces liens prennent un sens très différent du côté des résidents.

La « mixité sociale » apparaît aux résidents comme un principe artificiel, décrété « par le haut », face à une solidarité déjà existante et face à des pratiques d'échange et de partage installées de longue date dans un contexte de cohabitation multiculturelle dans le quartier. De nombreux habitants considèrent que ces pratiques d'échange et de solidarité font l'emblème du quartier depuis sa construction, ainsi que la valeur de l'habiter à la Duchère. Les discours des premiers habitants arrivés à la Duchère au début des années 1960 sont exemplaires ici, par l'évocation de l'idée d'une « époque d'or » que le quartier aurait connu :

« On a vécu des années extraordinaires, car on arrivait tous ici de lieux différents, dans un quartier inconnu, ce qui a créé quelque chose d'unique dans les relations. Et il y avait tout à inventer. Les liens des uns aux autres étaient extraordinaires. Je me rappelle qu'il nous manquait plein de choses. Par exemple pas tout le monde avait le téléphone. Il y avait le téléphone uniquement dans quelques allées, un téléphone pour 30 appartements. On avait une personne handicapée qui avait le téléphone, tout le monde allait chez elle pour téléphoner. Je me rappelle aussi que pendant une année il y avait une paire de bottes laissée devant la porte. Et c'était pour ceux qui, pendant les jours de pluie, n'avaient pas de bottes. Donc, des choses comme ça qui marquent. » (Madame S., arrivée à la Duchère en 1963).

À la Duchère, certains de nos interlocuteurs se rappellent avec nostalgie les pratiques de sociabilité masculine liées à la fréquentation des garages où se préparaient des repas entre voisins. D'autres évoquent la participation collective aux matches de football se déroulant en bas des barres, lorsque les voisins suivaient les matches depuis leurs fenêtres. Une nostalgie pour un temps d'« avant » – peu précis sur un plan chronologique, comme déjà mentionné – est souvent présente dans les discours. Elle renvoie à un temps d'expériences collectives fortes déployées dans des espaces urbains généreux permis par un urbanisme à la verticale ou par des espaces fluides sans trop de séparations. Le projet de rénovation urbaine comporte, en revanche, une visée opposée puisqu'un de ces principes fondamentaux exprimés dans tous les entretiens avec les acteurs du projet

urbain concerne une réorganisation de l'espace pour faciliter une meilleure gestion, notamment par une séparation plus claire entre les espaces privés et les espaces publics. Les espaces verts visibles dans les bâtiments nouveaux construits après les démolitions, sont très encadrés et finalement non-utilisés par les résidents, ainsi que les différentes formes de séparations par les nombreux grillages, « brises-vue », « claustra » ou « séparations » pour reprendre le vocabulaire architectural de ces éléments de façade. Ceux-ci sont censés donner du « cachet » aux immeubles (fig. 1, 2). Ces aspects illustrent bien cette nouvelle fragmentation des espaces qui entraîne la disparition des pratiques spontanées dans ces lieux²³.



2013, B. Botea.

Les résidents qui pratiquent ces lieux au quotidien regrettent la disparition de cette générosité des espaces, leur caractère flexible, la présence de ces espaces d'entre-deux, car pour eux ils sont potentiellement des espaces d'expérience collective. C'est cette absence qu'ils déplorent dans cet urbanisme à l'horizontale et par rapport aux nouvelles pratiques de résidentialisation et d'organisation de l'habiter dans les nouvelles résidences construites.

J'ai pu aussi observer que les lieux qui ont de la valeur aux yeux des résidents, et autour desquels s'organisent leur mémoire, sont les lieux où se font des liens, des lieux de sociabilité spontanée et diffuse dans la ville : des espaces en bas des barres, les « murettes », des petits squares, les marchés, la galerie marchande aujourd'hui démolie, les centres

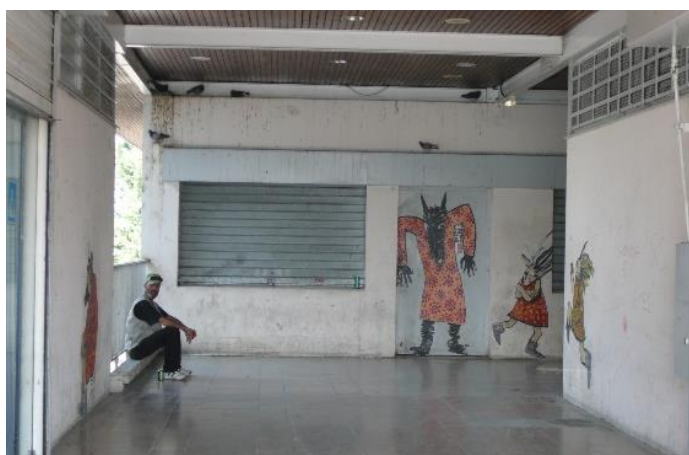
²³ Quelques nouveaux jardins « partagés », mis en place après la rénovation urbaine, peuvent être une exception ici. Cependant, ces lieux sont rares et ils sont préalablement délimités et impulsés par des institutions.

sociaux. Dans un de mes articles portant sur le travail de terrain à la Duchère²⁴, j'ai abordé la question du patrimoine urbain sous l'angle de la valeur de ces lieux du quotidien. Ils s'apparentent à un « petit » patrimoine, à des lieux précieux d'expériences collectives, de mémoires et d'attachement. À la différence de ceux-ci, les discours de valorisation du quartier par les concepteurs urbains et par les plaquettes de communication du GPV mettent en avant le « Grand » Patrimoine, qui recouvre généralement des lieux classés et du patrimoine bâti : la Tour Panoramique, le Ciné Duchère (autrefois église de Balmont), l'Église du Plateau, le Château d'eau, le Château de la Duchère, le Fort du Balmont, le Temple d'Amour ou bien le parc du Vallon. À travers les entretiens avec nos interlocuteurs, nous avons pu remarquer qu'ils ignoraient très souvent ces lieux patrimoniaux et leur valeur, ou ne les fréquentaient pas. Le parc du Vallon est, par exemple, un des lieux phares de la communication du projet de rénovation, permettant de mettre en avant la qualité « verte » du quartier. Une affiche récurrente dans le quartier mentionne : « La Duchère, *naturellement* Lyon ». Cependant, ce parc reste encore aujourd'hui un espace non fréquenté par les habitants, qui déplorent l'insuffisance des bancs pour s'asseoir et un usage du parc qui ne se prête finalement qu'à des pratiques de sport, utilisé souvent pour courir. Il est ainsi vu comme un lieu de passage, de circulation, en dehors des trajets quotidiens et de l'expérience de tous les jours dans le quartier, plutôt qu'un lieu qui peut faire émerger des pratiques de sociabilité.

Le rapport aux démolitions est une autre illustration de cette conception de la valeur des lieux urbains et de l'habiter comme potentiel de lien et d'expérience collective. De nombreux habitants décrivent la rénovation du quartier comme un contexte de dégradation ou de rupture du lien aux autres. L'expression que l'on entend souvent et qui revient de manière forte les jours de démolition est : « On nous sépare ! ». Il est intéressant de noter que ce n'est pas la destruction de l'habitat, ni le lien affectif à celui-ci qui sont tout premièrement évoqués, mais une rupture par rapport à une possibilité d'expérience et de liens collectifs.

²⁴ B. Botea, « Expériences du changement et attachement ... », *Ethnologie française*, *op. cit.*

fig. 3, 4, 5, 6. Des lieux dans la galerie marchande, disparus aujourd'hui (2010, B. Botea).





Du « Grand » patrimoine (2012, L. Serra).



« Le vert » une image de marque (2010, B. Botea).

J'ai pu remarquer que les concepteurs et les décideurs urbains sont très au courant de la déception des habitants délogés. Par ailleurs, ils considèrent leur nostalgie, attachement et difficulté à quitter leur logement comme tout à fait normales. En échange, ils proposent une amélioration des conditions de résidence²⁵, sans prendre en compte toute cette dimension sociale et d'expérience collective qui ne fonde pas tant l'habitat mais l'habiter. Pour comprendre la force de ce sentiment d'habiter, il faut revenir à la distinction entre, d'une part, le fait de résider ou de se loger et, d'autre part, l'« habiter » lequel désigne la construction d'un rapport de proximité et d'intimité avec notre environnement (Paquot, 2007). À la différence de l'habitat, l'habiter n'est pas une notion aréale, restreinte à un espace délimité. L'habiter s'appuie sur la production d'« un usage familial du monde et où s'entretient une *impression d'habiter* (son palier, son immeuble, son quartier) qui franchit le seuil de la maisonnée et peut concerner, par exemple, certains lieux publics de la ville » (Breviglieri, Trom, 2003 : 401).

Ces conceptions différentes de la valeur des espaces urbains peuvent nous faire penser à une distinction faite dans les travaux d'anthropologie et sociologie économique entre la qualité « aliénable » et « inaliénable » des biens. Xavier Greffe (1990) montre que les biens aliénables sont « substituables » et « homogènes »²⁶ à la différence de ceux inaliénables, chargés d'une forte valeur symbolique et, par cela, connaissant un régime restrictif de circulation et d'échange à l'extérieur du groupe. En anthropologie, des auteurs comme

²⁵ Il convient, cependant, de préciser que cette amélioration de l'habitat proposée est économiquement inaccessible à une bonne partie de ceux délogés à cause de l'augmentation des prix des nouveaux logements.

²⁶ Selon Greffe, les biens inaliénables sont « substituables », lorsqu'ils peuvent satisfaire le même usage, et « homogènes » lorsqu'ils présentent les mêmes caractéristiques de telle sorte que seuls les prix d'accès déterminent l'attitude des consommateurs (Greffe, 1990).

Marcel Mauss et Annette Weiner montrent que la principale qualité des biens « inaliénables » est de véhiculer une dimension collective, une histoire de groupe. La valeur de ces objets et l'argument de leur préservation et la restriction de leur circulation, reposent sur le fait qu'ils sont les garants d'un lien dans le temps entre des individus, du maintien du collectif (Weiner, 1988).

Les politiques d'aménagement urbain ne semblent pas du tout prendre en compte cette valeur « inaliénable » de certains lieux, de ce « petit » patrimoine, des lieux qui ne sont pas facilement « substituables » et qui ne peuvent être « banalisés », puisque chargés d'une forte valeur d'usage et de lien. Les acteurs du projet conçoivent la revalorisation du quartier, le dépassement du stigmate et l'inscription de la Duchère dans les circuits de valeurs et de rayonnement d'autres quartiers lyonnais par ce qu'ils appellent : une « banalisation du quartier » et une « banalisation du passé du quartier » pour effacer le « stigmate ». Cependant, pour de nombreux habitants, « banaliser le quartier » c'est banaliser leur histoire de vie ici, une histoire précieuse, laquelle rappelle des temps et des expériences collectives, des tissus de solidarité importants.

Rapports au temps et transformations urbaines

Ce rapport au temps est central dans la notion de valeur et j'ai pu observer qu'il était aussi un élément principal qui cristallisait une divergence des points de vue dans les représentations des différents acteurs urbains.

Pour dépasser la rigidité et l'aspect substantiel des notions classiques de « passé », « présent », « futur », Reinhart Koselleck (1987) a proposé les notions de « champ d'expérience » et d'« horizon d'attente » qui m'ont inspiré dans mon analyse du rapport au temps dans le contexte des transformations du quartier. Ces deux catégories nous permettent d'éviter de tomber dans une conception linéaire du temps et dans une approche substantialiste ou séparatrice des catégories, habituellement utilisées pour désigner notre rapport au temps (passé, présent, futur). Koselleck notait que « toute communauté humaine dispose d'un espace d'expérience vécue, à partir duquel nous agissons, dans lequel ce qui s'est passé est présent ou remémoré » (1987 : 9). Ce « champ d'expérience » correspondrait ainsi à un « passé actuel ». Quant à l'« horizon d'attente », il est celui à partir duquel on agit. Il désigne un futur qui est éclairé par une lecture du

passé faite dans le présent. Ce passé influence la manière dans laquelle nous concevons le futur et il permet de formuler des intentions dans le présent.

J'ai repris ces notions de « champs d'expérience » et d'« horizon d'attente » pour désigner deux orientations du rapport au temps que j'ai pu observer sur mon terrain : la première tournée plutôt vers la mémoire et vers l'expérience (mais se construisant à partir du présent et avec des intentionnalités pour le futur) ; la seconde, orientée vers un champ des possibles dans le futur (mais engendrés à partir d'un champ d'expérience).

En effet, au regard des rapports au temps que j'ai pu déceler dans les discours et actions de mes interlocuteurs, un décalage fort apparaissait entre les concepteurs et les usagers de la ville. Pour les premiers, ils percevaient les transformations du quartier selon une logique des horizons d'attente, au prix de « banaliser » les champs d'expérience. Du côté des résidents, ils semblaient portés vers le champ d'expérience, avec parfois des rapports nostalgiques. Le registre de l'horizon d'attente est pour eux faible, certainement à cause d'une inquiétude de l'avenir, qui les amène à privilégier un rapport nostalgique.

Si j'ai pu faire le constat qu'une certaine tendance de polarisation des rapports au temps entre deux types d'attitudes existe, et qu'elle est plutôt à retrouver dans la distinction porteurs (et concepteurs) du projet urbain et usagers, cette polarisation est à relativiser et à comprendre dans la nuance.

Les tensions suscitées par le projet urbain peuvent nous amener au premier abord à envisager des groupes ou des camps qui s'affrontent, avec deux conceptions différentes de ce projet de changement, d'une part les élus et les aménageurs, d'autre part les « habitants ». Néanmoins, j'ai pu observer que les positions sont plus nuancées et que ces changements génèrent des positions et des espaces plus fluides, comme le montraient aussi M. Fritsch (1998) ou Alice Mah (2012) dans leurs travaux sur les contextes de changement urbain de dé-ré-industrialisation générant autant de tensions.

Par ailleurs, des travaux anglo-saxons dans le champ d'une anthropologie de l'aménagement (Abram, Weszkalnys, 2011, 2013) ont mis en avant l'importance de dépasser l'analyse simpliste qui conçoit l'aménagement comme une narration progressiste, parlant d'elle-même. Ces auteurs montrent que la logique de l'aménagement met en avant des temporalités complexes qui incluent toutes les catégories du temps - passé, présent, avenir - malgré le fait que la logique aménagiste soit orientée de manière inhérente vers une activité et un ton optimiste, du futur. Cette complexité repose, selon

ces auteurs, sur le fait que le discours aménagiste est une « promesse » ayant la caractéristique d'un énoncé performatif, intéressant à analyser dans ses effets. Par exemple, du côté des logiques résidentes, le terrain à la Duchère a pu mettre en avant que certains résidents reproduisent les discours des concepteurs centrés sur l'espoir apporté par le progrès et l'avenir lumineux du quartier. D'autres personnes expriment même leur souhait d'oublier la Duchère et elles profitent des démolitions pour changer de quartier. Ces positions restent cependant minoritaires au sein des habitants.

Dans la continuité de ces travaux d'anthropologie de l'aménagement, ma proposition est aussi de relativiser cette polarisation concepteurs/usagers, logiques politiques et aménagistes/logiques résidentes, en montrant les situations et les dimensions à travers lesquelles des différences ou des similitudes de conception se donnent à voir au sein de ces catégories. Ainsi, il convient d'observer autour de quels sujets, dans quelles situations, et avec quelles implications ces différences ou similitudes se manifestent. Nous avons par exemple vu que la question du passé (et la valorisation de celui du quartier) n'est pas absente des logiques aménagistes et qu'elle est aussi centrale dans les discours des résidents. Si le rapport patrimonial est présent dans différentes logiques et pour des acteurs variés, le « passé » n'a pas le même sens et ne s'incarne pas dans les mêmes lieux.

Pour donner un autre exemple ici, j'évoquerais le sujet des « barres » d'habitation, lequel cristallise des attitudes différentes concernant l'habiter et le rapport au temps. Pour les décideurs et pour de « nouveaux » habitants venus d'autres quartiers²⁷, les « barres » sont le signe du « passé », autrement dit d'un passé stigmatisé et dévalorisé. Pour les acteurs du renouvellement urbain, le projet urbain marque un acte de correction par rapport au passé (par sa banalisation et l'oubli). Selon cette approche, l'histoire de la Duchère s'apparente à tout autre quartier dit « sensible », à une histoire pensée selon une logique linéaire : un *passé* considéré comme dégradé invite à intervenir dans le *présent* pour un *avenir* meilleur. À la différence des barres, les nouveaux immeubles, de type îlots, sont projetés comme les marqueurs du changement et des symboles du nouveau quartier et de l'avenir de la Duchère, de ce processus de correction et de revalorisation (fig. 7-10).

²⁷ Il s'agit ici des résidents qui n'ont jamais habité à la Duchère. Il existe aussi une autre catégorie de « nouveaux » habitants, appelés de manière inadéquate comme telle puisqu'ils ont déjà vécu à la Duchère. Après l'avoir quittée, ils décident d'y revenir dans le contexte du projet politique de revalorisation.

Cependant, ces discours généralistes qui portent sur la valeur symbolique des barres/îlots sont à regarder plus en détail. Il est tout d'abord intéressant d'observer une divergence d'opinions forte entre différentes catégories de résidents concernant la valeur et la qualité désirable des anciennes barres et des nouveaux bâtiments. Les résidents des barres et ceux des nouveaux immeubles se renvoient, comme les reflets d'un miroir, les mêmes critiques quant à leurs lieux d'habitation. Les premiers considèrent l'habiter dans les nouveaux îlots comme invivable, à cause de l'espace trop étroit entre les immeubles, de forts vis-à-vis : les « gens sont entassés les uns contre les autres », selon la remarque de certains résidents des barres.

Fig. 7, 8. Immeubles démolis de la « Barre des mille » (2010, B. Botea).



fig. 9, 10. Nouveaux îlots (2012, B. Botea, L. Serra).



En outre, la disparition des espaces de sociabilité autour des barres est fortement déplorée, ainsi que le caractère incertain des espaces communs des nouveaux immeubles qui sont en principe à partager entre propriétaires et locataires, mais finalement évités par tout le monde²⁸. Quant aux nouveaux habitants des îlots, ils utilisent la même expression à l'égard des résidents des barres, lesquels seraient selon eux « entassés comme des sardines ». Certains considèrent que la multiplication des étages, des personnes et des nationalités en un seul immeuble est source de conflit. Les barres sont aussi pour certains nouveaux résidents un symbole du stigmatisme associé à la précarité, à la saleté et à la délinquance des jeunes. Quant aux résidents des barres, ils ne se reconnaissent pas dans ces discours et, par rapport à l'aspect délaissé de ces immeubles, ils le considèrent plutôt comme un effet de la politique de rénovation urbaine, laquelle aurait concentré son intérêt sur certains espaces, laissant à l'abandon d'autres.

Pour mieux comprendre ces propos et ces rapports différents à l'habitat, et plus largement à l'habiter, nous pouvons convoquer ici la distinction entre « usage » et « usure » dans l'interprétation d'Asger Jorn (2001)²⁹, qui se trouve selon l'auteur au cœur du processus de valuation. Entre ces deux termes, la valeur relève plutôt de l'usage. La distinction entre les deux notions repose sur une dimension de temporalité. Nous pouvons penser qu'un objet ou un lieu a de la valeur s'il a la qualité de pouvoir (encore) « faire usage », s'il n'est pas dans l'usure. Néanmoins, comme le montre l'auteur, ce n'est pas tout :

« [L]es chaussures garderont mieux leur qualité si je ne les emploie jamais, si je les enferme dans une armoire. Le marchand doit les traiter ainsi s'il veut les vendre bien. Le moindre usage diminue leur prix. Cependant, si je ne les emploie pas, elles ne sont pour moi d'aucun usage. La valeur se crée dans l'usage, mais pas dans l'usure de la consommation » (2001 : 27).

La valeur ne peut pas être recherchée dans l'usure d'un objet, autrement dit d'un passé réifié qui n'ouvre plus vers l'avenir ni dans un avenir qui n'est pas connecté à un « champ d'expérience ». La valeur se crée à partir de l'*usage*, mais un usage articulé obligatoirement à un « champ d'expérience ». C'est cette articulation qui rend possible l'usage et son ouverture à un « horizon d'attente ».

²⁸ Les habitants du Conseil citoyen de la Duchère pointent encore aujourd'hui des nombreuses séparations créées autour de l'usage de ces espaces dits communs des nouveaux immeubles.

²⁹ Je remercie Denis Cercllet pour m'avoir signalé cette référence.

Si nous regardons les représentations des barres d'habitation de la Duchère selon cette distinction entre usage et usure, les aménageurs, les élus et certains résidents pensent en termes de « dévalorisation » de ces lieux et d'usure. En revanche, pour la majorité des habitants avec lesquels nous nous sommes entretenus, les barres et les lieux qui les entourent (les « murettes », les espaces au pied des barres, les squares entre les immeubles), ont une valeur d'usage, ils fonctionnent comme du patrimoine quotidien et cette valeur est renforcée dans le contexte de menace que font porter les démolitions. En outre, pour ces mêmes personnes, les nouveaux immeubles apparaissent comme en rupture totale avec un « champ d'expérience » de l'habiter dans le quartier, introduisant un nouveau type d'occupation de l'espace qui ne laisse pas de place à des temps de sociabilité spontanée et au lien. Certains habitants des anciennes barres démolies préfèrent déménager dans d'autres barres de la Duchère, plutôt que dans les nouveaux immeubles de type îlots, car ils disent ne « pas s'y retrouver », ne pas y trouver la Duchère qu'ils connaissent. Ils n'arrivent pas à s'y projeter, si ce n'est, pour certains, se projeter dans le sens d'un rêve d'ascension sociale en y habitant. Cependant, celui-ci leur est interdit par les coûts de location plus importants.

Il est intéressant d'observer que pour certains aménageurs et élus cette valeur d'usage des barres d'habitation reste envisageable, à condition que ces bâtiments acquièrent un régime patrimonial : autrement dit s'ils deviennent un objet d'exemplarité, en tant que témoins d'une époque révolue, des lieux incarnant une période dans l'histoire de l'habitat, celui des Grands Ensembles. Cette revalorisation appliquée à quelques barres choisies pour illustration, et par la disparition des autres, implique un régime patrimonial qui signe une décontextualisation des régimes d'expérience de vie ordinaire, en faisant entrer ces espaces d'habiter dans le champ des objets culturels³⁰. Les paroles d'un élu du 9^e arrondissement de Lyon sur l'horizon lointain du quartier sont ainsi exemplaires :

« Il ne va pas rester grand-chose des grandes barres. Seulement la barre des Érables restera. Peut-être qu'après, on en fera un musée parce que ça sera la seule barre qui restera et que, d'une certaine façon, on en fera un monument historique. Mais voilà, les choses n'ont que l'importance qu'on leur donne. Le Vieux Lyon a

³⁰ Comme je l'ai déjà mentionné dans mon premier volume, les objets à visée patrimoniale opèrent une rupture par rapport aux régimes d'expérience et des quotidiens de vie, un processus assez caractéristique des opérations de patrimonialisation (par exemple pour le patrimoine industriel voir Peroni 2001, Tornatore 2010).

failli être détruit avant de devenir patrimoine de l'humanité. Parce que c'était quoi le Vieux Lyon ? C'était de vieux taudis du Moyen-Âge. Et aujourd'hui c'est le "nec plus ultra"».

Nous pouvons faire le constat que ce regard prospectif sur le passé des barres n'a rien à voir avec la conception de ces espaces d'habitation comme des univers de vie et de pratique, comme des champs d'expérience. Les discours des aménageurs et décideurs, comme nous l'avons vu, n'excluent pas des références au temps passé. Cependant, nous pouvons observer que la conception et la valeur du passé ne sont pas les mêmes dans les logiques urbanistiques ou d'habiter. Dans le premier cas, ce qui fait valeur de passé c'est l'*Histoire*, la grande Histoire, envisagée dans une temporalité événementielle, linéaire, unique. Dans le second cas, à travers des pratiques de vie dans le quartier, mais aussi dans des entreprises individuelles de patrimonialisation et d'archivage de la part de certains habitants (collectionneurs), le passé prend plutôt la valeur de l'*expérience*, des « petites » histoires, racontées au coin de la rue, en bas de sa barre, etc. ou du « petit » patrimoine. Dans un cas le passé est connecté à des temporalités biographiques et phénoménologiques, dans le second à des macro-temporalités, uniques et abstraites, pour reprendre la distinction de Bernard Lepetit (1993, 1999).

Il est intéressant de nous arrêter rapidement sur la question des actions mémorielles qui sont significatives de ce traitement du passé. Il convient de noter que le thème du passé et de la mémoire a été intégré dans la logique aménagiste et de la politique urbaine dans le « volet culturel » de la rénovation, par suite des résistances répétées de la part des résidents face aux opérations de rénovation. Ils ont essayé de faire valoir la valeur inestimable et « non-substituable » (Greffé, 1990) de leur expérience de vie dans le quartier et de leur mémoire. Cependant, dans les actions culturelles ou artistiques suscitées par ce dispositif, le passé est plutôt l'objet d'un traitement « présentiste », selon le terme de François Hartog (2003). Ce passé est célébré pendant l'accompagnement de la démolition d'une barre (avant ou après la démolition), il est là pour faire mémoire d'une expérience vécue dans le quartier, afin de surmonter une situation présente (et de passer à autre chose). Ces scènes de théâtralisation et de performance de la mémoire à travers ces dispositifs composent des récits et des méta-mémoires collectifs qui, malgré leurs bonnes intentions de départ, sont finalement déconnectés des mémoires individuelles et des expériences de vie, comme l'observait aussi Barbara Morovich (2014). Ces mémoires

deviennent simplement du « passé », un passé enfermé sur lui-même et au circuit d'usage dans le présent, et dans ce sens il n'est désormais plus un « passé actuel » ou un « champ d'expérience ». En outre, dans une logique aménagiste qui prône une orientation progressiste, ces mémoires faisant référence au champ d'expérience, n'ont qu'une valeur résiduelle, elles ne font pas souvent valeur pour le présent. Dans les meilleurs des cas, leur mise en valeur passe par un traitement patrimonial, mais celui-ci les transforme en objet culturel, un processus qui généralement les déconnecte du présent des pratiques de vie. Ce décalage entre logiques aménagiste et de l'habiter est illustré de manière forte par deux formules qui se répondent, que nous avons pu identifier le jour de de démolition de la barre 220. Alors qu'un grand panneau posé sur la barre mentionnait le slogan de marketing : « L'OPAC construit votre avenir », un résident le regardant répliqua à cela : « L'OPAC détruit nos souvenirs »³¹.



fig. 11 (2010, S. Rojon).

Mes recherches dans la ville roumaine de Jimbolia ont pu mettre en avant un décalage similaire dans le rapport au temps entre les acteurs du renouvellement urbain (élus et acteurs socio-culturels) et les habitants de la ville. J'ai rendu compte de ce phénomène dans un article publié en 2013³². À Jimbolia, ville qui a connu une dynamique de renouvellement urbain spectaculaire après la crise industrielle locale, l'expérience industrielle est un haut lieu de mémoire pour de nombreux habitants (ayant travaillé ou pas dans ces usines). Cependant, ces mémoires sont complètement absentes de la mise en

³¹ Ce sont les paroles que Sarah Rojon, étudiante participant au projet de recherche, a recueillies le jour de démolition de la barre 220.

³² B. Botea, « De quelques usages de la valeur », op. cit, 2013.

valeur patrimoniale de la ville. La municipalité a été le moteur de la création de six musées (ce qui est significatif pour une petite ville de 11 000 habitants), mais aucune de ces institutions ne rappelle ce secteur industriel, alors qu'il a été fondateur de la ville et de sa dynamique. Le jour de mon arrivée à Jimbolia, un agent de développement de la mairie m'a fait visiter la ville et nous nous sommes dirigés vers un site où un très grand équipement touristique allait être mis en place, plus précisément un parc de loisir et de bains thermaux. C'est seulement des mois plus tard, au moment de mes entretiens avec les habitants, que j'ai compris que ce site se trouvait sur les lieux de l'ancienne usine de céramique et que les bains thermaux n'étaient que la reconversion des anciens bassins d'eau produits à l'époque suite à l'activité industrielle (par l'excavation de la terre pour produire des tuiles). À aucun moment dans notre trajet avec l'agent de développement ni plus tard, l'usine de céramique n'avait été évoquée dans notre discussion. Comme si cette histoire industrielle qui avait fait la gloire de la ville pendant un siècle n'avait pas existé. Cette question était en revanche omniprésente dans les discours des résidents et elle a été la seule dimension qui revenait systématiquement dans tous les entretiens avec eux, indépendamment de leur quartier d'habitation, de leur profession, du groupe ethnique d'appartenance. Pour de nombreux acteurs du renouvellement urbain, cette usine et son déclin sont à considérer comme des objets du passé (et pour les plus jeunes d'entre eux une dimension du « passé ténébreux de la période socialiste »), un passé qui doit être laissé de côté afin d'oublier la souffrance des individus par rapport à la fermeture de l'usine et de pouvoir regarder vers l'avenir.

La logique « présentiste » de la mémoire et le rapport unilinéaire au temps présent dans les opérations de développement urbain croisent très peu le principe d'attachement qui est au cœur du rapport mémoriel dans l'expérience de l'habiter. C'est dans des moments de mise à l'épreuve des individus qu'ils réactualisent et valorisent des mémoires et c'est dans ces contextes que l'expérience passée de l'habiter est construite en objet d'attachement. Antoine Hennion notait que cette mise à l'épreuve est la condition centrale pour qu'un attachement se révèle : l'attachement « c'est d'abord un constat fait à la suite d'une épreuve. (...) Pour savoir à quoi on tient, il faut l'éprouver et le mettre à l'épreuve » (2010). À la Duchère, l'expérience des démolitions est un tel contexte de résurgence mémorielle, bien que les discours mémoriels et la construction d'un passé exemplaire de cohabitation multiculturelle fassent déjà partie de la « trame narrative » d'un récit urbain

d'avant les démolitions³³. Dans cette même logique, le travail de Laetitia Overney (2014a) mené auprès d'un collectif d'habitants de la Duchère (GTI) et sur les formes de vigilance citoyenne qui naissent au sein de ce mouvement, montre la présence d'un discours valorisant le passé du quartier déjà présent avant la rénovation, mais qui est réactualisé dans ce nouveau contexte. Ainsi, un discours qui met l'accent sur la solidarité et l'engagement citoyen, exemplaires à la Duchère, est réactivé dans des formes de vigilance ordinaire de type citoyen dans le contexte difficile de l'habiter au moment de la rénovation urbaine. Ce discours prend des accents plus forts et plus nostalgiques avec l'arrivée du projet des démolitions, et des incertitudes ou inquiétudes des résidents engendrés par le projet urbain.

Qualités et valeurs de la ville. Une urbanité en danger

Comme nous venons de le voir, mes recherches à la Duchère permettent d'observer deux types de rapport au temps dans la conception du changement et deux approches distinctes de la valeur de l'habiter, sans qu'elles soient forcément accordées selon la polarisation concepteurs-aménageurs/habitants.

Nous avons pu observer que dans la logique de réaménagement, la « livraison » des immeubles et des espaces n'est pas seulement un élément de jargon aménagiste. Cette expression qui revient souvent dans le langage des aménageurs comporte toute une conception de la ville selon laquelle les immeubles et les espaces urbains sont pensés comme des œuvres finies, dont la valeur est une qualité établie avant l'usage. Les discours des aménageurs rencontrés peuvent être illustrés par celui d'une chargée de communication de la Mission Lyon la Duchère. Lors d'une visite à cette structure, elle nous montre la maquette du projet urbain et nous indique avec une petite baguette les immeubles et les lieux d'où les gens vont déménager, où ils vont habiter ou vont faire des achats, les lieux où ils vont se divertir ou se rencontrer, etc. Cette conception est en contradiction avec le principe de création d'une ville qui se fait continuellement à travers les pratiques et les usages en perpétuel mouvement et ajustement. Comme nous l'avons

³³ Par exemple, à l'occasion des 30 ans du quartier, un travail de recueil de paroles est initié par une habitante et écrivaine publique du quartier, Annie Schwarz, laquelle publie l'ouvrage « 30 ans de vie à la Duchère » (1993). Ce travail rassemble avant tout des témoignages sur les premiers temps du quartier et il a joué un rôle important dans la construction d'un récit historique public dans le quartier. Ce travail est réactualisé, prolongé par la publication 10 ans après par le même auteur du livre « La Duchère. 40 ans » (2003).

vu, pour certains acteurs le processus de revalorisation de la Duchère implique la production de qualités urbaines globalisées, non spécifiques au quartier : le rayonnement, le patrimoine « classé », le vert, la mobilité, une facilité de gestion des espaces par des séparations privé/public. Ces dimensions deviennent des qualités en soi, des qualités *a priori* de la ville. Asger Jorn faisait la distinction entre « valeur » et « qualité » et il notait que « la valeur fixe n'existe pas. Si elle est fixée, cela veut justement dire qu'elle n'est plus une valeur, mais une qualité » (2001 : 30). Les concepteurs tendent à produire (et « livrer ») des qualités des espaces urbains, ce sont les pratiques qui leur donnent des valeurs.

Le projet et la mise en place du projet de rénovation urbaine de la Duchère à la lumière des logiques de l'aménagement sont l'illustration des volontés de construire des villes à « qualités » (des qualités « aliénables ») plutôt que de faire du développement urbain un processus de construction de la valeur. Cette tendance et ce déplacement des valeurs de l'urbanité vers les qualités urbaines sont visibles de manière plus générale aujourd'hui dans les logiques de comparaison et d'« évaluation » des villes évoquées par Alain Bourdin :

« On ne compare plus les villes pour ce qu'elles donnent à voir ou à comprendre, leurs institutions, leurs cultes religieux, leur architecture, leurs activités, leurs richesses visibles, mais par rapport à des critères abstraits, PIB par tête, taux de pollution, degré de satisfaction des habitants mesurés par les sondages, etc. Cette modification profonde signifie que l'on ne pense plus la ville comme un ensemble de formes spatiales, sociales et symboliques, mais des qualités objectives, ou supposées telles. [...] L'attribution et la mesure des qualités (la qualification) triomphent en utilisant les différents outils d'évaluation aujourd'hui omniprésents dans l'univers urbain » (2010 : 118-119).

Selon une perspective différente, les résidents qui font l'expérience de la ville au quotidien créent continuellement des usages et, par cela, des espaces urbains. Ils investissent certains lieux urbains avec des valeurs patrimoniales, un patrimoine du quotidien qui prend une valeur inaliénable par des expériences collectives, des mémoires et des attachements. La ville est construite ici en « valeur », plutôt qu'en « qualité », une valeur que nous pourrions désigner comme *valeur d'urbanité*. À propos de cette dernière, les remarques de Michel Rautenberg sont intéressantes. L'auteur évoque un phénomène de patrimonialisation de l'urbanité, qu'il situe en analogie à d'autres formes de

patrimonialisation : « Aujourd'hui on peut faire l'hypothèse que la patrimonialisation des villes est plus largement une patrimonialisation de l'urbain. Ce glissement que nous avons évoqué (...) peut nous faire penser que le sentiment de perte qu'il signale n'est pas tant celui de la ville que celui de l'urbanité qu'on cherche, par la patrimonialisation, à sauver de l'autel de la modernité urbaine. C'est l'urbain en tant que tel et les modes de vie qui lui sont attachés, ce qu'on appelle l'urbanité, qui "font patrimoine", comme la patrimonialisation de l'industrie signalait aussi le sentiment de perte de la culture ouvrière et industrielle, et que la patrimonialisation du rural signalait une nostalgie d'une certaine ruralité » (2015 : 252).

Cette défense d'une valeur d'urbanité des villes est visible aussi dans des formes de résistance de la part de certains habitants quant à des pratiques touristiques ou d'installation des résidents secondaires. C'est par exemple le cas de la défense d'une certaine « parisianité », un type d'urbanité particulière, qui serait en perte à cause des touristes et de l'installation des résidents secondaires, malgré des formes d'ancrages et d'attachement à cette ville prouvés par ces résidents et l'adoption avec fierté par eux aussi d'une certaine « parisianité » (Chevalier et al. 2013).

C'est aussi cette valeur d'urbanité qui est défendue dans les différents discours que j'ai pu rencontrer à la Duchère, des discours de résistance face à une « nouvelle » ville promise par la rénovation urbaine. Cette urbanité renvoie à des modes d'habiter la ville par les pratiques de sociabilité et de partage spontanées et non pas décrétées « par le haut », par des formes de reconnaissance et de solidarité, par la fréquentation des commerces de proximité facilitant les rencontres, etc. Cette urbanité est vue comme menacée par la ville des circulations et des flux, des séparations privé/public, des mixités sociales artificielles, des supermarchés et de l'industrie alimentaire remplaçant les petits commerces, des formes d'individualisation et d'isolement des individus, etc. De retour sur le terrain dix ans après mes premières enquêtes à la Duchère, j'ai retrouvé ces éléments d'inquiétude mentionnés par mes interlocuteurs en 2010 encore plus prégnants, avec une transformation des inquiétudes d'autrefois en obstacles réels dans leur quotidien de vie.

Changements urbains : transition, expérience, attachement.

Considérations préliminaires

Le changement comme transition ou attachement

Les décalages observés quant au rapport au temps et à la valeur en contexte de rénovation urbaine m'ont amenée plus largement à relever deux perspectives différentes du changement.

D'abord, dans la logique aménagiste et de la politique urbaine, le changement urbain est pensé selon le mode de la *transition*, comme un passage d'un état à un autre, d'un passé dévalorisé à un futur valorisant, changement opéré par une action de revalorisation dans le présent. Bien que les contextes soient très différents, nous pouvons retrouver un principe similaire de la « transition » dans le contexte de rénovation urbaine en France et dans celui d'autres « transitions » de type politique et « démocratique » en Europe centrale et du sud-est postsoviétique ou postsocialiste. De nombreux anthropologues qui ont mené des recherches dans ces pays ont critiqué cette analyse en termes de « transition » et ses postulats³⁴. Parmi ces derniers, la « transition » suppose un développement unilinéaire et progressiste, ainsi que l'idée de rupture de ces sociétés avec leur passé, un passé considéré comme « à problèmes ». C'est une perspective essentialiste des catégories du temps qui est ainsi présentée, une approche selon laquelle le futur apparaît comme « déjà donné » et le passé comme fermé sur lui-même et immuable (Burawoy, Verdery, 1999 : 1-17). Nous pouvons remarquer que cette approche est présente aussi dans la logique de la rénovation urbaine.

Une autre critique apportée aux approches de la « transition » politique qui peut s'appliquer à la rénovation urbaine est qu'elle relève d'une pensée dominante qui met la focale sur les « macro-systèmes », plutôt que sur la dimension « micro » du fonctionnement de la société. Cette dimension se trouve minorée, déterminée par les structures, par les politiques et les idéologies du « macro-système ».

³⁴ Les études qui ont apporté des critiques à cette approche de la « transition » postsocialiste - approche normative, unidirectionnelle, décontextualisée de l'expérience des individus - ont été nombreuses. Voir à titre d'exemple deux ouvrages collectifs de référence ici : Burawoy et Verdery (eds.) 1999 et Berdhal et al. (eds.) 2000.

Nous pouvons faire la remarque que les critiques apportées à cette vision de la « transition » politique présentent des similarités avec les critiques adressées dans le domaine des études de la ville aux perspectives de la modélisation urbaine. L'écueil est le même : une vision normative et unilinéaire, déconnectée de la dimension expérientielle du changement. Les logiques de projet dans la rénovation urbaine s'apparentent à des logiques de modélisation. Il s'agit d'une vision selon laquelle le changement est considéré comme une transition d'un état à un autre selon une approche cinétique et une temporalité unique et abstraite, comme l'observait Bernard Lepetit (1993, 1999). L'auteur montrait que le temps était compris ici à partir d'une approche selon laquelle toute la charge temporelle est reportée sur l'échelon macroscopique : « toute référence phénoménologique se trouvant par là même exclue, le temps redevient celui uniforme et scandé du calendrier » (1999 : 185). Selon cette approche, poser la question du changement revient à « mesurer la vitesse de réaction du système (...) De dynamique, voici le système devenu cinétique. Ce n'est qu'un déroulement dans la durée qui nous est donnée à voir » (*Ibid.*). Dans cette logique, les catégories du temps (passé, présent, avenir) fonctionnent comme des réalités en soi, substantielles, en dehors d'une vision du temps intégrative et raccordée à des « champs d'expérience » et des « horizons d'attente ».

À l'opposé d'une perspective du changement comme transition, je propose de parler de l'approche du changement comme expérience. Elle prend en compte les temporalités individuelles ou collectives et les attachements qui singularisent ce rapport au changement et au temps. La démolition ou la rénovation urbaine sont vécues comme des événements, mais tout événement – et nous pouvons dire changement - doit être compris dans sa nature relationnelle ou écologique (plutôt qu'objective ou simplement subjective).

Pour revenir aux attachements, il est intéressant d'observer comment les aménageurs et décideurs traitent cette question, posée par les habitants au moment des démolitions. Les attachements des habitants à leur « passé » et à leur quartier constituent en quelque sorte un obstacle et une résistance par rapport à l'avancée du projet urbain, ainsi qu'une attitude jugée parfois comme réactionnaire. Selon ces acteurs, l'attachement est normal, mais la vie dans le nouveau quartier amènerait les habitants à un certain détachement de l'ancien quartier et un ré-attachement au nouveau. Cette vision des attachements relève

de l'approche des « transitions », de la nécessité d'une rupture ou d'un dépassement du passé, considérée comme nécessaire pour que le changement soit possible.

Ces premiers travaux à la Duchère m'ont amenée à observer deux approches du changement, d'une part le changement comme transition, et d'autre part le changement comme expérience abordé sous l'angle des attachements. Cette question des attachements a été plutôt annoncée que réellement travaillée dans mes premiers travaux³⁵. Elle a surgi comme une intuition de terrain vers la fin de mon premier travail dans le quartier. Cette clé de lecture par les attachements m'a permis de mieux comprendre certaines résistances au projet urbain et les tensions entre la perspective d'habiter et la perspective aménagiste. Les discours sur la démolition ont mis en avant les liens forts des individus à des espaces-temps singuliers, autrement dit des attachements. Le retour sur le terrain quelques années après mes premiers travaux à la Duchère et les questionnements qui ont surgi à cette occasion m'ont amenée à nouveau vers la question des attachements. Nous le verrons plus tard dans le texte.

La perspective du changement urbain comme événement mériterait d'être prolongée par une analyse des modes de perception du changement à une échelle de temporalité plus longue. Dans la première phase du travail de recherche, j'ai pu mesurer les inquiétudes des individus par rapport aux transformations urbaines au moment où la démolition commençait à être mise en œuvre. Le fait de prolonger ce travail permettrait de mesurer les transformations longues que le projet urbain a pu opérer, des modifications dans la pratique des lieux, dans les trajets quotidiens, dans les pratiques de commerce et d'économie domestique, dans les tissus de sociabilité, dans les pratiques de cohabitation et de vigilance citoyenne, enfin dans les formes d'attachements. Dans ce but, j'ai démarré mes premiers itinéraires dans le quartier avec mes interlocuteurs et à l'aide de la caméra embarquée portée par mes interlocuteurs. Comme je l'ai déjà mentionné, c'est mon terrain à Braşov qui m'a amenée à l'idée de reprendre le terrain de la Duchère et à compléter l'approche centrée davantage sur les discours par une démarche plus sensible, sur la perception en mouvement des espaces urbains. Entre temps, d'autres tâches dont l'écriture de ce texte et d'autres volets sur le terrain de Braşov m'ont retardée dans la poursuite de ce travail.

³⁵ Voir B. Botea, « Expérience du changement... », 2014.

Quant à cette perspective longitudinale, elle permettrait aussi de saisir ce qui a fait finalement événement dans la rénovation urbaine, quels aspects ont marqué de manière significative le déroulement de la vie des individus et du quartier et ont introduit une coupure dans l'ordre de leurs repères et pratiques. Selon Bastide, saisir la qualité de l'événement dans ce qui arrive c'est saisir « ce qui nous semble suffisamment "important" pour être découpé, mis en relief, et pouvoir être désormais, sinon commémoré, du moins mémorisé » (Bastide, *Encyclopædia Universalis*). Plusieurs années après les démolitions et les relogements, ces dimensions devraient s'avérer plus saillantes.

Une autre question se pose dans cette analyse longitudinale par rapport à la qualité d'« événement » de la rénovation urbaine. Est-ce qu'elle représente pour les individus un simple « souvenir », un « évènement » ou un « tournant d'existence » ? Michèle Leclerc-Olive faisait la distinction entre ces termes et précisait que : « La fonction temporalisante de l'événement n'est pas tant de marquer une date dans un calendrier qui lui pré-existe que de constituer ce calendrier. (...) Les événements créent une matrice temporelle dans laquelle s'organisent les expériences de vie, ils ne s'inscrivent pas en elle » (2010 : 348). C'est alors ce qui différencie l'événement d'un souvenir, ce dernier venant s'inscrire dans une matrice temporelle déjà existante. Une nouvelle phase de recherche ethnographique pourrait permettre de comprendre si les démolitions et la rénovation urbaine ne restent aujourd'hui qu'un « souvenir », si elles font événement ou bien si elles représentent plutôt un « tournant de l'existence » (*turning point*). Ce dernier désigne une expérience achevée, alors que les événements ont un caractère inachevé et inachevable. « Ce qui différencie les événements des "tournants de l'existence" c'est finalement cette idée qu'ils n'ont pas été mis à "bonne distance", ils "ne passent pas", ils comportent à la fois des oublis, mais des éléments sont encore présents, suscitant ce travail d'interprétation, de recherche de compréhension et de réorganisation de ce qui nous arrive » (*Ibid.*). Ils sont « échus, mais pas révolus », à la différence des « tournants de l'existence », qui veulent dire que nous avons « tourné la page ».

Il serait certainement peu pertinent d'affirmer que les démolitions et la rénovation urbaine puissent signifier, de manière exclusive, l'un ou l'autre de ces trois phénomènes. Il s'agirait plutôt de saisir, à partir des situations concrètes, comment ces trois rapports au changement s'expriment dans des aspects différents de la vie des individus.

Les attachements en question

Cette recherche s'est finalisée en 2010 par une exposition et s'est poursuivie par d'autres occasions de retour sur le terrain, entre autres la présentation de cette exposition dans plusieurs lieux à la Duchère, dans la région lyonnaise ou en Roumanie, ainsi que par de nouvelles réflexions et des écrits plus récents.

Dans cette partie j'aborderai un moment particulier de retour sur le terrain quelques années après la fin de mon enquête, lequel m'a permis de prolonger le champ de questionnements sur ces problématiques de changement urbain et d'attachement.

Ensuite, je me focaliserai sur une dimension peu développée dans les études sur la rénovation urbaine et récente aussi dans mes publications liées à ce terrain de recherche³⁶. Elle porte sur l'expérience scientifique sur ces terrains, sur la nature du travail anthropologique et sur les environnements de connaissance et d'action produits en contexte de rénovation urbaine.

L'exposition réalisée en 2010 en partenariat avec la MJC et le Centre Social Sauvegarde de la Duchère a été présentée à nouveau en 2013 à la Bibliothèque de la Duchère au moment de sa réouverture, ce qui a été pour moi une occasion de revenir dans le quartier et d'observer sa dynamique quelques années après ma recherche.

À ce vernissage, j'ai présenté le cheminement de mon travail à la Duchère : un questionnement qui partait du constat des dissonances fortes dans les représentations des transformations urbaines parmi les acteurs du quartier. Cela afin de poser un regard plus général sur la question de la valeur de l'habiter et, finalement, de l'attachement : lorsque nous sommes face à une situation de rupture, en l'occurrence dans ce contexte des démolitions et des réorganisations de l'habiter, à quoi tenons-nous, à quoi sommes-nous attachés ?

À cette occasion, j'ai pu revoir et discuter avec mes anciens interlocuteurs et quelque chose a retenu mon attention. Alors qu'au cours de mon terrain l'attachement des

³⁶ Bianca Botea, Laetitia Mongeard et Lise Serra (coord.), numéro thématique « Connaissances par proximité en contexte de rénovation urbaine », *EspacesTemps.net*, 2019 ; B. Botea, « Connaissances, attachements et écologies de l'enquête dans la rénovation urbaine », *EspacesTemps.net* (en ligne), 2019.

individus à leur quartier et à leur expérience de vie ici était un élément omniprésent dans les discours de mes interlocuteurs, produisant même de nombreuses crispations et de nombreux conflits sur le terrain, quelques années après ces discours semblaient avoir changé. J'ai pu entendre certains habitants, autrefois en résistance au projet de rénovation, dire d'un air d'acceptation ou comme faisant part d'un simple constat : « *On ne se rappelle même plus comment était le quartier avant !* ». Ces paroles et le ton de légèreté que j'ai pu percevoir laissent l'impression d'une prise de distance, d'un attachement qui s'était entre temps défait. S'agissait-il d'un passage à « autre chose », d'une page tout simplement tournée ? À croire que les acteurs du projet urbain, lesquels prévoyaient un détachement progressif des habitants par rapport à l'« ancien » quartier et un ré-attachement au « nouveau », ne s'étaient pas trompés ? Cette lecture du changement comme transition, que j'ai évoqué dans un chapitre précédent, correspondait-elle aux faits et ressentis des résidents ? Les choses étaient-elles si simples que cela, suggérant un déroulement des expériences de vie selon une temporalité linéaire ? Enfin, comment comprendre l'attachement ? Dans ce contexte de terrain, ce qui se révélait important n'était pas tant ce « à quoi nous tenons » (ce à quoi nous sommes attachés), reprenant la formule d'Antoine Hennion (2010) pour décrire les attachements, mais comment parvenons-nous à être attachés et à ne plus l'être ? L'attachement était-il de nature contextuelle et éphémère, et quel rapport entretenait-il avec la mémoire ? Plus largement, quel type de relation et de rapport à l'environnement engageons-nous dans l'attachement et quelles dimensions le construisent ?

Ce retour sur le terrain replacera le thème de l'attachement au centre de mes questionnements. Cette perspective sera prolongée par un nouveau travail en Roumanie dans la ville de Braşov. Faisons d'abord un détour par d'autres réflexions qui ont émergées à la Duchère. Elles éclairent la question de l'attachement, mais plutôt du point de vue de la relation au terrain et de la pratique anthropologique.

Anthropologie, connaissance par familiarité et rénovation urbaine

La rénovation urbaine sous l'angle de la connaissance par familiarité

Le chemin d'écriture sur mon expérience d'enquête à la Duchère a été très long³⁷, plus précisément concernant la compréhension, la problématisation et la restitution autour des difficultés que j'ai rencontrées à la fin de cette recherche au moment de l'exposition présentée au public.

Quelques cadres et collectifs de recherche m'ont permis d'avancer dans cette direction. Il s'agit, d'une part, du séminaire *Attachement. Pragmatisme et Sciences sociales* à l'École des Mines Paris Tech, Centre de Sociologie de l'Innovation, séminaire coordonné par Antoine Hennion, auquel j'ai participé entre 2013 et 2015. Le séminaire interrogeait la question des attachements dans l'enquête de terrain et regroupait des chercheurs venant de champs disciplinaires et thématiques différents (santé, urbain, mobilisations sociales, « sans-abrisme »). D'autre part, j'ai eu une autre opportunité de reprendre le travail sur la Duchère par un projet d'écriture collective avec des chercheuses d'autres disciplines ayant mené des travaux dans ce quartier. Ce projet visait à restituer nos différentes expériences de recherche en contexte de rénovation urbaine et s'est concrétisé par un numéro thématique de la revue *EspacesTemps*, déjà évoqué.

L'exposition réalisée dans le quartier à la fin de ma recherche, en 2010, a été un moment clé dans mon expérience de recherche, comme mentionné précédemment. Il m'a longtemps interpellée, notamment par le caractère ambivalent de sa réception et de la mise à l'épreuve de l'anthropologie à cette occasion. Il m'a amenée à repenser ma pratique du terrain et la nature de notre travail anthropologique. Une différence dans ma démarche, davantage orientée vers une anthropologie publique, est perceptible entre d'une part mes premiers travaux en Transylvanie et, d'autre part, ma recherche à la Duchère et à Braşov.

³⁷ C'est en mai 2018 que j'ai soumis l'article qui porte explicitement sur cette dimension (« Connaissances, attachements et écologies de l'enquête dans la rénovation urbaine » à la revue *EspacesTemps.net*, 2019).

Dans cette partie je présenterai quelques aspects concernant ma démarche de travail avec les acteurs du territoire et le déroulement de l'exposition. La finalité de cet exercice est d'ouvrir la problématique de la rénovation urbaine vers une zone grise, pas très souvent abordée dans les travaux entrepris jusqu'à présent, ce que j'ai appelé avec mes collègues Lise Serra et Laetitia Mongeard, la démarche de « connaissance par proximité » de la rénovation urbaine. Dans le numéro de revue que nous avons coordonné, nous avons souhaité revenir sur la pratique de recherche dans le contexte de la rénovation urbaine, un contexte politiquement et socialement compliqué, en nous intéressant aux aspects relationnels du terrain et aux modes de familiarité par lesquels la recherche se réalise. Cette réflexion pourrait offrir des éclairages sur d'autres terrains de recherche en anthropologie et dans des disciplines connexes.

Ici la visée n'est pas tant un retour « réflexif » sur l'enquête de terrain, dans le sens d'un retour réflexif « centrifuge », afin d'éclairer la relation de subjectivité du chercheur au terrain et de la prendre en compte dans la production scientifique. L'objectif est plutôt de revenir sur les expériences, les environnements créatifs, de familiarité et d'action, sur les transformations qui interviennent et qui ont émergé de la mise au travail de nos démarches avec et auprès des acteurs, pour ouvrir de nouveaux champs de questionnements de la rénovation urbaine, et tirer plus largement quelques enseignements sur la pratique de l'anthropologie.

La Duchère fait partie de la catégorie des terrains surinvestis par les chercheurs (Serra, 2021) qui, venant de nombreuses disciplines, ont déployé ici leurs travaux³⁸. Les thématiques développées ont été aussi très variées : des objets domestiques de l'espace d'habitation (Halitim-Dubois, 1996) aux formes de résistance des collectifs d'habitants face à la démolition (Overnay, 2014 a, b) aux effets de la diversification de l'habitat et de la mixité sociale (Rojon 2004, Lefévrier, 2014), à la question des chantiers et de la gestion de leurs déchets (Mongeard 2018, Serra, 2015), etc.

La rencontre entre des chercheuses qui ont travaillé dans ce quartier a constitué le point de départ de notre numéro de revue. Cette rencontre nous a amenées à faire le constat des difficultés similaires que nous avons rencontrées sur ce terrain indépendamment de

³⁸ Le quartier de la Duchère a ouvert un champ d'études impressionnant. Je ne reprendrai pas ici l'intégralité de ces références et travaux, lesquels sont recensés dans l'introduction de notre dossier de la revue *EspacesTemps.net* (B. Botea, L. Mongeard, L. Serra, 2019).

nos disciplines respectives, liées notamment aux conditions tendues de réalisation de l'enquête et aux relations avec certains acteurs du projet urbain. Nous avons aussi observé que malgré la profusion de ce champ d'études sur la rénovation urbaine ou sur le renouvellement urbain dans ce quartier, mais plus largement en France, les travaux qui revenaient sur les expériences de recherche, sur les pratiques de connaissances scientifiques liées à ce terrain étaient rares, voire absentes. Les travaux entrepris jusqu'à présent, à peu d'exception près, adoptaient généralement une posture extérieure, abordant très rarement de manière explicite la présence du chercheur au milieu des acteurs interrogés et les transformations occasionnées par ses rencontres et par son enquête³⁹.

Nous avons pu remarquer que les positionnements des chercheurs dans les études sur la rénovation urbaine se déclinent selon quelques figures principales : la figure du chercheur-expert ou évaluateur, appelé par un commanditaire, adoptant une position de distance du terrain de l'action⁴⁰ ; la figure du chercheur-militant revenant rarement sur l'univers des liens et des attachements qui se construisent avant ou pendant l'enquête ou sur les pratiques et formes de connaissance qui en résultent ; le chercheur amené à faire un travail de médiation culturelle et scientifique répondant à des commandes de « recueil de mémoire » dans des contextes où des actions de renouvellement massif sont mises en place. Dans les positionnements mentionnés et les écrits en résultant, nous retrouvons rarement des aspects liés à la dynamique de la recherche et à sa production (une recherche en train de se faire *via* des actions, des liens, des connaissances, des espaces qu'elle produit et auxquels elle participe sur les lieux de l'intervention du chercheur). Il est d'ailleurs éclairant qu'à la suite de notre appel à communication exposant la volonté d'adopter cet angle de vue sur la rénovation urbaine, la plupart des propositions reçues ne répondaient pas du tout à l'appel, ce qui montre que les chercheurs ne sont pas très à l'aise avec cette perspective ou qu'ils n'en perçoivent pas l'intérêt. Si la rénovation urbaine est un domaine de recherches bien défini, la posture du chercheur par rapport à son terrain et la réflexivité explicite ne sont pas forcément présentes dans ces travaux, alors

³⁹ Parmi les exceptions à cette posture d'extériorité, nous pouvons noter en anthropologie Morovich (2017).

⁴⁰ La distance est ici telle que la plupart des rapports ne sont pas signés, n'ont pas d'auteurs, désignés seulement par les institutions commanditaires : exemple le CES de l'ANRU (Comité d'Évaluation et de Suivi de l'Agence nationale de la rénovation urbaine), le CEREMA (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement), etc.

que les contextes de ces terrains se prêtent fortement à une telle réflexion. Dans ce numéro de revue que nous avons coordonné, qui avait initialement l'ambition de proposer un dossier sur la Duchère, seulement deux articles sur ce quartier ont finalement été publiés, celui de la sociologue Laëtitia Overney (2019) et le mien.

L'invitation était de laisser provisoirement de côté une posture d'extériorité et de s'observer en tant que chercheur au milieu des acteurs et de nos interlocuteurs de terrain. Il s'agissait, en outre, de regarder la rénovation urbaine comme un processus vivant – un ensemble d'expériences et de médiations, de ressources, d'actions et de dispositifs, de familiarités et d'affects – auquel le chercheur participe et qui s'élabore pendant qu'il observe et qu'il analyse. L'idée de voir la rénovation urbaine comme un processus vivant est contraire au fait de la considérer comme une réalité sociale *déjà-là*, comme un grand dispositif technique et politique appliqué au quartier, dont il s'agirait pour le chercheur d'étudier les effets, comme un acteur extérieur à tout cela. Cette approche n'empêche pas d'affirmer que des opérations urbanistiques sont mises en place dans le quartier, dans le cadre de la politique de rénovation urbaine, mais le propos est ici de la comprendre en tant que processus vivant d'un travail scientifique.

L'intérêt de revenir sur cette démarche de terrain était aussi celui de mettre en lumière des dispositifs de connaissance par lesquels le chercheur et ses interlocuteurs de terrain fabriquent une certaine réalité de la rénovation urbaine, à côté d'autres dispositifs urbanistiques, sociaux ou politiques. Le fait d'aborder les dispositifs de médiation et de production de cette enquête – dans mon cas les cafés-débats, l'exposition, les balades urbaines – est aussi l'occasion de mettre en avant les espaces à travers lesquels la démarche scientifique peut réellement entrer en relation et communiquer avec les acteurs de terrain, voire opérer des transformations. Michel Callon (1999) mettait en avant la dimension inopérante et assez mal comprise de nos productions scientifiques, lesquelles restent finalement assez abstraites pour les acteurs de terrain, et cela même au niveau des instances qui commandent des expertises. « Par quel truchement les savoirs scientifiques produisent-ils des effets ? Les recherches sur les sciences ont apporté une réponse claire à cette question en montrant l'importance des savoirs incorporés dans les instruments, outils et êtres humains. Ce ne sont pas les théories, mais les dispositifs dont sont issues ces théories qui changent le monde » (1999 : 68). Le fait de se pencher sur ces dispositifs de médiation permet d'aborder les traductions et les épreuves de

l'anthropologie dans des contextes d'action précis et faire émerger à partir de cela de nouveaux éclairages théoriques. Nous reviendrons sur quelques notions importantes en anthropologie et en sciences sociales, comme la réflexivité, la restitution et la dimension publique de la recherche.

Dans la partie suivante, je présenterai l'exposition et quelques fragments qui illustrent les modes de travail déployés avec mes différents interlocuteurs. Ensuite, je proposerai quelques analyses qui se dégagent de cette démarche de terrain, pour qualifier ce que j'ai appelé une connaissance par familiarité ou par proximité.

L'exposition : moment clé dans le déroulement de la recherche

L'exposition, intitulée « Questions de Ville : la Duchère en (re)construction », portée par la MJC Duchère et dont j'ai assuré la coordination scientifique, fut réalisée par un collectif de personnes affiliées à des structures différentes⁴¹. Cette action a eu le soutien de la DRAC et de la Région Rhône-Alpes (programme Mémoires du XXe siècle) et des dispositifs de la Politique de la Ville (ACSE et CUCS).

L'exposition présentait des extraits d'entretiens menés avec les acteurs rencontrés, mettant ainsi en lumière la diversité et les écarts de conceptions du changement du quartier entre ces différents acteurs. Cet écart m'a paru si fort que j'ai souhaité en faire la restitution. J'ai mis en avant ces différences de vue sous trois angles : les représentations de l'espace urbain ; les rapports au temps que le projet urbain faisait émerger ; la valeur des lieux et de l'habiter dans un quartier en démolition et rénovation. Le support de cette exposition a été principalement le texte, avec des extraits d'entretiens présentés sous la forme graphique de bulles et avec des parties plus analytiques. Nous avons également exposé des photos de résidents réalisées pour l'occasion de cette action culturelle et deux bandes sonores avec des extraits d'entretiens pour l'écoute aux casques (pour quelques panneaux d'exposition, voir fig. 1, 2, 3, p. 69-70).

⁴¹ Le partenaire de la MJC dans cette exposition a été le Centre Social de la Sauvegarde (Shokoufeh Mashaei et Thierry Bertrand). La conception scientifique et la rédaction ont été assurées par moi-même et les étudiants du master 2 d'anthropologie, Sarah Rojon et Leu Ploux-Chillès (Université Lyon 2), la conception et réalisation (médiation, scénographie, graphisme) par Ariane Réquin et par Jérôme Séjourné et l'Atelier Perluette (scénographie et graphisme). Une équipe d'étudiants de l'INSA Lyon – section Arts-Études ont apporté leur contribution artistique par la réalisation des photos avec des habitants de la Duchère.

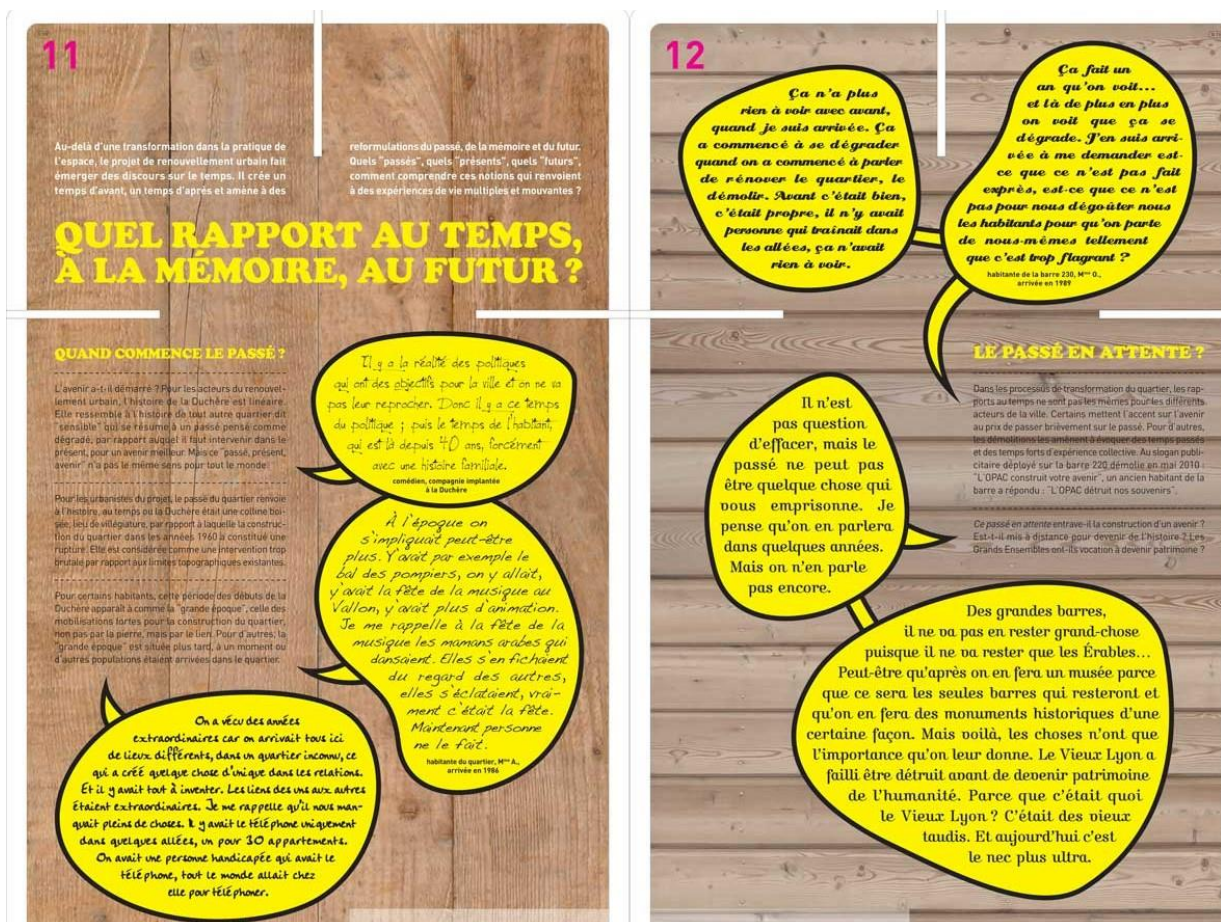
Le vernissage fut un moment difficile pour notre équipe face au constat d'un certain rejet de l'exposition (et de son propos) de la part des acteurs politiques et de la structure maîtresse d'œuvre du projet de rénovation urbaine (Mission locale Lyon La Duchère), acteurs qui se sont montrés jusqu'alors peu intéressés ou concernés par notre démarche. En outre, ce vernissage fut un moment de confusion pour moi, car j'ai pu entrevoir deux types de dénouements dans lesquels je ne reconnaissais pas mes intentions de départ. Du côté des résidents présents au vernissage, l'exposition a suscité beaucoup d'adhésion et de remerciements, comme si j'étais devenue leur « porte-parole », engagée auprès d'eux pour défendre leurs mécontentements et revendications par rapport au projet urbain. Du côté des décideurs et des aménageurs, l'exposition et les résultats de la recherche ont été mal reçus, comme si j'affirmais une position critique et de résistance face au projet de démolition et de transformation du quartier⁴². Il convient de rappeler que je ne me suis positionnée ni pour un engagement délibéré auprès des habitants, ni contre le projet de rénovation, mais comme j'ai pu ultérieurement le constater, certaines de mes actions, positions, écritures ont pu être interprétées comme tel.

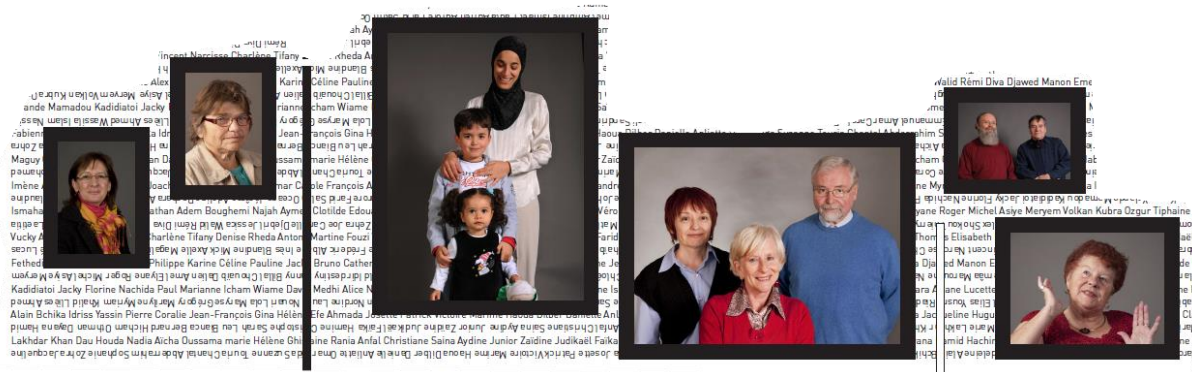
À ce vernissage, les acteurs politiques et de l'organisme maître d'œuvre du projet de rénovation nous ont paru subitement intéressés par ce travail d'enquête, alors que je les avais sollicités auparavant, en vain. Lors du vernissage, ces acteurs ont tenté de reprendre le contrôle sur les discours publics prononcés au sujet de la rénovation urbaine, y compris par rapport aux discours produits par l'exposition, qui n'allaient pas dans le sens défendu par ces organismes. Le récit de la rénovation urbaine sous-entendu par l'exposition ne prenait pas le ton généraliste d'un discours progressiste et optimiste de la rénovation, qui était le récit politique et de marketing du projet. Néanmoins, certaines paroles de résidents tenant ce même discours ne manquaient pas dans les panneaux de l'exposition. En plus de ces extraits d'entretiens, il y avait surtout de nombreux témoignages des personnes interrogées qui mentionnaient les difficultés et les inquiétudes dans ce contexte de rénovation. Il est intéressant d'observer que la réception négative de l'exposition par les acteurs porteurs du projet n'a pas tant été liée à ces témoignages qui se situaient en opposition avec l'idée des bienfaits du projet urbain. C'est notamment la mise en dialogue et les écarts de regards entre les acteurs du projet de rénovation et les

⁴² Les acteurs porteurs du projet n'ont pas tous réagi par la contestation des résultats de la recherche, mais les voix les moins virulentes suggérant l'intérêt de cette recherche, une volonté de dialogue et des ouvertures possibles, ne se sont pas prononcées publiquement le jour du vernissage.

résidents, rendus visibles par l'exposition, qui a provoqué des réactions fortes de la part des premiers. L'évidence de ce contraste, qui ressortait aussi de cette reconstitution et écriture du chercheur, a été difficilement audible et acceptable pour ces acteurs. Alors que le quartier était parsemé par des tensions fortes entre différents acteurs à cause du projet de rénovation, l'exposition venait les renforcer, en les mettant en lumière sur la scène publique. Rétrospectivement, si c'était à refaire, je ne choisirais plus le même mode de présentation des données de recherche et je tenterai de travailler différemment avec tous les acteurs du quartier. J'insisterais pour impliquer dans ma démarche les élus et le maître d'ouvrage du projet, dans des espaces de travail séparés, mais aussi communs avec les résidents et autres acteurs.

fig. 1, 2, 3. Panneaux d'exposition « Questions de ville. La Duchère en (re)construction ».





Peu de temps après l'exposition, j'ai proposé à l'équipe de notre projet d'organiser une table ronde destinée à une explicitation commune et à une reprise du dialogue avec les élus et techniciens du projet de rénovation, en présence d'autres acteurs du quartier. Cependant, cette tentative a échoué à établir ce « dialogue », du fait d'une succession d'échanges offensifs ou défensifs, de mises an avant de logiques différentes d'acteurs qui n'arrivaient pas à s'écouter et à se répondre en conséquence.

Je reprends ici quelques fragments du déroulement de la table ronde, suite à l'écoute des enregistrements huit années après cet événement pour restituer cette expérience. J'ai encore en tête des images très fortes de ce moment :

Acteur 1 : Chercheur en géographie, animateur de la table ronde : il me donne la parole pour présenter la démarche et le contenu de l'exposition, comme résultant de la recherche menée.

Acteur 2 (BB, chercheuse)

Je présente la démarche d'enquête et ses principaux résultats.

Acteur 3 (élu Mairie du 9^e arr.) et Acteur 4 (GPV - Mission locale : Lyon La Duchère)

Ils critiquent le manque de « représentativité » de l'enquête : « Les pourcentages des 'enquêtes de satisfaction' montrent la réalité du quartier, qui n'est pas celle décrite par votre étude »...

Acteur 2 (BB) :

Je montre les limites de la méthodologie des « enquêtes de satisfaction » sur un plan scientifique, et de leur fiabilité. J'argumente l'intérêt d'une approche qualitative qui va au-delà de l'argument des pourcentages.

Acteur 5 (artiste intervenant dans le quartier, projet Duchoramas⁴³) :

Elle prend ses distances et se démarque de l'approche du chercheur : « notre intention n'a pas été de faire l'analyse des choses, mais de transmettre une réalité »...

⁴³ Le projet Duchoramas réalisé par le collectif *The Womps* proposait un montage d'images fixes, appelé Duchoramas, avec des résidents qui prenaient la parole pour rendre compte de leur ressenti et de leur représentation de la transformation du quartier. Ce projet artistique a été très bien reçu par les élus et l'équipe du GPV. Il exposait les avis différents des résidents sur la rénovation (y compris leurs difficultés), mais à la différence de notre projet le ton final et généraliste des montages était optimiste et « futuriste » (Hartog, 2003), en accord avec celui adopté par les élus et les aménageurs (pour voir ce webdocumentaire et reportage photographique : http://www.film-documentaire.fr/4D ACTION/w_fiche_film/34631)

(Il en ressort que cette « réalité » serait une matière brute, une réalité déjà-là, et pas le fruit d'une médiation, bref une parole « vraie » à la différence de la parole du chercheur qui serait une interprétation).

Acteurs 6 (résidente du quartier et militante dans différents collectifs d'habitants) :
Elle montre certaines limites du projet urbain : la souffrance de certains résidents provoquée par le délogement ; le manque de prise en compte des positions des habitants malgré la rhétorique de la concertation. Elle met en avant un certain décalage dans les finalités des acteurs de projet et les habitants.

Acteur 7 (l'urbaniste-paysagiste du projet urbain)

Il arrive en retard, il ne prend pas place à la table ronde.

Le paysagiste qui reste dans un écart physique avec nous prend aussi une certaine posture extérieure : il traduit et reformule des positions qui s'affrontent à la table ronde. Il joue un rôle intéressant ici, alors que c'est un acteur principal qui a participé à la conception du projet de rénovation.

Acteur 8 (l'architecte en chef du projet urbain)

Il s'adresse à tous, mais surtout au chercheur et à la représentante des habitants. Son discours est celui de défense du bien-fondé du projet architectural, il répond à son tour à certaines résistances formulées à travers l'exposition par les résidents.

Acteur 3 (élu) :

Il reprend la parole pour critiquer une certaine vision qu'il nomme « nostalgique » de l'acteur 6 et 2 (résidente et chercheuse), laquelle ne correspondrait pas à la réalité du quartier, faite de dégradations, de vacances du logement, de stigmatisation du quartier.

Etc., etc.

L'ensemble des prises de parole s'est déroulé selon ce même mode de conversation, où rien ne semblait se construire en commun dans ce monologue à plusieurs voix. Sous les éclairages des lumières de cette salle de spectacle et du spectacle réel qui se déroulait, l'atmosphère était très chargée et probablement, tous les acteurs, comme moi, n'attendaient qu'une chose : que cela s'arrête.

Cette scène me semble une bonne illustration des rapports de force dans ce contexte de rénovation urbaine, des manières compétitives à travers lesquelles se fait et se construit la réalité de la rénovation urbaine dans le quotidien de sa production. Afin de mieux la comprendre il convient de considérer cette scène en lien avec d'autres dimensions du processus de l'enquête qui l'ont orientée vers se déroulement. Il n'est en effet que le résultat d'un processus déroulé en amont. Je vais présenter pour cela d'autres fragments de ma démarche de terrain.

Environnements familiers et non familiers de l'enquête de terrain

Rétrospectivement, j'ai pu noter deux démarches qui ont, au fur à mesure, pris contour dans mon travail de recherche et dans ma relation aux acteurs du terrain. Elles relèvent de deux positionnements, voire de deux conceptions d'élaboration de la connaissance.

La première est une démarche consistant à « faire avec » les personnes, en particulier avec des résidents et des acteurs des structures socioculturelles du quartier, *via* les cafés-débats. Dans ces cafés-débats, les acteurs institutionnels du projet de rénovation, élus et opérateurs, ont été absents, à quelques exceptions près. Le fil des discussions s'est ainsi dirigé vers les expériences des personnes, vers les inquiétudes face aux transformations générées par le projet urbanistique. Une connaissance commune et la formulation de préoccupations partagées dans le sens d'un *problème public* (pour rappeler Dewey) émergeaient de ces échanges dans des atmosphères particulières : dans l'ambiance des goûters et des odeurs des plats apportés par les participants, dans un univers visuel d'intimité créé par le partage des récits, des photos, des mémoires racontées d'ici et d'ailleurs sur les expériences de déplacement, des objets d'enfance et de jeunesse apportés lors de ces cafés. Ces espaces d'enquête ont généré des modes et des formes de connaissance particuliers *via* des attachements, autrement dit des rapports de familiarité instaurés avec cet environnement d'enquête. Comme nous avons essayé de le montrer avec Sarah Rojon⁴⁴ et comme j'ai pu le comprendre par la suite dans ma recherche à Braşov, les attachements ne sont pas des attaches fixes, renvoyant à une réalité de perception et discursive déjà-là, existante dans le passé et réitérée dans le présent. Le propre des attachements est de s'élaborer dans des situations de mise à l'épreuve des

⁴⁴ Botea et Rojon, « Préambule » au numéro du *Parcours Anthropologiques*. « Ethnographies du changement et des attachements », *op. cit.* 2015.

individus⁴⁵. Je les ai ainsi abordés comme des compétences des individus de mise en relation avec l'environnement, par lesquelles ils (se) rendent celui-ci familier et construisent une relation d'*habiter*. Cela s'opère par un ensemble de résonances, de rapports de proximité qui s'établissent dans un milieu, par des médiations réalisées par certains objets, matières, dispositifs, personnes, paroles, ambiances, mémoires, etc., eux-mêmes résultats d'autres mises en relation. À la Duchère, la dimension informelle et intime des cafés et un univers majoritairement féminin créant des proximités particulières ont permis ces résonances et familiarités rapprochant des acteurs différents.

L'intérêt d'évoquer ici l'attachement repose sur le fait de voir que les connaissances communes, élaborées par les échanges avec nos interlocuteurs, ainsi que les interprétations et appareils conceptuels qui émergent dans le travail de chercheur ne peuvent pas être déconnectés de ces écologies de l'enquête, des rapports de familiarité qui adviennent ou pas dans l'enquête de terrain. Si j'ai mobilisé l'attachement comme une notion clé pour rendre compte des réalités de ce terrain urbain, en particulier le rapport de mes interlocuteurs au changement urbain, cette notion est née dans les ambiances de ces cafés-débats, lesquels m'ont entraînée dans un univers sensible, non seulement comme un observateur des cafés, mais aussi comme participante à ce partage d'expériences. Mon regard ultérieur porté sur des scènes de démolition dans le quartier et sur les discours des élus et acteurs porteurs du projet de rénovation a été en partie façonné par ces écologies sensibles.

Il convient de préciser que cette approche des attachements et du changement a été aussi problématisée à partir d'une autre démarche de terrain, plus distanciée, envers les porteurs et gestionnaires du projet urbain. Le mode de travail avec eux et l'environnement d'enquête ont été très différents avec ces acteurs – techniciens de la Ville ou de la Mission locale du Grand Lyon, élus, agents de développement, architectes-urbanistes ou paysagistes – par rapport à ceux engagés avec les interlocuteurs des cafés-débats. Cette démarche s'est appuyée sur des entretiens menés dans les bureaux de ces acteurs, ce qui a instauré d'autres types d'échange, d'autres temporalités ou ambiances. Les discours de ces acteurs étaient en grande partie techniques, accompagnés souvent

⁴⁵ Plusieurs auteurs qui ont travaillé sur les attachements s'accordent sur l'idée que les attachements sont le fruit d'une situation de menace ou d'épreuve (voir par exemple A. Hennion 2010, 2015, Patrick Devine-Wright 2014)

d'un ton de justification et d'argumentation des opérations de rénovation assez critiquées d'ailleurs dans le quartier. Ces échanges ne se sont pas déployés dans un « régime de familiarité », pour reprendre le terme de Laurent Thévenot (1994), ou n'ont pas construit un tel espace, autrement dit ils n'ont pas comporté des élaborations en commun, basées sur la logique des ajustements réciproques, des tâtonnements et des expériences.

Ce second type de démarche a joué elle aussi fortement sur la nature de la connaissance produite, sur son élaboration et sur le choix formel de présentation des données de l'enquête lors de l'exposition. Par exemple, au sein de cette dernière, la vision de la rénovation urbaine des porteurs du projet de réaménagement a été exprimée par des textes, avec des extraits d'entretiens, alors que les résidents du quartier étaient aussi rendus visibles par des matériaux plus vivants, avec leurs portraits, photographies de famille et mises en situation. Cette démarche d'enquête plus distanciée envers les acteurs de la rénovation est allée de pair avec une communication plutôt difficile avec eux. Cela a eu un impact sur le déroulement de la recherche et sur le devenir même de l'exposition, laquelle n'a pas eu le soutien de ces acteurs pour circuler à l'échelle de la ville de Lyon bien qu'elle ait eu un bon accueil à l'extérieur de Lyon et en Roumanie⁴⁶.

Cette démarche plus distanciée n'a pas été un « choix méthodologique » (du chercheur) fait au préalable. L'option de réaliser des entretiens auprès de ces acteurs et surtout de rester à ce type de contact avec eux a été le fruit de plusieurs médiations et aspects des environnements d'enquête. D'une part, comme je l'ai déjà mentionné, ces acteurs n'ont pas vraiment fréquenté les cafés-débats⁴⁷. D'autre part, les relations sur le terrain (y compris les miennes) avec une partie de ces acteurs, par exemple avec la mairie du quartier ou la Mission locale du Grand Lyon, n'ont pas été simples⁴⁸.

⁴⁶ L'exposition qui se voulait itinérante a été plus facilement diffusable à l'extérieur de Lyon, voire à l'international, que dans les espaces institutionnels lyonnais. Elle a été très bien accueillie et a suscité beaucoup d'intérêt à la MJC de Saint-Priest, au Centre d'interprétation d'Architecture et du Patrimoine à Chambéry et, en dehors de France, en Roumanie (Braşov) dans le cadre du projet « La ville mémorable ».

⁴⁷ Une exception a été ici la présence régulière d'un agent de développement de la Mission de Coopération Culturelle de la Ville de Lyon, donc représentant le secteur culturel, le moins bien placé dans les prises de décisions sur le projet de rénovation. Une représentante de la Mission locale est aussi venue une fois à un café-débat pour s'informer de notre démarche, du contenu des débats de ces cafés.

⁴⁸ Pour ne citer qu'un seul épisode ici, qui témoigne des environnements de terrain particuliers de la rénovation urbaine, j'évoquerais une réunion d'urgence convoquée par le maire du 9^e arrondissement, suite à un « cocktail Molotov » lancé sur le bâtiment de la Mission locale. Cette réunion a rassemblé une quinzaine de représentants des structures de proximité du quartier (animateurs socioculturels, éducateurs, etc.). Lors du tour de table pour les présentations, en me présentant en tant que chercheuse travaillant sur le quartier,

De manière plus générale, des tensions fortes entre différents acteurs ou structures étaient perceptibles dans le quartier. J'ai pu faire le constat d'une certaine crainte et pression ressenties par des acteurs socioculturels dues entre autres à un certain rapport de force exercé par la Mission locale. Une atmosphère de contrôle des discours et des actions de la part de cet organisme et un besoin de maîtrise des récits officiels du quartier étaient largement ressentis. Il convient de noter que l'enjeu et la réussite du projet étaient forts pour ces acteurs : la Duchère devait montrer un projet exemplaire de rénovation urbaine à l'échelle de la mairie centrale et plus largement dans le réseau des projets de l'ANRU en France.

Par ailleurs, dans un climat du quartier entre 2007 et 2010, des polarisations entre les « bons » et les « méchants », les « démolis » et les « acteurs de la démolition » étaient vite faites. Laetitia Overney (2019) soulignait la difficulté des relations dans le quartier et le choix qui s'est présenté à elle de se rapprocher de certains acteurs (des résidents), ce qui l'a amenée à tourner le dos aux autres (acteurs du projet urbain). Ce ne fut pas mon choix délibéré, puisqu'il me semblait que les tensions qui se jouaient entre les acteurs méritaient de trouver un espace commun de discussions, au-delà des dispositifs institutionnels de concertation, de type *top-down*, mis en place par la Mission locale. J'espérais que la pratique scientifique, *via* les dispositifs que nous mettions en place, pouvait faire advenir un espace de connaissance et de compréhension communes, ainsi que de nouvelles possibilités d'action pour les différents acteurs. Ce positionnement supposait une relation d'égale distance, sans écarter ou prendre position en faveur de certains acteurs ou d'autres. Cette intention renvoie par ailleurs à une idée largement répandue en anthropologie et en sciences sociales, qui est que le chercheur recueille des points de vue d'acteurs variés, de logiques d'action souvent divergentes, voire en conflit, à partir d'une position équidistante. Selon cette perspective, le chercheur est amené à restituer les différents points de vue recensés, par un exercice d'analyse puis de traduction. C'est en quelque sorte ce que j'envisageais avec l'exposition, jusqu'au jour du vernissage quand j'ai mieux compris les difficultés de ce positionnement.

le maire m'a demandé de quitter la salle pour cause de « réunion en interne ». Les collègues de la MJC ont soutenu ma présence précisant que j'étais employée de leur structure et cet argument a valu plus que les miens (lesquels ont mis en avant plutôt l'apport de ma démarche scientifique à la compréhension et à l'éclairage d'une situation difficile dans le quartier). J'ai pu ainsi rester à la réunion, mais je ne m'y suis pas vraiment sentie bienvenue.

À la différence du climat familial et de confiance des cafés-partagés, la démarche de recherche auprès des acteurs porteurs du projet urbain et surtout la dynamique des relations engagées avec eux ont instauré des rapports distants, voire de méfiance. Dans ces conditions, les instruments méthodologiques du chercheur et de sa démarche scientifique ont à la fois reproduit et été influencés par ces relations de distance. Des acteurs de la direction de la Mission locale ont affirmé dans la réunion suivant le vernissage que nous avons « mal compris la réalité », que « nous avons interprété les données et truqué la réalité, en sortant les phrases du contexte ». S'il est vrai que tout travail anthropologique comporte une dimension interprétative, nous opérons une décontextualisation qui est la conséquence de l'exigence de généralisation se trouvant au cœur de la démarche scientifique. Dans le travail d'écriture, l'illustration et l'analyse que nous faisons à partir d'extraits d'entretiens peuvent avoir comme effet une simplification des paroles de nos interlocuteurs. À une fin d'écriture, nous opérons une sélection de ces paroles et leur rupture par rapport au contexte syntaxique et sémantique de l'énonciation. Cette décontextualisation va généralement plus loin dans le travail du chercheur, car, comme le montre aussi d'autres auteurs (Hernandez et Althabe 2004, Chauvier 2011), il s'agit d'une rupture et d'une déconnexion de ces paroles non seulement des contextes syntaxiques, mais surtout des expériences qui les ont produites, des environnements d'enquête de ces énonciations. Ces paroles et ces discours deviennent des matériaux désincarnés, des échantillons de réalité d'un phénomène social censé être éclairé. Éric Chauvier évoquait les effets de « désinterlocution » opérés par un certain passage à l'écriture, qui interviennent plus largement dans toutes les étapes de l'enquête. L'auteur note que cela advient notamment par la traduction de l'univers audible de l'enquête - et nous pourrions parler plus largement d'un univers écologique de l'enquête - en un espace dicible.

Sur le terrain de la Duchère, j'ai ressenti fortement cette limite, notamment par rapport aux acteurs porteurs du projet urbain. En quelque sorte mon enquête, et surtout l'exposition, a opéré le même phénomène : une réduction d'un univers entier de pratiques et d'expériences professionnelles de ces acteurs à un univers sémantique de paroles et de discours. *Quid* des environnements qui ont fait émerger ces paroles et actions urbaines, de l'expérience quotidienne de la pratique de leur métier par ces acteurs, de leurs propres attachements ? L'analyse de ces environnements faits d'expériences, de tâtonnements, de mises à l'épreuve, de logiques d'action, d'affirmation et de rapports de pouvoir (y compris

par rapport à la présence du scientifique), finalement peu abordée dans ma recherche, pourrait apporter des éclairages importants à la compréhension de la rénovation urbaine comme un processus vivant, et à la fois comme un quotidien de travail et une politique de connaissance et de gouvernement de l'habiter.

Nos recherches se confrontent régulièrement à d'autres limites concernant le mode de production de la connaissance. Dans la position que nous pouvons appeler d'« extériorité », de « connaissance *sur* », les acteurs sont en quelque sorte écartés d'une temporalité commune à celle du chercheur, d'un temps partagé qui est celui de la fabrication de la connaissance, un aspect déjà mis en avant par Johannes Fabian (2006)⁴⁹. Ce fut notamment le cas des acteurs porteurs du projet urbain. Quant au public des cafés-partagés, la production des panneaux d'exposition, l'écriture des textes, le choix de la scénographie n'ont pas été réalisés avec eux (une limite aussi de l'enquête), cependant une partie du processus d'élaboration de la connaissance s'est déroulée en commun avec ce public : en soumettant régulièrement mes analyses et les résultats de l'enquête lors des cafés-débats et par des élaborations communes avec ce public à travers cet espace. Dans le cas des acteurs du projet urbain, le manque de ce cheminement commun a été un des principaux facteurs responsables de leur méfiance et de leur mauvaise réception de l'exposition. Cette dernière a certainement été ressentie par eux comme une dépossession d'une position de contrôle et de monopole qu'ils souhaitaient avoir sur les récits publics et officiels de la rénovation urbaine.

Du côté des participants aux cafés-débats, l'enquête menée en partie avec eux s'est au fur à mesure transformée d'une démarche de recueil de matériaux en la formulation d'un questionnement partagé. Il n'a pas existé un « effet surprise » de leur part quant à l'exposition, à la différence des professionnels porteurs du projet urbain. En revanche, j'ai été étonnée de voir à quel point les résidents m'ont placée dans une posture de « porte-parole », de « sympathie » à leur égard, alors que je revendiquais plutôt une position d'« empathie ». Alain Berthoz faisait la distinction entre ces deux termes : la sympathie ne dépasse pas un « mécanisme de contagion émotionnelle », alors que l'empathie permet la fois « de se mettre à la place d'autrui en changeant de perspective, et de rester de son point de vue » (Berthoz cité in Cercllet 2014 : 57).

⁴⁹ Johannes Fabian met en lumière cet écart de temporalité entre le chercheur et son interlocuteur, notamment par l'exclusion du dernier de l'étape d'analyse et de production de connaissance (Fabian, 2006).

Je n'identifiais pas dans ma démarche une posture de « sympathie » envers quiconque, en tous cas pas au point de soutenir certaines voix d'acteurs contre d'autres. Il s'agit ici, comme souvent dans les enquêtes de terrain, des effets inattendus et parfois incontrôlables de l'action du chercheur auprès des personnes et des situations.

Ces bribes d'expériences d'enquête que je viens de mettre en lumière *a posteriori* me permettront de revenir dans la partie suivante, conclusive, sur quelques observations et réflexions issues de ces données de terrain. Je m'arrêterai sur la question de la réflexivité en anthropologie, des attachements dans la pratique de connaissance, sur la dimension de la restitution et sur une approche écologique de l'enquête de terrain.

L'enquête de terrain : réflexivité et approche écologique

Dans la partie précédente, j'ai souhaité montrer l'intérêt de nous pencher sur les pratiques de connaissance par proximité de nos recherches. Cette démarche n'est pas nouvelle en anthropologie et en sciences sociales. Elle est abordée notamment par le « tournant réflexif » et par les travaux sur l'engagement. Je montrerai dans cette partie ce qu'une perspective écologique de l'enquête de terrain apporte à ces contributions et à cette réflexion sur la connaissance par proximité.

De manière générale, l'approche de connaissance par proximité est d'une certaine manière au cœur de notre discipline anthropologique, comme le suggère la méthode de l'« observation participante » qui a fondé notre démarche. Elle affirme que la connaissance est rendue possible notamment par la présence active du chercheur dans le monde de ses interlocuteurs. Sans remettre en cause l'importance de cette méthode, différents auteurs ont mis en avant les limites et l'ambiguïté de cette notion. Jeanne Favret-Saada (2009) observait que sous l'intitulé d'observation participante se cachent en réalité deux types de comportements adoptés par le chercheur, qui entraînent finalement deux limites : « soit un travail régulier avec des informateurs que les anthropologues interrogent et observent, soit l'assistance à des événements qu'ils étudient. Or, le premier comportement ne peut en aucun cas être désigné par le terme de "participation" ; et pour ce qui est du deuxième, "participer" équivaut à essayer de se trouver là, cette participation étant le minimum exigible pour qu'une observation soit possible » (Favret-Saada, 2009 : 147). Dans quel sens, la « participation » relève-t-elle d'une posture de proximité ? Cet éclairage de Favret-Saada nous amène à une certaine vigilance et nous conduit à

soumettre à l'examen des situations concrètes de terrain, la nature de notre travail avec les autres et les positions réelles que nous adoptons.

Par rapport à cette question centrale de l'observation (participante ou non), d'autres auteurs comme Denis Cerlet (2014) soulignent quelques biais possibles et suggèrent un changement de perspective : « la mise à distance des observés par des observateurs a souvent été exprimée en termes de regard. Elle aurait favorisé un éloignement et une objectivation propices à l'observation et à une compréhension d'autrui. Désormais la perception est relationnelle et s'appuie sur une proximité des corps » (2014 : 55).

C'est à cette relation incarnée que fait référence une certaine conception de l'ethnographie, qui ne se résume pas à un ensemble de recueils de discours au moyen des entretiens, ni seulement à des observations distanciées. « Le principal médium de l'enquête est ainsi l'expérience incarnée de l'enquêteur » (2010 : 7).

Cette relation incarnée comporte de manière incontournable l'affection, un élément-clé selon Favret-Saada (1990) dans la relation d'enquête et dans le processus de connaissance. L'idée que l'expérience de la relation d'enquête, l'affection, les liens et les attachements sont des mécanismes centraux dans l'émergence de la connaissance est désormais une idée acquise, mise en avant par de nombreux travaux, par exemple ceux sur la réflexivité en anthropologie⁵⁰, ou les contributions sociologiques portant sur les attachements et la relation d'enquête (Hennion 2015, Cefai 2010).

Les écrits sur la réflexivité méritent une attention particulière ici, parce qu'ils ont montré l'intérêt de prendre en compte des dimensions laissées de côté pendant longtemps, comme la dimension expérientielle de l'enquête de terrain. Dans ces travaux, il est désormais acquis que le « travail d'ajustement [du chercheur] à autrui » dans la relation avec son terrain aurait une empreinte forte sur la production de sa connaissance, laquelle serait le résultat de « notre histoire sur le terrain » (Bensa, 2010 : 323).

Ces travaux anthropologiques ont mis en avant les difficultés de la position « juste » à adopter, le « ni trop près », « ni trop loin », ni dans la « sympathie », ni dans la « distance » et ont tenté de réconcilier ces tensions. Si ces travaux montrent une forme inhérente de proximité présente, voire nécessaire dans le travail du chercheur, ils insistent en même

⁵⁰ Les travaux sont nombreux dans ce sens : voir par exemple Ghasarian 2002, Leservoisière et Vidal 2008, Althabe et Hernandez 2004, Morovich 2015.

temps sur le besoin d'une distance réflexive, de retour analytique sur la dimension subjective. Certains auteurs invitent à un positionnement de « réflexivité impliquée » (Althabe et Hernandez 2004, Morovich 2017), qui tient ensemble réflexivité et engagement du chercheur sur le terrain.

Malgré l'avancée de ce tournant réflexif, le besoin d'un regard introspectif sur cette position d'*insider* a amené à une focalisation sur la « cuisine de l'anthropologue », sur la production du savoir anthropologique compris comme une connaissance du chercheur, et dans ce sens un certain piège « narcissique » a été déjà mis en avant (Sardan 1995, Ghasarian 2002, Morovich 2017). Le célèbre *Journal d'ethnologue* de Malinowski (1985/1967) est une bonne illustration de cet aspect.

En prolongeant ces différentes contributions je propose une perspective écologique de l'enquête de terrain, laquelle apporte un regard légèrement différent en ce que l'intérêt n'est ni de se focaliser sur le chercheur et ses objets, ni seulement sur nos interlocuteurs, mais sur les *environnements* d'enquête. En nous appuyant sur la définition de l'environnement compris dans une perspective écologique (que nous avons présentée en introduction de ce volume), nous pouvons l'appliquer ici à la notion d'environnement d'enquête. Ce dernier est ainsi le résultat des potentialités (« affordances ») et des « correspondances » (Ingold) qui se réalisent à partir de différents éléments disponibles dans les milieux d'enquête. Selon une perspective d'anthropologie écologique, telle que celle défendue par Tim Ingold, les termes et les dichotomies *insider/outsider*, *engagement/non-engagement*, *émique/étique*, ne font que réitérer les séparations entre l'individu (y compris le chercheur) et son environnement. Ils n'ont de sens que dans une réalité sociale pensée à l'arrêt, en dehors de la pratique, donc dans une situation où les individus, le chercheur compris, sont retirés de leur contexte de présence aux autres et au monde, où ils sont en dehors de cette relation qui s'établit en continu entre eux.

L'intérêt n'est alors pas tant de comprendre ce qui relève d'une dimension subjective du chercheur dans la construction de l'objet ou ce qui relève des « sujets », mais plutôt de s'interroger sur les conditions de possibilité (et d'impossibilité) de ces rencontres, sur les éléments subtils qui font que des résonances ou des « correspondances » se réalisent, pour reprendre le terme d'Ingold (2017). La notion d'*environnement d'enquête* est intéressante en ce qu'elle déplace l'accent porté sur les « objets » et les « sujets » vers les

« affordances » et les « correspondances », vers les médiations qui activent ou empêchent ces possibilités et modifient le cours des événements.

Comme je l'ai déjà précisé, cette proposition de regarder la dimension écologique de l'enquête a émergé plus récemment par rapport à mon travail de recherche sur la Duchère (ou en Transylvanie). Auparavant, l'exposition et mes différentes publications ont mis en avant la réalité conflictuelle de la rénovation urbaine, les dissensions entre les conceptions des différents acteurs interrogés. En quelque sorte, j'ai diagnostiqué cette réalité conflictuelle de la rénovation à partir d'un point de vue extérieur, en sortant le dispositif scientifique de cet environnement. La perspective écologique nous amène à considérer la dimension conflictuelle de la rénovation urbaine en réintroduisant le chercheur dans ce milieu et en montrant la participation du dispositif scientifique à ces scènes conflictuelles, les rapports de force entre science et politique et leurs transformations réciproques. J'ai montré comment la recherche s'est continuellement réajustée selon des négociations permanentes et la dynamique des environnements d'enquête. J'évoquerai plus loin quelques effets de la recherche produits sur les pratiques des acteurs urbains.

J'ai également tenté de montrer que les connaissances produites dans le processus d'enquête (la sélection de certaines données, les interprétations, le choix des concepts, voire même les perspectives théoriques adoptées) ne peuvent pas être déconnectées des environnements qui les ont produites, des processus d'attachement, des possibilités de familiarité et des correspondances qui s'installent dans ce milieu.

À propos de cette proximité et familiarité construite avec certains sujets de nos terrains de recherche, Gérard Althabe (1992) mettait en avant le fait que les chercheurs en anthropologie et en sociologie tendaient généralement à se focaliser sur les couches sociales se situant en bas de la hiérarchie sociale, entre autres par un effet de sympathie envers eux, ou comme le montraient Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot (1997) par le confort d'une certaine relation de « domination » ou difficulté à mener des recherches sur les classes supérieures qui ont lu Bourdieu. Par exemple, dans une entreprise, nous étudions plutôt les pratiques des employés que des managers. De la même manière, nous pouvons observer que les travaux réalisés sur la rénovation urbaine se focalisent davantage sur les pratiques des résidents que sur les institutions et sur les acteurs portant les projets de réaménagement. En outre, lorsque la perspective est centrée sur les acteurs

des réhabilitations il s'agit généralement d'une analyse des effets de leur politique auprès des résidents, études très souvent commandées par ces acteurs mêmes du projet urbain.

Contrairement aux contextes décrits par Althabe, lequel évoque des choix préalables, j'ai mis en place une démarche inductive sans opter au départ pour le choix d'un groupe d'acteurs en particulier. Cependant, malgré ma tentative initiale de « faire avec » différentes catégories d'acteurs sans traitement différencié, le déroulement de la recherche et les environnements d'enquête m'ont amenée à une proximité plus forte avec les résidents, à « faire avec » eux et à « faire sans » les acteurs du projet urbain. J'ai mis en avant ici quelques difficultés qui ont orienté ce cheminement, notamment dans la relation avec les acteurs porteurs de projets.

Si les modes de familiarité et d'attachement relèvent d'une dimension par laquelle la production de la connaissance se fait, cela est valable sur tout terrain ou pour toute démarche. Il serait intéressant de suivre ces processus de construction de la connaissance sous l'angle de ces environnements d'enquête y compris lors des travaux d'« expertise », réalisés par des bureaux d'étude ou d'autres types de démarches revendiquées comme plus « objectives » ou distanciées.

Restituer ? Documenter et transformer des environnements urbains

Les deux démarches de terrain que j'ai engagées auprès des acteurs de la Duchère mettent en avant deux conceptions du travail de restitution, ainsi que de la nature et de la place du travail anthropologique.

D'une part, dans le travail avec les résidents, le dispositif des cafés-partagés a privilégié la production de la connaissance par un espace d'enquête partagé en continu avec les acteurs et, par conséquent, « restitué » tout au long de celle-ci. Comme le notait Denis Cerlet, « la restitution est l'effet d'une dynamique sociale : elle n'est ni un temps particulier de la recherche ni un compte-rendu de la rencontre de deux espaces provoqués par l'enquête, mais elle est à l'œuvre, continuellement, comme une altération des personnes provoquées par les connexions interindividuelles » (2014 : 59). La restitution devient ainsi un processus en temps réel, ce qui n'empêche pas que des temps particuliers et postérieurs à l'enquête puissent exister.

D'autre part, par rapport aux acteurs porteurs de la rénovation, nous étions plutôt dans une démarche classique d'enquête de terrain où le chercheur recueille les matériaux et ensuite les restitue sous la forme d'un savoir dont il est censé être l'auteur. Nous avons vu les limites d'une telle approche.

Un enseignement pratique important que j'ai tiré de cette expérience de recherche a donc porté sur les modes de travail avec les acteurs de terrain et de « restitution ». Une vigilance s'impose dans ce sens et la nécessité de croiser ces deux modes de restitution : une perspective plus informelle basée sur une démarche partagée tout au long de l'enquête, qui est la plus difficile à mettre en place, et une approche avec des temps plus formels de restitution, à la fin ou à des moments intermédiaires de la recherche.

Cette recherche m'a amenée aussi à me questionner sur la finalité du travail de recherche en contexte de rénovation urbaine. À qui cette connaissance est-elle destinée et quelle destination prenait-elle ? Du côté des acteurs porteurs de la rénovation urbaine, dans une réunion de travail suivant le vernissage, un professionnel de la ville de Lyon a affirmé que « finalement, avec l'exposition, il n'y a pas eu tant de surprise sur la parole des habitants », autrement dit la recherche ne leur apprenait pas beaucoup. Ce n'est pas forcément facile d'entendre un tel propos après plusieurs années de travail et on s'interroge forcément sur l'utilité de notre démarche. Effectivement, les discours et positionnements des résidents n'étaient pas inconnus des acteurs du projet. Quant aux résidents qui ont fait partie du public des cafés-partagés, ils ont à peine regardé les textes des panneaux de l'exposition. Mais ils en étaient fiers, comme si elle leur appartenait.

En termes de connaissance, j'ai eu finalement le sentiment que c'est surtout moi qui ai appris de mes interlocuteurs plutôt qu'eux de moi. En effet, l'intérêt de la présence d'un dispositif scientifique dans un environnement ne repose pas tant sur la diffusion en fin de recherche d'une connaissance (scientifique), entendue comme un ensemble de matériaux et d'analyses délivrés aux acteurs de terrain. Cette recherche nous invite à regarder autrement la place du travail de recherche. Un retour sur le terrain serait nécessaire pour identifier plus spécifiquement les implications et les effets de cette recherche. J'ai pu néanmoins faire quelques constats à ce propos. Tout d'abord, l'exposition a permis de nuancer, voire de contrebalancer, un discours officiel et progressiste sur la rénovation urbaine et sur le changement du quartier. L'enquête de terrain venait soulever et surtout formaliser dans un discours public les difficultés profondes auxquelles se confrontaient

certains acteurs visés par les transformations du quartier. Dans un autre temps, la recherche et sa diffusion a permis de rendre audible, par cette mise en public, des positions de résistance ou de souffrance de certains résidents du quartier, positions souvent connues par les porteurs du projet de rénovation urbaine, mais difficilement entendables ou prises en compte dans le cadre du projet de réaménagement. Le discours progressiste porté sur la démolition laisse peu de place à la compréhension des expériences réelles des habitants et conduit à des interprétations très simplificatrices de la part des acteurs porteurs de la rénovation : les habitants sont selon eux trop « nostalgiques » et leur attachement est vu comme un frein dans leur vie et pour aller de l'avant. J'ai souvent entendu des acteurs porteurs du projet urbain affirmer que l'attachement des habitants à leur logement était normal, mais qu'il finira par s'estomper pour laisser place à un ré-attachement au « nouveau » quartier. Une telle vision simpliste évacuait l'épaisseur de l'expérience et les temporalités d'un tel processus, pour ne pas dire le prix payé par de nombreuses personnes à ce qu'ils ont considéré comme un déménagement forcé.

L'exposition a aussi permis d'élargir l'espace de formulation d'une parole publique sur ce vécu de la rénovation, une parole qui était plutôt restreinte aux scènes d'engagement militant des habitants dans le quartier (par exemple au Groupe de Travail Inter-Quartier – GTI⁵¹). La recherche et l'exposition ont pu faire entrer dans cet espace des personnes dont la voix n'arrive jamais à avoir une existence publique : ces « invisibles », des résidents qui ne prennent jamais de place dans cet espace, qui ne sont pas présents dans les équipements socioculturels locaux ou dans les collectifs d'habitants. Enfin, le dispositif scientifique a participé, lors des cafés-partagés, à la création d'espaces éphémères d'attachement et d'affection, et dans ce sens d'espaces de continuité de vie collective et de cohabitation, dans des contextes difficiles où les résidents s'enfermaient dans des stratégies de survie individuelle pour affronter les problèmes quotidiens et pour garder leur logement à la Duchère.

Du côté des effets directs de la recherche sur les acteurs porteurs de la rénovation, il est ici plus difficile de les mesurer. J'ai cependant pu observer que peu de temps après l'exposition, un volet de « recherche ethnologique » a été introduit dans le nouvel appel

⁵¹ Voir notamment le travail sur le GTI dans les articles de Laetitia Overney (2014, 2019) et sa thèse de doctorat 2011.

d'offres public lancé pour des projets socio-culturels d'accompagnement des habitants dans le contexte de rénovation. C'est peut-être ici une des petites batailles gagnées pour l'anthropologie (et éventuellement pour des disciplines connexes), plus spécifiquement pour une démarche qui défend une connaissance scientifique par immersion et un travail collaboratif avec les acteurs de l'enquête dans toutes les phases de la recherche, du recueil des matériaux à la production des protocoles d'enquête, des analyses et de l'écriture.

Tim Ingold met en avant la dimension « transformative » du travail de l'anthropologie, lequel devrait s'émanciper selon lui d'une simple fonction de « documentation » des phénomènes sociaux, qu'il appelle « ethnographique » (Ingold 2017, 2018). Si la dimension « transformative » de l'anthropologie est essentielle, la fonction de « documentation », est tout autant importante dans la démarche scientifique. Il convient surtout de rester attentif aux choix de l'objet de cette documentation et du positionnement à partir duquel nous le faisons. Qu'est-il important de documenter sur un terrain comme celui de la rénovation urbaine, et qui décide de cette importance, comment se construit-elle collectivement tout au long de l'enquête ? Nous pouvons documenter un terrain en présentant des réalités « extérieures » par un « recueil » d'« échantillons » de cette réalité. Nous pouvons aussi le faire en documentant des réalités transformées par ces environnements d'enquête, ainsi que les modes d'élaboration des questionnements partagés ou la construction des attachements.

C'est vers la possibilité d'une anthropologie plus partagée, collaborative et publique, que m'a amenée ce terrain de recherche sur la rénovation urbaine, une réflexion que nous poursuivrons avec le terrain de recherche dans la ville de Braşov, en Roumanie.

Deuxième partie
Dynamiques urbaines dans les villes postsocialistes
(le Centre civique de Braşov)

Préambule

Mes travaux de recherche dans le quartier lyonnais la Duchère ont sensibilisé mon regard vers des processus similaires de transformation urbaine en Roumanie. Après deux terrains effectués dans les villes de Cluj-Napoca et de Jimbolia, à partir de 2016 j'ai approché ma ville de naissance, Braşov.

Dans cette grande ville de Roumanie (de 250 000 habitants), une zone urbaine a rapidement attiré mon attention, car elle a été profondément marquée par des transformations violentes. Appelée le Centre civique, elle assure le lien entre le centre historique, la zone de la gare ferroviaire et des nombreux quartiers de la ville. Mon regard et mon intérêt portés sur ce quartier doivent, sans doute, quelque chose à mon histoire dans cette ville, un quartier que je connais et que je garde en mémoire par les traversées hebdomadaires à pied durant mon enfance, ou quotidiennes en bus en tant que lycéenne.

Cette zone urbaine a été dans le passé une « plaque tournante » de la ville entre autres du fait d'un important marché en plein air qui s'y trouvait du temps du socialisme (fig. 2). De nombreux souvenirs m'ont été relatés à propos de ce marché par mes interlocuteurs, ainsi que sur son importance notamment dans les années 1980, un lieu où les *Braşoveni* se rendaient toutes classes sociales confondues dans cette période de grande pénurie alimentaire. Lors de mes premiers entretiens avec des membres de ma famille et avec mes connaissances (lesquels n'habitaient pas forcément dans ce quartier), tous ont évoqué ce marché, les queues faites ici pendant la nuit ou très tôt le matin pour acheter des produits alimentaires que l'on ne trouvait pas ailleurs. Certains de mes interlocuteurs pointaient des souvenirs de jeunesse, notamment la possibilité d'acquérir ici des produits de consommation courante qui étaient alors interdits à la circulation. Ce lieu de commerce formel et informel était étendu à toutes sortes de produits qui allaient de l'alimentaire aux cigarettes Kent venant de l'Occident, aux magazines Pif venant de France, aux petits autocollants avec les figures des footballeurs que les enfants cherchaient à l'époque pour enrichir leurs collections comme le font ceux d'aujourd'hui pour les cartes Pokémon.

fig. 1-6. La zone Hidromecanica (appelée aujourd'hui le Centre civique) 1960-1980



Archive La ville
mémorable (*Orașul
memorabil*)





Archive La ville
mémorable (*Oraşul
memorabil*)



Mon départ pour des études universitaires à Bucarest puis en France a fortement affecté mon rapport à ce quartier, ma mémoire de ces lieux et mes repères. Cela a été accentué par les nombreuses opérations de transformation et de réaménagement que ce quartier a connues depuis lors et connaît encore aujourd'hui.

Pour illustrer ces changements, je considérerai seulement les cinquante dernières années, à partir de la dernière période du régime socialiste, lorsque cette zone urbaine a été touchée par un projet visant la construction d'un « Centre civique ». Cela a entraîné des démolitions massives des maisons et des commerces se trouvant sur place, le déplacement des populations y habitant, des relogements, ainsi qu'un nouveau projet de réorganisation des espaces publics. La chute du régime socialiste en 1989 a laissé le travail de reconstruction inaccompli, ainsi que la présence de multiples espaces peu qualifiés, terrains vagues ou à usage éphémère que l'on retrouve encore aujourd'hui. D'autres transformations s'ajoutent à cela dans le contexte postsocialiste et de globalisation d'après 1989, notamment une fragmentation du foncier et une hybridité croissante des usages de l'espace urbain par la présence contrastée dans le même périmètre de banques, d'une église, de parkings, d'aires de jeux, et récemment d'un *Mall*, etc. (fig. 7-14). Nous pouvons également noter ici l'extinction lente des petits commerces et la multiplication des espaces vacants en recherche de propriétaires et d'usages. Une autre touche marquante est la construction dans cette zone d'une grosse artère urbaine à six voies, réalisée à la fin des années 1980, mais dont les effets réels sur l'habiter se ressentent surtout depuis la chute du socialisme.

Le caractère cumulatif et brutal de ces changements nous invite d'emblée à nous interroger sur le vécu de ces transformations par les populations de la ville, sur les reconfigurations des pratiques d'habiter et d'attachement. Comment les individus arrivent-ils à se (re) connecter à un environnement transformé et comment continuent-ils à habiter des lieux qui leur semblent étrangers voire parfois inhabitables ? Comment construisent-ils des formes de familiarité avec ces lieux détruits, avec des espaces urbains incertains, en attente ou de relégation, comment renouvellent-ils leurs attachements ?



fig.7. Le Centre civique : une surface importante restée inoccupée à la fin du régime socialiste (2012, AVM, C. Chipéria)



2013, M. Fanciali



fig. 9. Démolition de l'usine Hidromecanica (2017, B. Botea).



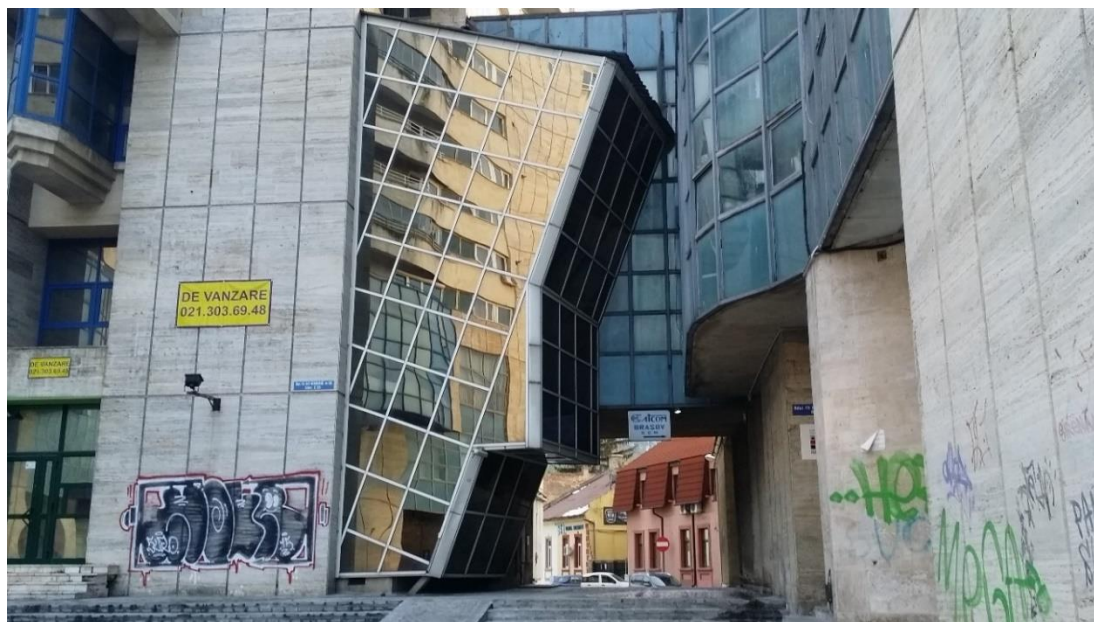
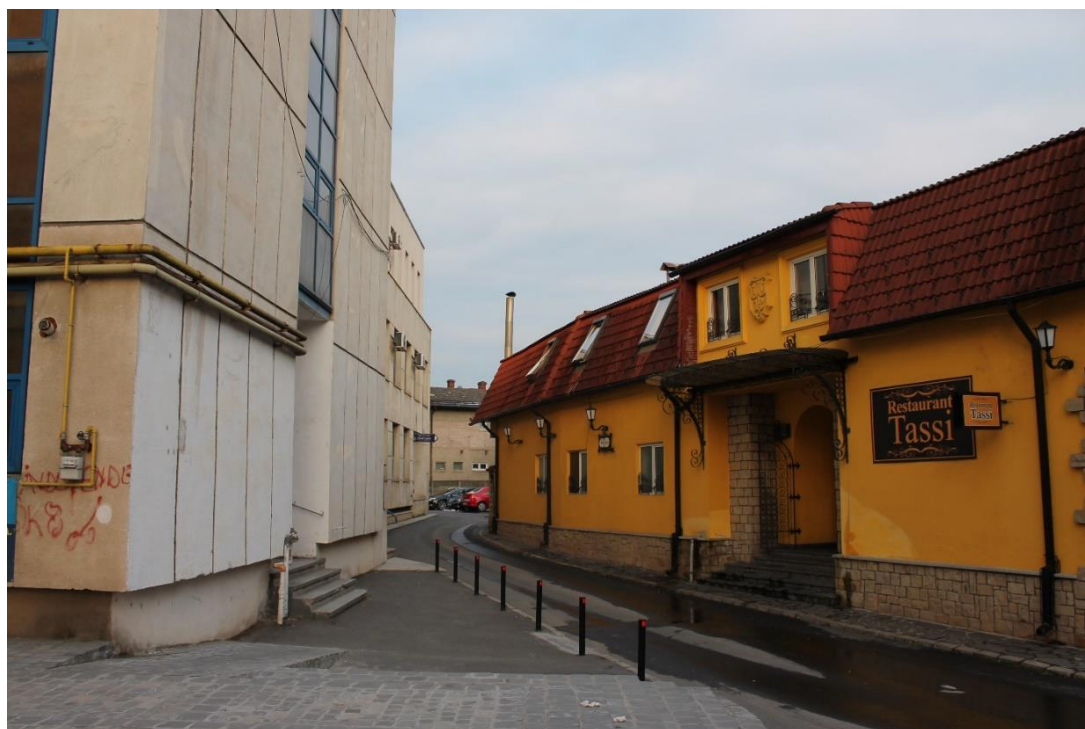
*fig. 10. Nouveau bâtiment à la place de l'usine : un Mall et des espaces de bureau.
(2020, B. Botea).*

fig. 11-12. Hauteurs et voisinages disparates.



M. Fanciali, B. Botea, AVM.

fig. 13, 14. Voisinnages contrastés.



2018, B. Botea, I. Serban.

Plusieurs champs d'études et pistes de recherches s'ouvrent à partir de ce terrain, apportant un renouvellement des approches théoriques et méthodologiques de mes travaux précédents. Il s'agit d'une part de prolonger les perspectives d'analyse déjà engagées dans le travail à la Duchère sur la notion de changement (urbain), en l'ouvrant à une approche écologique et sensible de l'espace urbain et des attachements. D'autre part, ma recherche s'est engagée vers une anthropologie de l'audiovisuel et vers des ethnographies mobiles, approches très récentes que j'explore dans l'analyse des environnements urbains. Enfin, l'approche écologique nous amène à saisir les processus d'attention et de *care* dans l'analyse des rapports des individus à l'espace urbain, notions qui nous permettent d'apporter des pistes de réflexion au sein d'une anthropologie de la citoyenneté (*prendre soin* de la ville et des autres citoyens comme un acte de citoyenneté).

Un premier chapitre portera sur le projet urbanistique et politique du « Centre civique » regardé sous l'angle de sa conception dans les années socialistes, en tant que technologie d'urbanité. Il permettra aussi de faire un bref historique de la ville et d'aborder la fabrique au quotidien des projets urbanistiques à l'époque socialiste.

La chute de ce régime en 1989 a empêché l'accomplissement de ce projet et a laissé de nombreux espaces urbains vacants. Ainsi, le deuxième chapitre mettra en lumière les usages et les réaménagements successifs et hybrides de ces espaces après 1989 et montrera que ces transformations ont entraîné un sentiment d'étrangeté et de dépossession ressenti par les usagers de la ville.

Le troisième chapitre abordera les processus par lesquels des familiarités avec ces espaces urbains se construisent malgré tout dans le quotidien des habitants, et analysera les processus d'attachement. Cela sera aussi l'occasion de développer la notion de « ville familière », à la suite d'autres auteurs (Agier, 2010) et à la lumière d'autres notions voisines comme celle de « ville hospitalière » (Joseph, 1997) ou de « ville intime » (Puig, 2016).

Enfin, les stratégies d'évitement, de contournement dans les trajets quotidiens, les *prises* des individus par rapport à ce caractère hostile de la ville, m'amèneront dans le quatrième chapitre à me focaliser sur les questions d'attention et d'inattention dans la ville, articulées au phénomène de citoyenneté urbaine. Ces thématiques et perspectives ouvriront vers des questionnements sur la démarche de recherche qui articule de manière

inhérente l'anthropologie à des formes d'attachement et aux enjeux de citoyenneté, donnant lieu à une anthropologie du familial et publique.

Ces différents axes de recherche sont le résultat des premières formulations d'une problématisation et d'une méthodologie de travail, ils mériteraient d'être approfondis par d'autres analyses issues de ce terrain ou par d'autres terrains à venir.

Le Centre civique dans les années socialistes

Le Centre civique : une technologie de fabrication de la ville et de l'habiter

Afin de comprendre les transformations actuelles du Centre civique, il est nécessaire de faire un détour par son histoire. Dans ce chapitre je présenterai le projet urbanistique de cette zone urbaine, plus précisément celui du « Centre civique » défini durant les années socialistes.

La recherche de l'histoire et du déroulement de ce projet m'a amenée à explorer les centres civiques comme dispositifs technologiques de fabrication de la ville et de la société, des outils de contrôle et d'organisation de l'espace public et de l'habiter. Je tenterai de présenter cette hypothèse par la suite. Quelles conceptions de la ville, de la société et de l'espace public sont à l'œuvre dans ces projets urbains et comment ces derniers s'élaborent-ils dans des contextes de régime totalitaire ? Comment comprendre cette élaboration de la ville à travers les négociations entre l'expertise urbaine et le politique, entre savoir et pouvoir ? La conception et la mise en place de ces projets n'ont pas été imposées par le haut par un macro-système, mais rendues possibles par la participation d'acteurs individuels à ce processus. Il serait ainsi important de saisir la dimension micro-politique de ces projets urbains, cette zone « grise » qui les a rendus possibles. C'est en tous cas ce que vise une perspective anthropologique sur ces centres civiques, regardés jusqu'à présent notamment sous l'angle de l'histoire de l'architecture, de la philosophie ou de la science politique⁵². La fabrique au quotidien de ces projets nous

⁵² Une exception fait ici le travail sur le Centre civique de Bucarest. Celui-ci a davantage attiré l'attention par sa monumentalité et son exemplarité en tant qu'emblème urbaine et architecturale d'un régime totalitaire. Voir ici la thèse de doctorat de Stéphanie Beauchêne (2001) et l'article de Gérard Althabe (1996).

permettra de revenir sur la fabrication de la ville socialiste en réexaminant la question des mécanismes du pouvoir et de la résistance.

Les données de terrain m'ont amenée à regarder les centres civiques comme des dispositifs urbanistiques supposant à la fois une expertise urbaine, donc du savoir, et une dimension du pouvoir, instaurant une conception et un contrôle sur les pratiques d'habiter et d'urbanité. Dans l'analyse des dispositifs patrimoniaux, Jean-Louis Tornatore mettait en évidence cette double dimension du savoir et du pouvoir contenue dans la notion de « dispositif » de Michel Foucault. Selon Tornatore qui reprend cette conception de Foucault, les dispositifs patrimoniaux sont des « politiques ou objets de politiques, c'est-à-dire des technologies de gouvernement situées au croisement du savoir et du pouvoir » (Tornatore, 2010 : 14). Cela peut s'appliquer aussi aux dispositifs urbanistiques.

Nous pouvons sans doute affirmer que les centres civiques réalisés en Roumanie ont constitué pendant le socialisme un des lieux dominants d'expression du pouvoir, ce projet architectural représentant un des symboles les plus forts de ce régime dictatorial. Au-delà de fonctionner comme des lieux de représentation et de célébration du pouvoir, ils ont été aussi des lieux où une idée particulière d'espace public et plus largement un type de ville et de société ont été forgés et donnés à voir. Il s'agit ainsi d'appréhender ces projets urbanistiques comme des scènes de négociation, de tensions et de compromis entre un régime politique et une expertise urbaine, dans la définition d'une idée de ville et de société durant cette période de dictature. Certains travaux en histoire de l'architecture et sociologie ont offert quelques analyses des centres civiques (Răuță 2012, 2013, 2017, Novac 2015) montrant qu'ils sont le résultat des négociations entre, d'une part, les acteurs politiques locaux ou du pouvoir central et, d'autre part, les architectes-urbanistes. Ils ont mis en avant les agencements résultant des croisements entre de multiples échelles, réalités de terrain et enjeux d'acteurs.

La notion de dispositif de Michel Foucault est utile dans un premier temps ici, car elle insiste sur la finesse des mécanismes par lesquels la dimension politique de ces dispositifs s'exprime et se réalise. Comme le montrait aussi Antoine Hennion, l'approche de Foucault « a le grand mérite de focaliser l'analyse sur les objets, les conditionnements, les moyens à travers lesquels se produisent les entités d'un réseau, et émergent leurs identités et leurs états » (2000 : 168). Comme nous le montrerons dans ce chapitre, le Centre civique

des années socialistes n'a pas été le résultat de l'imposition d'une idée politique venue d'un haut au niveau local, mais le résultat d'un processus et d'un développement aux croisements de différentes idées politiques, d'acteurs définissant des opportunités, de rôles et de ressources émergeant dans un contexte précis, lui-même évoluant en fonction de facteurs divers. Le devenir de ce projet et de cette zone urbaine après 1989 peut être considéré selon une approche similaire.

Une autre proposition sera de regarder le Centre civique comme une technologie d'organisation de la ville, ce qui nous permettra d'observer les ramifications du politique et ses implications dans la conception des espaces publics et de l'urbanité. Considérés comme des objets techniques et des technologies, les centres civiques ont une qualité que tout objet technique endosse : ils « peuvent être considérés comme des instruments politiquement forts : dans le même temps qu'ils produisent des modes d'organisation sociale, [ces objets] les naturalisent, les dépolitisent⁵³, leur confèrent un contenu autre (...) C'est de cette manière que les objets techniques construisent notre Histoire et nous "imposent" certains cadres de pensée » (Akrich, 2010 : 218). Les centres civiques, en tant qu'outils et technologies particulières dans la fabrication d'une « nouvelle société », ont supposé très souvent des opérations de démolition massive des lieux d'habitation et de pratique urbaine. Ces processus et les restructurations urbaines qu'ils ont entraînés durant le socialisme et aussi après 1989 ont amené dans le cas de la ville de Braşov à un phénomène de destruction de la trame urbaine, avec une impossibilité aujourd'hui de reconnaître la géographie de l'ancien quartier, ses rues, les lieux qui ont compté dans l'histoire de la ville et de ces habitants, et nous parlons ici d'une histoire récente. Alors que la trame urbaine semble avoir disparu, que reste-t-il aujourd'hui de cette connaissance de la ville, de son histoire, de cette mémoire ? C'est une question sur laquelle je reviendrai à différents moments dans ce volume.

⁵³ Il s'agit ici d'une « dépolitisation » en vue d'une re-politisation, par l'imposition d'un contenu politique nouveau.

Un bref historique de la ville et de la création du Centre civique

D'une vocation culturelle et commerciale de la ville, à son tournant industriel et touristique

La ville de Braşov compte aujourd'hui parmi les centres urbains les plus importants du pays sur le plan économique. Elle enregistre une population de 253 200 habitants, selon le dernier recensement de 2011. Elle est également considérée comme la première ville touristique du pays après la capitale Bucarest⁵⁴.

Alors que dans la stratégie municipale actuelle de développement de la ville l'accent est mis sur le tourisme, un bref retour sur l'historique de l'évolution de cette ville nous permettra de saisir d'autres aspects centraux.

Quatre dimensions et étapes majeures ont marqué l'histoire du développement de Braşov, une première vocation culturelle et commerciale, ensuite son développement industriel et, plus récemment, la dimension touristique. Comme nous le verrons ici, la ville a connu des ruptures majeures d'une étape à une autre et aujourd'hui les différentes strates et expériences urbaines ont dû mal à se retrouver ensemble ou simplement à être (re)connues.

Violette Rey (1975), géographe de la Roumanie a mis en évidence les trois premières étapes dans le développement de la ville. Jusqu'au XVIIIe siècle, la ville de Braşov est un centre culturel et intellectuel majeur, réputé pour avoir introduit la Réforme en Transylvanie et marqué par la présence des Allemands. Cette ville est en même temps la source d'une présence roumaine pionnière en Transylvanie, car elle a créé le premier centre d'imprimerie, le premier lycée et journal transylvain en langue roumaine. Braşov a ainsi joué un rôle important à la fois dans la diffusion de la culture saxonne (allemande) et roumaine. Cet âge d'or culturel finit vers le XVIIIe siècle, avec le développement des nouveaux centres économiques et lorsque le négoce et ensuite l'industrie prennent le dessus. Les foyers de culture roumaine se déplaceront ainsi dans d'autres villes de Transylvanie.

⁵⁴ Sa position dans le voisinage des collines et des montagnes, son héritage architectural saxon (allemand) et sa proximité avec Bucarest, font partie des principales qualités touristiques et facteurs de son attraction urbaine depuis la chute du socialisme.

La ville devient ainsi un des grands marchés internationaux aux confins de l'Europe, par l'exportation de produits régionaux et de marchandises de transit entre l'Europe du Nord et Constantinople. Notons aussi que la ville se situait à la frontière des deux empires, austro-hongrois et ottoman. Plus tard, la ville de Braşov a gardé une position géographique stratégique, car elle a été depuis toujours un point de passage pour rejoindre Bucarest. La ville est ainsi un site exceptionnel avec une capacité d'attraction très importante : « voie de passage, position stratégique, point de contact entre des aires de civilisation différentes, centre géographique du pays » (Rey, 1975 : 41).

Après l'intégration de la Transylvanie dans la Roumanie en 1920, la puissance saxonne (économique, culturelle, morale) est en baisse par rapport au monopôle industriel roumain⁵⁵. La ville connaît un nouvel essor dans l'entre-deux-guerres⁵⁶ et sa population a doublé de 40 000 habitants en 1920 à 84 557 habitants en 1941, avec un niveau de vie parmi les meilleurs du pays. Comme le montre Rey, ce développement impulsera une dynamique dans les environnements de la ville et créera une région périurbaine unique à l'époque dans toute la Roumanie.

Cette première expansion industrielle de Braşov a été suivie par l'industrialisation massive de la période socialiste, notamment des années 1970 et 1980. À l'époque cette ville illustre parfaitement le choix du régime en place : dépasser l'état rural du pays pour accéder au rang de pays industriel. Braşov s'affirme ainsi comme la seconde ville industrielle de Roumanie (ville du tracteur et du camion) après la capitale. Ses deux principales usines réunies, parmi les plus grandes de Roumanie, employaient dans les années 1980 environ 40 000 personnes, sans compter les autres usines importantes. Nous pouvons aussi noter que certaines se situaient dans la proximité du centre-ville, à trois kilomètres de celui-ci.

Sur le plan de la population, Braşov devient une ville d'immigration massive. Selon cette enquête de Violette Rey menée dans les années 1970, seulement 14% des habitants de la ville étaient nés à Braşov.

⁵⁵ Il s'agit de l'usine métallurgique Astra, transférée d'Arad à Braşov, de l'usine de construction aéronautique (IAR) et de l'usine Astra-Metrom (de matériel militaire).

⁵⁶ Elle est d'ailleurs la seule ville de Roumanie qui ait bénéficié d'un équipement industriel majeur avant la deuxième guerre (cf. V. Rey, *op. cit.*).

L'évolution de la structure démographique de la ville montre l'accroissement de la population dans le temps et la modification du profil ethnique, Braşov enregistrant une baisse des communautés allemandes et hongroises comme dans d'autres villes de Transylvanie. Nous avons mentionné auparavant que la population a doublé entre 1920 et 1940, il est aussi important de noter qu'en cinquante ans, entre 1940 et 1992, la population s'est multipliée par quatre.

Année	Total de la population	Roumains	Allemands	Hongrois	Roms
1850	21 782	8727 40 %	8874 40,8%	2939 13,4%	780 3,6%
1930	59 232	19372 32,7%	13014 22%	23269 39,3%	
1940	84 557				
1992	318960				
2002	284596	201269 90,6%	1717 0,6%	23204 8,5%	762 0,2%
2011	253200	219 019 86,5%	1188 0,4%	16 551 6,5%	845 0,3%

(cf. Recensement de 1850, 1930, 2002, 2011, Institut National de statistique de Roumanie. Les données pour l'année 1940 proviennent de Violette Rey, *op. cit.*, et de 1992 du *Raport populatia judeţului Braşov [Rapport de la population du département de Braşov]*, 2019, Univ. Transilvania Braşov, dir. proiect Litra Adriana Veronica).

Au regard de son histoire, la ville de Braşov connaît à l'époque socialiste une mutation fondamentale. Alors que cette ville est « liée au carrefour, sa grosse affaire fut de tout temps le commerce (...), elle voit sa fonction rétrécir comme une peau de chagrin, en passant d'un entrepôt international à une fonction de vaste usine (...) produisant surtout pour le marché intérieur » (Rey, 1975 : 41). Faisant référence à la ville de Braşov du milieu des années 1970, cette auteure notait également : « Pour l'occidental, Braşov actuel

apparaît comme une “fausse ville”, une immense cité ouvrière, une citée plaquée sur un vieux substrat urbain, ce qui rend les distorsions plus sensibles. (...) Pour autant pour ses habitants Braşov est une vraie ville » (*Ibid.* : 59). Elle enregistre le meilleur niveau de vie, avec des salaires élevés, elle est la ville avec le nombre le plus important d'automobiles du pays.

Ce penchant pour le développement industriel a mis de côté le secteur de production des biens de consommation et des services tertiaires.

Au regard de ces transformations et de ce qu'elles ont entraîné en matière d'aménagement, Violette Rey se demandait : « Quels choix ont faits les aménageurs socialistes pour intégrer au noyau historique les secteurs industriels ? Braşov a été laissé pour compte par les urbanistes. Ce n'était ni la capitale, c'est-à-dire la vitrine de l'urbanisme national, ni une ville neuve ou à rénover complètement pour laquelle l'effort d'originalité dans l'urbanisme devenait une question d'importance et de prestige. Braşov n'était qu'une ville assez construite dont il fallait accélérer l'industrialisation et loger le surplus de population » (1975 : 85).

Aujourd'hui, le contraste reste fort (fig. 1, 2), comme dans de nombreuses autres villes de Transylvanie, entre d'une part, ce paysage industriel et des quartiers d'habitation construits dans ces années socialistes et, d'autre part, la zone centrale (composée par le centre historique et de l'ancien quartier Blumana), deux parties de la ville qui sont séparées seulement par une distance de deux kilomètres (carte fig. 3).

Dans son livre, Violette Rey s'attarde aussi sur la zone du Centre civique d'aujourd'hui, qu'elle décrit en 1975 comme un noyau de communication entre le centre historique, la gare et les quartiers, une zone où se trouvent jusque dans les années 1980 trois des cinq cinémas de la ville, et dont les architectes veulent en faire « la “city” de la ville ». L'auteure notait : « Pour l'instant les plans ne sont qu'ébauchés (...) Pour le moment ce quartier a peu de caractère, il conserve un assemblage de rues résidentielles et désertes, de villas cossues, d'espaces semi-industriels, de blocs neufs, il n'y a encore que des éléments d'anciens faubourgs et aucune unité et centralité que celle des transports ; il n'est centre qu'au point de vue des communications » (*Ibid.* : 85). Voir les photos de l'époque (fig. 1-6, p. 89-90).

fig. 1. Quartier construit dans la période socialiste (1970-1980).



2013, A. Fanciali.

fig. 2. Centre-ville, Rue Matei Basarab.



2013, M. Fanciali.

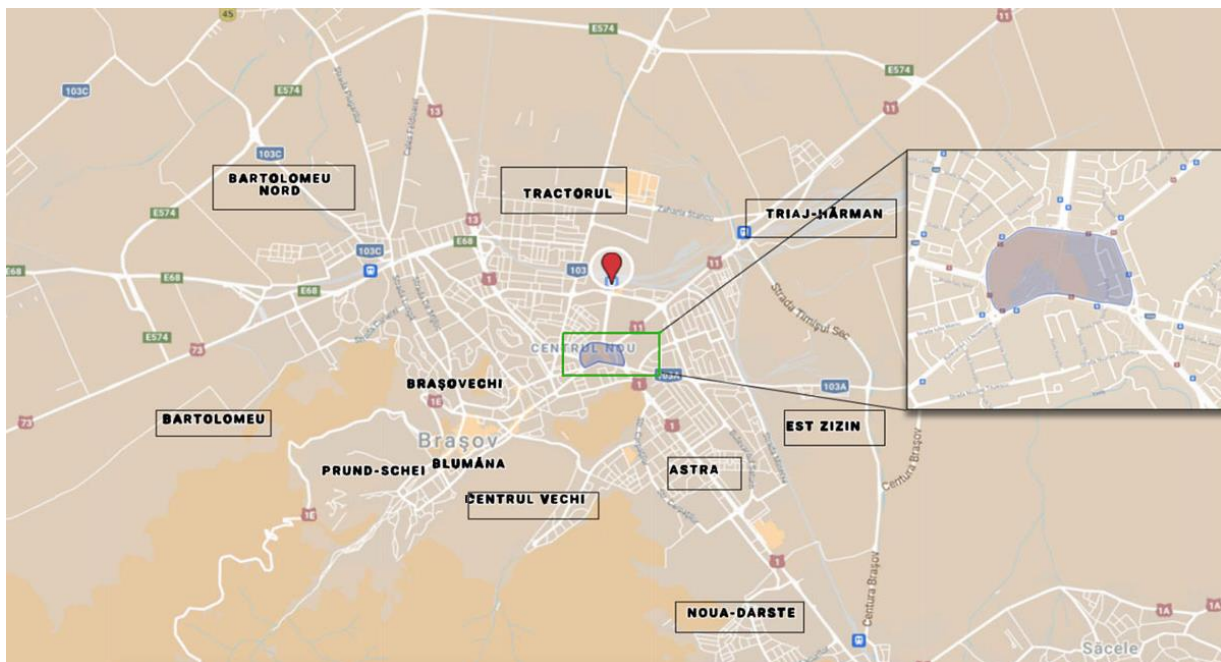


fig. 1 Carte actuelle avec les différentes zones et quartiers de la ville.

Légende :

Centre civique (Centrul nou). Il se situe au croisement de plusieurs artères principales de communication.

Centre historique (Centrul vechi)

La gare : localisée en rouge

Les autres quartiers fortement industrialisés : Tractorul, Astra, Triaj-Harman, etc.

En conclusion, cette brève rétrospective montre la difficulté pour Braşov d'intégrer dans son développement ses multiples strates historiques et les acquis des différentes périodes de son histoire. Ce phénomène continue aujourd'hui. Les dernières décennies montrent une volonté ou un « laisser faire » des édiles pour effacer la dernière période, donc la dimension industrielle de la ville, laquelle marque pour autant très fortement sa mémoire et son visage architectural. Les paroles du responsable du « Service d'administration du patrimoine et de l'urbanisme commercial » de Braşov avec lequel j'ai pu m'entretenir concernant le potentiel patrimonial de la dimension industrielle de cette ville a exclu cette possibilité. « L'industrie était une fois... dans le passé. Aujourd'hui on a tourné la page. Braşov c'est une ville touristique. (...) Une halle industrielle n'a rien à faire dans le centre de la ville, on ne peut pas parler de patrimoine. C'est du passé passé⁵⁷. C'est juste la crise et ses effets qui empêchent pour l'instant de requalifier ces espaces industriels. Nous n'aurons plus

⁵⁷ Cette répétition volontaire suggère l'idée que la seule qualité de ce passé est justement « d'être passé », révolu.

d'industrie à Braşov. Ce n'est plus nous qui la produisons, ce sont les étrangers qui viennent chez nous pour la produire. C'est ce que je vois en tous cas ».

Cette stratégie de développement orientée vers le tourisme voit déjà ses fruits aujourd'hui. Concernant les espaces industriels, leur requalification se fait généralement par des espaces de grande consommation (supermarchés, *Mall*) ou par de nouveaux ensembles résidentiels.

D'un « centre urbain de quartier » au « Centre civique »

Je présenterai ici la genèse et le cheminement de la conception des centres civiques en Roumanie, avec un éclairage sur la ville de Braşov. Cette histoire montre le croisement des différents facteurs qui ont joué dans la formulation de cette idée et dans l'émergence de ce projet, entre l'idéologie politique, les idées urbanistiques à la mode au niveau international et le jeu des acteurs locaux.

Bien que le projet du Centre civique de Braşov ne soit pas forcément représentatif pour d'autres villes, car pour une grande partie il n'a pas été finalisé, cet exemple reste à ce titre intéressant. D'une part, par son caractère inachevé, il reflète les agencements complexes qui ont joué dans la transformation des villes dans ces années du régime socialiste conduisant parfois à l'échec des projets urbains. D'autre part, le manque de finalisation de ce projet a laissé de nombreux espaces urbains vacants après 1989 et ce contexte rend donc plus saillants les difficultés et les choix de réaménagement et de faire la ville dans le contexte postsocialiste. Enfin, la ville de Braşov en tant qu'étude de cas est intéressante en soi, car elle apporte un éclairage sur le devenir des espaces urbains et des pratiques d'urbanité d'un des plus puissants pôles urbains de la Roumanie pendant le régime socialiste, illustration des effets de ces politiques urbaines et des prises qu'elles offrent aujourd'hui.

Les travaux sur les centres civiques menés en histoire de l'architecture et en sociologie historique ont mis en lumière deux tendances principales et deux phases dans la construction des centres civiques, illustrées aussi par la ville de Braşov (Novac, 2015). Dans un premier temps, l'organisation urbaine privilégie les projets des centres urbains de quartier, basés sur une unité à l'échelle de proximité. Cette phase s'est déployée jusqu'à la fin des années 1960. Ensuite, dans une seconde phase, c'est l'idée proprement dite de « Centre civique » qui s'est imposée.

Sergiu Novac montre que, dans la première étape, la préoccupation des urbanistes locaux pour l'idée d'espace public était inspirée par des pensées américaines concernant les « centres communautaires » (« community urban center »), notion formulée par l'urbaniste et le sociologue Clarence Arthur Perry. Ce dernier était affilié à l'École de Chicago et à l'écologie urbaine des années 1920 et 1930 et proposait une organisation urbaine basée sur l'idée d'unité de voisinage. Le voisinage était conçu comme la principale modalité de contact humain dans l'espace urbain. Comme le montre Novac à propos des centres urbains de proximité dans la Roumanie des années 1960, l'idée d'une communauté de valeurs fondée sur l'unité de voisinage était d'autant plus importante dans le contexte urbain d'industrialisation massive et d'hétérogénéisation des populations.

Des historiens de l'architecture suggèrent une piste supplémentaire par rapport à l'origine de ce projet. Alexandru Răuță (2013) met en avant l'idée que la conception architecturale des centres civiques de Roumanie, et aussi des centres urbains de proximité défendue par C. A. Perry, trouvait sa source d'inspiration dans un mouvement américain plus ancien intitulé *City Beautiful*. Ce mouvement du début du XXe siècle réunit en architecture une préoccupation à la fois pour l'aspect visuel et esthétique des villes, et pour les lieux de rencontre et de participation des citoyens. Ce modèle est proche de la conception classique des places publiques des villes européennes. Pensée initialement par rapport à des projets urbains pour les villes de Washington et New York, cette conception renvoyait à la fois à une description de la ville et à la qualité de citoyens des habitants.

Dans le mouvement *City Beautiful* et aussi dans les propositions de C. A. Perry et d'autres défenseurs de ces idées dans les années 1929-1930, le sentiment de « communauté urbaine » devait être stimulé par l'existence d'institutions publiques comme l'école, pour des aires urbaines restreintes, ou comme les « centres communautaires » c'est-à-dire une agglomération de différents services publics dans le cas d'aires urbaines plus larges. Novac (2015 : 32) montre que ces centres communautaires avaient ce rôle fort de rendre possible la transformation du caractère éphémère et contingent des rencontres urbaines en interactions significatives, de face-à-face.

Il est intéressant d'observer la connexion entre, d'une part, les centres urbains de proximité censés construire autour d'eux des communautés de valeur et, d'autre part, les

institutions publiques qui s’y trouvaient et qui forgeaient une idéologie nationale. Finalement, comme le montrait C. A. Perry pour le contexte des États-Unis, « un centre communautaire était un centre d’américanisation » (Perry cité in Novac, *ibid.* : 32).

Ces idées dans lesquelles l’unité de voisinage et les interactions sociales publiques étaient filtrées par les institutions étatiques ont été très attrayantes pour la plupart des régimes politiques des pays d’Europe centrale et de l’Est depuis l’entre-deux-guerres. En Roumanie, l’idée des centres de quartier (*community center*) est devenue importante surtout après la guerre, même si elle fut connue aussi pendant l’entre-deux-guerres défendue notamment par le sociologue Dimitrie Gusti. C’est notamment par rapport à l’organisation rurale que ces questions ont été posées par Gusti, et dans une moindre mesure pour la ville. Selon cet auteur, le « centre communautaire » était l’institution qui était censée transformer « une communauté sociale en une communauté culturelle » (1938 : 332). L’idée de ce centre n’était pas tant de créer un espace où les individus pouvaient se rencontrer et avoir des interactions de face-à-face (ce qui existait déjà dans les villages), mais la construction d’une communauté culturelle nationale, en offrant un espace où les individus pouvaient se rencontrer sous les auspices de l’État. Si pour Perry un centre communautaire était un centre d’américanisation, pour Dimitrie Gusti un centre culturel était un centre de roumanisation (Novac, *ibid.* : 33)⁵⁸. Il est d’ailleurs intéressant de suivre de manière plus générale, appliquée à d’autres époques, cette idée concernant la fabrication de la communauté nationale à partir d’une organisation territoriale ou urbanistique spécifique. Dans le quartier de la Duchère, nous avons vu que la politique de « dé-ghettoïsation » et de « mixité sociale » dans l’organisation de l’habitat était aussi un projet d’assimilation « à la française », donc de francisation.

À partir des années 1970, avec l’arrivée au pouvoir de Nicolae Ceaușescu en 1965, une nouvelle période se dessine. Une autre idée d’organisation territoriale s’impose et la conception des centres civiques s’éloigne de la conception des centres urbains de quartier pour se rapprocher du sens initial donné par le mouvement *City Beautiful*. Comme le

⁵⁸ Il faut aussi noter que l’unité de voisinage était à l’époque de Dimitrie Gusti, à la fin des années 1930, un concept important dans l’urbanisme moderniste international. Ce dernier a créé quelques schémas fameux de pensée en urbanisme avec par exemple l’idée d’unité d’habitation de Corbusier, les micro-rayons soviétiques, les logements sociaux ouvriers à Vienne ou Berlin. L’idée de centre de voisinage et de centre culturel a inspiré différents architectes pendant l’époque socialiste, dont trois approches de l’urbanisme quant au régime de l’habitat : *residential quarters* (1952-1960), les microrayons (1958-1975) et les complexes résidentiels (*residential complexes*) dans la dernière période du socialisme.

montre Alex Răuță (2013 : 212), c'est un retour vers l'idée d'un espace public central, vers une focalisation sur le rassemblement des institutions publiques et sur les espaces d'expression de la participation citoyenne. Ces idées ont néanmoins acquis un contenu et une traduction différente dans le contexte roumain des années du régime Ceaușescu.

Ce changement de paradigme se réalisa notamment par une nouvelle loi en 1974, la *loi de Systématisation urbaine*, qui ambitionnait de construire un réseau unifié d'aires d'habitations pour tout le territoire national. Sergiu Novac analyse les liens entre le projet de « systématisation urbaine » et cette nouvelle conception des centres civiques. Dans les conditions où le but principal de ce programme national était d'impulser le développement des territoires restreints et d'égaliser les déséquilibres géographiques dans le pays en termes de développement économique, la systématisation était une manière d'assurer un contrôle politique par un principe d'organisation spatiale. Le programme de « Systématisation urbaine » a eu pour but une homogénéisation des modèles d'habiter des plus petites unités territoriales (rurales ou urbaines) jusqu'à la métropole, ainsi qu'une organisation du paysage urbain selon le principe d'une centralisation du pouvoir, assurée par les régions et au niveau local. Plus largement, « la systématisation avait pour but de créer une hiérarchie mobile et flexible de biens, d'information et de travail non seulement au niveau urbain, mais au niveau de tous les territoires du réseau national, quelque chose que le voisinage en tant qu'unité localisée ne pouvait jamais accomplir » (Novac, 2015 : 35). Ainsi, les réseaux d'habitations et d'habiter devaient être connectés à des « noyaux de polarisation » (culturels, administratifs, politiques) représentés par des *centres civiques*.⁵⁹

Nous pouvons observer qu'avec cette transition vers un nouveau modèle urbain, on passe d'une organisation selon des unités d'habitation et d'habiter plus restreintes (voisinages, petites communautés territoriales) à un caractère plus intégratif, à un nouveau modèle d'organisation du pouvoir au niveau spatial. Comme le montre Răuță (2013), en Roumanie 16 des 40 villes, capitales de département, furent restructurées selon les principes du Centre civique, sachant que d'autres ont connu des interventions reprenant

⁵⁹ Ceux-ci étaient de six types selon la taille du territoire concerné. Par exemple le premier type était celui de la capitale, ensuite il s'agissait des centres de deuxième catégorie concernant les principales villes du pays. Dix-sept municipalités entraient dans cette catégorie, la ville de Brașov en faisait partie. (cf. Cucu, 1977 in S. Novac, 2015 : 35)

cette même pensée. Il s'agissait de principes d'organisation urbaine qui devaient être respectés et diffusés à toutes les échelles territoriales.

Centres civiques de différentes villes de Roumanie (Archive de l'Union des Architectes de Roumanie, photos tirées de A. Răuța, 2017).



fig. 1. Iași, env. 1980.

fig. 2. Ploiești, env. 1980.



fig. 3. Baia mare.

fig. 4. Onești.



fig. 5. Pitești, env. 1980.

fig. 6. Târgu Mureș, env. 1980.



Cette organisation spatiale intégrative impliquait une homogénéisation spatiale et des modes de vie, un levier pour un régime totalitaire préoccupé à construire une nouvelle société. Comme le montrait Gérard Althabe, le nouvel espace urbain conçu par le pouvoir supposait « la destruction d'un autre espace engendré, lui, en quelque sorte de l'intérieur, par le développement du temps et le remodelage de la culture. Le pouvoir considère cette modernité urbaine comme le creuset de l'homogénéisation de la population. En elle, les différences se perdent comme se perd la singularité de chaque ville, comme se perd son identité. Nous ne savons plus si l'on est à Braşov ou à Brăila, nous sommes exclus de la différence entre l'urbain et le rural, et, dans le phénomène de l'urbanisation des campagnes, se trouve éliminées la singularité et la diversité des villages. Et l'uniformité qui résulte de cela apparaît comme le miroir de l'homogénéité de la population » (Althabe, 1996 : 148).

Une grosse refonte architecturale et urbanistique a été envisagée dans les deux dernières décennies du régime socialiste afin de marquer cette nouvelle société et ère de modernité urbaine (fig. 1-6). L'exemple du Centre civique de Bucarest illustre de manière monumentale l'ampleur que ces projets ont pu avoir dans certaines villes. Celui-ci a entraîné la destruction d'une grande partie du centre-ville, l'expulsion et relogement de 40 000 personnes et le travail sur ce chantier de dizaines de milliers de travailleurs. « À Bucarest tout d'abord – avec les avenues perpendiculaires et circulaires élargies et bordées à l'infini d'immeubles, et la construction de grands ensembles à la périphérie sur l'emplacement de l'ancienne banlieue (le *mahala*) –, puis dans les villes de province, objet, à leur tour, d'opérations gigantesques, soit que leur centre ait été démoli et recomposé dans le sens de la modernité, soit qu'il ait été conservé et quelque peu abandonné, tandis qu'une ville entièrement nouvelle était construite à côté et l'ensemble urbain recomposé autour d'elle » (Althabe, 1996 : 147).

Comme nous venons de le voir, cette nouvelle organisation urbaine entraîne quelques changements dans les politiques d'aménagement et d'infrastructure. Alors que jusqu'aux années 1960 les préoccupations étaient de loger la nouvelle classe ouvrière émergente avec l'industrialisation, dans les années 1970 les actions s'orientent surtout vers la question des espaces publics. Avec les nouveaux centres civiques, nous passons de la conception urbanistique basée sur l'unité de voisinage et sur le territoire de proximité à des préoccupations concernant la rue et les espaces publics. Il y a ici un retour à l'idée que l'espace public c'est la rue, qu'il doit se situer dans les places publiques et non dans les aires d'habitation. Nous pouvons noter ici une critique de Nicolae Ceauşescu à l'adresse des idées

modernistes qui auraient tué « la rue », le haut lieu traditionnel d'expression d'une culture roumaine, d'où l'importance donnée dans ce contexte aux « traditions locales » (Zahariade 2003, cité in Novac, *ibid.* : 36) et le rôle important que joueront les spectacles publics, mettant entre autres en avant la « culture traditionnelle ».

En outre, cette nouvelle époque amenait à repenser la question de la centralité dans les villes, puisque de nouveaux espaces centraux étaient créés pour dédoubler voire pour supplanter l'importance des lieux historiques de centralité : « ces nouveaux espaces étaient vus comme inévitables et les anciens apparaissaient comme un problème auquel on devait chercher des solutions. Ce problème partait de la présupposition (juste) que le développement urbain de la période socialiste était axé sur un modèle de croissance et de développement différent que celui de la société précédente. En adéquation avec ces changements structurels dans la société impulsés par le régime politique, les villes exigeaient un niveau et un type différent d'équipements et d'aménagements (une place de manifestations publiques, une maison de la culture, un hôtel "civique" » (Răuță, 2012 : 4). En regroupant ces équipements, les centres civiques étaient vus comme une source d'amélioration de la qualité de vie à la fois du centre historique et de la partie nouvellement industrialisée de la ville, opérant dans les lieux situés entre les deux.

Le premier projet de restructuration de la zone urbaine qui nous intéresse ici a commencé dans les années 1960, dans un contexte où le développement de la ville est repensé par le déplacement de la gare en 1962 vers son lieu actuel. L'idée qui s'était imposée était de relier le centre historique de la ville à la nouvelle gare (carte fig. 1, p. 105). Le premier projet dans cette zone proposant un projet de « Centre civique » date de 1969 et il désigne un centre de quartier. C'est l'idée de construire des ensembles d'habitation avec des facilités commerciales et socioculturelles (voir plus loin les maquettes du projet, fig. 7-9). Ce nouveau périmètre d'habitation permettait de laisser une ouverture visuelle vers le paysage des collines, considéré comme un emblème de la ville⁶⁰.

⁶⁰ Il convient de noter que l'idée de l'emplacement du Centre civique dans le nouveau quartier de la gare fut une des solutions choisies parmi d'autres (l'idée d'une localisation au niveau du Parc central de la ville avait également circulé).

Ce premier projet réalisé par l'équipe de l'architecte Adrian Tomescu n'a pas reçu de financement, et cela pour plusieurs raisons. Sergiu Novac (2015 : 38) note deux facteurs qui ont joué dans le freinage de ce projet, d'une part le fait que ce développement nécessitait des démolitions et le relogement de la population du quartier (une première classe ouvrière qui s'est installée dès la fin du XIXe) et qu'il n'existait pas suffisamment de logements pour reloger cette population. D'autre part, la temporalité de ce projet n'a pas été favorable du fait de l'arrivée d'une nouvelle idéologie qui se mettait alors en place et du nouveau régime politique de Ceaușescu, arrivé au pouvoir en 1965.

Ce premier projet reste aujourd'hui très apprécié parmi les architectes interrogés. Plus particulièrement, le périmètre qui relie le Centre civique à la gare (vers le bld. de la Victoire) est souvent mentionné par les habitants aussi. Les architectes mettent en avant la qualité architecturale du projet de l'habiter, des immeubles et des espaces environnants, ainsi que l'espace aéré entre les immeubles à l'opposé des densifications ultérieures, la connexion « naturelle » avec les éléments du paysage urbain, vert ou historique (fig. 1, 6).

Les habitants avec lesquels je me suis entretenue mentionnent eux aussi cette générosité de l'espace entre les immeubles et les espaces verts. Ils évoquent également la présence de bâtiments qui se singularisent par des desseins en mosaïque sur leurs façades, ce qui distingue les immeubles entre eux, à l'opposé des immeubles actuels « globalisés », comme l'affirment certains, « sans identité », à une époque des façades uniformisées avec le même thermo-isolant (*façade cu polistiren*) et les mêmes doubles vitrages à support blanc (*termopane*).



fig. 1. La zone de la Gare, le Boulevard de la Victoire (années 1960-1970).

fig. 2-5. Chez l'architecte Adrian Tomescu, qui nous montre les photos du « nouveau » quartier de la Gare (années 1960) et les maquettes du premier projet du Centre civique (2018, I. Șerban).





fig. 2. Le quartier de la Gare (années 1960-1970).

Après cette première idée du Centre civique, un nouveau projet s'impose en 1987⁶¹. Il devait assurer les fonctions commerciales, culturelles et politiques de la ville. Appelé le « nouveau Centre civique », il dessinait une nouvelle géographie des connexions dans la ville. Ce projet devait relier non seulement le centre historique et la nouvelle gare, mais aussi les quartiers d'habitation situés dans les parties périphériques de la ville, lesquelles accueilleraient les nouvelles populations arrivées avec l'industrialisation massive. La place principale du Centre civique était censée être le siège du nouveau centre politique et administratif de Braşov, avec également la présence ici d'un centre culturel et de trois centres de commerces. Ce projet se situait en rupture avec le premier, car il proposait de casser le grand axe de circulation proposé initialement (la poursuite du boulevard de la Victoire pénétrant plus près du paysage des collines) et de le remplacer par une grande place pour des manifestations publiques, ce qui a entraîné une réorganisation de la circulation (fig. 7-11). Une pièce centrale dans ce projet urbanistique a été la création d'un nouvel axe de circulation avec six voies (trois par sens de circulation), ce qui en faisait un boulevard de catégorie 1, donc le plus large existant⁶². Je reviendrai plus longuement sur cet aspect dans un des chapitres suivants.

⁶¹ Les architectes en chef du projet sont Iancu Rădăcina et ensuite Nicolae Țaric.

⁶² La réalisation de ce grand boulevard à six voies a entraîné quelques décennies plus tard, après la chute du socialisme et avec l'explosion de l'achat des voitures personnelles, un effet difficilement anticipé à l'époque, un trafic extrêmement fort dans cet espace, problème encore plus accentué aujourd'hui avec la construction très récente ici d'un *Mall*.

fig. 7, 8, 9. Maquettes du Centre civique selon le premier projet des années 1960 (2018, B. Botea, I. Șerban).

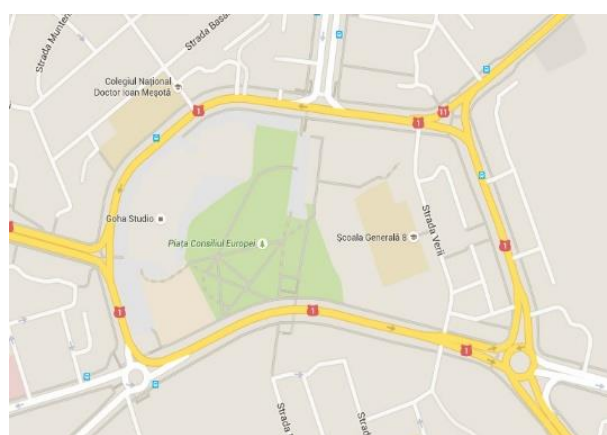
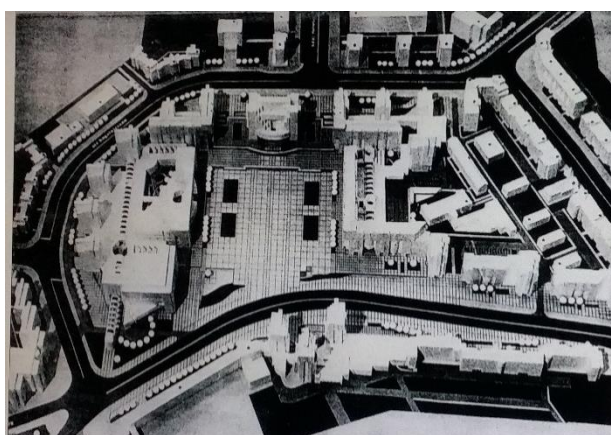
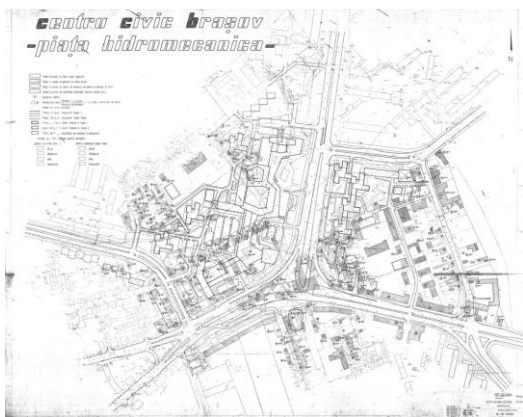


fig. 10. Maquette du Centre civique 1987.

fig. 11. Carte actuelle.

Nous pouvons noter la modification de l'artère centrale de circulation, qui devient un axe circulaire dans la figure 10 et 11.



fig. 12. Les trois immeubles C., Boulevard 15 noiembrie, réalisés à la fin des années 1980 (2019, B. Botea).



fig. 13. L'immeuble K, Rue M. Kogalniceanu, réalisation à fin des années 1980 - début années 1990 (2013, M. Fanciali).

Cette disposition a créé une sorte d'île à l'intérieur de laquelle se trouvait le Centre civique, entourée par le grand boulevard. Celui-ci devait être bordé par des immeubles d'habitation en hauteur (fig. 12, 13). Nous retrouvons dans cette organisation de l'espace et dans cette architecture des « affordances » spatiales qui rendaient possible une organisation spectaculaire lors des venues du président Ceaușescu. Un de mes interlocuteurs, ingénieur urbain dans l'ancien institut d'aménagement de la ville fonctionnant avant 1989, a évoqué le fait que la hauteur des immeubles situés en bordure du boulevard était parfaite pour afficher les grands portraits du dictateur lorsque ses visites allaient être organisées dans la ville, au moment des grands rassemblements publics. C'était l'époque des défilés et des spectacles publics en l'honneur du dirigeant. Celui-ci devait s'adresser au peuple à partir de cette place, du fameux « balcon », alors que la population était préparée des mois en amont pour ces spectacles publics et pour « manifester » lors de ces venues. Les mêmes scénarios et les mêmes principes d'organisation spatiale étaient visibles d'une ville à une autre.

Si les contextes et les enjeux sont très différents et difficilement comparables, nous reconnaissons ici l'idée centrale du mouvement américain *City Beautiful* à propos des centres civiques et de la représentation de l'État à travers eux. Il est d'ailleurs intéressant de noter la remarque d'Alexandru Răuță : dans toute l'Europe de langue latine c'est la conception du Centre civique comme « centre de quartier » qui s'est généralement imposée, alors qu'en Roumanie les centres civiques ont adopté plutôt la conception du *City Beautiful*. L'idéologie de la grandeur du *conducător* et de la dictature dans ce pays, ainsi que le système très centralisé de l'organisation spatiale, sont quelques éléments qui ont favorisé une offre en conséquence des projets urbanistiques de la part des professionnels de l'aménagement.

Par ailleurs, nous pouvons aussi noter l'ambiguïté de la notion de Centre civique utilisée en Roumanie. Alex Răuță note que cette notion est censée renvoyer à un symbole d'autonomie locale et citoyenne laquelle est finalement en contradiction avec la conception de ces centres civiques des années du socialisme roumain : « l'autonomie locale se construit à partir du niveau des individus arrivant jusqu'aux communautés de quartier et des villes, alors que dans les textes programmatiques concernant centres civiques les plus connus, il s'agit d'un développement visant un niveau politique supérieur de la ville, par les bâtiments administratifs qui représentaient le département, par les

maisons de la culture dépendant des institutions nationales (syndicats ou l'Union de la Jeunesse Communiste) » (Răuță, 2017 : 7). Il s'agit ainsi d'une manière d'enlever cette autonomie citoyenne et locale par l'exercice d'un contrôle exercée au niveau du gouvernement central et par ses institutions.

Ce contrôle allait jusqu'aux détails des maquettes urbanistiques, comme le montre toujours Răuță (*Ibid.* : 14). Ceaușescu s'impliquait personnellement dans ces projets représentatifs pour son régime, ce qui est montré par les observations formulées sur des détails précis des maquettes lors des « visites de travail » dans le territoire. C'est aussi Ceaușescu qui posait la signature finale sur ces projets en tant que président du Conseil d'État, organisme qui examinait tous les plans de systématisation des grandes villes.

Concernant cette dimension de contrôle exercée sur la planification des espaces publics, certains auteurs soulignent le caractère panoptique de ces lieux. Cela est visible par exemple dans la conception du bâtiment le plus représentatif des centres civiques, le siège politique et administratif (qui à Brașov n'a pas pu se réaliser par faute de temps), prévu systématiquement avec un balcon d'où le leader politique s'adressait au peuple. Augustin Ioan notait ce geste de fausse ouverture du bâtiment vers le public, qui voulait signifier le caractère « populaire » du régime, alors que l'accès à l'intérieur de ce bâtiment était fermé, ouvert uniquement à ceux qui administraient le pouvoir. La connexion entre ce bâtiment et la place publique « n'était pas imaginée sous la forme d'une interaction entre parties égales, mais dans le but du rassemblement contrôlé et manipulé du public » (Ioan, 2007 : 304).

Le contrôle allait jusque dans les plus petits détails, tout était prévu. Lors de mes entretiens avec des habitants du Centre civique résidant dans les immeubles construits à la fin des années 1980, mes interlocuteurs mentionnaient que dans leur bâtiment (immeuble K, fig. 13) les fenêtres donnant vers le grand boulevard étaient initialement bloquées, sans possibilité de les ouvrir : « C'était pour qu'on ne puisse pas sortir les têtes par les fenêtres quand Ceaușescu venait à Brașov et quand il y avait les défilés ».

D'autres aspects matériels de l'habitat étaient pensés en lien avec cette orchestration du pouvoir, comme nous l'avons vu pour la grande hauteur des immeubles très appropriée pour exposer les grandes affiches du dictateur. Dans un article récent publié sur le site du programme ANR « High-Rise Living », j'ai montré certaines « affordances » de la hauteur

de ces immeubles liées aux enjeux de pouvoir pendant le socialisme et à de nouvelles utilisations après 1989⁶³. Après la chute du communisme, ces espaces ont été propices à l'installation d'affiches de publicité géantes sur les façades des immeubles, ayant de fortes conséquences, entre autres, sur la lumière des appartements, comme le signalent certains résidents concernés. Néanmoins, les modifications dans l'infrastructure routière de cette zone du centre civique, avec le passage à une circulation en sens unique, a arrêté cet usage publicitaire sur certains immeubles (par exemple sur l'immeuble K) le disposant sur d'autres bâtiments, montrant une dynamique permanente de ces « affordances ». Dans cette nouvelle organisation de la circulation, ces immeubles ne détenaient plus la bonne orientation et exposition pour se trouver dans le champ visuel optimal de tous les passants. Nous voyons à travers cet exemple que la hauteur n'est pas une valeur en soi, ni simplement une construction sociale ou idéologique, mais elle est faite d'environnements matériels et de projections sociales ajustées lors des pratiques. Je reviendrai dans un chapitre ultérieur sur cette perspective relationnelle de la hauteur.

Ces premières observations et premiers entretiens nous amènent à faire l'hypothèse de la potentialité des objets urbanistiques en tant que dispositifs de contrôle et de gouvernement des espaces urbains et de l'habiter. Comme il est dit pour d'autres objets techniques, « une des premières opérations que réalise un objet technique, c'est qu'il définit des acteurs et un espace » (Akrich, 2010 : 209). L'accès à ces bâtiments en partie « à fenêtres fermées » n'était pas ouvert à tout public, comme le disent plusieurs résidents interrogés, ils étaient destinés particulièrement à des personnes de la nomenklatura, ou à des « personnes de confiance ». Il est intéressant d'observer que cet accès restrictif à certains de ces immeubles de résidence a fonctionné aussi dans les années d'après la chute du socialisme, même si les critères d'accès ont en partie changé. Des rumeurs circulent autour de ces immeubles, concernant leur accès à ces immeubles et leurs bénéficiaires, comme nous le verrons plus tard.

⁶³ B. Botea, O. Legrip, « Politics of Verticality and Affordances of Height », 2021.
<https://highriseproject.net/case-studies#Politicsofverticalityandaffordancesofheight>).

La fabrique au quotidien des projets urbains sous le socialisme

Je m'arrêterai ici sur la dernière étape de réalisation du projet urbanistique de la fin des années 1980. Les difficultés de mise en place du projet mettent en avant le chemin sinueux de sa réalisation et relativisent le rôle tout puissant joué ici par le pouvoir central. Il est d'abord intéressant de noter que, malgré le contrôle excessif du pouvoir central sur ces projets, les centres civiques n'ont jamais fait l'objet d'une demande officielle par le régime. À titre d'exemple, dans la Loi de systématisation urbaine étaient mentionnés uniquement les centres civiques pour les villages. Dans les villes, c'étaient les architectes qui proposaient des projets et les autorités centrales décidaient. Comme le notait Răuță, « la réalisation des centres civiques pour les grandes villes était décidée au sein des cercles restreints, avec la participation de seulement quelques architectes et spécialistes qui jouissaient de la confiance des autorités » (2017 : 19).

Sur le terrain, au niveau local, la situation était très complexe, du fait des contextes mouvants, et des multiples facteurs qui ont concouru à la réalisation ou à l'échec de ces projets. Sergiu Novac met en lumière les contradictions soulevées par le projet du Centre civique à Braşov et les difficultés de sa mise en place.

Au niveau national, à cause de la crise économique qui s'accroissait en Roumanie à partir du début des années 1980, le régime s'est orienté vers un renforcement de l'industrialisation massive et vers la construction des logements. Le rôle attribué aux architectes-urbanistes était (seulement) de réaliser un nombre d'appartements requis par année. L'intérêt de l'État pour la dimension sociale, culturelle ou même des facilités commerciales n'était ainsi plus d'actualité. Dans ce contexte, les projets de centres civiques sont souvent restés sur le papier ou, comme à Braşov, ils ont pris du retard. Malgré ce retard et ces difficultés, ce projet a été poursuivi au niveau local par des acteurs qui y ont vu des intérêts et des ressources potentielles (hommes politiques, architectes et autres techniciens de l'urbain).

Comme je l'ai déjà mentionné, la réalisation du Centre civique à Braşov demandait la démolition d'une aire importante d'habitations et aussi de commerces, un projet d'autant plus difficile à mettre en place avec la crise économique que la société traversait et la demande accrue de logements. Malgré cela, et dans les conditions où le financement du projet de Centre civique n'était pas du tout assuré, des démolitions en urgence ont été

entreprises en 1987 en vue de la réalisation de ce projet de Centre civique. Interrogeant les architectes sur cet aspect, ils ont évoqué le fait que cette opération a été pensée comme une mesure qui, déjà en place, allait convaincre Ceaușescu et les autorités centrales lors de sa venue à Brașov pour soutenir le projet du Centre civique. Le fait de montrer un projet déjà bien engagé nourrissait la croyance qu'il allait pouvoir être financé. C'était un coup de force des architectes en lien avec les autorités locales.

Sergiu Novac mentionne d'autres bricolages initiés par les acteurs politiques locaux afin de pouvoir financer ce projet dans un contexte de crise où la construction des logements était la seule automatiquement approuvée. Ce n'est pas pour rien qu'à la chute du régime en 1989 toutes les constructions réalisées, à quelques exceptions près, sont des bâtiments d'habitation, ou prévus initialement pour le logement⁶⁴.

Le cheminement difficile dans la réalisation du Centre civique de Brașov met en avant un type de projet urbain qui fut pour le régime de Nicolae Ceaușescu un de ses emblèmes, alors que paradoxalement il n'a pas été officiellement demandé ni soutenu par lui. Ces éléments nous orientent vers l'idée que ces dispositifs ont été le fruit d'agencements complexes de nombreux facteurs plutôt que la simple imposition du « haut » vers le « bas » d'un message ou d'une mesure idéologique ou technocratique, claire et unitaire. Nous suivrons par la suite cette hypothèse.

Des entretiens menés avec différents architectes ou d'autres employés de l'institution *Proiect Brașov*, laquelle a conçu et mis en place à l'époque tous les projets d'aménagement de la ville et du département, m'ont permis d'avoir quelques aperçus du quotidien de cette institution et de l'élaboration des projets. L'immersion par un temps long (à l'échelle de plusieurs années) passé auprès de ces personnes a fourni des aspects qui ne pouvaient pas être saisis par un regard macroscopique ou par une analyse des discours à partir de la presse ou même par quelques entretiens isolés. Gagnant la confiance de mes

⁶⁴ Sur l'ensemble du projet du Centre civique de 1987, huit immeubles prévus pour des logements (accompagnés parfois des commerces au rez-de-chaussée ou espaces de bureaux) ont été réalisés avant la chute du régime socialiste en 1989, ainsi qu'un immeuble destiné aux bureaux et un autre immeuble administratif. Ce sont des immeubles en hauteur, de dix à douze étages, plus les rez-de-chaussée et une ou deux mezzanines. Les immeubles d'habitation sont les suivants : l'immeuble 1K situé rue I. Maniu (au rez-de-chaussée se situe la Chambre de Commerce, RDC + 1 mezzanine + 10 étages), trois immeubles dans la proximité de l'ancienne usine Hidromecanica (rdc+2 mezzanines +11 étages), quatre immeubles dans la rue M. Kogalniceanu (rdc+2 mezzanines+10 étages). Dans la même rue nous pouvons aussi noter un immeuble de bureaux et l'immeuble massif où se trouve aujourd'hui l'Administration publique financière.

interlocuteurs, ils ont au fur à mesure témoigné des aspects non-dits, mal vécus ou difficiles à accepter dans leurs trajectoires personnelles et professionnelles.

L'Institut d'aménagement *Proiect Braşov* embauchait à l'époque environ 400 personnes, dont 30-40 architectes⁶⁵. Cette institution était affiliée au Conseil Populaire du Département (*Consiliul Popular Judetean*), l'organisme du pouvoir au niveau local. Je laisse la parole à quelques-uns de mes interlocuteurs architectes, qui ont été employés dans cette institution, pour décrire leur quotidien professionnel.

La période où j'ai travaillé à l'Institut Proiect a été une période terrible. Nous vivions avec le couteau dans le dos. Nous regardions des revues d'architecture et urbanisme qui nous parvenaient de l'Occident et nous pouvions voir les différences ! Il nous était impossible de nous rapprocher de ces standards occidentaux. (Architecte R. S.)

Il n'y avait aucun respect et d'attention envers le passé. Des quartiers entiers étaient restructurés et à la place apparaissaient les immeubles. Cette douleur... je la ressens même maintenant. En tant qu'architectes, nous vivions avec une grande frustration. Nous devons construire, dessiner selon des règles précises et claires, mais complètement extérieures à notre métier. Des immeubles déjà usés, nous savions d'entrée qu'ils n'étaient pas...donc il y avait aussi une usure morale. (Architecte B. C.)

Sans minorer cette contrainte douloureuse ressentie à des degrés variés par de nombreuses personnes, la réalité quotidienne de ces projets urbains et leurs résultats laissent entrevoir un tableau plus complexe qu'une simple dichotomie victimes-bourreaux ou soumission/résistance des acteurs concernés par cette entreprise. Différentes paroles et expériences recueillies en témoignent :

Les architectes ont cultivé des rapprochements avec les idées politiques afin de ramener de l'argent à leurs équipes. Une équipe était composée d'environ 20 personnes. Il y avait une concurrence presque capitaliste entre ces équipes. Travailler dans ce domaine était un métier très bien payé, même si tu faisais des choses banales.

⁶⁵ Mes interlocuteurs ont spécifié qu'il n'y avait pas de métier d'« architecte-urbaniste » à l'époque, qu'il s'agissait de deux corps de métiers, les architectes et les urbanistes, le rôle le plus reconnu et le poids le plus important dans la conception et mise en œuvre des projets appartenant aux premiers. Un de mes interlocuteurs architectes m'a expliqué : « À l'époque il n'y avait pas de volonté d'avoir des architectes avec une vision urbanistique. Pour le régime, les architectes n'étaient pas censés être des urbanistes, mais des techniciens qui dressaient des immeubles » (architecte, T. U.). Pour des raisons d'anonymats, les initiales des architectes et de toutes les personnes interviewées ont été modifiées.

D'ailleurs, plus on faisait des choses banales, mieux on était payé. Un projet « type » rapportait pas mal d'argent, tu ne devais que l'adapter en traçant quelques lignes de plus par rapport à la situation de terrain. En revanche, les projets « uniques », adaptés au terrain, étaient moins bien payés par rapport au travail effectué. (Architecte P.R.).

Les architectes et les autres employés à Proiect avaient un salaire fixe, mais qui pouvait être augmenté, parfois doublé ou triplé, en fonction des projets qu'ils réalisaient. On pointait pour la journée de travail. Si un projet coûtait par exemple 7000⁶⁶ lei pour un nombre de jours établis et si on le faisait plus vite, c'est comme si on pointait par exemple pour 5000 lei. Donc on se partageait la différence (...) Elle était appelée "accord" et cela pouvait aussi compter pour la retraite ! (Ingénieur, S. T., section Systématisation urbaine)

Pour faire passer un projet, certains ont choisi des éléments qui pouvaient être attractifs et acceptés très facilement. Quelqu'un que je ne nomme pas ici avait proposé une densification [des immeubles] très violente⁶⁷, c'est à dire directement dans la phase 1 [d'aménagement], donc dès le début, alors qu'elle était plutôt proposée en phase 3 pour la retarder et sauver le quartier. Vous voyez, pour des projets de densifications on obtenait vite le OK. De plus, si le projet coûtait 7000 lei et si on le faisait plus vite, on économisait de la main-d'œuvre et on pouvait prendre un projet de plus. On travaillait sur 2-3 projets en même temps. (C.D.⁶⁸)

Ces entretiens mettent en lumière une dimension intéressante concernant la zone grise de fonctionnement de ces projets, à savoir leur production de ressources et leur économie informelle.

Un des débats et points d'accroche entre les architectes portait sur la densification urbaine. Elle avait comme conséquence la réalisation d'immeubles très rapprochés et la disparition des zones vertes entre les immeubles, une stratégie présente dans l'aménagement des villes massivement industrialisées au cours de la période 1970-1980.

⁶⁶ Il s'agit de la monnaie locale.

⁶⁷ La densification fait référence ici à une réduction de la distance réglementaire à respecter entre les immeubles lors de leur construction.

⁶⁸ Certains fonctions ou métiers au sein de l'Institut ne peuvent pas être précisées ici, autrement on risque de sortir de l'anonymat des personnes.

Le sociologue Stefan Ungurean, exerçant lui-même à l'époque à l'Institut *Proiect*, mentionnait dans nos échanges le rôle que la connaissance et le professionnalisme ont joué dans la mise en place de cet urbanisme. Il mentionnait que le degré de densification était fortement lié aux compétences des architectes et des urbanistes locaux dans la gestion de la pression de l'industrialisation.

Cette politique de densification est très décriée dans les entretiens, à la fois par certains architectes et par des habitants, cela d'autant plus que ces pratiques sont encore présentes aujourd'hui, par exemple dans l'aménagement de nouveaux quartiers résidentiels en périphérie ou ailleurs en ville.

Les pratiques de densification urbaine mettent également en lumière des imbrications complexes entre le niveau macro-politique (avec des réglementations venues du « haut ») et les micro-pratiques des projets à travers des situations quotidiennes de travail. La question de la densification a pris une tournure particulière dans la dernière décennie du socialisme, dans un contexte de crise économique nationale où le pouvoir central visait un développement orienté vers l'agriculture en dehors de la ville et une industrialisation massive à l'intérieur de celle-ci. Cela se traduisait, d'une part, par l'investissement dans les terrains agricoles, avec une demande de maintien voire d'agrandissement de leurs périmètres, d'autre part, par une urbanisation basée sur l'industrialisation forte, qui exigeait des stratégies adéquates dans ce sens. Ces deux aspects, et plus largement la politique pro-nataliste et de progrès démographique, ont amené à des stratégies de densification urbaine doublées d'un urbanisme à la verticale, alors que dans l'urbanisme en hauteur de l'époque en Occident on pratiquait l'une ou l'autre. En effet, l'urbanisme en hauteur a été adopté aussi par les états occidentaux industrialisés, nous avons vu la construction des Grands ensembles en France (à partir de la fin des années 1950 et le début des années 1960) avec l'exemple de la Duchère⁶⁹. Cependant, pour les régimes est-

⁶⁹ Il serait intéressant de s'arrêter plus longuement sur l'exemple de la Duchère à partir de ces éléments observés sur le terrain roumain. Je vais apporter seulement quelques éléments ici. La construction de la Duchère a démarré avec un projet architectural de verticalisation, caractéristique des Grands Ensembles. Pour répondre à de gros besoins de logements, les architectes ont construit des immeubles en hauteur pour libérer de l'espace au sol, et fournir des espaces généreux et avec de la végétation. Avec la rénovation urbaine qui introduit une politique de densification (par des constructions plus basses et moins espacées), nous observons sur des périmètres proches à la fois une densification, avec ces nouveaux immeubles, et une verticalisation avec les constructions en hauteur anciennes.

européens cette verticalisation de l'habitat comportait des enjeux supplémentaires : « le logement collectif était un instrument de maintien et de contrôle de l'Homme nouveau. (...) L'idée centrale qui était derrière le processus de reconstruction des villes, de croissance de la densité de la population, par une extension à la verticale, a été la volonté du régime de laisser son empreinte sur un temps indéfini. La seconde raison, jamais déclarée, reposait sur l'idée d'assurer le contrôle le plus strict de la population, par le regroupement dans des aires les plus petites possibles » (Culiciu, 2015)⁷⁰.

Le respect de ces directives sur la densification et la systématisation urbaine était, en principe, bien contrôlé par une commission centrale à Bucarest, le Comité des Problèmes pour les Conseils Populaires (CPCP), et tout non-respect de ceux-ci amenait à qualifier les architectes-urbanistes d'« ennemis du peuple ». Cette pression extrême faisait que lorsque les situations de terrain ne permettaient pas de respecter et mettre en place les mesures demandées par le régime, des bricolages multiples étaient opérés, parfois générant des situations aberrantes où tout le monde était complice. Une urbaniste de l'Institut *Proiect* témoigne :

Nous étions dans la période où Ceaușescu voulait agrandir les surfaces agricoles. Et nous devions modifier les périmètres, nous faisons des visites sur le terrain. Il fallait montrer les surfaces agricoles que nous pouvons récupérer et allouer à l'agriculture. Une fois, nous étions dans la ville de Râșnov⁷¹ et nous ne savions pas comment faire pour trouver des surfaces qu'on nous demandait. Quelqu'un du Parti, du Conseil Populaire du Département de Brașov, nous a alors conseillé : "Voilà, vous prenez du terrain de la colline où il y a la citadelle !" Nous étions étonnés de ce qu'il racontait, car c'était impossible⁷². Et ce gars nous a dit. "Si l'autre [Ceaușescu] délire, qu'est-ce qu'on peut faire ? On fait pareil." (...) Au CPCP [Comité des problèmes pour les Conseils Populaires] on inventait des formules et nous devions les respecter. Il était facile de les résoudre sur papier, mais pas sur le terrain et sur les planches. Après la

⁷⁰ Je remercie Cătălina Rezeanu, chercheuse à l'Université Transilvania de Brașov, pour sa participation à cette recherche et pour les éléments de documentation qu'elle a pu fournir, dont cette référence.

⁷¹ Râșnov est une petite ville d'environ 15 000 habitants, située à 15 km de Brașov, et qui fait partie du Département de Brașov.

⁷² L'idée d'attribuer les surfaces demandées pour l'agriculture à un terrain en pente abrupte et rocheux est en soi un non-sens.

chute du régime en 1990, j'ai croisé quelqu'un du CPCP qui m'a dit : "Vous pensiez que nous étions des idiots ? Nous savions que vous trichiez !" ».

C'est comme si ces projets fonctionnaient comme des « fictions » qui permettaient à tout le monde de « faire comme si », pour poursuivre dans un quotidien où chacun cherchait à trouver des ressources, des ajustements pour pouvoir continuer à mener sa vie et faire son métier. Cette fiction était doublée par la croyance, entretenue elle aussi, qu'on ne pouvait pas changer les choses. La fuite vers une réaction individuelle, de survie, en absence de la confiance dans un collectif qui puisse faire bloc et résister, a assuré aussi le *status quo* de ces situations et, *in extremis*, le maintien de ce régime. Des temps d'effusions collectives ne manquaient cependant pas au travail, construisant des liens au sein des équipes à *Proiect*, et permettant indirectement que ce système ne s'effondre pas. Des temps collectifs de relâchement au travail avaient lieu après des périodes avec un rythme très intense pour les employés, avec de nombreuses heures supplémentaires notamment avant le dépôt de projets ou les visites de Ceaușescu. Des moments festifs après ces grosses périodes ponctuaient le travail et pouvaient recharger les batteries pour repartir pour un nouveau projet :

Il y avait des moments où nous étions enfermés dans l'Institut. Nous travaillions jusque tard, dans la nuit (...) Et après le dépôt d'un projet, lorsque le chef partait sur le chantier, c'était la dégringolade totale, on jouait aux quilles. Le chef savait, mais tout était toléré après les dépôts de projet.

Alors que l'activité dans les ateliers était intense et les projets nombreux pour la ville et le département, nous pouvons nous demander pourquoi le projet du Centre civique ne s'est finalement matérialisé que par des destructions massives et quelques immeubles reconstruits. Nous avons déjà donné quelques pistes, en indiquant précédemment quelques obstacles que ce projet a connus. Il est intéressant de regarder l'analyse proposée par le sociologue Sergiu Novac concernant l'« échec » de ce projet urbanistique à Brașov, et plus largement de la politique de développement des villes socialistes en Roumanie, un échec qui ne serait selon lui ni le ressort des acteurs individuels, ni des structures. L'auteur note que la lecture de James Scott pourrait être mobilisée pour expliquer le fait que certaines politiques n'aboutissent pas, renversées par le pouvoir des « faibles », par leurs réponses et résistances aux tentatives des États « d'appliquer une logique de "calcul, de lisibilité, de simplification" sur leurs sujets » (S. Novac, 2015 : 31).

Comme nous l'avons vu avec l'exemple de l'Institut *Proiect*, le ralentissement du projet du Centre civique n'a été en aucun cas le résultat de résistances et micro-luttes des architectes, des techniciens urbains ou d'autres acteurs locaux. Selon Novac, « [n]ous avons à faire à un processus plus complexe, situé quelque part entre l'objet d'une connaissance experte et la réalité du terrain. Et l'échec est à comprendre dans la construction et le mode de réalisation de cette distinction ou écart entre l'objet de développement et le sujet à développer (Mitchell, 2002), dans le sens où toute tentative d'amélioration de la société et sa traduction concrète engendrent de nouveaux aspects qui exigent encore d'autres améliorations et ajustements. L'avantage de cette analyse est qu'elle va au-delà des explications causales directes, par exemple une "politique défailante" », pour tenter de mettre en avant des agencements complexes qui ont conduit à certains résultats » (Novac, 2015 : 31).

L'auteur se focalise ici sur la question des échecs d'un projet urbain ou d'un type particulier d'urbanisme de la ville socialiste, mais cette analyse pourrait, à mes yeux, être adoptée de manière plus générale à tout processus de formulation ou de réalisation d'un projet urbain.

Concrètement, dans le cas du projet du Centre civique, nous pouvons observer plusieurs éléments ou dimensions qui s'élaborent et participent à la réalisation de ce projet, des cadres idéologiques et politiques définis au niveau central, des savoirs techniques et une élaboration au niveau local par le corps des architectes, des ressources qui émergent et des acteurs variés qui se mettent en lien par rapport à ces opportunités d'action. Ayant une vraie fonction économique pour ses acteurs, ces projets fabriquent une vision et une réalisation de l'aménagement plus ou moins en accord avec le pouvoir central.

Les données de recherche que je viens d'exposer apportent quelques éclairages sur le fonctionnement de la société et du travail en contexte de dictature sous l'angle de la perspective microsociale des faits politiques. Cette perspective nous permet d'aller au-delà de l'explication de ces faits par la dichotomie entre pouvoir (domination) et résistance.

Les réflexions sur la ville de Michel de Certeau (1980) ont abordé ces pratiques de résistance, les « ruses », les « tactiques », qui constituent les « arts du faible » face aux « stratégies » des dominants. L'approche de cet auteur a été reprise dans de nombreuses

analyses en complément aux travaux fournis par Foucault sur la micro-physique du pouvoir, et les avancées apportées par cette perspective sont incontestables. Néanmoins, certains auteurs ont mis en évidence quelques limites de cette approche, que l'on retrouve aussi dans le travail de Foucault : le fait qu'elle suppose une structuration des comportements humains et sociaux selon le modèle des relations de pouvoir, d'un pouvoir établi, qui définit un ordre social *a priori*, par rapport auquel d'autres acteurs réagissent et résistent (Lee, Ingold, 2006 : 76, Sarah Pink, 2007 : 244). L'exemple du Centre civique nous montre que ce projet politique et urbain ne peut pas être pensé comme une fabrication qui serait le ressort d'un pouvoir central, tout puissant, diffusé et imposé aux acteurs locaux. En même temps, les architectes, les employés des structures d'aménagement et les acteurs politiques locaux peuvent difficilement être rangés du côté des « faibles », et cela même par rapport au pouvoir central. Nous ne pouvons pas non plus qualifier de « résistance » leur position, en tous cas pour la majorité d'entre eux. Les actions des employés du *Proiect*, et notamment des architectes, s'apparentent à des ruses et tactiques de contournement, mais leurs réponses recourent à des stratégies et surtout sont génératrices de nouveaux cadres de pouvoir. Nous retrouvons ici les limites notées par Isaac Joseph aux théories de Foucault, et qui peuvent être valables aussi pour l'approche de De Certeau. Joseph reprend Jacques Rancière qui tente d'affiner l'opposition pouvoir/résistance : « La résistance est toujours divisée. (...) Constamment la résistance doit user de pouvoir existant pour en démonter d'autres, constituer des formes de pouvoir pour lutter contre l'oppression » (Joseph, 2007 : 126).

Mais la proposition de Joseph va plus loin que la simple idée que les acteurs en résistance se posent eux-mêmes en acteurs de pouvoir : « poursuivre la microphysique du pouvoir de Foucault « nécessite que l'on passe à l'"analyse microscopique des processus de socialisation" comme le disait Simmel. (...) [N]ous passerions d'une conception à la fois mécaniste et politique des résistances à une conception qui les *naturaliserait*⁷³ en quelque sorte, c'est-à-dire qui les inscrirait immédiatement dans le tissu même de la socialité et de la socialisation. Ainsi les résistances n'auraient pas uniquement pour modèle la lutte, mais aussi la fuite, le retrait, le silence, l'indifférence, la ruse, la composition, le détournement, et ainsi de suite (...) C'est bien dans une *vie* que ces petites techniques de résistance se tissent entre elles, prennent une signification réelle. Sinon, ce ne sont que des défenses de

⁷³ Je souligne.

quelqu'un se trouvant acculé, dos au mur » (Joseph, 2007 : 115). Sans nier que des rapports de force soient présents dans les relations entre les individus, l'analyse de Joseph nous invite à considérer le pouvoir et la résistance dans leur dimension processuelle, en tant qu'élaborations des interactions sociales, et pas comme des conditions préalables à ces relations. Joseph utilise le mot « naturaliser » (« naturaliser » les résistances), dans le sens de saisir ces mécanismes de résistance et les relations de pouvoir comme les produits des contextes de vie, nous pourrions dire des relations de type écologique.

La proposition qui découle de cette étape de la recherche serait d'analyser la production de ces objets technologiques que sont les centres civiques, et plus largement la fabrique de la ville socialiste à travers les projets d'aménagement, comme des environnements créatifs (et des contextes de type écologique). Selon cette optique, nous regardons ces projets d'aménagement en prêtant attention à l'échelle de l'expérience des individus singuliers composant avec des environnements (jamais vraiment donnés), aux pratiques sociales situées lors desquelles ces projets se matérialisent dans des espaces d'opportunités et des « affordances », permettant d'échanger et d'élaborer des rôles et des formes de pouvoir et de résistances. La totalité de ces possibilités et des ressources créées lors de ces opérations, définissent et permettent de réaliser les projets eux-mêmes, et par extension la ville. C'est dans des situations de travail et d'expérience avec la ville que certains éléments (un texte normatif, une commande de projet, le relief d'une ville ou quartier, la qualité physique d'un immeuble, et par extension un « Centre civique », un projet urbain, etc.) deviennent des « affordances », c'est-à-dire des environnements-ressources dont les individus se saisissent et qui leur permettent « de transformer une situation en projet » comme le disait Joseph. Cette perspective d'analyse des projets d'aménagement comme des contextes écologiques tient donc compte de la complexité des éléments qui composent cette dynamique des « affordances » et des usages selon des situations chaque fois singulières, et elle nous permet ainsi de sortir de cette conception mécaniste domination-résistance.

Cette approche peut être mise à profit dans l'analyse d'autres phénomènes ou pratiques dans lesquelles des individus élaborent des réponses et des cadres d'action à de nouvelles situations qui les affectent (économiques, juridiques, idéologiques...). Dans des recherches menées au Canada sur la transformation des pratiques agricoles par suite de l'arrivée des techniques d'OGM (le colza transgénique) développées massivement par les

corporations multinationales, Birgit Müller montre que l'adoption de ces pratiques par les paysans ne peut pas s'expliquer simplement par « le concept d'hégémonie de Gramsci comme une soumission de masse ou comme un consentement à une vision dominante » (Müller, 2015 : 68). L'adoption et la reproduction de ce type d'agriculture, ainsi que le produit agricole (le colza transgénique), sont le résultat d'un maillage extrêmement complexe où, en situation concrète de vie et de rapport à la terre, des facteurs climatiques, économiques, technologiques, idéologiques, sociaux s'entrecroisent, et qui amènent très subtilement la majorité de ces agriculteurs à intégrer ces nouvelles logiques comme une « seconde nature ». Plus anciennement, Michel Callon (1986) avait mis en avant des analyses similaires dans son étude sur la « domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc ». Le point de départ ici est une action menée pour repeupler le milieu marin dans le contexte de sa disparition et de menace du secteur de la pêche. L'auteur met en lumière les multiples « déplacements », « métamorphoses » et processus de « traduction » qui s'opèrent par cette initiative entre les différents actants qui interviennent dans ce processus (coquilles, prédateurs marins et parasites, conditions atmosphériques, outils de collectage, chercheurs, tableaux et statistiques, etc.) et qui participent à la constitution de ce milieu naturel, des pratiques sociales, des significations et de la connaissance scientifique. Tous ont le même statut incertain et entrent en jeu avec la même force et pronostic d'influence, et c'est par ces différents agencements qui s'opèrent entre eux que se constituent l'identité, le rôle, la légitimité et les modes d'action de ces actants.

Mes données ethnographiques concernant la construction des projets urbains dans la période (post)socialiste ne sont pas suffisamment exploitées ici, et un prolongement de ce volet de recherche serait utile afin de mieux illustrer cette proposition d'analyse, appuyée sur des contributions telles que je viens de mentionner. Une étude en soi sur le fonctionnement de l'institution d'aménagement *Proiect* à Braşov et de sa privatisation après 1990 serait d'un grand intérêt d'une part, pour approfondir les aspects traités ici liés à la fabrication de la ville socialiste, d'autre part pour aborder d'autres dimensions dans le contexte postsocialiste : le devenir des archives « publiques », le processus de privatisation et de transformation d'une institution, et avec elle la transformation d'un

métier et des pratiques d'aménagement après 1990. Quelques aspects de ces dimensions seront traités ultérieurement⁷⁴.

Alors que ce chapitre a abordé les pratiques de conception et de réalisation du Centre civique par l'apport des techniciens de la ville (y compris les hommes politiques), les chapitres suivants vont davantage aborder les pratiques de ceux et celles qui utilisent et font la ville au quotidien par l'expérience des déplacements, sans exclure ici les architectes et les élus. Je poursuivrai ainsi les premières propositions d'approche écologique de la ville de ce chapitre par l'analyse des transformations urbanistiques perçues par les résidents et des pratiques d'urbanités à l'œuvre aujourd'hui dans la zone du Centre civique.

Transformations des espaces urbains dans les villes postsocialistes. Propositions de recherche à partir d'une étude de cas à Braşov

Premiers questionnements

Le passant dans la zone du Centre civique pourrait éprouver un sentiment d'étonnement face à l'hybridité forte des lieux et des usages, et de la fatigue quant aux ambiances saturées de stimuli sensoriels.

Dans mes premières balades piétonnes dans le quartier, traversant la ville en voiture, ou regardant le quartier depuis le bus, j'ai eu un sentiment d'étrangeté face à une zone urbaine que je ne reconnaissais plus, à la suite à de nombreuses transformations depuis mon départ de Roumanie en 1998. Mes souvenirs de cette zone urbaine étaient très vagues, avec quelques fragments de mémoire qui se superposaient, mélangeant les strates de temps. Parmi ces bribes, il y avait l'image d'un joli Magnolia (fig. 1) se trouvant derrière la barrière d'une maison bourgeoise, une image datant des années 1980 avant les démolitions.



fig. 1. Le magnolia, 1966, Archive La ville mémorable (AVM).

⁷⁴ Il s'agit de la partie *Connaissances spatio-temporelles de la ville et effacement des traces*, du chapitre *Dislocations, hybridité des espaces, la ville non familière*.

Je gardais également en mémoire l'arrêt de bus où montaient et descendaient de nombreuses personnes dans mon trajet quotidien vers le lycée de 1990 à 1995. Cet arrêt de bus se trouvait à l'époque aux bords d'un très grand périmètre resté encore non aménagé après les démolitions de 1986. Je ne me rappelais d'ailleurs plus rien de ce chantier démoli, aucune image. Enfin, j'avais en tête celle de l'imposante usine *Hidromecanica*, que je garde en souvenir comme ayant été toujours là, comme un « esprit des lieux », une usine démolie en plusieurs temps à partir de 2011 (fig. 2, 3)



fig. 2. L'ancienne usine Hidromecanica, années 1980 (AVM).



fig. 3. L'usine Hidromecanica (2006, AVM).

Ces souvenirs et images mentales étaient donc ravivés par ces premières balades lors desquelles j'ai aussi pu constater que ce quartier restait comme autrefois un lieu de passages et de transit, un nœud urbain de circulation reliant les diverses zones de la ville, par ailleurs un espace où on pouvait facilement se sentir perdu. Ce sentiment de perte et d'étrangeté s'accroissait avec les gros contrastes présents dans ces lieux, d'abord concernant les usages hybrides de l'espace urbain - église, banque, maisons et immeubles hauts d'habitation, cafés et restaurants, *Mall*, parkings se juxtaposaient dans le même périmètre - ensuite un contraste de couleurs et de hauteurs (fig. 7-14 p. 92-95).

Mes questionnements ont surgi lors de passages occasionnels dans ce quartier, dans un rapport mémoriel à ces lieux, ainsi qu'un regard informé par ma recherche précédente sur la Duchère. Je me posais des questions similaires à celles qui avaient émergées dans le quartier lyonnais. Elles étaient relatives au rapport des individus au changement, au vécu de ces transformations violentes et à leurs « prises » avec celles-ci dans la pratique quotidienne de leur quartier. Néanmoins, de nouvelles orientations émergeaient sur ce terrain, puisque ma connaissance et ma relation au quartier se sont construites dès le début différemment par rapport à la Duchère, à savoir par la mémoire et ma propre expérience dans le quartier, et beaucoup plus par la marche. En quoi les démolitions et les restructurations du quartier, ainsi que toute la reconfiguration des espaces publics qui en résultait, affectaient-elles les pratiques d'orientation et de fréquentation des individus dans leur vie quotidienne, leurs connaissances spatio-temporelles de la ville et leurs mémoires ? Comment les systèmes de repérage, de déplacement, de fréquentation des espaces urbains se réorganisaient-ils ? Quels étaient les « affordances » de l'environnement et les mécanismes mis en place leur permettant la réorganisation de leur rapport à l'espace et à la mémoire ? Si depuis Maurice Halbwachs (1994/1925) nous tenons pour acquis que la remémoration est un processus qui s'appuie sur l'existence de « supports de mémoire », comment la mémoire et les savoirs spatio-temporels liés à l'expérience de la ville se gardaient ou se réactualisaient-ils lorsqu'il n'existait plus de traces matérielles qui pouvaient justement en constituer les supports ?

Ces questions initiales portant essentiellement sur la mémoire et sur les savoirs spatio-temporels se sont orientées au fur à mesure vers une interrogation plus large sur les modes d'instauration d'un rapport familier à la ville et d'attachement, dans des contextes de changement urbain.

Mes premières balades dans le quartier avec des personnes de mon cercle familial et avec mes connaissances, poursuivies par des itinéraires et des entretiens avec des architectes-urbanistes et d'autres résidents du quartier, ont confirmé mes premiers ressentis. Ce qui ressortait était un discours sur la dislocation du quartier et l'étrangeté de cette zone. Les discours convergeaient vers cette idée, montrée par les paroles d'un homme âgé d'une quarantaine d'années qui ne réside pas dans cette zone, mais la connaît bien comme tout habitant de Braşov : « Ce quartier n'a plus aucune identité aujourd'hui. On ne sait plus ce qu'il est ». Ce même ressenti est exprimé dans les propos plus radicaux d'un architecte-urbaniste résidant dans le quartier :

[dans cette zone urbaine] tout s'est désagrégé. Comme un esprit errant à cause d'une maladie psychique. C'est la seule comparaison que je peux trouver. Donc un esprit qui s'est perdu à un moment donné, qui a eu une certaine vision, mais qui, par la suite, à cause de la maladie et de certaines tumeurs, a été amené à la destruction (T.P. 62 ans).

La métaphore du quartier comme un corps en errance, atteint par une maladie qui se répand au fur à mesure, gangrénant le corps dans sa totalité, est forte ici.

Une autre figure de style utilisée par un autre interlocuteur suggère de la même manière ce sentiment éprouvé par certains *Braşoveni* d'assister à une destruction progressive de cette zone urbaine :

C'est comme une parfaite toile d'araignée à laquelle on a mis au fur à mesure des gouttes de poison et l'araignée n'a plus réussi à refaire sa toile ; un chaos s'est produit, une toile resserrée, rétrécie (P.R., 70 ans).

Ces différents propos m'ont conduite à m'interroger sur la perception au quotidien de cette dislocation ressentie par les résidents et sur leur rapport à cette « ville non-familière ».

En parallèle, mes lectures se sont orientées vers la question des transformations des espaces urbains dans les villes postsocialistes.

Le changement urbain : médiations par les dispositifs publics et par l'expérience

Les travaux francophones sur la transformation des espaces urbains dans les villes postsocialistes d'Europe sont plutôt rares dans l'anthropologie urbaine des trois dernières décennies⁷⁵. Quant aux travaux anglophones, un champ important de recherches sur la ville s'est constitué notamment à partir des perspectives macro-sociales, en géographie, aménagement, tourisme, avec des travaux anthropologiques qui ont tenté de contrebalancer cette approche par une perspective davantage microsociale.

Vu l'ampleur de la tâche à présenter l'ensemble de ces travaux, il s'agit seulement de revenir ici sur quelques contributions qui reflètent des tendances et des champs de recherche actuels, et qui m'ont permis d'avancer sur mes propres questionnements.

Certaines études en géographie, aménagement, tourisme, philosophie ou science politique ont mis en avant des phénomènes intéressants concernant la transformation des espaces publics dans les villes postsocialistes, à partir d'une perspective macro-sociale. Les auteurs réunis par l'ouvrage collectif dirigé par Kiril Stanilov (2007) ont mis par exemple la focale sur un certain éclatement des liens entre passé, présent, futur dans l'organisation des villes postsocialistes, sur une privatisation grandissante des espaces publics et sur un développement urbain fortement individualisé et permissif aux investisseurs privés, avec un retrait important du contrôle de l'État dans les questions d'aménagement. Ces auteurs montrent que l'idéologie du progrès et du développement, exprimée entre autres par une culture de consommation et soutenue par un public large, met l'empreinte sur la reconversion des lieux et orientent la qualification des espaces vacants. Certains auteurs montrent que les grands centres commerciaux des centres-villes (*mall*) sont dans de nombreux cas les seuls fournisseurs d'espaces publics structurés (Ioan, 2007 : 310). Ce propos me semble assez radical, sans prendre en considération les réseaux culturels et sociaux qui construisent des espaces publics plus restreints, mais assez structurés. Il est vrai que ce phénomène reste très circonscrit, comme j'ai pu m'apercevoir dans la ville de Braşov.

En lien avec ces nouveaux espaces commerciaux, les travaux mentionnés mettent en avant la place des investisseurs internationaux dans ce processus d'organisation des villes, qui

⁷⁵ Voir quelques exceptions ici : Carton de Grammont 2014, Hocquet 2014, Salembier 2012, Rolland-Traina 2011, 2012, Krastanova et Rautenberg, 2005, Beauchêne 2001, Althabe 1996.

opèrent finalement une rupture entre ces nouveaux lieux (orientés vers la consommation, le divertissement, le tourisme, le business) et les usages habituels ou la « tradition » du lieu, qu'il s'agisse d'un paysage, de la fonction ancienne d'un espace, ou d'autres aspects. Ces travaux soulignent aussi les phénomènes de gentrification et de déplacement des populations, suite à la reconversion de certains espaces urbains. D'autres auteurs du même ouvrage coordonné par Kiril Stanilov, dans la même perspective macrosociale, mentionnent un autre phénomène qui entraîne lui aussi une grande réorganisation des espaces urbains, à savoir l'« automobilisation » de la ville, par une place grandissante accordée aux flux automobiles au détriment de la circulation des piétons. Ces travaux montrent que les actions citoyennes et les réactions civiles par rapport aux « problèmes » de la ville et de ses citoyens restent plus que timides, en tout cas présentes surtout au niveau des actions structurées des ONG. Des travaux en anthropologie, réalisés en dehors de l'Europe centrale et du Sud-Est, ont montré un autre phénomène intéressant lié au développement de l'automobile, l'avènement des *Mall*⁷⁶. Nous verrons qu'à Brasov aussi ces lieux jouent un rôle important dans la reconfiguration des espaces et des pratiques urbaines.

Au-delà du mérite d'avoir identifié et analysé ce spectre large de transformations, ces travaux menés dans les anciens pays du bloc communiste ou soviétique n'abordent pas la dimension microscopique, l'échelle des usages quotidiens de ces espaces et de leur production, comprise aussi à cette échelle des pratiques routinières du quotidien. Des auteurs comme Darieva, Kashuba, Krebs (2012) ont mis en avant ces limites et la rareté des études adoptant une perspective ethnographique sur la transformation des villes. Par conséquent, ces auteurs déplacent la focale sur la « construction sociale » de ces lieux urbains. Selon cette approche, ces derniers sont produits avant tout à travers des usages, par des individus qui les utilisent dans des contextes d'interaction et des situations locales. Les auteurs se proposent d'« identifier les modes variés d'ajustement "local" des conditions "globales" » et des tendances générales d'organisation des villes (Darieva, Kashuba, Krebs (2012 : 29). Une place particulière dans ces études est occupée par l'analyse du phénomène religieux dans l'espace public, la pratique des lieux de culte et des symboles religieux.

⁷⁶ Voir le numéro dédié au *shopping mall* « *Shopping Mall* : l'avènement de la modernité » (coord. par Laure Assaf et Sylvaine Camelin), *Ateliers de l'anthropologie, LESC*, n°44, 2017.

Des recherches sur les transformations des espaces urbains sont aussi produites par des travaux qui ne s'inscrivent pas forcément dans l'anthropologie urbaine, comme c'est l'exemple des recherches d'Anne-Marie Losonczy en Hongrie (2006) sur les processus mémoriaux et patrimoniaux et la réorganisation spatiale des monuments à Budapest après 1990. Les lieux et les symboles du pouvoir du régime soviétique ou communiste ont constitué un champ privilégié dans l'analyse des transformations des espaces urbains, comme le montrent aussi des travaux sur la ville de Berlin (Hocquet 2014) ou plus à l'est de l'Europe en Géorgie (Pilz, 2012).

Un autre champ important dans l'anthropologie des transformations des espaces urbains en Europe centrale et du sud-est, qui croise les préoccupations de nombreux anthropologues de la ville menant des recherches ailleurs, porte sur les questions du logement et de l'habitat (*housing*). Des recherches conduites en Roumanie ou en Pologne par des anthropologues, sociologues ou géographes abordent cette question mettant en lumière : des processus de gentrification et de mobilité forcée de certaines populations (y compris comme conséquence de nouvelles normativités écologiques et de développement durable), la problématique des inégalités raciales et de classe, la création des nouveaux réseaux de solidarité et de mobilisations collectives en soutien à ces populations (Chelcea et al., 2015, Lancione 2017, 2019, Bouzarovski et al. 2018, Vincze et Zamfir, 2019, Zamfirescu et Chelcea 2020). Parmi ces travaux, certains abordent des thèmes plus récents en anthropologie urbaine mettant en lumière la restructuration des espaces de la ville par les dynamiques des infrastructures urbaines et par l'analyse des environnements socio-techniques. Certains auteurs ont par exemple analysé, en Roumanie, les parkings pour automobiles (Chelcea et Iancu 2015) ou les systèmes de distribution et de consommation du gaz, regardés sous l'angle de la réorganisation des espaces sociaux et politiques en ville, de l'émergence des formes de résistance et d'affirmation des droits de citoyenneté de certaines populations marginalisées (Chelcea et Pulay 2015, Zamfirescu et Chelcea, 2020).

Le principal apport de ces travaux sur les infrastructures urbaines et le logement est celui d'avoir décentré la vision dominante qui place la dimension "humaine" au cœur de ces environnements et dispositifs urbains et de proposer de « les inclure dans des écologies plus élargies des corps et des affects » (Lancione, 2017 : 6) en prenant en compte les univers matériels, non-humains et les ambiances.

Ma recherche sur le Centre civique de Braşov s'appuie sur ces différentes contributions et les prolongent à plusieurs titres. À la différence des premiers travaux discutés ici privilégiant l'échelle macroscopique, j'adopterai une approche inductive et ethnographique qui cherche à comprendre les transformations urbaines à travers des usages au quotidien de ceux et celles qui la traversent et qui l'habitent. Quant aux études qui analysent la construction sociale et symbolique des espaces urbains, je propose une analyse différente de la relation entre individus et les environnements urbains, introduisant l'agentivité des environnements matériels, au-delà d'une conception qui conçoit ces derniers comme des univers passifs, signifiés symboliquement, socialement, culturellement. Je croise ici les préoccupations des nombreux chercheurs que je viens d'évoquer qui ont déjà montré la place de ces agencements des humains et des non-humains, des environnements socio-techniques et de l'importance de ces derniers dans les remodelages des dynamiques urbaines et des rapports de pouvoir, ou dans les prises et les modes d'action collective des individus face aux épreuves de la vie au quotidien (entre autres Simone 2004, Street 2014, Amin 2014, Chelcea et Pulay, 2015, Lancione 2017, 2019, Chelcea et Zamfirescu 2020).

Par rapport à ce groupe de contributions qui regardent la ville sous l'angle de ces « écologies plus élargies », ma recherche pourrait également apporter quelques prolongements. Tout d'abord, elle répond à un questionnement légèrement différent, qui porte sur la perception des individus de la transformation des espaces urbains qu'ils fréquentent et traversent dans leur quotidien. Ensuite, ma perspective d'analyse est différente et complémentaire par rapport à ces travaux. Elle part de l'idée que pour être un support pour une action collective, symbolique ou politique, l'environnement est d'abord un rapport de perception et de familiarité de l'individu avec un milieu. Elle propose ainsi d'analyser ce rapport aux espaces urbains par une approche de la perception en marche. Cette dernière insiste davantage sur la dimension processuelle de l'environnement urbain, en l'explorant comme une « affordance » et comme un rapport de perception. Enfin, par rapport à ces différents travaux déjà engagés, ma démarche fait appel à une ethnographie mobile appuyée sur des outils audiovisuels « embarqués », une démarche d'analyse des villes postsocialistes peu explorée, tout du moins en anthropologie urbaine.

Le passage par les outils audiovisuels, la photographie et surtout la caméra « embarquée » portée par mes interlocuteurs, m'a amenée à m'interroger sur le caractère toujours médié de la perception des transformations de la ville, de la transcription de cette perception en analyse scientifique. À qui appartient finalement le regard porté par la caméra sur les transformations urbaines ? Il est sans doute, à la fois le regard de mes interlocuteurs, le mien comme chercheur, un mixte des deux, « une interprétation des interprétations » pour rappeler Geertz. Néanmoins, il ne suffit pas de dire cela, de ramener ces questions au côté intersubjectif de l'écriture, ce que les travaux de l'anthropologie critique américaine des années 1980 et sur la réflexivité ont déjà mis en avant. Cette perspective induit toujours l'idée qu'une réalité du terrain (en l'occurrence le changement urbain) est « déjà-là », que le chercheur arrive « sur le terrain » et la découvre *via* ses interlocuteurs et que cette expérience relationnelle induit *a posteriori* des interprétations, des subjectivités inhérentes dans le regard de cette réalité. Selon une perspective écologique, tout environnement ou réalité (le changement urbain, le « terrain », etc.) est à la base une perception, donc une réalité qui n'a pas de sens ou d'existence en dehors de celui qui la regarde, à partir d'un corps en mouvement dans ces environnements construits avec l'enquête.

Cette formulation peut encore sembler banale si nous la ramenons à une simple approche du constructivisme social. Je rappelle ici la distinction faite par Bruno Latour (2006) entre le « constructivisme » et le « constructionnisme » dans la compréhension du social. D'autres auteurs l'ont également mise en avant dans les perspectives des groupes ethniques ou de la mémoire, phénomènes sur lesquels je me suis arrêtée au cours du premier volume de mon travail. Le constructivisme social est une approche holistique qui met en avant la dynamique de tout système social, en quelque sorte une fois qu'il est déjà en place, donc une dynamique « ultérieure » à la constitution du système. Le « constructionnisme » soutient l'idée que le social – et nous pouvons prolonger l'idée en parlant de tout environnement ou milieu – n'est qu'un agencement permanent et éphémère, qu'il n'existe pas en dehors du faire et de l'action qui la constitue, en dehors des médiations. C'est cette question des médiations qui nous intéresse aussi, car il s'agit bien de voir que les regards et les écrits sur les transformations urbaines décrites par les différents auteurs (ou par nos interlocuteurs de terrain) sont le fruit de médiations particulières, qu'il convient d'identifier dans une analyse du changement urbain. Le regard retenu pour rendre compte des transformations (par nos interlocuteurs, par le

chercheur, par la caméra...) relève d'un rapport d'attention, voire de vigilance, de citoyenneté ou autre, il relève aussi d'une trajectoire personnelle et en même temps il n'est pas seulement un regard individuel, etc., etc. À qui appartient finalement le point de vue ? L'explicitation de ces médiations intervenues dans la construction de l'objet de recherche, du changement urbain, nous évite de penser ce dernier (et le terrain plus largement), comme une réalité extérieure au chercheur, voire même à ses interlocuteurs. Certes, des opérations de transformation urbaine et urbanistique à visée de développement ont lieu ponctuellement, elles sont présentes indépendamment de l'existence et du regard et de la vie du chercheur et de ses interlocuteurs. Néanmoins, des transformations silencieuses de l'espace urbain ont lieu continuellement et pourtant certaines seulement suscitent l'attention, sont retenues et désignées, alors que d'autres ne le sont pas. Le fait de regarder et retenir certaines d'entre elles plutôt que d'autres est le fruit d'une expérience, d'une perception, le résultat de médiations que nous venons d'évoquer, des possibilités et agencements sociaux ou écologiques qui font, par exemple, comme le montraient Trom et Breviglieri (2003), que certains objets ou aspects de l'environnement urbain font une carrière sociale et politique⁷⁷. Si nous retenons ici simplement les médiations qui interviennent à l'échelle du chercheur, qui ont un rôle central dans sa manière de transformer la réalité observée en « terrain » puis en concept et en narration scientifique, nous pouvons évoquer plusieurs dimensions : sa trajectoire de recherche et biographique qui construit des sensibilités particulières, son inscription dans un courant théorique, une orientation donnée à l'enquête par les conditions météorologiques, des limitations techniques de l'appareil utilisé, des relations qui se tissent avec certains et pas avec d'autres, des réseaux de connaissances (y compris politiques) qui vont donner une certaine orientation ou visibilité à sa recherche, etc.

La problématique du changement urbain pour mon terrain de recherche à Braşov n'est pas, à proprement dit, issue d'une « réalité » du terrain, j'aurais pu percevoir autre chose en regardant ce quartier, en faire un autre « terrain », pour désigner une autre réalité. Ce cheminement de la problématique a été informé par plusieurs facteurs. Comme je l'ai déjà dit, mon travail précédent sur la Duchère m'a amenée à chercher dans les lieux urbains

⁷⁷ Les auteurs montrent comment, dans des pratiques d'interactions dans l'espace urbain, certains aspects qui font initialement l'objet d'une gêne personnelle de certains individus, arrivent à être construits en problème public, donc perçus comme un « trouble public », suscitant ainsi des interventions, des mobilisations qui réclament des réparations (Breviglieri et Trom, 2003).

des espaces démolis, fortement transformés. Les opérations urbanistiques et transformations matérielles du centre-civique ont été comme une affordance, une qualité de l'environnement qui a capté mon attention. Par ailleurs, mes propres difficultés de remémoration et de reconnaissance des lieux de ma ville ont joué sur l'orientation de ma recherche sur la question du changement urbain. Ensuite, ma manière intuitive d'aborder le terrain par les itinéraires dans le quartier avec mes interlocuteurs, ainsi que les limites de l'usage de la photographie dans ces balades que j'évoquerai plus en détail par la suite, m'ont conduite à une approche de la perception et écologique, qui fut finalement retenue ou validée par les croisements avec certaines lectures. Enfin, la rencontre avec certains chercheurs à Braşov, et des sensibilités communes de citoyens de la ville qui ont pu se formuler à travers nos rencontres, ont orienté cette recherche et lui ont donné une forme plus engagée et visible dans l'espace public. Cette préoccupation pour l'anthropologie publique m'a obligée à traduire mon récit scientifique pour son accessibilité à des espaces ou publics non scientifiques. C'est dans ce travail de traduction (y compris dans plusieurs langues) qu'ont surgi des notions comme le « familier », la « ville familière », plus facilement maniable dans un langage public, une notion que j'ai finalement retenue aussi comme centrale dans mon travail conceptuel.

L'explicitation de ces multiples médiations, au moins certaines d'entre elles, n'est pas seulement un exercice de réflexivité, donc annexe, méthodologique ou éthique. Elle a (ré)orienté la problématique de recherche, comme je vais essayer de le montrer par la suite et, à mon sens, alimente le débat théorique non seulement sur le changement urbain, mais aussi sur la vocation de l'anthropologie sur ces terrains.

Revenons sur cette question du changement urbain, notion centrale dans ma recherche. Plusieurs fois dans des communications lors de séminaires ou conférences où j'ai abordé mon travail de recherche à Braşov, j'ai procédé de manière similaire aux autres chercheurs qui s'intéressent aux transformations spatiales (ou autres) : j'ai présenté des photos de cette « réalité » du terrain, des photos illustrant le changement du quartier. Cette démarche peut être pertinente, néanmoins nous pouvons aussi remarquer que si des opérations urbanistiques, ou d'autres types, ont bien eu lieu sur ces terrains, le fait de formuler cette réalité en la qualifiant de « changement » du quartier relève déjà d'un rapport de perception et de médiation, d'un discours qui construit cette réalité.

Par conséquent, les photos de nos présentations aux colloques, censées illustrer les transformations, peuvent être regardées selon deux optiques : d'une part, elles illustrent, reflètent une réalité de terrain, celle du changement, et pour l'anthropologue il s'agit de comprendre comment les gens reçoivent et vivent ce changement. Nous nous situons ici dans une position constructiviste.

Une autre optique serait de prendre ces matériaux comme une médiation, qui produit un discours performatif sur le changement (qui non seulement le reflète) et relève d'une perception particulière du changement qu'il mérite d'interroger. Ici, nous sommes dans une approche constructionniste du changement.

Revenons aux photos présentées précédemment sur le Centre civique dans la période d'après 1990. Plutôt que de les regarder comme reflétant des transformations en cours, nous pouvons nous demander d'où proviennent ces images, qui les a réalisées, recueillies, sélectionnées. À qui appartiennent ce regard et ce discours sur le changement formulé à l'occasion du recueil et la présentation de ces photos ? Il convient de noter que ces images anciennes sont le résultat d'un recueil photographique dans le cadre du projet « La Ville mémorable »⁷⁸, initié par des architectes intéressés par une démarche d'urbanisme participatif. Ces acteurs ont mis en place une collecte de photos auprès des habitants de la ville ou en diaspora, et un fond très important s'est ainsi créé. D'autres photos plus récentes ont été prises par des architectes en résistance à la situation actuelle du Centre civique, par des passionnés de la ville, par des explorateurs urbains, ou par moi-même.

Ce pas de côté par une analyse de cet outil audiovisuel, en particulier la photographie, a enrichi ou réorienté mon questionnement. Il m'a semblé important de porter mon attention non seulement sur les effets des opérations urbanistiques ou commerciales au sein des usagers du quartier, mais aussi sur les médiations et dispositifs qui qualifiaient la réalité du quartier et construisaient cette narration du changement. Dans cette logique, il était important de saisir les acteurs de ces médiations, leurs supports et modes de production de ce rapport à la ville, autrement dit les milieux de cette production. Il s'agit également de regarder ces récits sur le changement et ces rapports aux lieux comme des actes de production de connaissance sur la ville, mais aussi comme des gestes d'attention, voire de vigilance et finalement de citoyenneté, de la part de certains acteurs urbains

⁷⁸ <https://orasulmemorabil.com/category/blog/>

préoccupés par les problèmes de la ville, et en particulier par sa « destruction ». Il n'est pas anodin que ces préoccupations s'affirment dans un contexte où les transformations sont très rapides et irrévocables, où une politique de mémoire est absente et lorsque nous assistons, au contraire, à une destruction des traces par les nouveaux usages des lieux, à la disparition des archives d'aménagement.

Parmi les médiations observées sur mon terrain, qui construisent ce rapport de connaissance de la ville et de vigilance urbaine, je peux noter deux types d'action. Le premier est le cycle d'expositions intitulées « La Ville mémorable », déjà mentionné. Le second est ma propre recherche publique que j'ai initiée avec le programme HAPCIT et poursuivie avec le site *Familiar City*. Le fait de considérer l'enquête de terrain comme une médiation pour produire un rapport à la ville et une perception du changement permet de se positionner au-delà d'une simple perspective réflexive ou interprétative, qui reste extérieure à son objet. Il s'agit de considérer le travail d'écriture et plus largement le dispositif scientifique dans une dimension active, comme participant du changement et d'un certain rapport attentionné à la ville (fig. 1, 2, 3).

J'aborderai ce dispositif de recherche sous cet angle plutôt à la fin de ce texte. Concernant le projet « La Ville mémorable », il n'a pas fait l'objet d'une étude en soi, des informations seront fournies de manière transversale tout au long de ce texte.

Au-delà de ces dispositifs publics, la médiation principale qui construit cette connaissance et ce rapport d'attention à la ville est son expérience quotidienne. L'analyse des déplacements quotidiens des usagers du quartier a apporté une perspective très différente par rapport à mon travail sur le changement urbain à la Duchère. Cette différence repose sur une approche des expériences *in situ* de la ville, autrement dit saisies à travers des pratiques de fréquentation et de circulation dans l'espace urbain, en plus d'une analyse des discours sur le changement urbain, par des entretiens et observations dé-contextualisés de la pratique de ces espaces.

Ce prolongement de ma perspective initiale, d'une approche des représentations du changement urbain à l'analyse de l'élaboration d'une perception du changement en mouvement, ne convoque pas seulement de nouvelles approches théoriques, mais aussi d'autres méthodes pour aborder le terrain. J'y reviendrai dans le chapitre suivant.



fig. 1, 2, 3. Captures d'écran du site Familiar City, rubrique « Ancien et nouveau dans le Centre civique » (la flèche permet de faire défiler l'image pour voir l'image ancienne ou nouvelle. En image la maquette du projet du Mall et de l'ancienne usine. Par cette rubrique et ces juxtapositions, nous avons souhaité mettre en lumière des éléments contrastés qui marquent le paysage visuel des deux images (ici enseignes publicitaires, régime horizontal/vertical des constructions, matériaux de fabrication, marques de voiture, etc.). Le chercheur participe à la production d'un discours sur le changement tout autant qu'il dit illustrer ce changement (d'autres images de cette rubrique sont ici : <https://familiar-city.org/fr/etudes-de-cas/le-centre-civique-brasov/ancien-et-nouveau-dans-le-centre-civique.html>).



Je souhaiterais apporter quelques précisions finales sur la notion de changement urbain, ce qui m'amènera aux attachements.

Une première remarque porte sur l'ambiguïté de la notion de changement dans ses utilisations sur le terrain. Lorsque je l'évoquais auprès de mes interlocuteurs, elle entraînait des compréhensions différentes. Quand j'interrogeais mes interlocuteurs à propos des changements du quartier, certains répondaient en faisant référence seulement aux changements intervenus dans le bâti, dans la morphologie urbaine. D'autres personnes comprenaient par cela les changements du régime socialiste. Par ailleurs, si je n'abordais pas moi-même la question des transformations du quartier, mes interlocuteurs n'y faisaient pas référence, sauf si nous nous trouvions *in situ* dans la proximité immédiate du chantier concernant le nouveau centre commercial.

Ce constat m'a permis de réaliser, une fois de plus, la vision holistique et substantialiste qui pouvait être véhiculée (y compris par moi-même) du changement urbain, comme une masse de matière qui impactait la ville et ses habitants, quelque chose de visible et entendable pour tout le monde, dont il s'agissait de comprendre les interprétations que les gens lui donnaient, les effets qu'il avait sur leurs pratiques. En outre, j'ai compris que si les personnes n'évoquaient pas spontanément cette question, c'est parce que dans leur quotidien elles « passaient leur temps » à faire avec un environnement qui se transformait continuellement, à construire des prises avec lui, à se le rendre familier et que ces réponses étaient presque automatiques, par des manières d'être et de faire au quotidien avec l'espace, comme une condition ontologique de l'individu. Il s'agissait alors de comprendre ce rapport au changement à travers les processus d'attachement, dans le sens que je donnais avec Sarah Rojon à cette notion⁷⁹, autrement dit en essayant de saisir les familiarités que les individus construisent avec des environnements continuellement transformés. À travers la pratique de terrain, j'ai pu comprendre que la question du changement était présente dans les discours de mes interlocuteurs, lorsqu'ils étaient confrontés à des situations de mise à l'épreuve dans le quotidien : (« un chantier démarre en bas de chez moi, je suis dérangée par les travaux », « les arbres sont coupés dans la rue, je ne retrouve plus l'ombre lorsque j'attends le bus ou je discute avec quelqu'un que je croise » ...). C'était, par conséquent, à échelle des ruptures de familiarité qu'il était, d'une part, intéressant de saisir la question du changement, par la compréhension des lieux, objets, situations, mécanismes et effets révélés par ces moments où des ruptures de familiarité étaient données à voir. En outre, dans mon travail à la Duchère j'ai abordé le changement comme un phénomène ponctuel, extérieur et radical. À Braşov je me suis orientée vers une approche du changement comme rapport à des transformations continues, sans exclure la première perspective. Les deux types d'analyse sont pertinents et complémentaires sur le terrain, la démolition d'une barre à la Duchère ou l'arrivée du Mall dans le quartier du Centre civique peuvent être regardées sous l'angle de l'événement, comme un changement radical, alors que la transformation des espaces de circulation des piétons dans ce quartier de Braşov se donne à voir de manière lente.

Bernard Guy (2015) apporte un éclairage intéressant sur la question du changement. Il nous invite à réfléchir au choix de perspective que nous faisons pour analyser les

⁷⁹ B. Botea, S. Rojon, « Prélude », *Parcours anthropologiques*, n°10, 2015.

phénomènes sociaux, à savoir la perspective du mouvement ou de la stabilité. L'approche de Bernard Guy, ainsi que celle de Michèle Leclerc-Olive (2015) dans le même numéro, nous invite à penser le changement comme une catégorie cognitive que les individus utilisent pour stabiliser un monde en mouvement qui caractérise leur existence, mettre des repères stables et des balises par rapport à des flux d'espaces(-temps) qu'ils expérimentent. C'est cette perspective du changement (urbain) que nous avons défendue aussi dans le numéro thématique que nous avons coordonné avec Sarah Rojon.

Il est intéressant de suivre le raisonnement de Guy et l'exemple sur lequel il s'appuie. L'auteur interroge, à partir d'un exercice original de coécriture avec son interlocutrice, la réorganisation des modes d'habiter de celle-ci suite à un événement biographique traumatique : la destruction matérielle de l'environnement domestique et quotidien après les bombardements.

Guy nous montre que le citoyen, par ses pratiques routinières, tend à regarder son environnement comme un monde stable, jusqu'au moment où des bouleversements de l'existence mettent à mal ses repères et l'obligent à réorganiser ses activités quotidiennes (habiter la maison, se rendre à l'école, pratiquer des loisirs, etc.). Dans les décombres engendrés par les bombardements, la protagoniste de son étude de cas ne trouve plus son chemin vers la maison :

Dans le chaos qui suit la destruction de son quartier, M.S. doit retourner sur les décombres de sa maison. Elle doit retrouver un lieu, alors que les lieux mêmes ont disparu. L'espace est bouleversé, éventré ; les rues, les maisons ne se marquent plus comme avant. Elle ne peut prévoir un itinéraire, la route n'existe plus : "De quel côté aller ? – il n'y avait pas de côté !". Allez par ici, essayez par-là. Elle progresse alors pas à pas » (Guy, 2015 : 58).

La personne découvre son environnement dans un moment erratique. L'auteur nous dit ainsi que c'est seulement après cela, après avoir constitué de nouveaux itinéraires par ses allées et venues, après avoir emménagé dans une nouvelle maison et s'être positionnée par rapport à la nouvelle école et aux nouvelles activités, que la personne exprime l'idée de changement, en faisant la comparaison entre l'état d'avant et l'état présent. Ce moment particulier de perte de repères et de tâtonnement est qualifié de « nomadisme » ou d'« errance » par Guy, et il désigne cette quête et ce mouvement continu, à la différence du

terme de « changement ». Selon l'auteur, ce dernier exprime plutôt une évaluation de la part des individus sous la forme d'un écart entre deux points (ou périodes) fixes : un point de départ correspondant à l'état de stabilité perdue et un point d'arrivée se rapportant à l'état de stabilité retrouvée et à la constitution de nouveaux repères. Par conséquent, alors que l'existence des individus se transforme selon un mouvement incessant, le changement est plutôt conçu comme un arrêt sur image, donnant aux trajectoires des repères fixes. Parcourant cette ville méconnaissable, la personne développe de nouvelles compétences d'orientation, de nouveaux repères et familiarités, elle construira de nouveaux attachements. Ce processus continue, se déroulant par des ruptures ponctuelles fortement visibles, comme la situation dramatique des bombardements dans l'exemple précédent, ou par des modifications plus silencieuses ou anodines, qui impulsent tout autant des ajustements et de nouveaux attachements. Nous verrons ces phénomènes plus loin dans ce texte par rapport au Centre civique de Braşov.

Avant de les aborder, je m'arrêterai à mes choix méthodologiques et les débats théoriques qu'ils engagent. Le chapitre prochain présentera donc d'autres propositions de recherche pour aborder les transformations des espaces urbains.

Ethnographies mobiles et audiovisuelles pour une approche des transformations urbaines et des attachements

Je reviendrai plus en détail ici sur l'enquête de terrain dans sa dimension méthodologique. Comme je l'ai mentionné précédemment, j'ai débuté mon terrain de manière intuitive par la marche et par des balades avec mes interlocuteurs dans leurs territoires de vie quotidienne. J'ai utilisé initialement des entretiens en marche, avec un enregistrement audio tout au long de ces parcours. Au-delà du contenu spécifique des paroles de mes interlocuteurs, cette première démarche a attiré mon attention sur les ambiances sonores particulières de cette zone urbaine, lesquelles constituaient une dimension centrale dans la qualité familière ou non familière du lieu.

La prise de photos est arrivée rapidement comme un autre outil de l'enquête. Initialement, elle m'a servi surtout comme un support de mémoire pour le déroulement de l'itinéraire. Elle est venue répondre à une difficulté intervenue au moment des retranscriptions des entretiens : la localisation de certains lieux et moments précis des itinéraires indiqués par mes interlocuteurs. Il m'était difficile de trouver les correspondances entre, d'une part,

certaines paroles des entretiens et, d'autre part, les aspects matériels ou les espaces urbains désignés. Les trajets étaient longs et comportaient de nombreux espaces et détails mentionnés. Mes prises de photos n'ont alors pas eu seulement le rôle d'illustrer/restituer des aspects du terrain, dans un sens plus classique d'utilisation de la photographie en anthropologie⁸⁰, mais aussi cette fonction de mémoire, de constituer des repères pour le déroulement du terrain et pour la reconstitution des trajets. J'ai aussi demandé à quelques personnes de prendre elles-mêmes des images lors de nos trajets, en leur donnant mon appareil photo, mais elles ont été très réticentes pensant être peu légitimes pour faire le bon « choix » de la photo, rhétorique que nous connaissons habituellement sur le terrain.

L'outil de la photographie m'a paru rapidement insuffisant dans les itinéraires, à trois niveaux. Dans un premier temps, il ne permettait pas de saisir le parcours et le rapport aux lieux dans la continuité, mais seulement des aspects fixes et fragmentaires de ces trajets. Dans un deuxième temps, ces images fragmentaires ne restituaient qu'une infime partie des détails des environnements urbains et de l'enquête. Enfin, la prise de la photo réactivait une position d'extériorité du chercheur, comme celui qui observe et qui cadre, donc qui retient l'essentiel de son terrain en tant qu'auteur des cadrages, ce qui reproduit en quelque sorte la position d'« autorité » du chercheur (Clifford, 1983).

Ayant à ma portée une caméra d'action (*body-mounted camera*), j'ai commencé à l'utiliser dans mes trajets. J'ai demandé à mes interlocuteurs de porter cette caméra, en leur laissant ainsi à eux le rôle de montrer leur rapport à la ville. Cet outil et manière de filmer présentaient plusieurs avantages d'ordre méthodologique. Fixée au niveau de l'épaule (et parfois sur la tête lorsque les personnes se déplaçaient en vélo), la caméra permettait de garantir un certain anonymat des personnes, puisqu'elles ne se trouvaient pas directement devant son objectif. Au contraire, il arrivait souvent que je me retrouve dans le cadre comme ce sont mes interlocuteurs qui filmaient. En outre, en tant que caméra

⁸⁰ Un recueil collectif de textes portant sur l'usage de la photographie en anthropologie urbaine montre différents usages de cet outil, entre autres la fonction d'illustration ou de description du terrain : Raulin et al. 2016.

pour amateurs, cet instrument vidéo ne nécessitait pas des compétences particulières pour filmer.

Comme je l'ai déjà mentionné, les choix de ces différents outils et de cette démarche méthodologique se sont faits de manière intuitive, avant même de puiser dans la littérature scientifique qui abordait leur usage dans la pratique de terrain. Je me suis par



Mme A.H., 2017 (B. Botea).

la suite orientée vers ces travaux, dont je souhaite mettre en lumière quelques apports majeurs. Je me limiterai à quelques perspectives qui résonnent avec mon travail, d'une part des travaux sur la marche, d'autre part, des contributions sur les techniques audiovisuelles utilisées dans l'espace urbain, principalement la vidéo et les techniques de captation « embarquée ». L'objectif sera de mettre en avant les avancées de ces travaux, ce qui sera aussi l'occasion de montrer l'intérêt de la démarche audiovisuelle et écologique qui est la mienne pour l'analyse des transformations urbaines et des attachements.

La mobilité, la marche, le mouvement

Les travaux sur les déplacements et la marche, notamment en ville, sont aujourd'hui nombreux et ils montrent l'importance de celle-ci comme activité universelle de l'individu, comme manière de connaître le monde et de transformer les

environnements⁸¹. James Gibson, psychologue de la perception, mettait en avant l'importance de la mobilité dans toute activité de perception. À propos de la perception visuelle, il notait que : « les yeux sont sur une tête et dans un corps qui se déplace parmi les choses. Le mouvement est partie intégrante de l'exploration du sujet percevant » (Gibson, 2002 : 158).

Tim Ingold s'inscrit dans des propos similaires lorsqu'il affirme que : « La locomotion et non pas la cognition doit être le point de départ dans l'étude de l'activité perceptive » (Ingold 2000 : 166). Ce rôle fondamental accordé à la perception des individus captée en mouvement a préoccupé aussi Andrew Irving (2007, 2015 2017) qui s'inspire de l'anthropologie écologique de Gregory Bateson (2008/1972). Irving montre que les monologues intérieurs des individus pendant qu'ils marchent dans la rue, considérés de manière habituelle comme une activité mentale (se passant dans la tête des gens), sont continuellement générés dans les interactions des personnes avec leur environnement.

Ingold synthétise l'apport des différentes études sur la marche en affirmant que : « *les relations sociales ne se font pas in situ, mais sont constituées lors des déplacements* »⁸² (2008 : 1). Selon l'auteur la condition ontologique des individus ne serait pas véritablement de vivre *dans* des lieux. Même à l'intérieur d'un lieu qui nous semble fermé - par exemple une maison - nous ne vivons pas dans un lieu (salon, cuisine...), notre vie se déroule à travers des mouvements entre ces pièces (Ingold, 2011 : 146, Bourdieu 1972). Ainsi, l'expérience des individus avec les lieux doit être plutôt cherchée à travers des parcours qui les amènent d'un lieu à un autre, selon des intentions d'une part, et des possibilités – « affordances » – offertes par l'environnement, d'autre part.

Cette approche des déplacements de mes interlocuteurs dans la ville a été une démarche centrale dans ma recherche, au début pour (re)connaître les lieux du quartier et ensuite pour comprendre les processus d'attachement dans la ville. J'ai pu remarquer qu'une fois sorties de chez eux pour l'arpenter, les personnes conçoivent la ville et ses espaces comme un environnement d'opportunités, comme une carte mobile sur laquelle apparaissent des endroits où ils doivent *a priori* se rendre, mais qui se réajuste et qui se modifie en marche.

⁸¹Parmi les nombreux travaux sur la marche réalisés en anthropologie et sociologie, nous pouvons noter à titre d'exemple : Augoyard, 1979, Le Breton 2000, Ingold 2000, Gray 2003, Ingold et Vergunst, 2008, Lee et Ingold 2006, Lund 2006, Pink 2007, 2008, Thibaud 2003, 2007, Thomas, 2004, 2010, Cerlet et al. 2020). D'autres travaux seront cités par la suite, en lien avec des aspects particuliers de la mobilité.

⁸² Dans le texte d'origine : « Social relations are not enacted *in situ* but pace out around the ground ».

Ma recherche m'a amenée à observer que la fréquentation d'un lieu peut mieux être comprise si nous l'inscrivons dans des circuits de déplacements, qui relient des sites entre eux et qui justifient certains choix dans une économie de la mobilité, plutôt que comme une pratique isolée concentrée sur le lieu lui-même.

Le fait de mettre l'accent sur la perspective des mobilités et l'approche des parcours n'enlève en rien l'importance d'une approche des lieux et ne doit pas amener à considérer ces deux démarches dans un rapport exclusif. L'avènement du « tournant mobile » en sciences sociales a d'ailleurs émergé par la nécessité de reconsidérer les questions de mobilité et les postures mobiles, trop longtemps minorées dans les sciences humaines et sociales, comme le montrait un des pionniers des travaux sur la mobilité John Urry (2007, 2008, Scheller et Urry : 2000). Le point de vue sur le monde et sur son histoire a souvent été décrit à partir d'une perspective sédentaire, ce que Gilles Deleuze et Félix Guattari (1980) notaient également.

Quant à cette dialectique entre lieux et parcours, ancrages et mobilités, nous savons que les besoins d'ancrages, le sentiment d'habiter, les narrations autour des lieux et de l'autochtonie, ont une place encore plus importante dans un monde en mouvement et dans des contextes de vie mobile. S'il est facile et désormais banal d'affirmer cette dialectique, un des intérêts apportés par ce renouvellement des perspectives est de considérer les pratiques des lieux y compris à partir d'une approche des circulations et d'une ethnographie mobile. Dans mon analyse d'un lieu de culte dans la ville de Braşov, j'ai finalement peu privilégié des observations à l'intérieur de l'église au profit d'observations dans la cour et aux abords de l'église. En prêtant attention aux arrivées et aux départs de/vers ce lieu, j'ai montré l'importance de comprendre la pratique de cet espace religieux dans une économie des déplacements dans la ville et comme un lieu où se construisait un sentiment de familiarité et d'intimité avec elle.

L'intérêt pour cette perspective mobile n'est alors pas de faire tout reposer sur cette dimension des mouvements et des circulations, mais de voir comment pour les individus ces deux manières de faire avec la ville (se déplacer et faire lieu) se donnent à voir dans des situations et pratiques urbaines. Alors que mon terrain m'a amenée à prêter attention à la pratique des lieux à partir d'une perspective mobile, ou d'une « enquête de terrain ambulante » pour reprendre le terme d'Andrew Irving (2007), ma recherche m'a également orientée à considérer les parcours et la mobilité sous l'angle du rapport à ceux-

ci, à la familiarité et à l'habiter qu'ils instauraient. C'est ce que j'ai pu percevoir dans ces zones urbaines de transit et de trafic routier excessif où les individus arrivaient malgré tout à instaurer un rapport d'habiter et d'attachement avec la ville. Dans des recherches d'anthropologie urbaine sur les espaces de parking de la ville de Bucarest en Roumanie, Liviu Chelcea et Oana Iancu (2015) montraient comment l'organisation urbaine des flux et des déplacements routiers faisait émerger de nouveaux lieux dans la ville. Dans des villes postsocialistes où l'infrastructure automobile a gagné une immense place, les parkings, que nous pourrions qualifier *a priori* de « non-lieux », selon Marc Augé (1992), deviennent des lieux de vie sociale, précaire certes, de nouvelles niches économiques pour des populations vulnérables, comme le montrent Chelcea et Iancu.

Dans le contexte de ces préoccupations grandissantes pour les questions de mobilité, les réflexions sur les méthodes qui permettent d'analyser ce phénomène se sont multipliées ces dernières années et les terrains de recherche de la ville ont été de loin les plus déployés pour cette expérimentation. Un panel très large de « méthodes mobiles » (*mobile methods*) est mis en avant dans des travaux anglo-saxons⁸³. Parmi ces méthodes, on compte plus classiquement les observations des pratiques de circulation des personnes, des objets et idées, des techniques variées à l'instar des journaux de déplacements quotidiens demandés à nos interlocuteurs, ou une palette large de formes d'ethnographie mobile audiovisuelle avec des captations des environnements sonores ou visuels.

Je vais m'arrêter par la suite aux dispositifs méthodologiques de ma recherche, en soulignant leurs inscriptions dans d'autres démarches similaires déjà existantes et des prolongements possibles par rapport à ces travaux. La recherche et la mise en place d'une méthodologie qui puisse saisir le rapport de (non)familiarité avec la ville dans une perspective mobile et d'anthropologie écologique a été un des gros chantiers de ce travail, et il constitue à mes yeux un défi pour ces perspectives. Pour ces raisons, je l'aborderai ici en détail.

Les démarches méthodologiques que j'ai adoptées ont pris, d'une part, la forme d'ethnographies *in situ* plus « sédentaires », par l'observation des différents lieux de mon

⁸³ Voir à titre d'exemple l'ouvrage collectif de Büscher, Urry et Witchger, 2011, mais aussi des auteurs différents : Pink, 2007, 2008, Sumartojo et Pink 2017, Irving 2005, 2007, 2013, Bendiner-Viani 2005, Lee et Ingold, 2006. Dans l'espace francophone voir par exemple les travaux des chercheurs du CRESSON, ou sur l'usage des caméras embarquées, de l'*eye-tracker*, sur lesquels je reviendrai par la suite.

terrain (église, chantier Mall, trottoirs, parc, ateliers de diffusion de la recherche, etc.), par des entretiens et des cartes mentales réalisés chez les personnes ou aux bureaux des professionnels. D'autre part, j'ai effectué des ethnographies mobiles, par des observations, entretiens, captations audiovisuelles réalisés pendant les déplacements avec les personnes.

Cette distinction est surtout importante pour désigner deux postures méthodologiques différentes, mais complémentaires et souvent présentes ensemble sur notre terrain.

Pour mieux différencier ces deux perspectives, nous pouvons noter que la première relève davantage des représentations, puisque nos interlocuteurs sont amenés à relater des aspects de leur vie dans des moments de réflexion soustraits au contexte de déroulement de ces pratiques. La seconde perspective relève d'une approche de la perception pendant le déroulement des actes. Dans cette dernière démarche que j'ai adoptée dans les itinéraires commentés, les personnes sont également dans une activité réflexive, mais elle reste plus spontanée et plus en accord avec leur manière de faire dans les situations habituelles et avec leur expérience de vie, alors que les représentations décontextualisées relèvent d'une discursivité plus linéaire et formelle, comme le notait aussi Irving. Cette dernière reste plus éloignée de la réalité foisonnante et fragmentaire des expériences vécues en situation. Ces expériences sont le ressort d'un mélange de ressentis corporels, de mémoires, d'intentions, d'affordances des environnements urbains, du contexte personnel, mais aussi historique et politique, vécus chaque fois en situation et jamais de la même manière (Irving, 2013 : 11). Nous pouvons dans ce sens dire que l'approche de la perception en mouvement permet davantage de saisir la complexité des dimensions qui s'expriment dans notre relation à l'environnement. Après avoir utilisé les deux approches dans ce travail, la perspective des représentations et de la perception en mouvement et sensorielle, cette deuxième perspective m'apparaît incontournable, si évidemment les conditions ou le sujet de l'enquête le permettent. Néanmoins, les deux démarches restent complémentaires, car elles apportent des données d'enquête très différentes, comme je le montrerai plus tard à partir de mes données empiriques.

L'analyse du changement urbain peut se faire en combinant ces deux perspectives ou en choisissant prioritairement l'une ou l'autre. Rétrospectivement, dans mon travail de recherche dans le quartier de la Duchère j'ai adopté un point de vue plus sédentaire, en me basant sur des entretiens menés chez les résidents ou dans différents lieux de

sociabilités (centre social, MJC, marché...). La recherche à Braşov m'a amenée à une approche plus mobile, en parcourant systématiquement les espaces urbains avec les personnes, avec des observations et des paroles qui surgissaient d'un rapport direct des personnes avec l'environnement urbain.

Bien que ces deux perspectives soient complémentaires et peuvent se trouver de manière conjointe dans la pratique de l'anthropologue, généralement une de ces deux approches est généralement prioritaire et ces choix méthodologiques engagent aussi certaines perspectives théoriques. Dans un numéro de revue récent portant sur le numérique, Mouloud Boukala et Denis Cerlet (2020) montrent que les méthodes qui comportent de nouvelles technologies du numérique (téléphones intelligents, caméras numériques, GPS embarqués, oculomètres) ouvrent vers des démarches écologiques, lesquelles peuvent saisir des aspects qui sont plus difficilement perceptibles aux enquêtés eux-mêmes et plus difficilement objectivables par les méthodes classiques de l'enquête. Ces approches saisissent le corps en mouvement, le flux de l'action, le déroulement des pratiques scrutées dans l'infiniment petit. L'usage de la caméra portée sur le corps m'a ouvert accès à ces éléments.

La différence entre, d'une part, une démarche écologique et donc une ethnographie mobile, et d'autre part ce que j'ai appelé ici une ethnographie sédentaire, pourrait aussi être résumée par une phrase d'Isaac Joseph qui reprenait Merleau-Ponty : « Voir la maison, dit-il, c'est accéder non seulement à un objet, mais au monde dans lequel il est observable et accessible. (...) La maison n'est pas la maison vue de nulle part, mais la maison vue de toutes parts » (Joseph, 2002 : 160). La perspective écologique permet de saisir les rapports à l'environnement urbain et les pratiques urbaines non pas tant comme des objets finis ou représentés, que comme des réalités décontextualisées, sur lesquelles on peut porter des discours « de nulle part », qui se « valent » tous, tant que c'est le point de vue dit « émique ». La perspective écologique donne plutôt à voir le travail en acte d'élaboration de ce rapport aux environnements urbains, les différents éléments du milieu où émerge (ou qui font) cette réalité.

Itinéraires commentés et captations sensorielles. Prolongements anthropologiques

L'usage et l'analyse des techniques de la marche, des itinéraires ou parcours commentés, associés à des captations sonores et visuelles, doivent beaucoup aux travaux pionniers sur les ambiances urbaines réalisés en France au sein de l'équipe du CRESSON (Centre de

Recherche sur l'Espace Sonore et l'environnement urbain) ⁸⁴ impulsés par Jean-François Augoyard.

Les méthodes du CRESSON, conçues principalement par des sociologues et architectes-urbanistes, sont désormais de plus en plus présentes en géographie, et commencent à l'être aussi en anthropologie. Pour montrer brièvement quelques apports de ces travaux dans le paysage des études urbaines et en vue de ma propre recherche, je retiendrai seulement quelques auteurs ici. Je montrerai également plusieurs prolongements possibles à partir de mes recherches.

Je souhaiterais m'arrêter sur deux méthodes mises en avant dans ces travaux, que j'ai aussi adoptées en partie dans ma recherche : la « méthode des itinéraires », formalisée par Jean-Yves Petiteau, et la « méthode des parcours commentés » développée par Jean-Paul Thibaud. Elles ont posé le cadre conceptuel de cette approche méthodologique, ouvrant par la suite à de nombreuses variantes et protocoles d'expérimentation.

Ces travaux ont eu tout d'abord le mérite de mettre en lumière une dimension peu explorée de la ville en sciences sociales, à savoir la place de la dimension physique, matérielle et environnementale des interactions sociales, qui participent activement à la construction d'une perception de la ville ou des conduites des citoyens dans l'espace urbain. À l'inverse, les études en aménagement et urbanisme, et parfois en géographie, ont mis l'accent sur le conditionnement des pratiques urbaines par la dimension matérielle de l'environnement, en oubliant parfois la dimension sociale et symbolique. Les méthodes mises en place au CRESSON ont tenté de penser ensemble ces deux approches. Comme Jean-Paul Thibaud le montrait, ces méthodes mettent en lumière le « rapport de co-détermination » entre la dimension physique de l'environnement, la composante perceptible (ce que l'individu retient de ce qui est donné à ses sens dans un environnement déjà construit) et les conduites sociales qui orientent et reconfigurent ces environnements (Thibaud 2001, Thibaud et Duarte 2013).

Pour saisir cette articulation, Thibaud parle de trois piliers qui sont au centre du dispositif méthodologique de la méthode des parcours commentés : marcher, percevoir, décrire. Il s'agit en effet d'une perception en mouvement, car observer c'est d'abord le faire à partir

⁸⁴ Voir ici à titre d'exemple quelques ouvrages collectifs ou travaux individuels : Augoyard 1979, Grosjean et Thibaud (éd.) 2001, Petiteau et Renoux 2018, Thomas 2004, 2010, Thibaud 2003, Pequeux 2009, 2012.

du cours de l'action et des conditions spatio-temporelles dans lesquelles cette dernière se situe. Ensuite, la perception peut être appréhendée par la parole, car les catégories de langage l'informent et en même temps la restituent. Dans ce protocole de recherche décrit par Thibaud (2001, 2003), les interlocuteurs sont dotés de magnétophones portables pour enregistrer leurs propres commentaires du parcours, dans une marche en présence du chercheur dont le trajet d'une vingtaine de minutes est préalablement établi (bien que les personnes aient la possibilité d'adopter des parcours différents au sein du trajet fixé).

Associés à la marche, les dispositifs des captations audio ou vidéo pendant le trajet permettent de conserver des traces de l'activité *in situ*, et de pouvoir y revenir dans l'analyse autant de fois qu'on le souhaite. Cette possibilité de retour sur les situations perceptives me semble d'autant plus intéressante par rapport à mes recherches et à la perspective écologique. Celle-ci tente de saisir un ensemble, le plus exhaustif possible, d'éléments qui rendent compte du rapport *in situ* et en mouvement de l'individu avec l'environnement urbain et de ses pratiques d'urbanité. Cette complexité d'éléments – comprenant les aspects matériels et sensibles de l'environnement, sa dimension sociale, historique et politique – est difficilement saisissable par une ethnographie basée uniquement sur l'observation et l'entretien enregistré.

Un autre apport de ces méthodes forgées au sein du CRESSON est illustré par la contribution de Jean-Yves Petiteau. Il développe la méthode des itinéraires urbains dans des travaux pionniers à partir de 1975, lesquels portent sur la perception des habitants face aux mutations des espaces urbains. Cette méthode s'appuie sur un postulat central, « la reconnaissance de la parole de l'autre comme analyse » (Petiteau, Pasquier, 2008 : 77)⁸⁵. Dans le cadre de cette méthode et approche, la parole est non seulement un « témoignage », dont la « vérité » nécessite d'être vérifiée et rapportée à des cadres extérieurs. Elle est « une analyse en tant que telle dont la valeur et la cohérence ont autant de pouvoir et d'intérêt que celle de n'importe quel spécialiste » (*Ibid.*, 64). Dans cette même lignée, Jean- Paul Thibaud notait : « Nous proposons de passer d'une observation savante et distanciée à une description ordinaire et engagée. La description du perceptible n'est plus menée par le chercheur, mais par le passant lui-même » (2001 : 82). Ce n'est

⁸⁵ Voir aussi Petiteau et Renoux (2018).

alors plus le chercheur qui décrira les représentations de ses interlocuteurs, nous passons à un « pacte de confiance » et d'équivalence des paroles dans ce processus descriptif.

Ces méthodes et réflexions ont été prolongées et appliquées à des thématiques variées, incluant aussi d'autres méthodes dans ces itinéraires. Dans des travaux sur l'orientation des individus dans la gare du Nord à Paris, Emmanuelle Lévy (2008) a mis en place une méthodologie d'analyse des « trajets-voyageurs » attentive aux systèmes de repérage et aux pratiques d'orientation des individus dans ce lieu à partir de la diversité d'éléments de l'environnement qui captent la perception des individus. Pour saisir ces mêmes phénomènes à la Gare du Nord, l'anthropologue Christian Lallier (1995) avait filmé les usagers et professionnels de ce lieu dans le film *Changement à Gare du Nord*. La méthode utilisée par Lallier et Lévy a l'avantage de capter une parole *in situ*, durant les trajets. Cela permet, selon Lévy, de contourner le risque que les personnes interrogées en dehors de leurs déplacements produisent des opinions trop généralistes ou qu'elles fassent appel à des raisonnements de justification et de jugement de valeur sur leurs propres actes expliqués *a posteriori*. C'est un écueil important qui peut intervenir dans la pratique des entretiens, surtout lorsqu'ils sont réalisés en dehors du contexte de réalisation de l'action.

D'autres travaux réalisés par des collectifs de recherche regroupant des géographes et des artistes (Mekdjian, Olmédo 2016, Feidel et al. 2016) ont interrogé nos modes de connaissance de l'espace et ont montré la dimension « cinésthésique des savoirs spatiaux » par une méthode de la marche et sensorielle. L'apport de ces travaux dans le paysage des études réalisées sur la marche et la perception des espaces urbains est notamment d'avoir mis en avant l'outil des cartes mentales, narratives et sensorielles des trajets, par des collaborations entre scientifiques et artistes.

Au-delà de la richesse et des avancées importantes de ces travaux, certaines dimensions restent absentes ou peu développées, comme le note aussi Rachel Thomas. À partir de ses recherches sur l'accessibilité des piétons dans la ville, l'auteure souligne que certains « théoriciens de l'écologie de la perception réduisent la modalité sensible à la nature environnementale » (Thomas, 2004 b : 240). Par ailleurs, ces études orienteraient les analyses vers une approche trop techniciste du rapport à l'environnement et de l'accessibilité urbaine, sans prendre en compte d'autres dimensions comme les formes de sociabilité publique liées aux cheminements urbains (Thomas, 2004 a, 2004 b) ou les « dialogues intérieurs » (Irving 2013, 2017) qui font tout autant partie de ce tableau

complexe dont relève notre rapport à l'environnement lorsqu'on marche dans la rue. En outre, selon Rachel Thomas, si ces études montrent les multiples ressources mobilisées par les individus dans les déplacements, ils fournissent finalement peu d'éléments sur la nature de l'activité perceptive impliquée dans ces processus (modalité d'anticipation, de mémorisation, sélection des ressources, etc.).

D'autres dimensions que celles mentionnées ici me semblent absentes ou peu développées dans ces différents travaux sur la marche et la perspective ethnologique permettrait à mes yeux de pallier certaines limites. Dans un premier temps, peu d'éléments sont fournis quant au rapport affectif à l'espace, à la mémoire, à la formation des attachements spatiaux, une dimension centrale dans notre rapport à l'espace. Le travail de Petiteau et de Thibaud invitait à confronter leur approche aux pratiques ethnologiques et le premier ouvrait déjà dans ce sens, car les « itinéraires » réalisés avec ses interlocuteurs sont finalement des récits sensibles de vie et constituent une modalité de travail sur les attachements.

Dans un second temps, les protocoles expérimentés avec la méthode des parcours commentés restent assez rigides et parfois artificiels. Le choix préalable du trajet fait par le chercheur, avec un temps fixe et généralement court, et la réalisation de ces trajets en dehors des situations de déplacement ordinaire des personnes donnent un caractère artificiel à ces démarches et laissent dans l'ombre de nombreux aspects, comme l'observaient aussi Vincent Battesti et Nicolas Puig (2016 : 300). J'ai aussi essayé, initialement, de mettre en place une expérimentation plus cadrée, avec des temps plus courts. Celle-ci aurait facilité par la suite l'analyse des données, car les matériaux plus courts enregistrés baissent la diversité des stimuli et des situations qui peuvent se présenter et réduisent aussi le temps de travail du chercheur. Malgré cette intention initiale, dès mes premiers trajets, j'ai réalisé que ce cadrage serré enlève la possibilité de saisir la dimension vivante et mouvante des trajets et de la pratique des usagers de la ville. J'ai pu ainsi noter que le parcours pouvait difficilement être prédéfini à l'avance, si ce n'est seulement le point de départ. Pour donner un exemple d'un des itinéraires effectués, j'ai commencé le trajet avec un de mes interlocuteurs qui m'a proposé à notre point de départ, en bas de son immeuble, de m'amener sur ce qu'il a appelé ses « chemins intimes » et « les chemins de l'enfance » de son fils. Cependant, une fois le chemin engagé et après une centaine de mètres, nous avons croisé un ami de mon interlocuteur, ancien

collègue de travail, qui propose de se joindre à nous, après avoir fini une autre tâche. Après une vingtaine de minutes, il était avec nous. Il n'est pas inutile de dire que notre itinéraire a changé. Le chemin s'est construit en route, au début selon les choix du trajet de mon premier interlocuteur (souhaitant me montrer « les lieux d'enfance » de son fils). L'itinéraire s'est dessiné ensuite en fonction des repères du parcours biographique de chacune des deux personnes et d'une discussion en contradictoire sur les transformations de la ville, regardées à partir de leur métier commun, d'architecte-urbaniste. Le trajet a été parsemé de divergences de points de vue, y compris sur ce qu'il y avait à voir et à montrer au chercheur, avec une négociation permanente de l'itinéraire lui-même. L'itinéraire a été aussi un espace de règlement de comptes entre anciens collègues de l'Institut *Proiect* Braşov, un de mes interlocuteurs accusant systématiquement l'autre d'avoir trop suivi le régime dans ses choix. Pour moi ce trajet a constitué un lieu de terrain intéressant pour saisir le fonctionnement de cet institut, de nombreuses dimensions que mes interlocuteurs n'avaient pas abordées dans les entretiens.

Comme nous pouvons le voir, la richesse de ces itinéraires n'a rien de comparable avec des trajets courts et très cadrés. Pour donner un autre exemple, après avoir effectué un autre itinéraire avec un monsieur qui avait choisi de me montrer le chemin de sa promenade quotidienne du soir avec sa femme, j'ai aussi interrogé cette dernière en lui demandant de faire le trajet avec elle. À seulement deux cents mètres, nous nous sommes détournées du chemin que nous avons suivi avec son mari, bien que nous l'ayons repris après un détour. En tous cas, l'itinéraire final n'avait plus du tout le dessin du premier trajet effectué avec lui. Les sensibilités et les mémoires différentes des individus, activées par des qualités de l'environnement qui deviennent mouvantes, modifient les intentions de départ, des spatialités et temporalités imaginées préalablement et, finalement, ce que nous percevons ou retenons par la parole. Nous pouvons par ailleurs faire une distinction entre un trajet et un itinéraire (ou parcours). Le trajet était le même dans les deux cas, la promenade du soir du couple, mais les itinéraires ou les parcours ont pris un contour différent dans la situation particulière de la marche avec chacun des deux interlocuteurs, avec les environnements particuliers de l'enquête de terrain. Dans une approche de la perception des environnements urbains par les habitants de Beyrouth, Denis Cerlet et ses collègues faisaient eux aussi une différence entre « circulation » et « parcours » : « L'écoute des entretiens nous permet de comprendre comment les personnes

s'emploient pour faire de leur circulation un parcours et mettre en lien des éléments de leur histoire et de leurs expériences » (Cerclet *et al.*, 2020 : 150).

Pour la partie qui suit, je montrerai des démarches et des outils supplémentaires que j'ai mis en œuvre, ce qui permet à mes yeux de prolonger les acquis de ces travaux pionniers sur la marche comme dispositif méthodologique. J'évoquerai ici plusieurs points : l'importance d'une démarche immersive des itinéraires spécifique à l'enquête ethnologique, la présence du chercheur comme accompagnateur des personnes dans les trajets, les outils « embarqués » et en particulier l'outil de la caméra d'action portée par nos interlocuteurs et, enfin, la démarche d'anthropologie publique et collaborative.

Une pratique immersive et ethnologique des itinéraires commentés

Comme je l'ai mentionné, les trajets effectués avec les personnes ont été choisis par elles, en leur demandant si je pouvais les accompagner dans leurs parcours quotidiens. Je me suis ainsi déplacée avec elles lorsqu'elles se rendaient au travail, au marché, faire des courses, promener leur chien, faire une balade. Ces itinéraires ont été réalisés après plusieurs échanges ou entretiens avec ces personnes, à la différence des démarches engagées avec la méthode des parcours commentés ou d'autres qui retiennent souvent un échantillon de personnes sollicitées uniquement pour le moment de l'expérimentation. Ma méthode des itinéraires a été ainsi intégrée dans une démarche plus générale d'immersion, de type ethnologique, suite à un contact long avec les personnes. Elle m'a permis de construire des relations de confiance, d'avoir accès à des informations plus intimes et plus approfondies, ainsi que de mettre en perspective les trajets avec l'information obtenue dans d'autres situations d'enquête. Il m'est arrivé aussi d'effectuer plusieurs trajets avec la même personne, ce qui a été le cas pour environ un tiers de mes interlocuteurs, lesquels m'ont amenée sur plusieurs parcours de leurs trajets quotidiens. Cette possibilité d'effectuer plusieurs parcours avec les mêmes personnes et d'en discuter avec elles permet à mes yeux une richesse de données et de la relation d'enquête incomparable avec des dispositifs qui ciblent des trajets courts, définis au préalable par le chercheur.

Alors que la réalisation des observations ethnographiques ne manque pas dans les travaux qui utilisent la méthode des parcours commentés⁸⁶, elles interviennent comme

⁸⁶ Voir par exemple le travail d'observation décrit dans les protocoles de recherche utilisés par J.P. Thibaud au Grand Louvre, au Forum des Halles de Paris (Thibaud 2008, 2013).

une étape à part de l'enquête, souvent après la réalisation des trajets. Ainsi, le chercheur retourne sur les lieux de la recherche pour faire des « relevés métrologiques (lumière, son, air), des observations ethnologiques avec des prises de vue et de son, des relevés architecturaux » (Thibaud, 2001 : 83) pour situer les paroles des interlocuteurs et le parcours sensible par rapport aux dispositions physiques et sociales de l'environnement. Ce choix de dissocier les temps d'enquête est compréhensible, de nombreux détails de l'environnement pouvant nous échapper lors des trajets d'où la nécessité de renforcer notre temps de présence sur le terrain. Ce choix pose néanmoins d'autres problèmes. D'une part, cette dissociation fait que nous ne pouvons pas considérer ensemble, dans une même situation d'enquête, les éléments du contexte perceptif. Par cette dissociation, ces éléments observés sont traités séparément, alors qu'en réalité ils surgissent dans une continuité, les uns par rapport aux autres. Un second problème se pose, car ce choix laisse entrevoir le postulat qu'il existe un environnement à l'état pur, en dehors de la perception et de l'expérience de ces trajets. Les travaux sur la perception de l'environnement ont néanmoins montré que l'environnement et l'individu n'existent pas comme deux réalités séparées, extérieures une par rapport à l'autre. Tim Ingold, reprenant d'autres travaux sur la perception, notait que : « L'environnement est un terme relatif – c'est-à-dire relatif à l'être pour lequel il est un environnement. De la même manière qu'il ne peut y avoir d'organisme sans environnement, il ne peut y avoir d'environnement sans organisme » (Ingold, 2013/2000 : 28).

Par conséquent, s'il ne s'agit pas de renoncer à des temps d'observation en dehors des trajets, il convient cependant de rester vigilant sur l'interprétation des données lorsque nous dissociions la réalisation des trajets et les observations ethnographiques. Il s'agit ainsi de ne pas oublier de regarder qui est le sujet percevant, afin de comprendre ce qui « fait environnement » et pour qui. Lorsque le chercheur observe le terrain en dehors de ces itinéraires avec les personnes, c'est lui qui devient le sujet percevant (et pas ses interlocuteurs), en tant que passant ordinaire, mais aussi en tant que scientifique. Cette remarque qui peut sembler banale devient riche sur un plan heuristique lorsque nous prenons au sérieux la participation du chercheur à la définition de cet environnement. Certains auteurs comme Rachel Thomas et Sandra Fiori ont mis en place des démarches où le corps du chercheur et sa perception deviennent eux-mêmes, explicitement, un objet et un « support » de l'enquête (Fiori, Thomas 2016, Thomas 2017). Ces auteures mettent en lumière des dispositifs où la marche est réalisée par des groupes de chercheurs, à

défaut de pouvoir impliquer toujours nos interlocuteurs dans la marche compte tenu de certains contextes difficiles de terrain. C'est le corps du chercheur qui devient ici l'outil de captation des ambiances des espaces urbains. Rachel Thomas (2017) s'intéresse entre autres au « contexte perceptif » de ces ambiances et met en avant des différences de perception de l'environnement qui surgissent au sein du groupe pendant la marche, notamment en fonction de la provenance géographique des chercheurs et des appartenances disciplinaires.

Comme nous l'avons vu précédemment, le chercheur se trouve confronté sur le terrain à la difficulté de saisir dans une même situation d'enquête la multitude des éléments du contexte perceptif (matériels, sensibles, sociaux, etc.) et en même temps un univers de paroles. Dans ces conditions, certains outils peuvent permettre de saisir cette complexité, au moins en partie, sans séparer les temps de l'observation ethnographique et des itinéraires. Dans mon cas, l'usage de la caméra m'a permis de revenir sur la situation d'enquête de nombreuses fois par la possibilité de visionner les images. Elle m'a permis aussi de déceler différents éléments de l'environnement (mobilier urbain, passants, interactions sociales, environnement naturel, sonore, etc.), que je n'aurais pu saisir que très partiellement. Je reviendrai plus tard sur cet outil.

J'ai également utilisé d'autres méthodes comme les cartes mentales, en demandant à mes interlocuteurs de représenter leur quartier, leurs repères, donc leur territoire de vie et de circulation. Je l'ai souvent fait dans le temps des entretiens préalablement aux trajets. J'ai parfois filmé la réalisation des cartes mentales lorsque j'ai remarqué que l'usage de la vidéo permettait de saisir les repères qui étaient posés en premier ou en dernier, ou bien les repères intermédiaires qui montraient le cheminement entre deux points tracés, autrement dit le chemin par lequel se construisait la mémoire et la perception de l'environnement urbain. Je pouvais aussi percevoir, les hésitations, les temps plus longs ou plus courts que prenait le dessin de certains lieux, ce qui était posé immédiatement, ou avec plus de difficulté. Les cartes filmées offrent tous ces détails alors que les cartes habituelles ne retiennent que le résultat final, comme une image fixe.

J'ai souhaité réaliser aussi des cartes après le trajet, mais comme les parcours étaient longs, je n'ai pas vraiment pu mettre cela en place en mobilisant encore les personnes. Pendant les itinéraires, j'ai également utilisé mon téléphone portable pour des applications de géolocalisation des parcours (*Map My Walk* ou *View Ranger*). Elles m'ont

permis d'avoir une trace de ceux effectués, de pouvoir comparer le tracé de plusieurs personnes ou le choix des chemins adoptés par les uns et par les autres.

La présence du chercheur dans la marche et la vidéo en marche : empathie, expérience partageable

La présence du chercheur dans les itinéraires est importante, car elle participe de l'expérience immersive de l'enquête de terrain et l'entraîne dans une expérience partageable de « faire corps à corps avec la matérialité de la ville » (Thomas 2010), qui « dé-verticalise » les relations entre le chercheur et ses interlocuteurs. C'est l'expérience éprouvée par certains anthropologues comme Andrew Irving (2007, 2017), Sarah Pink (2007, 2008) ou Michel Tabet (Kassatly, Puig, Tabet 2016) qui ont utilisé la vidéo pendant la marche en ville avec leurs interlocuteurs dans une approche immersive. Dans ses recherches sur les jardins urbains et sur le mouvement *Slow City* en Italie, Pink (2007, 2008) a mis en avant la différence d'approche entre le fait de filmer les lieux urbains par un regard de surplomb et le fait de filmer en marchant avec les gens. Cette seconde démarche permettrait de comprendre l'expérience des personnes selon un mode empathique et sensible, « par une proximité partageable et transférable » (Jhala in Pink, 2007 : 247) avec nos interlocuteurs, par l'opportunité d'utiliser sa propre expérience corporelle et sensorielle pour être en empathie avec l'autre.

Le fait de marcher avec nos interlocuteurs nous permet aussi de passer d'une approche des représentations à une approche de la perception. Sarah Pink montre que le fait de marcher et de traverser les lieux urbains avec ses interlocuteurs permet de passer d'une compréhension des représentations de ces lieux (par des entretiens et de la documentation) à une compréhension de la qualité sensible du lieu : « Avant que je marche avec David [son interlocuteur], j'ai pu connaître le site du jardin seulement comme une représentation, montré sur une carte, dans des photographies et décrit verbalement. Seulement après avoir été sur place et marché dans le jardin avec une personne qui faisait de cet espace un lieu, j'ai pu saisir (...) la qualité sensible du lieu [*the sense of place*] » (Pink, 2007 : 240).

Dans d'autres démarches de la mobilité en ville, notamment celles qui utilisent les outils de captation « embarquée », ce n'est plus le chercheur qui capte les images, mais ce sont directement les personnes qui font les « prises » de leur environnement, avec différents

supports d'enregistrement – appareils photo, téléphones, enregistreurs sonores, oculomètres, etc. Dans ces approches, le chercheur n'est généralement pas présent dans les itinéraires. Il donne initialement les consignes aux interlocuteurs, mais il ne les accompagne pas dans les trajets. À titre d'exemple, dans la recherche de Clare Rishbeth (2014) sur l'attachement des migrants de première génération dans la ville de Sheffield en Grande-Bretagne, basée sur la méthode « walking voice », la chercheuse n'accompagne ses interlocuteurs (munis d'enregistreurs) que si ces derniers le demandent ou manifestent une difficulté à participer à l'enquête. Dans des recherches menées sur la perception de la ville de Beyrouth par la marche, des recherches coordonnées par Denis Cercllet (Cercllet *et al.*, 2020), les personnes munies d'un oculomètre (*eye-tracker*) ont à effectuer un trajet de dix minutes qu'elles ont à parcourir seules, trajet choisi préalablement par le chercheur⁸⁷.

S'il est vrai que les situations de terrain ne se prêtent pas toutes à un accompagnement par le chercheur, nous pouvons noter une crainte importante à l'idée que le chercheur puisse influencer ses interlocuteurs par sa présence lors des trajets. Cette appréhension est en partie justifiée, car en effet, le chercheur peut influencer les personnes non seulement par la parole, mais aussi par ses gestes et postures dans la marche. Cependant, même lorsque le chercheur n'est pas là physiquement, cette expérience de marche suscitée par l'enquête est en quelque sorte artificielle et le chercheur reste présent « dans la tête » des gens. Dans leurs manières de commenter ce qu'elles perçoivent, les personnes n'oublient pas qu'elles s'adressent au chercheur, qu'elles font l'itinéraire dans un cadre spécifique. De plus, le chercheur peut influencer les itinéraires même au moment des indications qu'il donne avant le trajet des personnes. C'est ce qui a pu être mis en lumière dans le cadre du programme de recherche « Percevoir la ville » à Beyrouth (Cercllet *et al.*, 2020 : 141). Les consignes données aux personnes avant le trajet, certains gestes employés (des doigts, de la main, etc.), des orientations du regard et de la tête au moment où le chercheur prononce les consignes, peuvent influencer le trajet. Cela peut être le choix du chemin emprunté pour démarrer le parcours (i.e. choisir de démarrer d'un côté ou de l'autre du trottoir) ou la représentation que les personnes se font du trajet. Dans ma

⁸⁷ Le trajet est choisi par le chercheur, mais les personnes peuvent emprunter différentes voies pour parcourir ce chemin entre le point de départ et le point de destination défini préalablement. Autrement dit, ils peuvent traverser la rue dans un endroit ou un autre, faire un certain choix pour contourner ce qui leur apparaît comme un obstacle, s'arrêter dans certains lieux, etc.

recherche à Braşov, les enregistrements avec la caméra portable et le fait de pouvoir visionner plusieurs fois les images des différentes situations d'enquête m'ont permis aussi de prendre la mesure des modalités multiples par lesquelles le chercheur influence le terrain. Il peut être en partie responsable du chemin emprunté, des objets retenus dans la perception des personnes, de leurs paroles explicatives. Par exemple, j'ai pu apprendre à rester vigilante à mes postures du corps, à me placer tout le temps en retrait des pas de mes interlocuteurs, car j'ai vu que lorsque mes pas, mon corps ou mon regard s'engageaient dans une direction avant mon interlocuteur, et surtout lorsque la personne était hésitante, le choix du chemin était orienté par le chercheur. C'était aussi le cas lorsque mes interlocuteurs hommes me laissaient systématiquement la priorité lors des certains passages serrés et je me retrouvais en tête du chemin. Il en était de même dans les moments d'arrêt que j'entreprenais sans forcément m'en rendre compte. La personne s'arrêtait elle aussi et engageait la discussion sur des aspects ou des éléments de l'environnement plus visibles avec ce temps d'arrêt, sur lesquels elle ne se serait peut-être pas attardée.

Alors qu'il faut réduire au plus possible notre manière d'intervenir par la parole et rester tout le temps vigilant sur les postures corporelles qui s'engagent dans la marche, les « bénéfices » de cette présence du chercheur me semblent plus importants que les « désavantages » de son absence. Il ne s'agit pas ici seulement de la possibilité d'expérience partageable et d'empathie évoquée par Sarah Pink. Si nous prenons en compte le fait que les expériences de marche de nos interlocuteurs au sein de nos dispositifs de recherche (en présence ou pas du chercheur) sont, de toute manière, des expériences « artificielles », il est alors préférable de garder la présence du chercheur dans l'horizon visuel de ses interlocuteurs et de considérer cette présence comme un des éléments de l'environnement qui participe à la construction de leur perception. Comme le montrait aussi Christian Lallier (2009), la présence du chercheur et de la caméra n'est alors plus un biais qui trouble une « situation réelle » - ce qui part du postulat de l'existence d'une opposition entre sujet et objet, entre le sujet et le monde filmé - mais une condition de son observation. Dans mon cas d'enquête sur la perception des transformations et des attachements urbains, la présence du chercheur devient un élément de l'environnement qui fournit des indices supplémentaires dans la compréhension des modalités de perception des individus et de faire avec leur environnement. Par cette inclusion du chercheur et de son dispositif, nous tenons

jusqu'au bout le pari d'une approche écologique, ce qui implique de dépasser l'illusion de chercher un environnement (ou un terrain) neutre, qui soit à l'abri de l'influence de la présence du scientifique.

Andrew Irving (2013) faisait lui-même le constat de l'influence des postures et de la présence de son corps au moment où les personnes interpellées décidaient ou pas de s'engager dans l'enquête (pour raconter leurs pensées pendant qu'ils marchaient ou fréquentaient certains lieux urbains). Un bref retour sur les photos de terrain des premiers grands anthropologues auquel nous invite Irving - photos dans lesquelles nous les voyons au milieu de leurs interlocuteurs - nous rappelle la longue période dans l'histoire de notre discipline, pas complètement révolue aujourd'hui, pendant laquelle la question du corps du chercheur a été évacuée ou peu prise en considération, alors qu'elle devait « faire partie intégrante des données que les anthropologues recueillaient, et sur lesquelles ils ont fondé leurs théories » (Irving, 2013).

Perception embarquée : l'usage de la caméra d'action portée par nos interlocuteurs

En plus de l'apport des méthodes consacrées à la marche et des enregistrements audiovisuels du chercheur pendant les déplacements des personnes, je m'arrêterai ici sur d'autres contributions à l'analyse de la ville venant du champ des techniques de captation embarquée. Je discuterai de leurs usages dans une perspective ethnographique, ensuite j'évoquerai l'outil de la caméra d'action (embarquée).

L'usage des méthodologies d'enregistrement par des prises directes réalisées par nos sujets d'enquête est de plus en plus fréquent dans les itinéraires urbains. C'est surtout l'usage de la photographie qui est le plus rencontré dans ce sens⁸⁸. L'utilisation de la caméra portable et d'autres outils embarqués est plus rare. Cette utilisation reste faible de manière générale dans les études qualitatives en sciences sociales, et en particulier en anthropologie. Néanmoins, de telles démarches commencent à se développer durant cette dernière décennie dans les approches ethnographiques, en anthropologie et en sociologie, notamment à partir du champ de la ville et des pratiques sportives (Grimaud, 2010, 2014 ; Licoppe et Morel 2017, Licoppe 2020, Battesti et Puig 2016, Cercllet et al. 2020, Rix et Biache 2004, Rix 2010, Sumartojo et Pink 2017).

⁸⁸ Voir quelques recherches dans ce sens, voir Irving 2007, Bigando 2013, Stedman et al., 2014.

Le premier grand apport de l'usage de la caméra portée par nos interlocuteurs est, comme je l'ai déjà mentionné, le fait que le chercheur n'intervient plus pour filmer le monde de ces interlocuteurs, celui-ci est capté directement par eux. Cette médiation par le regard du chercheur n'est pas à minimiser ni cette limite qui fait que, lorsqu'il réalise lui-même les enregistrements, le chercheur se retrouve dans une position de montrer *à la place des personnes* leur monde ou d'illustrer leurs paroles ou leurs pensées. C'est aussi une des différences de ma démarche par rapport à celle d'Irving lorsqu'il filme ses interlocuteurs en marchant derrière eux, en essayant d'orienter la caméra pour illustrer ce qu'une personne vient de dire. Dans les vidéos d'Irving des décalages peuvent être perceptibles entre les images captées par le chercheur (qui fixent plus longuement l'image sur certains aspects de l'environnement de la personne) et les paroles de celle-ci qui sont plus fluides et décrivent une autre réalité. La question de savoir qui est finalement l'auteur de cette réalité montrée se pose fortement dans l'usage de ces captations par le chercheur, bien qu'elle se pose aussi, dans une moindre mesure, dans les outils embarqués, ce que nous verrons plus tard.

Ce qui caractérise aussi ces méthodologies embarquées est aussi le fait le corps n'est pas seulement un objet d'analyse, dans des travaux qui se focalisent sur le « corps des autres », il devient le support ou le média à partir duquel l'enquête se réalise et se construit comme mode de connaissance. De manière générale, nous pouvons noter que l'usage des méthodologies de captation embarquée s'inscrit dans un courant récent d'« écologisation des approches en sciences humaines et sociales » (Boukala, Cercllet, 2020 : 127, Cercllet et al. 2020 : 11) qui accorde un intérêt grandissant à l'approche du corps, à la relation dynamique qui s'engage entre le corps et l'environnement, au déroulement des actes, aux pratiques saisies dans le flux de l'action. Ces techniques audiovisuelles que j'ai expérimentées aussi sur mon terrain à Braşov permettent non seulement un mode de relation spécifique sur le terrain par l'inversion de la place de celui qui regarde et de celui qui analyse, et par la présence du chercheur lequel parcourt le trajet en mode empathique. Elles permettent également de prendre conscience de cette perception de l'environnement qui relève d'un auteur collectif et qui est de nature écologique. Cette perception peut être comprise en la plaçant dans une écologie de l'environnement urbain (y compris historique et politique) et de l'enquête.

Un autre apport de ces outils et méthodes de terrain, déjà mentionné, est qu'ils donnent accès à des aspects difficilement perceptibles ou objectivables par les méthodes classiques de l'anthropologie. J'ai pu observer que la caméra d'action avait un potentiel énorme par rapport à la photographie pour saisir les détails des environnements urbains et de la situation d'enquête. Dans un autre temps, avec un appareil photographique nous avons tendance à photographier des « lieux », des aspects visibles des environnements urbains et qui sont prises pour être données à voir, alors qu'il existe un ensemble d'éléments perceptibles qui ne sont pas forcément visibles ou facilement photographiables, et d'autres qui ne sont pas forcément conscients aux individus au moment du déroulement des actes. Enfin, le grand avantage de la caméra d'action est qu'elle nous permet d'avoir des enregistrements sur la construction des itinéraires dans une continuité, de saisir le rapport au lieu pas seulement comme un résultat, capté par des images fixes, mais comme un processus. Ainsi, la caméra nous offre des éléments sur les configurations écologiques et les situations d'enquête qui font émerger les perceptions et les paroles. Qu'est-ce qui est retenu, raconté, de l'ensemble d'éléments qui apparaissent dans le champ visuel et sonore restitué par la caméra ?

Alors que la vidéo et les autres outils de perception embarquée permettent des avancements importants dans la pratique de terrain, il convient quand même de rester vigilant sur sa portée de cet outil et sur l'interprétation des données, comme pour toute autre méthode d'enquête. Géraldine Rix et Marie-Joseph Biache mettaient en avant les apports et les limites de ces techniques dans leurs recherches sur les décisions des arbitres lors des matches de rugby, arbitres qu'on a fait munir de caméras portables. Le choix de ce dispositif de recherche permet « d'être au plus près de ce que l'arbitre, en tant que sujet, peut percevoir pendant le match, sans que la [cette] perspective soit totalement assimilée à sa perception, laquelle n'est pas saisissable factuellement, mais relève d'une construction phénoménale (Merleau-Ponty, 1945), dont seul l'acteur peut rendre compte » (Rix, Biache : 2004 : 370)⁸⁹. D'autres auteurs arrivent à des conclusions similaires par l'usage de l'oculomètre dans l'analyse des pratiques de circulation dans la ville. C'est plus précisément les travaux d'Emmanuel Grimaud sur la circulation à Bombay (2010, 2014) dans des terrains comme les bazars, les lieux de divination ou les carrefours encombrés, ou les travaux déjà cités sur la ville de Beyrouth portant sur les compétences de

⁸⁹ Voir également Rix-Lièvre (2010).

déplacement des piétons dans les rues de cette ville (Cerclet et al., 2020). Suite à leurs observations et données de recherche, Grimaud et Cerclet notent que l'image enregistrée par l'oculomètre ne renvoie pas exactement au point de vue de la personne qui porte l'appareil et ils se demandent « de qui ou de quoi ces appareils sont le point de vue », entre la personne qui regarde et les médiations techniques de l'appareil. Nous pouvons rajouter ici d'autres médiations qui peuvent intervenir comme la présence d'autres personnes accompagnatrices de la personne qui porte l'outil de captation. Il s'agit du chercheur ou d'autres personnes qui nous accompagnent parfois dans les trajets, car nous ne nous déplaçons pas toujours seuls en ville. Bien qu'il soit impossible de discerner à qui et à quoi revient exactement la part de la perception dans ce tableau complexe, ces outils ont le mérite de pouvoir nous faire avancer sur ce terrain plus que d'autres instruments afin d'identifier les agencements de type écologique qui s'expriment et produisent nos relations avec les espaces urbains, notre rapport à la ville et aux citadins, et les narrations que nous en construisons.

Un autre point fort de ces méthodes mérite d'être noté ici, mentionné entre autres par Shanti Sumartojo et Sarah Pink (2017). Selon ces auteures, les caméras d'action ne permettent pas forcément de capturer quelque chose qui existe déjà, et en cela, elles ne sont pas tant des outils pour « enregistrer » l'expérience. Elles sont plutôt un tremplin pour la création de connaissances, en la générant à partir de la constitution d'une trace particulière, autour de laquelle se met en place un processus de réflexion, de discussion et de compréhension. Je dirais que cette trace constituée est celle d'une expérience (celle de l'itinéraire) qui devient un instrument supplémentaire de connaissance par les différentes formes de travail et de valorisation des images. J'ai pu observer cela dans ma recherche à travers les ateliers de diffusion avec différents publics. Par exemple, le fait de visionner des images avec des difficultés de déplacement sur des trottoirs obstrués par des voitures garées ici ou là a suscité des témoignages relatifs à des situations similaires. C'est plus largement un processus de « réflexivité habitante » qui s'est mis en place, pour reprendre le terme utilisé par Éva Bigando (2013).

De nombreux travaux qui ont œuvré dans le champ de ces outils « embarqués » ont été avant tout des réflexions méthodologiques et épistémologiques, apportant finalement moins d'éléments inédits sur le sujet de recherche, en l'occurrence les pratiques citadines et le rapport à l'environnement urbain. Certains travaux en anthropologie ont mis

néanmoins la méthode au service d'une approche de la ville, comme dans les recherches au Caire ou à Beyrouth, lesquelles ont mis en lumière les modes de côtoiements, de sociabilité urbaine ou d'exclusion, les mécanismes de construction d'une « ville intime » (Kassatly, Puig et Tabet, 2016, Puig 2016, Battesti et Puig 2016).

J'ai tenté pour ma part de répondre à ces deux défis : d'une part j'ai utilisé ces outils pour une analyse de la ville, et lorsque les méthodes plus classiques de l'enquête de terrain ont montré des limites ; d'autre part, j'ai tenté de soulever les apports de ces outils dans le renouvellement du champ théorique et épistémologique des urbaines, et des pratiques de l'anthropologie.

Pour donner un aperçu plus concret de la manière dont j'ai travaillé avec le matériel filmé, j'ai utilisé une grille avec plusieurs items recherchés dans chaque enregistrement et dans chaque itinéraire capté :

- *Éléments du champ visuel et auditif : ce que l'on voit/entend à travers l'image de la caméra ?*

Tout élément de l'environnement (matériel, humain, autres vivants, situation sociale, ambiances) qui intervient dans le trajet : par exemple arbres, église, cycliste qui arrive en face, panneau tombé, personne âgée qui traverse la rue, passage souterrain, trottoir séré, nature du sol et texture, poubelle renversée, rencontre avec un voisin, etc.

- *Objets d'attention et de discours : de l'ensemble du champ visuel, auditif, quels sont les objets retenus par l'attention ou par les discours ? Les éléments de l'itinéraire qui retiennent l'attention, y compris ceux dont la personne ne parle pas ? Il est intéressant de voir ce que la personne perçoit et ce qu'elle ne perçoit pas, et ce dont elle souhaite parler ou pas.*

- *Les modes de présence dans l'espace : position du corps, ralentissement, arrêt, corps tourné, gestes et indications, l'espace qui s'instaure en fonction de la présence du chercheur, ou d'autres personnes présentes, etc.*

Autres éléments :

- *Les modes de présence qui orientent la perception, le langage : relance verbale par le chercheur ou tout autre discours prononcé par celui-ci, orientation du corps de la personne pendant la marche vers le chercheur ce qui entraîne la fermeture de certains angles de vue, le fait que le chercheur passe devant la personne au moment d'un croisement de rues et où on doit faire un choix de trajets, gestes et indications, etc.)*

- *Cheminement : le cheminement du trajet, par quels lieux nous passons, succession des lieux ou des éléments du discours. Comment passons-nous d'un lieu à un autre, d'un discours à un autre ?*

Observations du trajet : autres éléments

Tableau utilisé dans l'analyse des itinéraires

<i>Min.</i>	<i>Champs visuel, auditif... (ce qui apparait dans le champ visuel et auditif de la caméra ?)</i>	<i>Objets d'attention et de discours (quels « objets » de ce champ visuel, auditif retiennent l'attention ?)</i>	<i>Les narrations (ce qui est raconté sur ces objets ou sur tout un autre sujet)</i>	<i>Modes de présence du corps</i>	<i>Autres éléments</i>	<i>Obs</i>

Anthropologie publique et collaborative, la réflexivité habitante

La majorité des travaux qui ont utilisé les médias embarqués l'ont fait en considérant les enregistrements comme des matériaux bruts de recherche et comme supports pour le chercheur dans l'analyse des données. Cependant, se référant à l'usage de la vidéo en anthropologie visuelle, Christian Licoppe note qu'il y a deux types d'utilisation possible des matériaux filmés. D'une part, les images filmées sont montées et constituées sous la forme d'un produit visuel fini destiné à un public large. D'autre part, il existe « un courant minoritaire dans l'anthropologie visuelle qui exploite ces données brutes comme différentes formes d'analyse » (Licoppe, 2020 : 86). L'auteur s'inscrit dans ce second courant par ses différents travaux sur les usages des smartphones, la place du numérique dans les rencontres dans l'espace public, les côtoiements de trafic dans les nouvelles formes de mobilité (usage de la trottinette électrique, utilisation des smartphones en voiture, rencontre des personnes pour le covoiturage)⁹⁰.

La démarche de C. Licoppe qui s'appuie sur cette perspective de traitement des images - avec des enregistrements qui constituent la « matière brute » pour l'analyse des données - est plus largement répandue dans l'usage des captations embarquées. Pour ma part, je me suis inscrite dans les deux perspectives, d'une part les prises vidéo par la caméra ont constitué un support pour l'analyse, d'autre part certains matériaux ont été un support de travail et de valorisation avec les publics de l'enquête ou autres. Pour ces derniers matériaux, ils sont utilisés publiquement lors de ces différents ateliers mentionnés

⁹⁰ Voir à titre d'exemple Licoppe et Morel 2017, Licoppe 2020.

précédemment⁹¹, que nous avons mis en place avec un public de « seniors » en partenariat avec une association de personnes retraitées du quartier Răcădau, avec un public de collégiens (du collège du quartier, École n°8 de Braşov) et avec des étudiants de l'Université Transilvania. Ces matériaux ont été également diffusés *via* le site *Familiar City*⁹² pour toucher à d'autres publics, je reviendrai dans les autres chapitres sur ce site. Ils ont pu susciter des connaissances partagées et une « réflexivité habitante », ce qui a été notamment visible dans les ateliers avec les collégiens. Nous avons pensé à ce public jeune qui fréquente le quartier, car nous avons fait le constat qu'il ne connaît pas du tout son histoire, et plus largement l'histoire de la ville. Lors de cet atelier, nous leur avons présenté les résultats de notre recherche en visionnant des vidéos et photographies du site internet *Familiar City*. Ils ont aussi reçu des photos anciennes du quartier, imprimées en format « carte postale », avec la suggestion de demander à leurs parents ou grands-parents de les aider à localiser ces images anciennes dans les lieux actuels du quartier et de prendre une photo de ces lieux aujourd'hui. Les enfants ont été également invités à demander aux membres de leur famille de leur raconter des « histoires du lieu », à partir de leurs propres expériences. Nous n'avions pas eu trop d'espoir sur le résultat de cette démarche, mais la surprise fut grande lorsque, plusieurs mois après cet atelier, nous avons été contactés par la direction de l'école. Nous étions invités à une exposition au sein de l'école, laquelle présentait les productions des élèves suite à notre atelier. En effet, un travail de réalisation photographique et d'écriture a été réalisé par les élèves sous la coordination de leur professeure de littérature⁹³, laquelle s'est prise au jeu et a écrit elle-même un texte avec ses expériences et souvenirs du quartier (fig. 1, 2).

Pour porter plus loin cet enthousiasme avec lequel notre projet a été reçu, nous avons organisé une exposition avec le travail des collégiens dans un autre cadre, au Musée de Civilisation urbaine de Braşov, pour la « Nuit des musées ». Leurs photos et textes ont constitué l'objet de l'exposition, avec un panneau introductif que j'ai rédigé moi-même pour la présentation du projet. Cet événement a connu un très grand succès à Braşov réunissant des catégories de public très variées. L'exposition a été l'occasion d'un travail

⁹¹ Je voudrais remercier ici à Florin Nechita, Cătălina Rezeanu et Diana Bodi, mes collègues de l'université Transylvanie, dont la contribution a permis la réalisation de ces ateliers.

⁹² <https://familiar-city.org/fr/>

⁹³ Voir les panneaux réalisés par les élèves dans le cadre de l'exposition à l'école : <https://familiar-city.org/fr/ton-implication/concours/edition-enfants.html>

fig. 3-6. Exposition « La Ville familière » (Orasul familiar). 2019, Musée de la Civilisation urbaine.





Lors de l'exposition, les collégiens ont fait un jeu avec « des questions et réponses » portant sur les lieux du quartier. Ils ont fait des jeux « Questions-réponses » et joué des petites saynètes sur cette thématique. <https://familiar-city.org/fr/ton-implication/exposition-la-ville-familiaire.html>

Comme nous pouvons le voir à travers ces actions, le média audiovisuel n'a pas été simplement un instrument de terrain pour moi, mais un outil d'anthropologie partagée et publique, voire d'anthropologie collaborative dans le sens donné par Éric Lassiter (2005), c'est-à-dire permettant la production des écrits en commun avec nos interlocuteurs. En outre, l'importance du site internet et des ateliers publics, et plus largement du travail sur les images dans le cadre de ma recherche, peut être aussi regardé sous un autre angle, rappelant les propos de Sophie Chevalier dans l'ouvrage collectif « Filmer la ville ». L'auteure note que dans un contexte où le langage et l'écriture scientifique connaissent certaines limites pour rendre compte de notre recherche, les outils audiovisuels jouent un rôle actif par cette possibilité de diffusion et de construction de la connaissance par d'autres médias que l'écriture, jusqu'à sauver parfois la visibilité et le sens public de notre discipline (Chevalier, 2002 : 49).

Je me suis efforcée de présenter dans cette partie mes méthodologies de travail et leurs implications pour montrer des prolongements possibles par rapport au champ d'anthropologie de la ville, de l'anthropologie audiovisuelle et numérique, ainsi que de l'anthropologie des transformations urbaines dans les sociétés postsocialistes. J'ai ainsi proposé une ethnographie mobile et audiovisuelle de type immersif, accompagnée d'une démarche d'anthropologie publique et collaborative. Dans les chapitres qui suivent, je présenterai quelques données et analyses du terrain. J'aborderai ainsi les perceptions de la ville (non)familière et les processus d'attachement qui sont au cœur de la production de ce rapport aux espaces urbains, et à la ville plus largement

Dislocations, hybridité des espaces, la ville non familière

Comme nous l'avons déjà évoqué, l'impression qui se dégage des différents itinéraires et des entretiens menés à propos de la zone du Centre civique est son caractère désagréé et inhospitalier, exprimé par la métaphore de la maladie ou du corps en errance, ou par l'image de l'araignée qui aurait tendu progressivement sa toile destructive, deux figures de style employées par mes interlocuteurs.

Dans cette partie je présenterai quelques opérations et mécanismes par lesquels ce processus de désagrégation fut opéré impactant les pratiques d'habiter dans cette zone urbaine. Je commencerai par les démolitions des années 1980 pour ensuite aborder les transformations depuis la chute du régime socialiste.

Je présenterai ici seulement quelques résultats préliminaires de cette ethnographie de terrain, un travail d'analyse ultérieur sera nécessaire afin de poursuivre, approfondir et davantage problématiser ces éléments.

Dynamique des populations et de l'habiter

À travers ma recherche j'ai pu obtenir quelques éléments d'information sur la dynamique de l'habiter dans la zone du Centre civique.

Avant les démolitions des années 1980, les habitations de cette zone comportaient pour la plupart des maisons (très peu d'immeubles ont été réalisés ici dans les années 1950 et 1970). Parmi ces maisons, certaines gardaient un aspect cossu, à l'exemple de la maison *Folosea* démolie aussi, laquelle revient souvent dans les entretiens comme un exemple phare des dégâts des démolitions. Certains de mes interlocuteurs architectes mentionnent le caractère singulier, voire patrimonial de cette maison en style néo-roumain, dont la démolition serait regrettable.



fig. 1. La villa Folosea, 1980 (Archive La Ville mémorable).

Dans le périmètre de la zone démolie existaient également un grand marché en plein air, des commerces et des cafés, un cinéma, une école maternelle, un groupe scolaire (primaire et collège), des nombreuses rues...Tous ces lieux sont encore présents dans la mémoire des habitants, évoqués dans les entretiens. Il s'agissait à l'époque d'une zone urbaine très dynamique et d'un quartier vivant, fréquenté par la plupart des habitants pour ses différents services urbains et en tant que zone de transit reliant différentes parties de la ville (fig. 2-5).

Les démolitions n'ont pas provoqué seulement des disparitions de lieux, mais aussi des modifications du profil des habitants du quartier et du type d'habiter.



fig. 2. Le marché, 1987 (AVM).

*fig. 3. Le restaurant Crișul, 1984
(au croisement des rues
Hărmanului et Toamnei (AVM).*



*fig. 4. Le quartier
Hidromecanica, une zone
animée de la ville, 1980.
(AVM).*

*fig. 5. Démolition d'une
maison dans le quartier, 1987
(AVM).*



Selon différents témoignages que j'ai pu recueillir, les propriétaires des terres et des maisons du quartier étaient pour la plupart des familles magyarophones ou germanophones. Le phénomène d'expropriation de ces familles par le décret de « nationalisation » des biens immobiliers par l'État en 1950, et plus largement le phénomène d'industrialisation, ont renforcé par un effet indirect la présence de la population roumaine. Une fois les propriétaires expropriés, les nouveaux locataires de ces maisons passées en régime de « nationalisation » payaient leur loyer à l'État. Ces nouvelles populations arrivaient en grande partie en provenance d'autres régions de Roumanie afin de trouver un emploi dans cette ville en pleine expansion. Il s'agissait de populations plutôt précaires, de toutes appartenances ethniques. Mes interlocuteurs évoquent une forte mixité dans l'habitat et un esprit d'entraide dans la cohabitation. Ces réseaux inter-ethniques de sociabilité sont en grande partie disloqués avec les démolitions et les délogements, ainsi qu'avec la construction des immeubles où la population roumaine deviendra majoritaire.

Sans avoir mené une enquête plus spécifique sur cette période, sur la dynamique du régime de propriété de ces habitations et sur les expériences de ces démolitions des années 1980, j'ai pu néanmoins recueillir quelques témoignages. Des anciens locataires de la maison *Folosea*, propriétaires aujourd'hui d'un appartement dans le Centre civique racontent :

Nous sommes venus dans ces années-là avec nos familles ici à Braşov. Nous venons d'Alba-Iulia. J'ai habité dans cette maison-là [Folosea] à partir de 1952 et jusqu'en 1988 lorsqu'elle a été démolie. Au rez-de-chaussée de la maison il y avait des commerces, puis deux étages, une mansarde et le grenier. Les locataires de ces maisons étaient plutôt des familles modestes. À part le pharmacien magyar du premier étage, dans un autre appartement à cet étage vivaient de nombreuses personnes, des gens en situation difficile. Les locataires ont changé souvent dans cet appartement. Au deuxième étage, il y avait nous. (...) Dans la maison de derrière vivait une famille mixte, la dame hongroise et le monsieur allemand, et ils avaient des locataires roumains. Dans une autre maison encore derrière, il y avait une famille roumaine, une autre hongroise et un appartement avec des juifs. On s'entendait parfaitement. C'est seulement la pauvreté qui était un problème. Nous faisons des

voyages avec les voisins hongrois à Poiana Braşov⁹⁵. Ils venaient chez nous pour manger, car ils avaient des difficultés. On était pauvres, mais on s'entraidait. Vous savez...l'individu lorsqu'il commence à avoir plus, c'est là qu'il change (...). Lorsque la démolition s'approchait, nous avons reçu des cartes avec la répartition des appartements. (Monsieur G. N., 72 ans)

Après les démolitions, certains voisins ont réussi à obtenir un appartement dans le même quartier, d'autres obligés de partir plus loin. J'ai aussi appris que certaines personnes qui ont souhaité rester vivre dans une maison ont été relogées dans le quartier de *Schei*, une zone ancienne de la ville proche du centre historique, mais assez périphérique.

Bien qu'une partie des locataires eurent la chance de ne pas se trouver trop loin de leur ancienne zone d'habitation, les modes de vie et de sociabilité ont changé avec le passage dans les immeubles et aussi par un changement du profil des populations, notamment dans les bâtiments en hauteur construits au bord du boulevard, que j'ai évoqués dans un des chapitres précédents.

Concernant l'événement des démolitions et le déplacement des populations, les expériences ont été généralement très difficiles. Cependant, certaines personnes qui vivaient déjà dans des conditions plutôt précaires et qui ont pu obtenir un logement dans les nouveaux immeubles ont plutôt apprécié le changement. Au cours d'entretiens menés avec un couple qui habitait dans la villa *Folosea*, la femme et son époux n'ont pas partagé le même point de vue concernant cette expérience du déplacement. La femme a exprimé un certain regret d'avoir quitté la maison alors que son mari nous a dit avoir éprouvé un sentiment de libération avec le déménagement à cause des conditions de vie précaires dans la maison précédente.

Les maisons étaient très grandes. Elles ont été faites pour des avocats et des gens avec de l'argent. C'était si grand qu'il fallait avoir quelqu'un qui fasse l'entretien de la maison. Les portes avaient 2,5 mètres, ma femme disait de les prendre avec nous lorsqu'on allait partir. Le plafond était à quatre mètres en hauteur, c'était difficile pour chauffer. Dans l'hiver du 1984, nous n'avons pas eu d'eau chaude, pas de chauffage. L'eau ne montait pas jusqu'à chez nous au deuxième étage. On gardait

⁹⁵ *Poiana Braşov* est le nom de la station touristique située en hauteur de la ville, à 12 km de son centre historique.

notre fille de trois semaines dans la cuisine à côté du poêle à chauffer. C'était vraiment difficile. (...) Jusqu'en 1957 lorsqu'on avait introduit le gaz on apportait le bois depuis la cave, on montait 60 marches d'escalier avec lui, on le coupait dans la cave. Le bois était rationné, on avait des cartes pour pouvoir l'acheter. (...) Ici on est venus dans un appartement plus petit, mais pour moi c'était bien. Mais ma femme a regretté notre appartement dans la maison (Monsieur G. N., 72 ans).

C'était une maison pour un autre niveau social que le nôtre. Nous avons été les premiers locataires après que la maison ait été confisquée aux propriétaires par l'État. L'appartement dans lequel nous avons habité avait des mosaïques spectaculaires et un poêle à bois magnifique. Nous avions une sonnerie à côté de la tête du lit et des toilettes pour les domestiques. Aux robinets il y avait des ornements jolis avec des cygnes. Pour vous dire, au moment des démolitions un des héritiers est venu chercher le lustre. Il nous a demandé où il était, mais il n'était déjà plus là lorsque nous sommes arrivés. Nous avons voulu prendre le poêle à bois avec nous et nous l'avons amené dans la cave, mais il a disparu (Madame L.N. 70 ans).

Pour d'autres personnes qui ont habité dans une maison avec jardin, le départ en appartement a été très mal vécu et pour certains le relogement a été un véritable drame. La perte de leur maison et de tout un univers de vie a provoqué une souffrance importante, jusqu'à des cas de suicide mentionnés dans plusieurs entretiens. Plusieurs cas de maladie m'ont été aussi rapportés, relatifs aux conditions de stress du départ.

Après les démolitions, le paysage du quartier est resté en chantier pendant longtemps, dans un chaos et une atmosphère de désolation et d'incertitude, avec quelques populations très précaires habitant le chantier ou encore des animaux en errance.

À côté de chez nous, il y avait une maison avec jardin. Les gens qui sont partis ont été très affectés. Et il y a eu de nombreux chiens qui vivaient auparavant dans les cours qui sont restés vagabonds avec les démolitions, ils ont erré pendant des années. Ici où nous avons déménagé, nous avons été un peu à l'écart du chantier, mais là-bas vers le parc c'était horrible. On avait mis des barrières pour séparer la boue, les débris et les restes du chantier, les gens y jetaient des déchets, il y avait des Tsiganes qui s'étaient installés avec les charrettes. Nous avons échappé à tout cela, car notre immeuble était au boulevard (G. N. 72 ans).

Je m'arrêterai par la suite sur le projet de construction et d'occupation du lieu prévu dans le plan architectural du Centre civique. Comme je l'ai exposé, les nouvelles constructions ont été essentiellement des immeubles d'habitation en hauteur⁹⁶.



fig. 6. Les trois immeubles C du Boulevard Iuliu Maniu, 2012, Carmen Chiperia, AVM.

Ceux qui se sont installés ici n'ont pas toujours été ceux qui ont vécu auparavant dans le quartier. Les nouveaux locataires ont bénéficié de ces appartements par le système des relations ou en faisant une quelconque preuve de fidélité envers le régime. Une autre catégorie de nouveaux arrivants dans ces immeubles a été celle des employés de l'Institut *Proiect*. Ce périmètre était vu comme potentiellement intéressant pour la promesse de développement et la proximité avec le centre-ville historique. Ces éléments faisaient rêver de nombreuses personnes qui transitaient par la zone pour se rendre au travail.

Je prenais tous les jours la ligne 1 du bus et je passais par là pour aller au travail. Je regardais par la fenêtre... J'ai dit : c'est là que je veux habiter ! J'ai vu l'immeuble se

⁹⁶ Lorsque je fais référence aux habitations en hauteur du Centre civique, je compte ici les bâtiments construits dans le cadre de ce projet, à savoir les trois immeubles C qui se trouvent aujourd'hui dans la proximité du Mall nouvellement créé (RDC + 2 mezzanines + 11 étages) et l'immeuble K qui abrite au rez-de-chaussée la Chambre de commerce (RDC + 1 mezzanine + 10 étages).

construire. Je rêvais de venir ici, c'était central, on cherchait des opportunités pour nos enfants... (S. P., immeuble K, 62 ans).

Plusieurs interlocuteurs ont affirmé que les immeubles en hauteur du Centre civique situés au grand boulevard ont été construits pour loger les privilégiés du régime, des personnes de la nomenklatura (*blocuri pentru nomenclaturiști*), ce qui a donné une certaine valeur à ces appartements : « ces immeubles ont été destinés initialement à des gens de la *Securitate*, ils n'ont pas été faits pour nous, les gens ordinaires ! ». Les loyers et les charges sont encore très chers dans ces bâtiments, lesquels bénéficient des surfaces importantes et de systèmes de résistance plus solides contre les tremblements de terre⁹⁷.

C'est aussi par rapport à cette qualité attribuée à ces immeubles que certaines personnes ayant participé au grand soulèvement de 1989 contre le régime socialiste ont reçu comme récompense la possibilité d'acheter dans cette zone, le parc du logement nouveau étant public et contrôlé par les institutions du pouvoir local.

Dans le cas d'autres immeubles en hauteur, comme ceux situés dans le boulevard Kogalniceanu, et qui n'ont pas été finalisés avant 1989, ils ont fait l'objet de nombreuses spéculations immobilières après la chute du communisme. Destinés initialement à l'habitat, ils ont été achetés par certains acteurs et revendus ultérieurement pour des espaces de bureau. Un certain business et enrichissement à partir des propriétés initialement publiques, ainsi qu'un phénomène important de corruption autour des biens fonciers dans cette zone, corruption impliquant les acteurs des pouvoirs publics, ont été des aspects dénoncés dans plusieurs entretiens.

Concernant le prestige et la valeur des immeubles d'habitation en hauteur, ils sont maintenus et réitérés aujourd'hui par une valeur économique élevée par rapport à d'autres constructions et, symboliquement, par le public qui y habite. Comme affirme un résident de l'immeuble C : « *Dans notre immeuble habitent des personnes discrètes, des*

⁹⁷ Il est souvent mentionné dans les entretiens que les bâtiments en hauteur du Centre civique « faits pour les gens de la *Securitate* » détenait une structure de résistance meilleure notamment en cas de tremblement de terre. Par ailleurs, le grand tremblement de terre de 1977 avait marqué la Roumanie, y compris les débats dans le domaine de l'urbanisme. Cet événement a été pour Ceaușescu un « bon » prétexte pour adopter une politique d'urbanisme dans tout le pays qui servait à son propre régime, avec des destructions massives et de nouvelles constructions.

personnes ayant des métiers importants : médecins, procureurs, avocats. Le préfet même a habité dans notre immeuble » (P. P., 69 ans).

Pour résumer, le capital relationnel et social a été une condition importante à la fin du régime socialiste pour obtenir un logement dans ces immeubles. Ultérieurement, dans les dernières décennies, l'accès est resté restreint, conditionné par un certain capital économique.

J'ai pu également comprendre que le profil des résidents semble avoir eu un impact sur les pratiques de sociabilité et de voisinage, entraînant moins d'interconnaissances au sein de l'immeuble et de participation dans le voisinage (par exemple la participation aux réunions de copropriété). Ces formes d'interconnaissance et de reconnaissance se font à l'extérieur du quartier, dans des endroits où les personnes se croisent « accidentellement », par exemple à l'église, dans l'arrêt de bus, etc., et elles restent ponctuelles sans d'autres suites dans le voisinage ou à l'échelle des relations. Ce manque de socialisation dans l'immeuble est regretté par certains voisins :

Je suis nostalgique aujourd'hui si je pense à l'ancien quartier Triaj où nous avons habité. Pourtant c'était plus périphérique, un autre milieu social. Ici comme voisins nous avons des médecins, des professeurs universitaires, des collègues de bureau, des anciens collègues d'université... Les rapports avec les voisins sont très différents, des relations de respect, nous ne sommes pas disputés, mais nous ne sommes pas socialisés, nous n'avons pas lié des amitiés. Cela ne veut pas dire que nous n'allions pas sonner à la porte de l'autre si besoin. Mais dans l'ancien quartier Triaj, nous avions des amis, des gens simples, sans prétention. Si j'avais besoin d'un oignon pour la cuisine j'allais chez le voisin, ici je n'oserais pas. Donc, nous nous voyons avec les voisins que si nous nous rencontrons par hasard, autrement non. (...) Du total des voisins initiaux aujourd'hui il n'en reste que moins de 20 % et la majorité des gens qui habitent ici sont des locataires (...) » (S.P. 62 ans, immeuble K).

Quelques exceptions à ce phénomène de distance sociale existent néanmoins, comme le montrent les pratiques de sociabilité dans le voisinage entre personnes âgées. Une dame de 76 ans de l'immeuble me dit accueillir très souvent sa voisine avec laquelle elle échange pendant des heures assises dans son balcon, d'où elles admirent la ville de haut, à défaut

de pouvoir se déplacer (fig. 11, 12 p. 194, fig. 1, 2 p. 261). J'ai pu aussi noter quelques pratiques d'entraide envers ces personnes âgées par les voisins du même palier.

Un autre aspect joue sur la distance sociale et sur les pratiques de sociabilité et d'habiter au sein de ces immeubles : l'installation croissante d'espaces de bureau (cabinets de notaires et d'avocats) et d'appartements achetés en vue d'être loués.

Cette cohabitation est généralement déplorée notamment par la présence de bureaux notariaux dans ces immeubles :

Dans notre immeuble les bureaux occupent jusqu'à 40% du total des appartements. Ils attirent des clients nombreux surtout lorsqu'ils sont des Tsiganes venant avec la grande famille à résoudre un problème, fumant dans les couloirs, collant des gommes à mâcher sur les moquettes trouées par les cigarettes, encombrant les passages des résidents lorsque l'ascenseur ne marche pas et lorsqu'on est obligé de passer parmi eux (D.L. 68 ans, immeuble K).

L'imaginaire stigmatisant envers les Roms trouve facilement de quoi être nourri dans ces conditions. Certains bureaux et métiers sont préférés à d'autres en fonction du nombre de passages engendrés. De ce fait les bureaux d'avocats passent mieux que les bureaux notariaux. Les résidents de certaines allées font de la résistance à l'installation de ces espaces de bureau, alors que d'autres mentionnent les avantages de cette cohabitation, comme la participation de ces bureaux à des frais demandés par des travaux de réhabilitation dans l'immeuble, dans les conditions où de nombreux propriétaires refusent de payer et bloquent l'avancée des travaux. Parfois ces derniers se font par la contribution de seulement quelques résidents et de la totalité des appartements de bureau, lesquels génèrent une vraie économie de ressources dans le voisinage.

Enfin, une autre cohabitation récente, laquelle engendre des tensions dans les espaces d'habitation, est la conversion de certains appartements en régime hôtelier. Dans un des immeubles où j'ai mené mon enquête, deux étages étaient occupés par des appartements en ce régime, attirant le mécontentement des voisins. C'est généralement le bruit et le sentiment d'insécurité que crée la présence de ces « inconnus » dans l'immeuble qui sont régulièrement mentionnés par les habitants.

Cette occupation plus anonyme des appartements joue au final sur la valeur d'habiter attribuée à ces immeubles du Centre civique. Bien qu'ils gardent une valeur financière et

symbolique, leur valeur d'*habiter* semble baisser pour gagner en valeur d'investissement et de service. Dans ces conditions, cette valeur d'habiter est de plus en plus attribuée à un mode de vie au niveau du sol, dans une maison en zone plus périphérique :

Nous nous sommes dit plein de fois : "Un jour les bureaux vont nous mettre dehors". Nous avons trois allées dans cet immeuble. La nôtre est plus conservatrice, nous n'avons pas voulu vendre aux bureaux, mais les autres l'ont fait. (...) Avant, tous les appartements de l'allée devaient donner l'accord [pour l'installation d'un espace de bureau]. Aujourd'hui, c'est seulement le voisinage immédiat. L'article de loi a été modifié (...) C'est peut-être normal que les entreprises poussent comme les champignons. Peut-être qu'avec le temps les gens vont louer leur appartement aux bureaux et ils vont vivre dans une maison ailleurs. Aujourd'hui, après des années à avoir construit des maisons, j'en ferais bien une pour moi. Une maison basse, avec une cheminée, toute simple.

Cette dynamique de la valeur de l'habitat et la valorisation du « retour au sol » est mise aussi en lumière dans d'autres travaux sur l'habitat en hauteur en France, comme au sujet de ces immeubles de standing construits dans les années 1960 dans le quartier de la Part-Dieu à Lyon. Loïc Bonneval et Aurélien Gentil (2021 et Bonneval à paraître) notent que les étages les plus élevés sont plus chers à l'achat pour des raisons de lumière et de vue, néanmoins les appartements au rez-de-chaussée sont tout autant recherchés donnant à leurs résidents le sentiment de se rapprocher d'un mode de vie en maison tout en vivant en ville.

La politique d'aménagement et de logement du Centre civique engagée à partir de la fin des années 1980 a eu un impact fort sur la qualité de l'habiter et cette tendance a été amplifiée par d'autres transformations des espaces urbains y compris des plus récentes.

Le manque d'une stratégie publique d'aménagement pour cette zone urbaine a laissé la place à une multitude de projets d'occupation des lieux pas forcément cohérents entre eux.

La juxtaposition de lieux à usages très contrastés est une des caractéristiques dominantes de cette zone urbaine, comme nous l'avons déjà montré, une zone où se trouvent côte à côte des immeubles d'habitation en hauteur et des maisons, de grands parkings, des

banques, une église, un parc, un centre commercial, des zones de bureaux, des aires de jeux, etc., y compris avec un régime de hauteur très contrasté pour les constructions (fig. 7-14, p. 92-95).

Cette hybridité est soulignée par le ton indigné d'une architecte-urbaniste résidente du quartier, laquelle se prononce sur le voisinage inapproprié entre églises et banques :

Ici, dans le Centre civique, les aberrations sont nombreuses (...). On a le temple de Dieu à côté du temple de l'argent. Des lieux qui n'ont rien à faire ensemble. Chacun a son rôle, mais pas comme ça (J.O. 58 ans).

Depuis plusieurs décennies, l'évolution de cette zone urbaine à la suite de la chute du régime socialiste est le résultat d'une évolution spontanée, d'une accumulation disparate d'actions d'appropriation selon les acteurs et les intérêts du moment, plutôt qu'issue d'une politique spécifique d'aménagement. La privatisation de certaines parcelles importantes de cette zone, sans aucun contrôle étatique et sans aucune attention prêtée aux usages urbains qu'elle allait entraîner, semble le principe dominant selon lequel l'espace de cette zone urbaine fut au fur à mesure occupé. La considération de l'espace public comme un bien commun semble éloignée de ces actions et démarches. Un autre architecte-urbaniste affirme :

Depuis le début des années 2000, il n'y a absolument aucune direction de développement de cette zone. Aujourd'hui le Centre civique est un lieu où on vient pour se couper sa propre tranche de gâteau, si on détient le bon couteau. (...) Il y a les espaces privés et tout ce qui reste est délaissé, ce n'est un espace à personne (P. P. 63 ans).

La présence aujourd'hui du parc dans le Centre civique et de ses différentes allées est elle aussi une illustration de cette absence de politique d'aménagement, malgré le fait que le lieu est très apprécié par les passants. Certains d'entre eux viennent se poser ici à l'abri des nuisances du trafic ou pour trouver un coin d'ombre en été. D'autres personnes perçoivent d'autres aspects :

Ce parc n'est en réalité pas un parc puisque personne ne l'a aménagé comme tel. Ici c'est l'improvisation d'un parc, coché comme réalisation. Ce que vous voyez ici comme étant une allée est en réalité une surface sur laquelle on a déposé des déchets issus des excavations du réaménagement des routes carrossables. Ici les allées que vous

voyez ont existé avant, mais on a jeté ce truc dessus et c'est resté comme ça. (...) Les gens qui passent évitent ces allées avec le gravier mauvais et se font leur propre chemin.

fig. 9, 10. (2016, B. Botea).



Dans le contexte de ce manque de cadre public, les usagers se font leurs propres allées pour mieux apprivoiser leur passage. Malgré le discours très dépité porté sur ce parc tenu dans la majorité des discours de mes interlocuteurs architectes ou détenant un certain capital d'éducation, j'ai pu observer dans le temps que ce parc devenait plus soigné. Alors qu'il ressemblait initialement à une zone délaissée où l'herbe poussait de manière libre la nature reprenant ses droits, aujourd'hui il ressemble véritablement à un parc où on voit certaines initiatives publiques d'entretien. Cela ne fait que confirmer l'idée que la volonté politique d'aménagement et de *care* envers l'habiter dans cette zone (et plus largement) arrive ultérieurement aux projets privés d'occupation du lieu. C'est cette initiative privée qui donne une valeur aux lieux et construit des cadres pour les usages, entraînant par la suite un soin par les pouvoirs publics, plutôt qu'inversement. À défaut d'initiative privée, l'État et les collectivités locales sont les premiers absents dans ce processus d'aménagement et de construction de la valeur des usages.

Lors de mon dernier passage dans la ville à l'été 2021, neuf mois après l'ouverture du *Mall* dans le Centre civique, j'ai pu observer une évolution rapide de la zone environnante, malgré la trêve de la période de Covid. Alors que les bancs publics sont très insuffisants dans le parc de cette zone, ils sont généreux en face du *Mall* et devenus les nouveaux lieux d'attente pour un rendez-vous ou de repos à l'abri du soleil et de la chaleur. Les bancs sont positionnés en face de grosses enseignes publicitaires et de signes d'une culture de consommation globalisée. Si la signalétique est très visible pour orienter ceux qui viennent au *Mall* (panneaux avec le Taxi, avec le parking, etc.), on peut chercher en vain un panneau indiquant le nom de l'arrêt de bus situé en face du centre commercial, pourtant un des plus importants arrêts de transport public dans la ville. J'ai pu aussi constater certaines dynamiques commerciales impulsées par le *Mall*, comme la reprise de la présence des petits commerces dans les passages souterrains proches du centre commercial, des espaces restés vides auparavant. D'ailleurs, le passage qui se trouve un peu plus éloigné du *Mall* reste toujours à l'abandon, encore moins investi et plus lugubre qu'avant. Par ailleurs, ce *Mall* devient paradoxalement le lieu de connexion et d'affichage des nouvelles valeurs de la ville du transport « doux », alors qu'historiquement ces lieux ont été créés par le développement de la circulation automobile. Une station de vélos est située en face du *Mall*, ainsi que le local d'une petite entreprise pour louer des trottinettes

électriques. Enfin, j'ai pu noter que la présence du centre commercial et de la pollution visuelle induite par les enseignes publicitaires éclairés y compris pendant la nuit fait émerger de nouvelles formes de protestation (pour l'instant individuelles et isolées) des résidents des immeubles voisins au *Mall*, fortement dérangés par ces nuisances. Il serait intéressant de voir si le contexte d'installation des *Mall* peut devenir un « lieu » d'élaboration de formes de résistance et de citoyenneté émergentes, si peu visibles jusqu'à présent à l'échelle de la ville.



Le nouveau Mall (2020, B. Botea).

L'évolution de cette zone urbaine avec les dernières transformations, notamment la construction de ce grand centre commercial et des espaces de bureaux, semble annoncer le début d'une reconversion irréversible du quartier et, probablement à long ou à moyen terme, le rétrécissement voire la disparition d'un quartier d'habitat. Le ton d'un résident, architecte-urbaniste, est assez sombre sur le devenir du quartier dans un entretien réalisé pendant l'époque du chantier :

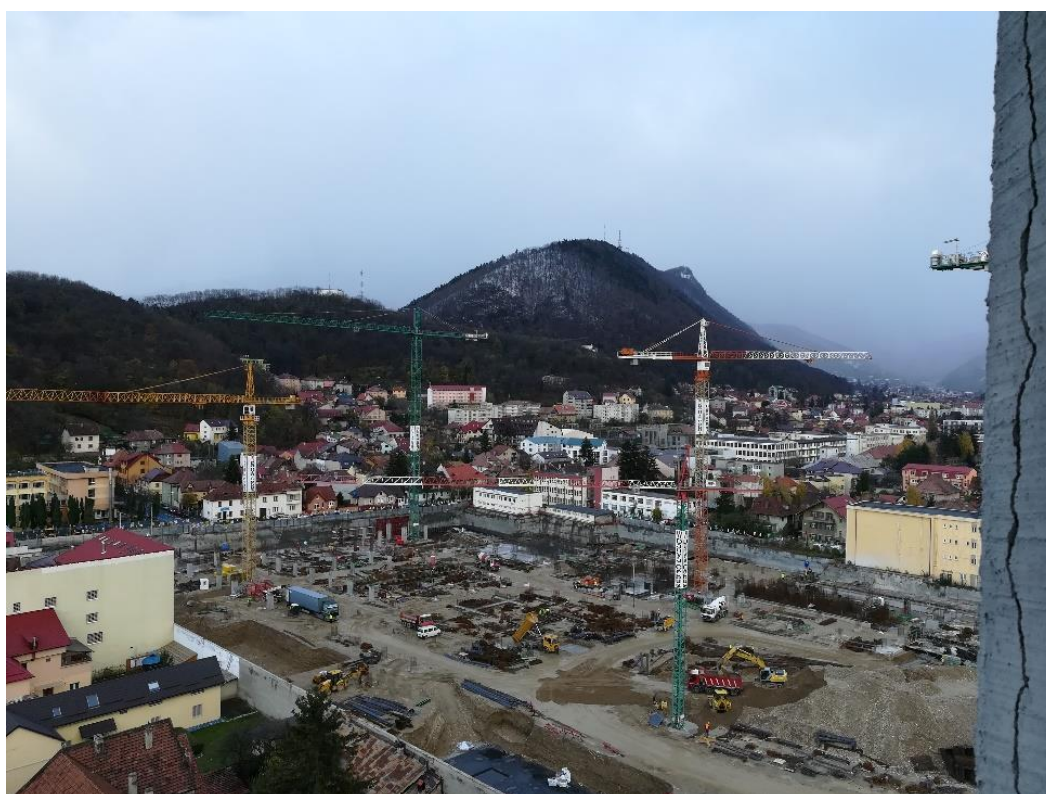
Ici, dans cette zone, c'est la légende du maître Manole. C'est le mur qui prend forme chaque jour avec un paysage qui se couvre : tout ce panorama, la Colline des escargots (Dealul melcilor), Tâmpa... Là où vous voyez la grue, il y aura les nouveaux bâtiments qui seront plus hauts que les trois bâtiments qui sont là en place. C'est une intervention brutale. La hauteur de la grue indique la hauteur de la prochaine construction [le Mall]. Déjà que le trafic est très chargé, imaginez cela lorsque des milliers de personnes et des voitures viendront ici. J'ai des frissons quand j'y pense. L'architecture du bâtiment est astucieuse, mais l'emplacement n'est pas bon, et tout cela entrainera d'autres interventions dans la zone voisine. Il y a des maisons ici. Il n'y aura pas d'avenir pour ces habitations petites et individuelles à côté de ce monstre...Elles disparaîtront tout simplement. Et pourtant c'est une zone appropriée pour l'habiter. (T.D. 72 ans)

Les propos sont forts ici par l'évocation de la légende du Maître Manole, une légende du folklore roumain, inscrite dans le répertoire de la poésie nationale. Cette légende suggère l'idée que toute construction devient une ruine si elle n'est pas fondée solidement par un sacrifice humain. Dans la légende c'est la femme du maçon, du maître Manole, qui est emmurée dans la construction, au fur à mesure qu'elle est bâtie. Dans notre cas qui est celui de la construction du Mall, le prix à payer revient à un autre type de sacrifice humain, celui d'une zone agréable pour habiter. C'est comme si une autre ville et culture urbaine, dont le *Mall* est un des symboles, se dressaient en faisant disparaître les anciennes.

fig. 11, 12. Prises de vue du balcon de Mme S. H (B. Botea, 2018).



Ambiances d'habiter : le calme, la hauteur basse des constructions.



Les grues omniprésentes dans le paysage sensoriel indiquent le niveau de construction du Mall et des nouvelles constructions, qui feront disparaître la vue sur les collines et la connexion visuelle avec une autre partie de la ville.

L'itinéraire des grues

Ces propos concernant l'analogie entre la légende du Maître Manole et le devenir du Centre civique ont surgi pendant la marche avec mon interlocuteur, Monsieur D., dans un itinéraire que j'ai intitulé « l'itinéraire des grues ». Son déroulement a été en effet ponctué par une attention constante accordée par la personne à la présence des grues du chantier dans notre paysage sensoriel (visuel, auditif, d'odorat, voir gustatif⁹⁸...). Ces grues sont devenues des « affordances » dans le trajet, elles ont systématiquement capté le regard de mon interlocuteur et ont interrompu sa marche.

Cet itinéraire est celui du trajet quotidien de la personne, qu'il effectue à pied, jusqu'au lieu de son travail, un trajet qui dure habituellement 20 à 30 minutes. Le parcours s'est presque du début à la fin focalisé sur le chantier, organisé en quatre temps d'arrêt longs et de reprise de la marche. Le regard et le corps de Monsieur D. ont été longuement orientés en direction du chantier, et cela même lorsque nous laissions derrière nous ce paysage. L'approche écologique et l'usage de la caméra ont été importants ici pour relever cette attention obsessionnelle envers cette transformation du lieu et l'ensemble des dimensions qui ont organisé le déplacement, exprimées aussi par la parole. Il s'agit par exemple des éléments du paysage urbain qui se dessinaient au fur à mesure à l'horizon (grues, chantier, collines, maisons) et qui ont retenu l'attention et le corps qui est resté comme bloqué sur ces éléments malgré la poursuite du chemin. Monsieur D. revenait souvent sur le même discours, sur les mêmes objets du paysage urbain que nous voyions au loin - les grues, le chantier, le « Monstre », l'appellation donnée au *Mall* par mon interlocuteur - alors que de nombreux autres éléments présents dans le paysage urbain auxquels nous nous frottions carrément n'étaient pas retenus : le parc dans lequel nous nous trouvions, des aires de jeu, des voitures nombreuses sur le parking qui gênaient notre passage et que nous étions obligés de contourner, etc. Par ailleurs, mon interlocuteur était très hésitant, ayant systématiquement le sentiment de ne pas dire « ce qu'il fallait » et ses pas le traduisait aussi, car ils étaient très sensibles à la direction des miens. Pour moi cela a nécessité une attention soutenue tout au long du trajet quant à ma posture (pas et direction du corps, du regard, etc.).

⁹⁸ Les travaux du chantier n'imprègnent pas seulement le paysage auditif et visuel, mais aussi celui de l'odorat et gustatif, par la pollution dégagée par ces travaux.

Des entretiens réalisés avec Monsieur D., en dehors de l'itinéraire, m'ont apporté des éléments supplémentaires et m'ont permis de mieux comprendre son rapport au quartier et à ses transformations. Nous nous sommes vus plusieurs fois et, régulièrement, quand il arrivait il disait « Eh ben, je viens vous voir comme je vais chez le psy... raconter ma douleur ». Architecte-urbaniste, exerçant autrefois à l'Institut *Proiect*, il dit avoir grandi dans le quartier, s'y être attaché et malgré tout avoir « participé à la destruction de sa propre école maternelle », par son implication en tant qu'employé à *Proiect* au programme de démolitions de la période socialiste. Il a aussi évoqué ses tentatives de sauver la démolition la villa *Folosea* la bâtisse de style néo-roumain et, à ma surprise, il est venu à notre rendez-vous en vue de l'entretien muni de ces anciennes maquettes qu'il avait initiées pour cela.

fig. 13-15. Croquis du projet architectural alternatif pour sauver la villa Folosea de la démolition (Monsieur D.)



L'émotion était forte à chacune de nos rencontres. La formule qui revenait souvent dans son entretien était « Je me sens impuissant », un ressenti qui accentuait un certain rapport douloureux à son quartier, autrefois, mais aussi aujourd'hui avec les nouveaux projets de réhabilitation. Monsieur D. me parle souvent de son fils avec beaucoup de fierté et il projette son espoir en lui. Il souhaiterait qu'il « puisse faire ce que lui n'a pas pu faire ». Son fils est, en effet, jeune architecte et il a déjà candidaté à la mairie pour un projet de transformation de l'actuel Centre civique (!). Ce dernier n'a pas été retenu, mais il a réussi à occuper une place importante dans une structure décisionnaire du ministère concernant les projets d'urbanisme.

Arrêtons-nous un peu plus sur l'arrivée du *Mall* dans le quartier. Alors que les architectes avec lesquels j'ai discuté ainsi que d'autres personnes rencontrées ont exprimé des avis négatifs à ce sujet, les opinions restent toutefois très contrastées comprenant un panel

très varié entre deux extrêmes. Nous avons essayé de restituer cette diversité des points de vue sur le site *Familiar City* en choisissant quelques témoignages, afin de rendre visibles les différents types d'arguments et de sensibiliser à ces questions urbaines. Nous avons d'une part, comme nous venons de le voir, une réception très négative du Mall, ce « monstre » qui détruirait un équilibre d'habiter dans le quartier, y compris par les autres transformations des espaces urbains qu'il va entraîner. Selon certains interlocuteurs, l'arrivée de ces immeubles en hauteur détruirait plus largement l'empreinte historique de la ville qui réside dans le paysage unique de collines, un emblème de Braşov se trouvant sur toutes les cartes postales. « Ces mastodontes bouchent la vue, ils n'ont rien à faire ici », dit une autre personne, ils feraient disparaître un paysage apprécié par les *Braşoveni*.

D'autres personnes se positionnent différemment, appréciant la dynamique économique et symbolique qu'entraînera ce lieu pour le quartier et pour la ville. Le *mall* est ainsi un symbole de prospérité de la ville et de ses habitants.

À part ces deux positions, la majorité des personnes n'ont pas forcément un avis argumenté sur la question et expriment la nécessité de remplacer « par quelque chose » les espaces vides et les périmètres des anciennes usines en attente d'autres projets. Pour certaines personnes il s'agit d'une occupation des lieux nécessaire à défaut d'une autre : « Cela ne pouvait pas rester comme ça, il fallait construire quelque chose à la place » (*Nu putea sa ramâna așa, trebuia să pună ceva în loc*). Pour d'autres le Mall marque un vrai tournant positif dans l'évolution de la ville. Sur la scène médiatique, les opinions sur la construction du *mall* sont plutôt positives, ces objets urbains sont considérés désormais comme faisant l'emblème ou la fierté des villes, comme l'a exprimé le journaliste d'une émission de télévision locale à laquelle j'ai été invitée en 2018 pour présenter ma recherche. « *Les habitants peuvent être enfin fiers d'avoir leur propre Mall, qui manquait tant à une ville comme Braşov* », mentionnait-il en faisant référence au premier *Mall* qui venait d'être construit à Braşov. Celui du Centre civique allait être le second.

La reconversion des différents lieux de cette zone urbaine et la privatisation d'une grande partie des espaces publics sont accompagnées d'une modification massive des paysages urbains, y compris dans les aires de voisinage des zones affectées. Des poteaux, des grillages et barrières, des effondrements ou disparitions des trottoirs et des arbres se rajoutent aux nombreux autres obstacles et encombrements de l'espace dont je parlais précédemment. Ils fragmentent l'espace urbain et mettent fortement à l'épreuve le corps

dans les traversées de la ville (fig. 1, 2). La ville du béton, de la poussière du chantier et des bruits des voitures occupe de plus en plus le paysage urbain en défaveur des espaces verts, des odeurs des arbres fleuris, de l'ombre et des espaces plus familiers restant encore présents dans certains endroits. J'y reviendrai dans un prochain chapitre.

fig. 1, 2. Trottoirs devant le chantier du Mall, un arrêt de bus se trouve sur ce trottoir (2018, B. Botea).



Connaissances spatio-temporelles de la ville et effacements des traces

L'étude de cas sur le Centre civique m'a amenée à interroger le phénomène de dislocation physique des espaces urbains dans cette zone aussi sous l'angle des traces et des processus mémoriels qu'il engage.

Alors que les démolitions ont entraîné la disparition de zones entières du quartier, ce processus de perte se poursuit après 1989 par la disparition de mémoires historiques concernant ces lieux et les pratiques de vie dans le quartier, ainsi que de certains savoirs techniques architecturaux et urbanistiques sur la ville socialiste.

Le phénomène de privatisation de l'Institut de planification urbaine *Proiect* après 1989 a conduit au fait que les archives d'urbanisme passent simplement d'un statut de bien public à un bien privé, ce qui peut nous interroger sur la manière dont cette transmission a été effectuée et sur le rôle joué par les autorités publiques dans ce processus. Un architecte très affecté par cette situation affirme : *ces archives se trouvent aujourd'hui dans un hangar quelque part chez ceux qui ont récupéré l'institut, perdues ou éparpillées par ici et par là. Nous n'y avons plus accès. Tout a disparu.* » (R. T., 63 ans). Le fruit de ce travail de toute une époque, cette matière des projets et des plans urbains semblent aujourd'hui « disparus », dans le sens où leur accès au public n'est plus ouvert. Certains évoquent cela en parlant d'une « confiscation » et du « vol » d'un bien commun. Des documents de cette époque constituent une connaissance rare et ceux qui la détiennent la gardent précieusement et semblent exercer par ce biais des formes de pouvoir envers les autres. Ces documents, au-delà de leur valeur d'archive et de patrimoine en tant que révélateurs des pratiques d'urbanisme et d'urbanité, sont un outil de connaissance pratique pour les concepteurs et les techniciens urbains dans l'élaboration des plans et des projets de construction actuels dans la ville. Un autre architecte témoigne :

Lorsqu'on conçoit un immeuble, c'est quand même important de savoir où il y a les connexions de canalisation sous la terre pour ne pas construire un immeuble dessus. Aujourd'hui tout est difficile, on perd beaucoup de temps quand on fait un projet, on dépense beaucoup d'énergie pour chercher l'information, alors que ces choses on devrait les connaître (B.T. 45 ans).

La question des archives de l'Institut et de la mise à mal de cette institution historique de la ville revient très souvent dans le discours des architectes et techniciens qui ont exercé

dans ce lieu. La « mort » de l'Institut, de cette institution de 400 personnes, soulève l'indignation des personnes :

Aujourd'hui, 98% de la surface de l'Institut est louée, on ne fait plus de l'aménagement, mais les patrons vivent de la location de ces espaces. Dans la dernière période, il restait un seul architecte et aujourd'hui je pense que même celui-ci n'est plus là. On a essayé de détruire l'Institut, de faire partir les architectes (R. T., 63 ans).

Ironiquement, le caractère supposé secret de cette archive pendant le socialisme et le risque du vol qui planait comme rumeur au sein de l'Institut par les mécanismes de la manipulation dans la dernière décennie du régime, deviennent une réalité et se matérialisent après 1989 avec le phénomène de privatisation. Le témoignage d'une employée de l'Institut sur cette période révolue est éclairant ici :

L'archive se déroulait sur toute la longueur du mur du bâtiment. Chaque soir quand nous partions du travail, ceux de l'atelier de systématisation urbaine mettaient les documents dans l'armoire. On fermait avec un cadenas, on mettait le scellé, qui était fait de deux bouchons de bière sur lesquels on mettait comme de la pâte à modeler. Ensuite on fermait la porte de l'atelier avec un grillage, la clé était aussi scellée. Elle devait être déposée dans une boîte qui était à son tour scellée et qui était laissée au gardien (M.M. 70 ans).

L'institut était un organisme du Conseil Populaire du Département, il était affilié à ce dernier. C'est pour cela que les documents étaient secrets. Parfois c'était à nous les employés de surveiller s'il y avait un problème avec le gardien. C'était grave si les gens de la Securitate arrivaient et s'ils trouvaient le gardien endormi. Il y avait un bouton sur lequel il fallait appuyer pour réveiller le gardien en cas de contrôle. C'était une institution sécurisée pour empêcher le vol. Le vol des informations. Mais pour quelles raisons ? Cela est difficile à dire, des raisons économiques, politiques, militaires, qui sait ? En réalité ces informations ne servaient à l'époque à personne (R. T., 63 ans).

En absence d'une possibilité de faire aujourd'hui de ces archives des mémoires publiques et une mémoire historique de la ville, ces documents et traces restent cantonnés aux mémoires privées et aux savoirs individuels, parfois débordants d'émotion douloureuse. C'est aussi la mise en péril d'un phénomène de transmission de ces connaissances techniques de la ville qu'il convient de souligner ici :

Vous pouvez trouver des planches de ces projets urbanistiques du Centre civique [de l'époque socialiste] dans la revue « L'Architecture ». Mais on ne peut plus les trouver, on les a volés aussi bien de la bibliothèque municipale et des archives, puisque certains en avaient besoin. (...) Il y a à Braşov des gens qui ont ces infos, ces plans, mais ils ne veulent pas le dire et les montrer. C'est bizarre. Et bientôt, si ces documents ne sont pas récupérés en temps utile, ce sont les descendants qui arrivent, qui les sortent dans la cour et les jettent pour faire du nettoyage (P. P., 65 ans).

À cette question de la disparition des archives s'ajoute un phénomène de brouillage des repères par un changement dans le système cadastral, dans le système de numérotation des cartes foncières. La numérotation passe d'un principe de classement selon la localisation géographique de la parcelle au sein d'une ville à une numérotation aléatoire opérée par l'ordinateur. Ces changements laissent à certains le sentiment que tout est fait dans le sens d'une politique d'oubli ou d'effacement des traces.

Les documents concernant les cartes foncières sont en principe publics. Mais si on veut demander des documents et les avoir, il faut savoir quel document demander. Aujourd'hui la numérotation n'est plus logique. Donc si chez moi c'est la parcelle 35, à côté on peut avoir 1003. Donc à cause de cette nouvelle numérotation, aujourd'hui on est obligé de connaître le nom du propriétaire ou la date d'enregistrement de la propriété (intabulare) pour trouver une parcelle, ce qui demande des recherches. Donc c'est difficile de trouver un document. L'intérêt avec ce nouveau système c'est que personne ne puisse savoir... (P. P. 63 ans).

Les incohérences décrites, ainsi que cette dimension du secret ou les maux de la corruption ou du manque de professionnalisme sont très souvent évoqués par mes interlocuteurs lorsque nous parlons du Centre civique. Cela a été exprimé aussi dans les itinéraires avec mes interlocuteurs, comme des aspects manifestes dans l'environnement matériel, des empreintes au sol de cette corruption et désengagement public pour la ville. Comme je l'ai déjà mentionné, plusieurs personnes évoquent qu'après les démolitions le site était resté au stade de chantier pendant des années, devenu un espace-déchet et de relégation, de boue et de détritrus. À la fin du chantier, le sol a été nivelé avec une partie de ces restes. Les personnes me montrent, au cours de nos balades, qu'ainsi nivelé, le sol est surélevé d'environ un mètre à certains endroits, comme une strate rajoutée sur la ville ancienne, devenue de fait enterrée. C'est ici une métaphore expressive, en quelque

sorte paradoxale, de cette politique d'effacement des traces de la ville marquée au niveau du sol.

Toujours en chemin, me montrant ce rehaussement du terrain, d'autres interlocuteurs mentionnent qu'il est l'illustration de l'utilisation de cette zone comme un espace-dépôt pour d'autres résidus de la ville, issus d'autres chantiers, cachant ainsi d'autres affaires de corruption après les années 2000.

Tous les résidus après des excavations et travaux dans la ville étaient amenés ici. Il était plus cher d'aller les amener dans les déchèteries. Donc les camions des entreprises privées déposaient ici des quantités énormes. Elles n'avaient pas l'autorisation pour le faire, mais elles étaient couvertes (...). Elles ont fait ainsi beaucoup d'économies. Donc ici c'était une déchetterie gratuite. Ensuite, on a couvert de végétation et on s'est étonné que l'herbe ne pousse pas ou que l'eau stagne en temps de pluie. On voit que c'est couvert d'un mètre de saleté (P.P. 63 ans).

La mémoire des lieux, y compris la mémoire historique de ces zones urbaines, n'est pas conservée seulement dans les « supports de mémoire » classiques qu'évoquait Halbwachs (1994/1925), comme les statues, les monuments, les objets de musée. Elle est aussi gardée dans des matières des plus banales comme les recouvrements des sols ou les façades du bâti. Les nouvelles matières utilisées dans les travaux d'isolation des façades des immeubles dans toute la Roumanie du postsocialisme (*fatade cu polistiren*) effacent les traces de cette histoire et mémoire, désidentifient et uniformisent les lieux, les banalisent.

Ces matières constituaient aussi des repères, aujourd'hui perdus, dans des pratiques d'urbanité, comme me l'indique une personne au moment où nous longeons des immeubles du boulevard de la Victoire. Elle s'arrête sur les mosaïques des façades qui singularisent les immeubles plus anciens à la différence d'une uniformisation et banalisation des immeubles d'aujourd'hui (fig. 1).



fig. 1. En promenade avec Mme S. sur le Boulevard de la Victoire (2018, B. Botea).

Les modifications de la morphologie urbaine avec les démolitions des années 1980 ont aujourd'hui un impact fort dans les pratiques quotidiennes de déplacement et d'orientation des habitants. Ces transformations de l'environnement matériel suite aux démolitions et reconstructions (destructions de la trame des rues d'autre fois, juxtaposition des petites maisons et des immeubles en hauteur dans une densification urbaine forte, la présence des voitures entassées derrière les immeubles, etc.), alourdissent ces déplacements à la fois pour ceux qui fréquentent les lieux au quotidien et pour ceux qui y sont de passage. Les environnements des immeubles en hauteur qui bordent le boulevard sont une bonne illustration de ces zones déstructurées et hybrides cachées derrière le boulevard et des différentes aberrations ou difficultés induites dans la pratique de tous les jours des usagers de la ville.

On voit que c'est un quartier pas fini. Le quartier n'a pas pu se poser, trouver une cohérence. Les chemins par ici c'est toute une complication (E plin de intortocheli). Les taxis se perdent, ne savent jamais arriver. Si chez nous les invités viennent en voiture, c'est trop compliqué pour leur expliquer comment arriver chez nous. Parfois je descends au boulevard, je monte avec eux en voiture et je les guide.

Les entrées les plus investies de ces immeubles se trouvent dans la partie qui est derrière le boulevard. Ici le paysage est insolite avec ses juxtapositions d'immeubles en hauteur et de petites maisons qui ont échappé aux démolitions des années 1980 grâce à la chute du régime. Ici se situent aussi des parkings plus ou moins informels pour les résidents. Certains voisins arrivés au début de la construction de l'immeuble se rappellent que ces espaces étaient autrefois les anciennes cours des maisons voisines. Des barrières opaques dressées pour se mettre à l'abri de ces immeubles envahissants sont créées par ces propriétaires sur leur propre terrain qui leur appartenait autrefois.

Vidéo [Partie 2. Derrière les immeubles, dans les cours des voisins](#) (Ctr+Click pour suivre le lien précédent ou recherchez : bit.ly/3BWOI6m)

Ces données de recherche nous amènent à observer que les traces matérielles (archives, matières dans la ville...) ne sont pas seulement des supports de mémoire historique et des savoirs techniques dans la ville, mais aussi un repère et un bien commun à des habitants de la ville dans leurs pratiques urbaines au quotidien. Ces traces matérielles sont ainsi le support des savoirs spatio-temporels d'orientation, de déplacement, de sociabilité des individus. La place de la matière dans la ville, et de l'environnement matériel en tant

qu'agentivité dans les modes de socialisation et d'habiter, dans les conflits et la cohabitation, a déjà été mise en avant notamment dans des travaux de géographie urbaine, dans des études sur les ambiances, et aussi en anthropologie urbaine. Cependant, la place des environnements matériels dans une perspective écologique et d'ethnographie mobile a été moins étudiée sous l'angle d'une anthropologie du quotidien traitant des processus de mémoire, des savoirs d'orientation spatio-temporels, ou encore des mécanismes d'attachement et de familiarité. Nous reviendrons sur ces aspects. C'est ici une piste intéressante qui mériterait d'être approfondie, car révélatrice des modes d'habiter et d'urbanité dans des villes qui ont connu des transformations brutales. Nous pensons ici aux villes postsocialistes, mais aussi à d'autres contextes urbains post-catastrophe, de « rénovation urbaine », de réorganisation de l'habiter suite à des déplacements forcés, etc.

Urbanités des flux et du trafic routier dans les villes postsocialistes

Un des aspects dominants du paysage du Centre civique est l'infrastructure et la pratique routières, avec une très forte circulation des voitures sur un anneau de six voies, aujourd'hui en sens unique. De multiples espaces de parking sont spécialement aménagés ou informellement établis par les chauffeurs.

Dans cette partie nous mettrons en avant les modes d'organisation des pratiques urbaines fortement impactées par cet aspect. Dans un chapitre ultérieur consacré à la fabrique des familiarités urbaines, je poursuivrai cette analyse du point de vue des « prises » avec cette urbanité des flux et du trafic routier.

John Urry, un des contributeurs importants aux approches du « mobility turn » mettait en avant la place de la voiture et de cet analyseur dans la compréhension des processus urbains. L'« automobilité » est non seulement une pratique participant de la modernisation des sociétés, mais aussi une facette par laquelle l'urbanisation et les pratiques urbaines se donnent à voir (Sheller et Urry, 2000). Si les analyses de l'« automobilité » ont généralement mis en avant les effets négatifs de la circulation routière sur la vie urbaine et notamment sur l'espace public, Sheller et Urry nous invitent à reconsidérer le rôle de la voiture dans les réorganisations des pratiques urbaines, des modes d'habiter, de déplacement, de socialisation, son usage faisant parfois émerger de nouvelles formes de citoyenneté et d'espace public. Dans cette perspective, les rues et les routes, les autoroutes, les trottoirs, les parkings, les infrastructures à vélo sont regardés

comme des analyseurs importants des changements sociaux et culturels dans la vie urbaine.

Les sociétés postsocialistes de l'Europe centrale et du Sud-Est offrent un paysage d'analyse exemplaire quant aux transformations opérées dans les pratiques des espaces urbains par la circulation automobile. Ces changements ont été violents après 1989 suite à la croissance exponentielle de l'usage de la voiture personnelle par rapport aux infrastructures urbaines, peu préparées pour accueillir ce phénomène. Dans ces pays, le phénomène d'alourdissement du trafic routier dans les centres urbains est généré, entre autres, par certaines transformations des sociétés postsocialistes, relatives aux pratiques individuelles de consommation (y compris par les achats de voiture), à la réorganisation des secteurs d'activité avec par exemple la reconversion d'espaces industriels, à la saturation des centres urbains avec les bureaux et les usages commerciaux ou au développement des centres d'affaires. Ces phénomènes ont entraîné selon Kiril Stanilov (2007 : 420) une recherche par les pouvoirs publics d'élargissement de la capacité routière et des infrastructures supplémentaires, un phénomène de « "re-infrastructuring" of trafic infrastructure » (Graham et Marvin, 2001 : 101). Cela n'a pas permis de résoudre les problèmes, mais a plutôt empiré la situation.

Alors que la société roumaine a connu avant 1990 une utilisation dominante des transports publics, l'usage de la voiture a explosé après 1989. Selon des recherches menées par Liviu Chelcea et Oana Iancu (2015), dans la ville de Bucarest le nombre de voitures est devenu depuis 1990 quatre fois plus important, en passant de d'environ 250 000 à 1 120 000 en 2014, dans une ville d'environ 1 800 000 habitants, le rapport voiture/nombre d'habitants est important qu'à Moscou ou New York. Ce phénomène d'alourdissement du trafic routier important surtout après 2000 est enregistré par de nombreuses villes du pays. Sans avoir encore recueilli des statistiques similaires pour la ville de Braşov, je peux néanmoins noter l'importance de la politique de la municipalité de Braşov entre 2004 et 2020 qui a soutenu un développement urbain donnant une place importante à la circulation routière et au phénomène de « ré-infrastructuring of trafic infrastructure ». L'ancien maire a été désigné par ses

opposants politiques ou connu au sein de la population comme « le maire des parkings, des ronds-points et des pensées⁹⁹ » et moins comme un maire pour les piétons.

Cette préoccupation obsessionnelle pour rendre plus fluide le trafic organise les politiques urbaines du pays, comme le montrent Chelcea et Iancu, mais elle constitue aussi un souci pratique quotidien pour les habitants qui se déplacent en voiture. À travers ma recherche, j'ai pu constater que la question la plus récurrente est celle de savoir « où garer sa propre voiture ? » plutôt que de se préoccuper de « comment pourrions-nous nous déplacer dans la ville ? », et l'utilisation de l'italique veut insister sur la difficulté de ce passage du bien privé aux pratiques d'être-en-commun. La politique de développement urbain de l'ancienne équipe municipale a ainsi croisé les préoccupations de nombreux résidents de la ville, l'ancien maire étant connu et apprécié au sein de l'opinion large aussi comme un *bun gospodar*, c'est-à-dire, celui qui entretient et s'occupe bien de sa maison, ce qui lui a valu de nombreux mandats depuis 2004. En 2020, le contre-candidat à la mairie l'a emporté, construisant entre autres son discours sur la qualité de l'habiter et les problèmes de pollution de la ville, provoqués par le trafic routier et la multiplication des chantiers pour de nouvelles constructions.

Nous avons vu que certaines transformations de la ville après la chute du communisme, notamment la question des pratiques de circulation automobile, introduisent une rupture dans l'usage de l'espace urbain par rapport à la période précédente. Cependant, regardées sous d'autres angles, les pratiques des espaces urbains liées aux déplacements dans la ville et à l'automobilité, présentent aussi des continuités avec la période précédente, comme nous le verrons par la suite. Cela nous amène à relativiser le paradigme de la transition appliqué au développement de la ville postsocialiste, lequel tendrait à expliquer les pratiques urbaines par les ruptures entre l'« avant » et l'« après » communisme, et nous invite à mettre en lumière les continuités existantes entre ces périodes.

L'exemple du « Centre civique » de la ville de Braşov est intéressant. Cette zone représente aujourd'hui un nœud de trafic important, cependant ce problème ne date pas d'aujourd'hui. Les architectes-urbanistes cherchent depuis longtemps une solution aux problèmes de circulation et de connexion entre les différentes parties de la ville (fig. 1), plus précisément depuis le déplacement dans les années 1960 de la gare Centrale dans la

⁹⁹ La référence est ici aux fleurs qui embellissent les nombreux ronds-points de la ville, et à une approche esthétisante de la ville, au détriment des problèmes « réels » des usagers.

proximité du Centre civique. Ce changement a entraîné une nécessité de réorganisation des circulations dans la ville et plusieurs projets urbanistiques ont été avancés dans ce sens depuis. Le projet qui a été finalement retenu à la fin des années 1980 a proposé la construction d'une forte artère routière circulaire à six voies. Ce projet voit aujourd'hui ses effets renforcés en termes d'explosion du trafic, de séparations brutales entre différentes zones du Centre civique, de difficultés dans le déplacement des piétons (voir fig. 1-4, voir également différentes vidéos sur les mobilités urbaines du site *Familiar City* sur lesquelles je reviendrai plus tard, rubrique « [La voiture, le piéton, le vélo](#) » (Ctr +click pour suivre lien précédent ou recherchez : bit.ly/3pcgo3K).

fig. 1. La zone Hidromecanica, 1987 (Archive La ville mémorable).



fig. 2 Le même rond-point en 2017 (B. Botea).

D'autres formes de continuité entre l'« avant » et l'« après » communisme sont à remarquer quant aux usages des différents espaces du quartier. L'accès restreint de cette zone à certaines catégories de citoyens, phénomène engendré par le projet urbanistique des années 1980, reste en quelque sorte toujours d'actualité. Le projet urbain de construction du Centre civique a annulé les fonctions premières de cette zone urbaine, comme zone de travail et de passage, de commerce et de sociabilités spontanées, proposant un usage plutôt artificiel, politique et événementiel des lieux. Comme nous l'avons vu, la zone a été démolie en vue de la construction d'une grande place publique destinée aux manifestations occasionnelles pour la venue du dictateur. Nous pouvons noter que, d'une exclusivité donnée à la manifestation du pouvoir et à certaines catégories de population qui ont pu plus facilement obtenir un logement dans les nouveaux immeubles en hauteur, on passe aujourd'hui à un autre type de public privilégié et grandement autorisé à prendre place dans cette zone : le pouvoir des chauffeurs et d'une ville de l'automobile.

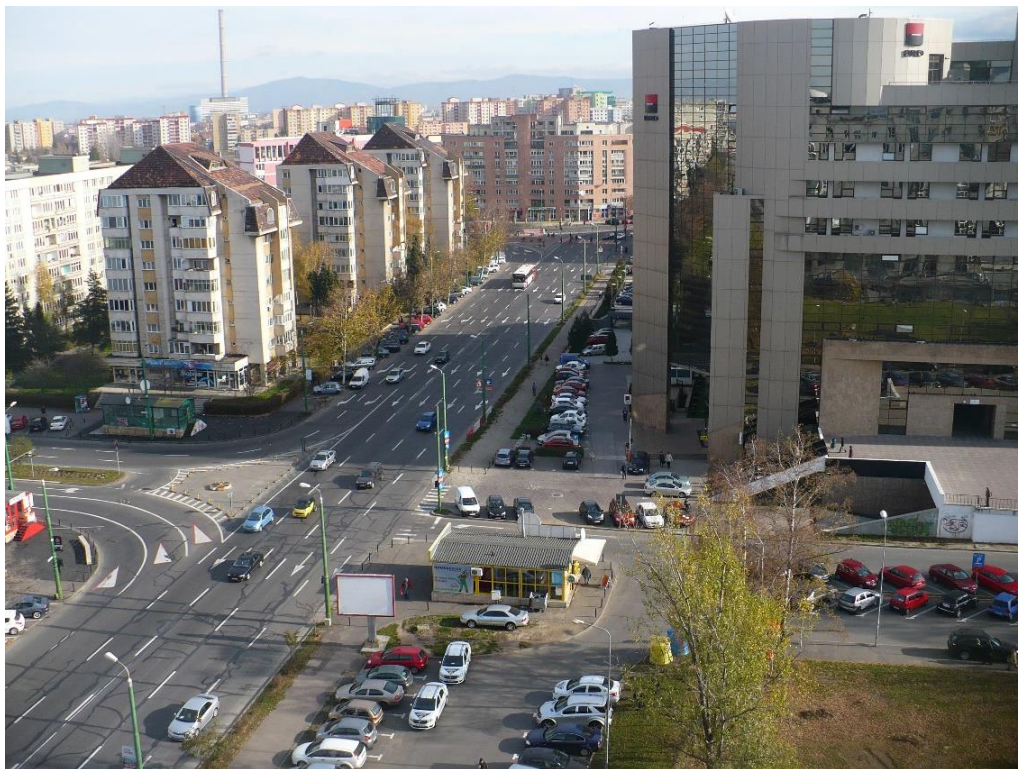


fig. 3. Rue Toamnei (2017, M. Fanciali).



fig. 4. Boulevard 15 Noiembrie (2014, B. Botea).

Le dernier projet urbain du Centre civique est encore en fonction aujourd'hui et il crée des effets. Dans ce projet, le lieu [la zone du Centre civique] était en quelque sorte rompu de son milieu de vie, comme si en dehors de lui il n'y avait pas de ville. On a voulu dévier le transport public sur une autre route vers l'Hôtel de Police pour que Ceaușescu, lorsqu'il arrivait, ne soit pas dérangé par... Et donc on a arrêté toute la circulation et donc on a créé une autre route pour le transport public. Donc c'était une sorte de centre artificiel pour les venues de Ceaușescu. Plus tard [après 1989], ce lieu est devenu ... il a été fait seulement pour ceux qui circulent en voiture. C'est une autoroute sans passages pour piétons, ou très peu. Le principe reste le même. Donc on ne crée pas un espace pour une communauté urbaine, mais l'espace pour une autoroute où les autres doivent comprendre qu'ils doivent se mettre à l'écart (P. P., 63 ans).

Une séparation fonctionnelle entre la zone qui se trouve à l'intérieur de cet anneau de circulation et l'extérieur de la ville est introduite par ce projet urbanistique dès les années 1980, mais renforcée après la chute du régime socialiste. Cette circulation importante en grande vitesse des voitures et la création d'un sens unique sur cette route, laquelle devient après 2000 une vraie « autoroute » pour reprendre mon interlocuteur, ainsi que le

manque de passage de piétons, ont renforcé cette séparation (fig. 2, 3, 4, voir aussi des vidéos du site *Familiar City*, « [La voiture, le piéton, le vélo](https://bit.ly/3pcgo3K) » (bit.ly/3pcgo3K). Plusieurs petits commerces qui ont ouvert à l'intérieur de ce périmètre ont été obligés de fermer à cause des difficultés d'accès des piétons.



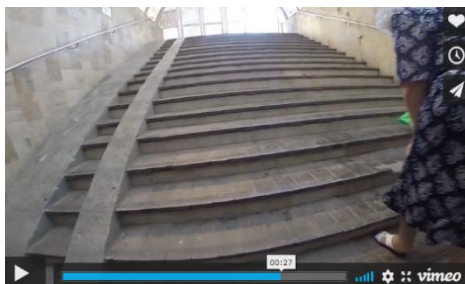
fig. 5. L'artère routière du Centre civique, qui produit la séparation entre l'extérieur et l'intérieur de cette zone.

Certains architectes très critiques par rapport à l'aménagement de cette zone urbaine la représentent zone par la métaphore d'un garrot, qui étrangle le périmètre se trouvant à l'intérieur de la grosse route ou par l'image symbolique d'un trou noir.

fig. 6. Couverture du Mémoire de Master, Andrei Fanciali, Université d'Architecture Ioan Minicu, Bucarest, 2014. Projet de réaménagement du Centre civique.



Dans les différents trajets menés avec mes interlocuteurs, j'ai pu faire le constat que pour le piéton, résident du quartier ou juste de passage, le déplacement quotidien est une vraie épreuve.



Vidéo [Passage souterrain Part 2](https://bit.ly/3ITG3w8)
(bit.ly/3ITG3w8)

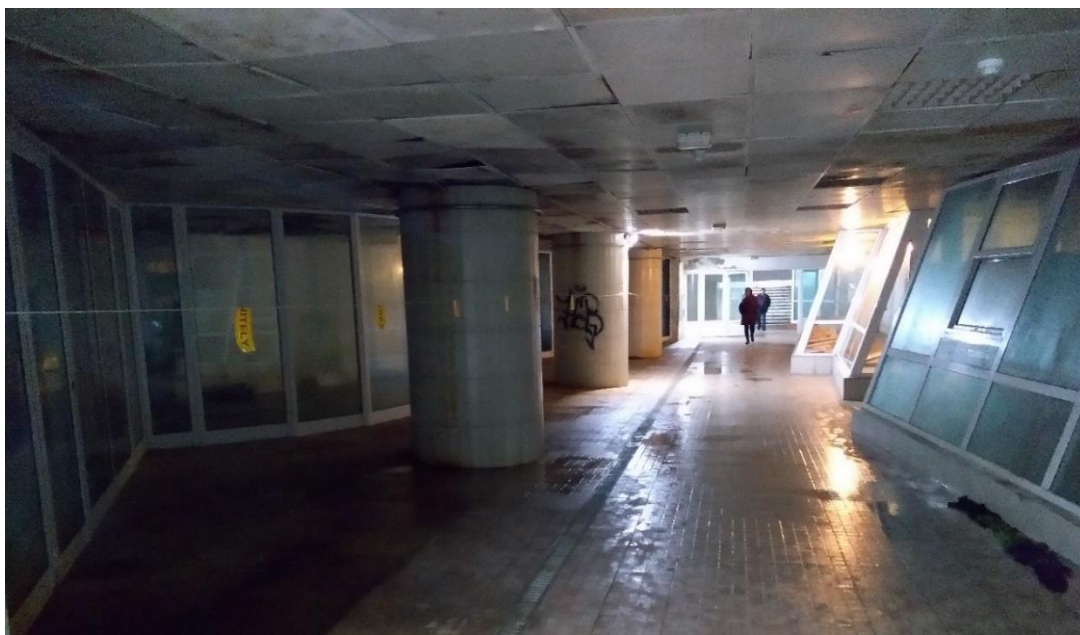


Vidéo [Le cycliste obligé de passer en souterrain](https://bit.ly/3vnJIVU)
(bit.ly/3vnJIVU)

Ce fait est rendu manifeste par des détournements importants et par une longueur des trajets nécessaire pour parcourir la zone, par des difficultés majeures pour traverser la route et pour joindre l'intérieur ou l'extérieur de cette zone. Seulement trois passages piétons existent pour un énorme périmètre urbain, lesquels s'avèrent d'ailleurs très dangereux, car les voitures arrivent trop vite et parfois avec peu de visibilité. Pour ces raisons, la circulation des piétons est vouée au souterrain, dans des passages parfois insalubres et déprimants, avec de nombreux espaces vides laissés par des commerces en faillite ou en voie d'extinction (fig. 7, 8).



fig. 7, 8. Deux passages souterrains du Centre civique (2018, B. Botea).



Un seul passage souterrain, le passage *Rainbow*, semble le plus vivant, le seul qui n'est pas déploré par les usagers. Il est, au contraire, vu plutôt comme une zone à l'abri de la circulation du boulevard (fig. 9-11).

fig. 9, 10, 11. Le passage *Rainbow* (2018, A. Tomozeiu)



Ce passage souterrain reste cependant un lieu étouffant surtout en période estivale, très chargé en stimuli visuels par les affiches publicitaires et les multiples boutiques, proposées.

Vidéo [Le passage Rainbow](#) (Ctrl+click sur le lien précédent ou recherchez : bit.ly/3jaiVHV).

De nombreux habitants décrivent les difficultés de circulation dans cette zone, où « la voiture passe quand elle veut et le piéton lorsqu'il peut ». Le rétrécissement à l'extrême des trottoirs, avec parfois leur disparition totale, la présence omniprésente des parkings ou des voitures stationnant sur les trottoirs, laissent l'impression aux gens que dans cette zone le piéton n'est pas en droit, mais plutôt « toléré ». Les piétons et les vélos, qui roulent le plus souvent sur les trottoirs à cause de la dangerosité de la route, arrivent à se négocier le passage dans des trottoirs déjà très rétrécis.

Vidéo [Le piéton et le cycliste se partagent des trottoirs étroits](#) (bit.ly/3jaiVHV)

Même lorsque les rares passages de piétons existants dans ce périmètre sont réglementés par des feux rouges pour organiser la circulation, cette organisation est fortement en défaveur des piétons. J'ai pu ainsi faire une ethnographie des allées et venues des piétons m'installant notamment à un de ces feux rouges. J'ai observé de nombreuses situations où les personnes âgées ou avec des difficultés de déplacement arrivaient à peine à mettre le pied sur le trottoir après avoir traversé, que les voitures démarraient déjà à grande vitesse. Les piétons détenaient un temps pour traverser qui était réduit par quatre et ces temps réglementés étaient invariables selon les horaires de la journée et le trafic.



Piétons, pour traverser appuyez sur le bouton et attendez la couleur verte (2016, B. Botea).

Dans un de mes entretiens une personne affirme que les boutons où on appuie pour demander le passage sont des « tromperies » pour donner aux gens le sentiment que leur demande est prise en compte et pour qu'ils gèrent mieux leur impatience et frustration de l'attente. Le sentiment d'insécurité voire d'injustice est fort dans ces espaces où le piéton ne semble pas avoir un « droit à la ville », selon la célèbre formule d'Henri Lefebvre.

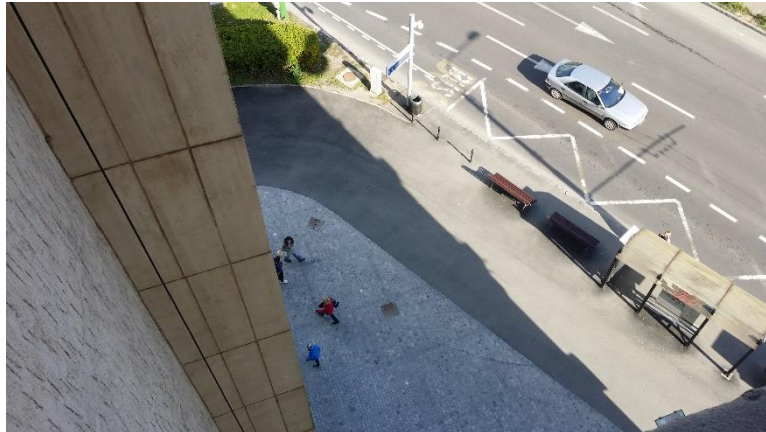
Toujours en lien avec la circulation automobile et la configuration des espaces urbains qui découle de cela, un élément omniprésent dans le Centre civique est la présence des parkings. Ils sont les formes les plus récurrentes dans cette organisation de l'espace et paraissent comme des investissements sans risque pour les entrepreneurs. Plusieurs parkings à l'intérieur de l'artère urbaine sont présents pour les nombreuses voitures qui s'arrêtent pour se rendre à des banques, au siège du trésor public ou d'autres administrations, à différents bureaux, à l'église. Ces parkings sont utilisés aussi pour les riverains qui habitent dans les immeubles à l'extérieur ou à l'intérieur de l'anneau. Les espaces de parking sont très nombreux, occupant d'ailleurs une grosse partie des terrains laissés vacants dans la zone du Centre civique à la chute du communisme. J'ai pu observer qu'au moment où un terrain laissé en friche après des démolitions reste longtemps inoccupé, il finit par devenir un parking.

Les éléments de cette morphologie urbaine construite autour de la prééminence de la circulation de la voiture ont un impact important sur les formes de sociabilité urbaine, avec des trottoirs rétrécis qui empêchent la co-présence et les sociabilités spontanées, et avec des passages souterrains d'où on veut sortir au plus vite. Une personne qui réside dans le Centre civique affirme sur un ton indigné :

Le contact civique se fait désormais dans les Mall. Dans les Mall les gens n'achètent pas forcément quelque chose, ils y vont pour voir du monde et on s'habille bien pour être vu. Que font les centres commerciaux à la surface des terrains, au lieu d'être au souterrain ?! Ils ont la clim et c'est plein de spots lumineux, donc ils peuvent rester en souterrain !

Les parkings envahissent aussi les espaces communs en bas des immeubles, espaces qui sont parfois complètement occupés par des voitures. Cela est notamment problématique pour les immeubles qui bordent le grand boulevard. Les enfants, notamment, sont privés des espaces pour se rencontrer ou jouer, car derrière les immeubles la circulation des

voitures qui viennent ici se garer arrive jusque devant leurs entrées. La socialisation des enfants est compromise par un sentiment d'insécurité présent aussi bien dans les espaces communs situés derrière les immeubles que devant, au boulevard. Les résidents se plaignent ainsi d'avoir des enfants qui « *ont grandi dans l'appartement* », sans pouvoir jouer dehors ou avec d'autres enfants. « *Même le parc actuel est resté pendant longtemps un chantier. Et ici dans l'immeuble, c'est "Bonjour, bonjour !", c'est tout* ». (S. P., immeuble K, 62 ans).



En bas de l'immeuble K. (2018 B. Botea).

Les nuisances sonores se rajoutent dans ce paysage urbain peu hospitalier, par des bruits forts et aigus. Pour les habitants qui résident ici, ces ambiances sonores font partie de leur quotidien et ils disent l'avoir intégré ou ne plus y accorder trop d'attention.

Néanmoins, j'ai pu observer que ces environnements sonores affectent les différentes activités, ainsi que l'organisation de l'espace et les modes de présence dans le quartier. Une église en bois est située à l'intérieur de l'anneau, dans cet espace bruyant, au milieu des voitures, des banques, des immeubles de l'administration, au croisement de différents passages. La messe de l'église est ponctuée par les bruits des ambulances et des klaxons, surtout que comme l'église est petite et les fidèles trop nombreux, ils restent en grande partie dehors (fig. 1-7 p. 240-245). Le dimanche est une exception, comme il y a moins de circulation, mais les célébrations n'ont pas lieu que ce jour-là.

Pour les personnes en transit dans cette zone, en attente d'un bus, ou pour des connaissances se croisant dans la rue, le bruit des voitures auquel désormais s'était ajouté celui du chantier pour le *Mall*, rend la communication interpersonnelle très difficile. Les formes d'introspection spontanées, les moments de rêverie en attente d'un bus ou la simple contemplation sont empêchées par ces ambiances sonores dérangeantes : « On n'entend même plus ses propres pensées » comme en témoigne une personne.

Extrait son [Le bruit s'amplifie dans le Centre civique](https://bit.ly/3pjV9Np) (bit.ly/3pjV9Np)

La mise à l'épreuve du corps dans cette zone des flux et des voitures, intensifiée par des ambiances sonores désagréables, est perceptible dans des trajets longs, sinueux, sollicitant plus le corps que d'habitude. En outre, la marche est ponctuée par de nombreuses petites déviations et fragmentations à cause des poteaux souvent présents qui marquent des espaces privatifs, des espaces de parking, des délimitations qui séparent espaces commerciaux et trottoirs publics.

Les passants sont également exposés à des stimuli visuels excessifs des panneaux publicitaires à saturation dans une zone importante de passage.

Il convient aussi de mentionner des ambiances particulières dans cette zone urbaine, comme le vent et des courants d'air froid ressentis de l'automne au printemps, ou la chaleur très forte en été. Ces ambiances sont accentuées par les environnements matériels spécifiques à cet espace. L'architecture de ces immeubles en hauteur, les variations du régime de hauteur ou avec la grande ouverture vers le parc constituent des dispositions environnementales qui renforcent les courants d'air et font que le vent est ressenti un peu partout, à la fois dans la proximité des immeubles, sur le grand boulevard ou dans la zone ouverte du parc. Quant à la chaleur, elle est difficilement supportable dans cette zone, amplifiée par le caractère ouvert de cette dernière et par la pollution des voitures. La végétation du nouveau parc est encore modeste, en tous cas pas toujours facile d'accès par la présence du grand boulevard. Plus récemment, plusieurs arbres centenaires situés sur le boulevard ont été coupés au moment du chantier pour la construction du *mall*.

Pour résumer, l'expérience de la ville dans cette zone urbaine se fait en grande partie dans des environnements hostiles, elle est ponctuée par de nombreux éléments ou situations vécues comme des empêchements ou des obstacles. Le ressenti est celui de manquer d'espaces-abri, car les lieux pour s'asseoir et prendre un temps de pause ne sont pas à notre portée. Avec un sentiment d'épuisement après nos incursions ordinaires dans cette zone difficile à habiter et à traverser, nous sommes contents de rentrer chez nous. Cette frontière entre dehors et dedans, et ce besoin de retrouver un refuge, sont renforcés dans une ville perçue comme non familière.

Conclusions

Dans cette partie, j'ai voulu noter les principales facettes et mécanismes qui participent à la perception d'une zone urbaine inhospitalière dans la pratique quotidienne des usagers. Les environnements urbains prennent ainsi un caractère non familier et étranger qui s'exprime à la fois dans la matière (rugosité des sols, obstacles urbains, poussière, contraste des hauteurs...), dans des ambiances particulières (bruit, vent, chaleur, stimuli visuels nombreux et agressifs, manque d'éclairage au sous-sol) et dans des formes d'anonymat urbain, d'individualisation des usages, de compétitions pour l'accès à l'espace. Cet anonymat urbain et individualisation des usages, loin d'avoir une valeur absolue comme caractéristiques de la ville postsocialiste résultent directement ou indirectement des différents processus que nous avons mentionnés ici, entre autres : la domination de certains usages et acteurs dans la ville en faveur d'autres (voitures contre piétons ou personnes à vélo), la privatisation des espaces publics avec un désengagement de l'action étatique, un phénomène d'hybridation des espaces créant des tensions ou des sentiments d'insécurité (envahissement des fonctions de services et touristiques dans les espaces d'habitation, coprésence insolite de maisons et d'immeubles, passage abrupt d'une voie routière à des espaces d'habitation, etc.).

La description et la compréhension de cette ville non familière m'a préoccupée pendant une longue partie de ma recherche, et je n'ai été à même que de voir cette dimension. Néanmoins, le fait d'être présente dans le quotidien des déplacements des habitants m'a permis au fur à mesure d'y déceler autre chose. Alors que cette tendance à l'accentuation d'une ville des flux affectant fortement l'habiter est bien présente, une autre dynamique est à l'œuvre. J'ai pu ainsi observer un processus opposé, une recherche spontanée par mes interlocuteurs de construire de nouvelles familiarités et nouveaux attachements avec ces transformations, comme des « prises » avec ces environnements altérés. C'est sur cette dimension de la ville familière que je m'arrêterai par la suite.

La ville familière sous l'angle des processus d'attachement

Introduction : la ville familière ou le familier dans la ville

La notion de ville familière ou de familiarité dans la ville n'est pas nouvelle mais les travaux qui l'abordent explicitement restent peu nombreux.

Nicolas Puig aborde cette dimension lorsqu'il utilise la notion de « ville intime » à l'appui de ses différents travaux en Tunisie, Égypte et Liban sur des groupes de citoyens en marge (bédouins sédentarisés, musiciens de noces, réfugiés palestiniens ou autres migrants)¹⁰⁰. La notion de « ville intime » est questionnée ici par rapport aux relations et côtoiements qu'implique le partage des espaces urbains par les différentes populations de la ville. « L'intimité souligne une familiarité et une privauté (une histoire partagée) entre la personne et un espace » (Puig, 2016 : 61) ou dans une relation à autrui. L'auteur montre qu'elle peut se construire par des formes discursives, des toponymes, des gestes, des ambiances sonores particulières ou par différentes autres pratiques sociales. « [L]'intime sanctionne une forme d'entre-soi instituée par différents processus comme la circulation des rumeurs par exemple, ou encore les situations d'énonciation qui créent un espace discursif de la proximité. Il qualifie ensuite des pratiques spécifiques qui sont d'ordre privatif et peuvent marquer une distance prise avec l'ambiance sociale et morale du camp (boire de l'alcool, flirter, etc.), en investissant des espaces urbains extérieurs comme un chez-soi alternatif » (*idem*). Ces relations intimes qui se donnent à voir dans l'espace urbain ont quelque chose qui va de soi, elles instaurent un sentiment de continuité, à l'opposé d'un rapport d'étrangeté qui sort de l'habituel et du familier, où la relation à l'autre exprime une certaine incertitude.

En s'appuyant sur d'autres contextes urbains, Michel Agier analyse « ce qui rend la ville familière » (Agier, 2015 : 109-124) et met ainsi en avant « un mode relationnel familial » qui peut déborder l'espace domestique pour se prolonger dans les espaces urbains. Il observe ce phénomène dans ses recherches au Brésil et dans différentes villes d'Afrique où il analyse des systèmes et des relations de lignage, des réseaux de maisons et des systèmes résidentiels qui se construisent dans l'espace urbain. « L'attribution d'un sens

¹⁰⁰ Pour une synthèse de ces différents travaux et sur la notion de « ville intime », voir Puig (2016). Concernant cette question analysée à partir des expériences urbaines des réfugiés palestiniens au Liban, voir Puig (2012).

familial (ou, plus largement, *familier*) aux espaces de vie dépasse donc le cadre résidentiel unique du ménage urbain, et atteint des parts variables de la ville (réseaux de maisons, ruelles, cours), dont la fréquentation et l'interprétation restent alors largement privées » (Agier, 2015 : 111). Pour Michel Agier, la familiarité renvoie à des relations de proximité, elle confère un sentiment d'identité et d'appartenance à un collectif.

L'auteur aborde, au passage, la dimension matérielle des lieux et note que certains d'entre eux peuvent davantage être appropriés par les usagers et ainsi leur conférer un sentiment de familiarité. Néanmoins, cette dimension matérielle est seconde par rapport au sens symbolique et social qui est selon l'auteur prédominant. « L'attachement que nous ressentons à l'égard de [certains] espaces ne dépend pas directement des structures matérielles urbaines. Le sens du lieu est étroitement conditionné par l'existence d'un échange symbolique et social dont il est le support. Dans ce cadre, la question de l'espace physique est bien présente, mais seconde ou pour emprunter une expression classique et plus précise, la symbolique de l'espace est "surdéterminée" par la symbolique des relations sociales qui se localisent là » (*Ibid.* : 121).

En m'appuyant sur ces travaux, j'accorderai néanmoins autant de place et de poids à la dimension matérielle de l'espace qu'à la dimension sociale et symbolique liée à cette matérialité. Par ailleurs, ces dimensions ne doivent pas être pensées comme des couches différentes et séparées qui composent ce rapport à l'espace urbain, mais surtout dans la dynamique de leur constitution. Finalement, cette distinction (matériel/social) n'a pas de sens *a priori*, elle est issue d'une situation et d'une action, et elle est aussi la production d'un discours scientifique. La réalité ne se donne pas à voir *a priori* et sur un plan phénoménal selon cette catégorisation, monde matériel/social. C'est en situation et selon notre perception qu'un environnement, que nous pouvons percevoir comme extérieur à nous, a du sens et devient un « objet » et une « matière » de notre usage (en fonction d'une sensibilité construite en situation, qui mobilise une histoire individuelle, sociale, une dimension politique, etc.). Pour expliquer cette complexité, le chercheur établit des catégories de facteurs qui y jouent un rôle, le matériel, le social, etc., comme s'il s'agit de deux mondes séparés, existant *a priori*. En outre, selon les disciplines on s'intéressera davantage à une dimension plutôt qu'à une autre. Nous savons que l'anthropologie et la sociologie, à l'exception de quelques travaux, regardent davantage la dimension sociale et symbolique dont le caractère explicatif est souvent surévalué, par rapport à la dimension

matérielle, alors que dans d'autres disciplines c'est l'inverse. Certains travaux en anthropologie et sociologie ont déjà montré l'importance d'accorder autant de place aux différentes dimensions qui interviennent dans la construction de notre rapport à l'environnement¹⁰¹. Je reviendrai plus en détail sur ces travaux.

Un dernier auteur qui mérite notre intérêt ici quant à la question du familier dans la ville est Isaac Joseph (1997). Il l'aborde explicitement lorsqu'il parle de l'hospitalité dans la ville qu'il analyse sous deux angles : d'une part, l'hospitalité qui intervient dans les interactions sociales, d'autre part celle qu'un espace offre aux pratiques des individus. Dans le premier cas, Joseph oppose l'hospitalité à la relation de familiarité à autrui et nous nous rapprochons ici du sens donné au « familier » par Nicolas Puig et Michel Agier. Pour Joseph aussi, la familiarité renvoie à la communauté d'appartenance, à l'intime, à la reconnaissance par ressemblance ou par différence culturelle. À l'inverse, l'hospitalité se base sur « un monde des liens faibles », sur un traitement de l'autre régi par un « droit à l'indifférence », sur cette distance qui fait de tous un « tout-venant », plutôt que le représentant d'une famille, d'une communauté spécifique, d'origine ou d'accueil (Joseph, 1997 : 139-140).

Concernant la qualité hospitalière d'un espace, ici la référence n'est pas forcément faite au familier. Un espace est hospitalier lorsque l'individu trouve en lui un espace optimal pour une action, autrement dit lorsqu'il offre une prise ou lorsqu'il devient une affordance. « Évaluer l'hospitalité d'un espace, se serait donc s'interroger sur la politique de l'offre qu'il met en œuvre, sur le degré auquel il nous regarde, nous *invite* à prendre place, par les yeux (...), mais aussi par les pieds, les mains » (*Ibid.* : 134).

L'approche de Joseph est intéressante ici, car elle introduit cette attention spécifique portée à la question de l'espace et à son agentivité. Cependant, si cette perspective insiste sur les qualités et sur les prises qu'un espace peut offrir, peu d'attention est finalement accordée à la place de l'individu, à son histoire, à ce qui fait qu'un espace constitue pour

¹⁰¹ A titre d'exemple, nous pouvons évoquer des travaux pionniers des chercheurs du CRESSON sur les ambiances urbaines, déjà mentionnés, ou bien du Centre de sociologie de l'innovation autour de la théorie de l'acteur-réseau. Dans le champ des affectivités liées à l'espace, des anthropologues comme Yael Navaro-Yashin (2009) ou Alice Street (2011) tentent de montrer les imbrications entre les dimensions matérielles, sociales et symboliques dans la construction du rapport à l'environnement domestique et de voisinage (en Cypr), pour le premier, et d'un rapport aux infrastructures et institutions de soin qui traduit et réitère des rapports postcoloniaux en Nouvelle Guinée.

lui une prise alors que pour d'autres non. J'utiliserai pour ma part la notion de ville « familière » (plutôt que de « ville hospitalière »), une notion qui réintroduit à mes yeux la place de l'individu et de son histoire individuelle et sociale, ainsi que les rapports d'affection qui construisent cette relation avec l'environnement. Néanmoins, j'utiliserai dans certains cas le mot « hospitalier » comme synonyme du familier, pour éviter les répétitions de ce dernier.

Par conséquent, l'approche de la « ville familière » rendrait compte de cette agentivité de type écologique qui opère dans l'élaboration des rapports aux espaces urbains, laquelle repose sur les réajustements et les réponses des actants différents, présents ou mobilisés dans une situation. Comme mon intention ici était de donner un aperçu de cette notion de « ville familière », je me suis appuyée sur d'autres travaux qui l'ont abordée. Je reviendrai plus tard sur des aspects plus génériques de la notion de « familier » abordés par d'autres auteurs, et que je discuterai ensuite en lien avec ma recherche sur la ville.

Cette interrogation sur la production d'un rapport familier avec la ville m'a permis de reprendre le fil du questionnement sur les attachements, dont il sera question dans la partie suivante. Les attachements sont ainsi le mécanisme principal par lequel se construit une relation d'« habiter » dans la ville et donc un sentiment de familiarité avec elle.

Attachements quotidiens : approche du lien et compétences de familiarité

La question des attachements est loin d'être nouvelle dans le champ des sciences sociales, cependant elle est peu explorée explicitement ou traitée comme un concept à part entière, y compris dans les perspectives anthropologiques. Je mentionnerai ici quelques champs de recherche dans différentes disciplines en sciences sociales qui ont apporté des contributions essentielles à ce sujet, qui me permettront ensuite de préciser ma perspective. Dans un chapitre ultérieur, je l'illustrerai par quelques ethnographies de terrain.

Place Attachments

La réflexion autour de l'attachement au lieu est apparue dans le champ francophone par la psychologie sociale dans les années 1970 en décrivant le rapport au lieu dans les termes d'une relation affective (Guérin-Pace, 2007 : 155). Par la suite, c'est le champ anglo-saxon qui a apporté des contributions notables sur cette thématique notamment par la

contribution de deux ouvrages collectifs pluridisciplinaires (Altman, Low : 1992, Manzo, Devine-Wright : 2014). Ces travaux viennent du champ de la psychologie environnementale, de la géographie, de l'urbanisme et de la sociologie, et dans une certaine mesure de l'anthropologie.

L'ouvrage plus récent de Lynne Manzo et de Patrick Devine-Wright (2014) dresse un état de l'évolution de ces recherches en notant le « passage d'une étape de développement conceptuel » de la notion d'attachement à une « étape d'application » et d'élargissement du champ thématique de son usage. Nous pouvons remarquer un champ d'analyse élargi à des phénomènes variés : situations post-catastrophe, mobilisations pour l'environnement, le logement et l'habiter, le « community design », etc. Cet élargissement thématique a entraîné, selon les coordinateurs de cet ouvrage, une certaine banalisation de ce terme, voire une crise conceptuelle. Nous assistons au développement d'études empiriques qui utilisent cette notion sans clarification de ce concept (Manzo et Devine-Wright, 2014 : 2), lequel est parfois réduit ou confondu avec d'autres dimensions qu'il peut comporter : le lien affectif, la nostalgie, l'appartenance à un lieu, etc.

Ces approches pionnières sur l'attachement à l'espace mentionnent leur lien avec la théorie classique de l'attachement interpersonnel développée en psychologie, pour laquelle ce dernier est « un lien de personne à personne, un type de proximité envers une figure d'attachement, désignant une personne spécifique qui confère de la sécurité et du confort en condition de menace, et qui facilite son développement » (Ainsworth cité in Scannell et Gifford, 2014 : 23). Ce qui est commun aux théories de l'attachement interpersonnel et au *Place Attachment* est selon Scannell et Gifford, cette recherche de proximité, le sens de sécurité et de contrôle que cette relation ou ce lien assure. Dans le rapport de familiarité aux espaces urbains que j'évoque dans ma recherche, nous retrouvons également ces trois éléments - proximité, sécurité, contrôle - qui reviennent explicitement ou indirectement dans les pratiques ou discours des personnes.

Le rapport à la durée et à la continuité est un autre élément habituellement mentionné dans la formation des attachements. Néanmoins, certains auteurs ont montré que l'on peut construire un sens de continuité et des attachements avec des lieux sans y avoir vécu longtemps, ce qui est mis en lumière par exemple dans les travaux sur le rapport à l'espace des migrants (Lewicka 2014, Per Gustafson 2001, Rishbeth 2014), sur certaines pratiques touristiques ou sur les résidences secondaires (Istasse 2015, Chevalier et al., 2013).

Comme nous venons de le voir, les recherches sur le *Place Attachment* interrogent souvent les processus d'attachement dans des contextes de mobilité, mais aussi plus largement de changement. Certaines recherches sur les mobilisations collectives face au changement climatique et sur la perception du risque (Devine-Wright 2014, Stedman et al. 2014) montrent que les transformations des conditions de vie et de l'environnement sont des facteurs importants qui renforcent les attachements.

Les travaux sur le *Place Attachment* ont également mis en lumière l'importance centrale de processus mémoriels et de la nostalgie, dans la constitution des rapports d'attachement. Selon certains auteurs, ces deux dimensions n'ont pas tant le rôle de refléter des liens anciens à des passés révolus et idéalisés, mais plutôt celui de créer un sentiment de continuité et un engagement avec de nouveaux environnements de vie et d'attachements (Lewicka 2014, Rishbeth, 2014).

Une autre contribution notable au sein de ces travaux repose sur la perspective phénoménologique et se focalise sur les routines quotidiennes et sur leur place dans la construction des attachements. Selon David Seamon (2014), ces routines sont comprises comme des réajustements permanents du corps-sujet par rapport à l'environnement ce qui permet également l'agencement de chorégraphies collectives. L'agencement de ce que l'auteur appelle *place-ballet*¹⁰² permettrait selon lui de comprendre la vitalité d'une rue, d'un quartier, d'une place particulière dans la ville. Cette proposition d'analyse sur la place des routines dans la création des attachements est originale et très stimulante, néanmoins elle reste très peu illustrée par des données empiriques.

À partir d'une approche différente, certains travaux ont mis en avant d'autres éléments présents dans l'analyse des attachements, plus précisément la valeur positive qui est généralement attribuée à ceux-ci, alors qu'ils peuvent aussi révéler des facettes négatives (Devine-Wright, 2014). Des rhétoriques d'exclusion du type Nous/Eux sont justifiées parfois par les attachements, comme c'est le cas de certains groupes ou populations qui s'auto-identifient comme « autochtones » et qui au nom de leur attachement à leur territoire y refusent la présence des autres. L'article des anthropologues Dina Vaiou et Irène Micha (2015) montre ces rhétoriques d'attachement utilisées par les partisans de

¹⁰² Le *place-ballet* désigne la capacité des individus pris dans leurs routines corporelles à se mettre ensemble dans un espace et un temps précis, qui peut devenir ainsi un lieu important d'échange interpersonnel et collectif, de compréhension commune ou d'attachement (Seamon, 2014 : 11).

l'Aube D'orée en Grèce contre les réfugiés et ce faisant leur refus de toute forme de cohabitation.

Les travaux anglophones sur le *Place Attachment* ont eu le mérite de mettre en avant une méthodologie très diversifiée pour analyser ce phénomène, de méthodes quantitatives dominantes à des approches plus qualitatives. Dans ce panel large, la méthode *Walking Voices* avec l'usage des auto-enregistrements audiovisuels par les personnes est aussi présente, mais elle apparaît plutôt à titre exceptionnel (voir par exemple Tidball 2012, Rishbeth 2014, Stedman et al. 2014).

Malgré le grand apport de ces études, quelques dimensions moins explorées méritent de prolonger ces travaux. Dans un premier temps, l'attachement apparaît ici comme un lien entre deux entités *déjà-là*, déjà données, ce qui vient probablement de l'influence de la théorie psychologique classique des attachements centrée sur le lien interpersonnel. Dans ces approches, la tâche du chercheur serait plutôt d'identifier la nature de ce lien et les facteurs qui entrent en compte dans la formation des attachements, lesquels sont généralement abordés par des méthodes quantitatives. Cette remarque est valable aussi dans des recherches menées en France sur l'attachement au quartier (Guérin-Pace, 2007). Une certaine vision statique est visible dans ces approches, qui peinent à regarder l'attachement comme un processus, critique qui est déjà mise en avant par d'autres auteurs (Lewicka 2014, Devine-Wright 2014). Devine-Wright fait le constat que même lorsque le processus est mis en avant, il est pensé de manière restreinte et paradoxalement statique, comme un lien entre des entités déjà-donnés (l'individu, l'environnement...) ¹⁰³. Il est d'ailleurs significatif que dans les contributions de l'ouvrage sur le *Place Attachment* (2014), les différents auteurs à l'exception de David Seamon ne reviennent jamais sur la notion de « lieu » ni sur la différence entre « place » et « space » (entre lieu et espace). Dans la perspective de Seamon, comme dans la perspective écologique que j'adopte, le « lieu » n'est pas un environnement physique, donné, ou extérieur aux individus, mais plutôt un phénomène exprimant « une personne ou des individus faisant l'expérience du lieu ». Ce phénomène est, selon l'auteur, singulièrement multivalent, complexe et dynamique. Il incorpore des processus générateurs par lesquels

¹⁰³ L'auteur observe ainsi que les études sur l'attachement ont comme cadre principal la théorie de L. Scannell et R. Gifford organisée autour de l'analyse de trois pôles d'analyse : l'individu, le lieu et le processus d'attachement, comme si « l'individu et le lieu étaient moins processuels en soi » (Devine-Wright, 2014 : 166) et détachés l'une de l'autre.

un lieu et ses expérimentations, ses compréhensions, y compris l'attachement à celui-ci, changent ou restent plus ou moins les mêmes (Seamon, 2014 : 11). Je dirais plutôt qu'ils se transforment continuellement.

Une autre dimension qui peut être mentionnée en fin de bilan de ces perspectives est que, pour leur quasi-totalité, elles sont centrées sur une approche des discours, donc sur des attachements de type déclaratif, et sur une approche des représentations. Une perspective sur la perception en mouvement et sur les attachements en train de se faire comme des familiarités construites à partir des routines quotidiennes trouve tout son intérêt face à ce constat.

Enfin, bien que les études réalisées apportent des éclairages intéressants sur la dimension politique des attachements, la perspective dominante centrée sur les questions de l'engagement et des mobilisations collectives gagnerait à être complétée par des approches plus infra-politiques, sur des formes ordinaires de citoyenneté en lien avec les attachements.

Les processus d'attachement dans les travaux francophones

Parmi les travaux pionniers qui problématisent explicitement la question des attachements, nous pouvons avant tout mentionner ceux des chercheurs du Centre de Sociologie de l'Innovation (CSI). Ils viennent du champ d'études sur les sciences et sur les technologies, sur la médiation culturelle, la santé, l'environnement. Abordant des objets techniques et économiques, des amateurs de musique ou de vin, les addictions ou le soin, ces auteurs ont traité les attachements autrement que comme de simples liens affectifs et nostalgiques et plutôt comme des mécanismes d'agir sur le monde, comme des médiations incessamment réinventées par la pratique (voir par exemple Callon 1992, Latour 2000, Teil 2003, Hennion 2010, 2013, 2015, Hennion, Gomart et Maisonneuve 2000).

Un des principaux apports de ces approches, y compris en référence aux travaux sur le *Place Attachment*, est d'avoir mis l'accent sur les processus d'attachement. Dans ces travaux, la focale n'est ni vraiment sur les sujets ni sur les objets d'attachement, mais sur les « mécanismes à travers lesquels est réalisée, "performée", cette sorte de passion-action » (Hennion et al., 2000 : 168).

En outre, un des grands apports des travaux sur l'attachement des chercheurs du CSI a été de dépasser une lecture de celui-ci en termes de constructivisme social ou réduite à l'analyse culturelle des relations sociales. Pour comprendre les attachements, Antoine Hennion nous dit qu'il ne suffit pas d'établir des correspondances entre, « d'une part, les objets et leurs propriétés, et d'autre part des individus et leurs préférences, en opérant une superposition de systèmes d'identité sur un set d'objets : "dis-moi qui tu es et je te dirais ce que tu aimes" » (Hennion, 2017 : 117)¹⁰⁴.

Critiquant cette approche du constructivisme social, les travaux du CSI ont ainsi eu le mérite d'avoir réintroduit dans le débat la question du rôle actif des objets et des autres actants non-humains : la lecture constructiviste du social aurait fait disparaître la nature hétérogène et physique des objets derrière leur représentation linguistique et sociale. Dans une lecture croisée sur les passionnés de musique et de vin, et sur les usagers de drogues, Hennion et Gomart montrent que : « la musique et la drogue n'agissent ni "socialement" (c'est-à-dire en dépit de leur matérialité) ni "physiquement" (c'est-à-dire après leur "apprentissage social") : les amateurs proposent une sociologie qui ne peut être ni un constructivisme social radical ni un "pur" matérialisme, mais qui doit recevoir à la fois l'idée que les effets de la musique ou de la drogue ne sont réels que par leur relation à une compétence surdéveloppée d'un usager, et que celui-ci n'existe lui-même qu'à partir de ces "potentialités". (...) Tout comme dans les "affordances" de Gibson, la propension à la musique renvoie aux habitudes et au corps de l'auditeur, et inversement, elle leur donne l'espace de leur déploiement. Seul l'amateur entend la belle musique » (Hennion et al., 2000 : 200).

Les objets de recherche comme les passions, les addictions, le goût, le soin, posent de manière centrale la question du corps et du sensible et nous permettent de comprendre que l'agentivité des attachements ne repose pas sur une somme d'éléments ou de variables dont il s'agit de comprendre le lien, comme une simple connexion entre des éléments existant en soi. Les attachements résultent des modelages réciproques de ces différents éléments, à l'exemple de ce corps de l'amateur ou du « drogué » travaillé par les usages répétitifs et par des expositions à des sons ou à des substances chimiques. Les objets se transforment eux-mêmes dans ce processus, dans ce tissu complexe où de nombreuses dimensions et relations se forment. L'exemple du vin donné par Hennion et

¹⁰⁴ Traduction en français du texte par l'auteur.

Gomart est une bonne illustration ici : « Le vin, en bon exemple, déploie sur plusieurs siècles d'histoire cette construction commune de la nature, du métier des professionnels de la production et du goût des amateurs, sans compter la création du marché » (*Ibid.*, 165).

La complexité de ces imbrications dont sont issus les attachements est illustrée par l'attachement de l'amateur qui relève d'un « tissu serré d'expériences passées, individuelles et collectives, qui ont construit au fur à mesure la sensibilité de l'amateur. Ces expériences ont défini un domaine rempli d'objets, de nuances, de savoir-faire et répertoires, de critères et de techniques, d'histoires communes et d'évolutions controversées. L'attachement de l'amateur est pris dans ces relations serrées, sans lesquelles il n'aurait pas de consistance » (Hennion, 2017 : 117).

Une perspective d'analyse processuelle de l'espace, proche de ce que les chercheurs du CSI proposent sur les objets, est présente dans des travaux anglophones sur les espaces d'affection (*affective spaces*). Cependant, la question des attachements n'est pas ici explicitement formulée. Ces travaux tentent aussi de dépasser une lecture exclusive en termes de déterminisme social ou de déterminisme matériel et de réunir dans une approche processuelle les différentes dimensions qui participent de cette production des rapports affectifs à l'espace¹⁰⁵.

La perspective dynamique et processuelle des attachements est présente aussi dans l'idée que les attachements sont à la fois un processus et un résultat et qu'ils sont continuellement refaits. Antoine Hennion montre que, pour exister, les attachements doivent continuer à être éprouvés et performés, et dans ce sens ils ne ressemblent pas à des attaches (fixes). Les attachements sont à la fois des contraintes et des ressources pour des individus confrontés à des situations déstabilisantes (Hennion, 2010).

Enfin, une autre contribution de ces approches repose sur la place accordée aux attachements dans l'enquête de terrain. Hennion note que les situations de terrain que nous choisissons d'éclaircir par l'axe de recherche des attachements désignent souvent des situations difficiles de vie (déplacements des populations, forcés ou pas, situations post-catastrophes, maladies, addictions, etc.) ou des situations à travers lesquelles les

¹⁰⁵ Voir par exemple les travaux anthropologiques de Yael Navaro-Yashin (2009) et d'Alice Street (2011), ainsi que de Nigel Thrift (2007) en géographie.

gens nous parlent de ce qui compte pour eux. Ces contextes nous invitent à réfléchir sur nos propres démarches et à un retour sur des postures de proximité plutôt que de distanciation : « comment pouvons-nous construire un monde social en lien avec les objets qui nous préoccupent, auxquels nous accordons notre soin, ou dont nous sommes passionnés, et pas [à distance d’eux ou] malgré eux ? » (Hennion, 2017 : 118). La question qui se pose est donc de savoir quel monde social nous pouvons produire à partir de nos propres objets d’attachement, donc de la recherche scientifique.

En conclusion, l’apport de ces approches du CSI sur l’attachement est extrêmement riche, du fait des avancées remarquables notamment théoriques qu’elles ont permises. D’ailleurs, les textes les plus avancés au sujet des attachements sur le plan théorique manquent parfois d’ethnographie fine restant parfois programmatiques et abstraits¹⁰⁶. La question de l’espace et des lieux est aussi une dimension absente de ces travaux.

Ces différentes idées et perspectives de recherche ont constitué une source d’inspiration pour différentes contributions en ethnologie dont nous pouvons mentionner par exemple celui de Thierry Bonnot (2014) sur le devenir des objets muséaux ou patrimoniaux, de Jean-Louis Tornatore sur l’activité patrimoniale comme pratique d’attachement (2019 a, b), le travail de Laurent Legrain sur la constitution des répertoires musicaux en contexte postcommuniste dans les steppes de Mongolie (2015), les travaux de recherche d’Anne Marie-Losonczy en Colombie (2019) sur le rapport mémoriel et patrimonial à un massacre collectif, ou l’étude de Manon Istasse sur des pratiques d’attachement des touristes dans la Médina de Fez (2015). Ces contributions mettent en avant la force des attachements dans des contextes de transformation, de perte ou de menace.

Sans forcément de lien explicite avec les travaux du CSI, nous pouvons noter aussi la contribution du sociologue Marc Breviglieri (2010) sur les attachements en contexte de mobilité, plus précisément ceux au lieu d’origine des migrants maghrébins en France et de leurs descendants. Breviglieri montre que l’attachement se construit à partir du sentiment de bien-être, de sécurité et d’intimité, mais qu’il peut également prendre des expressions publiques sous la forme du ressentiment, de l’intolérance, de l’enfermement de type communautaire et de l’exclusion des autres. D’autres travaux français qui abordent cette dimension politique des attachements dans les mobilisations territoriales

¹⁰⁶ Une exception est par exemple ici l’ouvrage d’Hennion, Gomart et Maisonneuve (2000).

questionnent l'articulation possible entre le rapport des individus à l'espace (par des attachements, des sentiments d'appartenance, de l'identification territoriale, etc.) et ces mobilisations collectives pour la défense du territoire¹⁰⁷. Ces contributions insistent aussi sur la dimension processuelle de l'attachement montrant que ce dernier n'est pas forcément préalable aux mobilisations (il n'en est pas sa cause), mais que celles-ci peuvent au contraire être des lieux d'élaboration de discours et de pratiques d'attachement.

Les attachements : perspective des attaches et des familiarités en train de se faire

Quelques pistes peuvent surgir pour prolonger ces contributions sur les attachements, à la lumière des limites déjà mentionnées et de mes propres données de terrain. Quelques situations de terrain ont joué un rôle important dans la formulation de ma perspective des attachements que je vais exposer brièvement.

À ma sollicitation adressée à un couple pour faire un tour dans leur quartier, celui du Centre civique, les personnes m'ont proposé de les rejoindre chez eux car le monsieur avait des difficultés de déplacement. Une fois sur place, j'ai demandé de parler des changements importants qu'ils ont pu observer dans le quartier et qui ont compté pour eux, des lieux qu'ils connaissaient et fréquentaient le plus, qu'ils aimaient ou auxquels ils se sentaient liés ou, au contraire, qui les laissaient indifférents, qu'ils n'aimaient pas, etc. Je n'ai pas évoqué le terme d'attachement pour ne pas orienter tout de suite leur discours et comme je ne savais pas ce qu'il signifiait pour eux. En leur demandant de faire une carte mentale de leur espace de vie et des repères de leur quartier, des lieux importants pour eux, j'ai pu observer que la carte dessinée par madame H. représentait surtout un quartier d'autrefois, d'avant les démolitions des années 1980. J'ai eu l'impression que le quartier n'avait changé en rien pour cette personne retraitée par rapport aux temps où elle était institutrice à l'école du quartier. D'ailleurs, cette école se trouvait au centre de la carte mentale, le dessin ayant commencé avec ce lieu. J'ai pu observer que madame H. représentait son territoire de vie à partir de ses repères et lieux-ressources du temps du socialisme. Elle détenait à l'époque un capital social relationnel important en tant qu'institutrice, ce que j'ai pu comprendre par l'entretien lorsqu'elle est revenue longtemps sur cet aspect. Dans les dernières années du régime socialiste où l'accès aux

¹⁰⁷ Voir par exemple le numéro thématique de revue consacré à cette question (Melé et Neveu, 2019) et, notamment, l'introduction à ce numéro ainsi que la contribution de Mathilde Caro (2019).

différentes ressources était limité, tout le monde développait des systèmes informels pour se débrouiller et pour contourner les restrictions. Dans sa mémoire revenaient facilement, lors de l'entretien, les noms d'élèves qu'elle recevait chez elle pour des cours privés et surtout le métier de leurs parents (médecins, architectes, chef de gestion d'un magasin alimentaire, etc.). Ce monde de connaissances lui fournissait un univers relationnel précieux à l'époque.

Après trois heures d'entretien au moment de mon départ, madame H. est descendue en même temps que moi pour promener leur chien. Lorsque nous nous disions « au revoir », je me décide à l'accompagner sur quelques pas. Lors de cette toute petite balade j'ai fait le constat que son territoire de vie dans le quartier, celui de ces itinéraires quotidiens, n'avait rien à voir avec son dessin, ni même avec le discours prononcé. C'est comme s'il s'agissait d'une autre personne, d'un autre entretien. Madame H. se déplace sur un territoire très restreint et sur un temps d'environ 10-15 minutes, le temps où elle est « autorisée », où elle s'autorise à sortir pour ne pas laisser son mari seul, lequel ne peut plus se déplacer. Ce parcours dans le quartier se limite aux alentours des immeubles pour promener le chien et à des déplacements plus irréguliers à la poste, à la banque, pour acheter du pain. Autrement, elle se déplace avec son mari en voiture pour les courses, généralement dans des magasins de proximité du quartier ou à la périphérie de la ville.

Le décalage est finalement fort entre les deux univers que j'ai pu saisir d'une part à la maison par ses représentations du quartier et, d'autre part, par une perception directe en se déplaçant avec elle.

Par la suite, j'ai pu observer ce décalage dans d'autres situations de terrain ou entretiens. Une autre interlocutrice, Mme M., mentionne sur la carte mentale des repères qu'elle situe en priorité, mais qui désignent des lieux qu'elle ne fréquente pas. J'ai pu faire ce constat une fois que j'ai marché avec elle en l'accompagnant dans ses différents trajets quotidiens. À titre d'exemple, l'église orthodoxe du Centre civique est placée comme le deuxième repère sur la carte, alors que Mme M. va souvent prier dans l'église gréco-catholique qui est plus éloignée, et qu'elle n'indique pas sur le dessin. Cette église gréco-catholique est un lieu d'attachement pour elle, il fait référence à la mémoire familiale et historique, liée à des événements douloureux concernant la persécution de ce culte pendant le socialisme, comme elle me l'a expliqué pendant la marche. Un décalage est présent aussi dans le cas de cette interlocutrice entre une approche des attachements saisis par la pratique de la

marche et une autre approche *via* une « épistémologie sédentaire », par des entretiens menés au domicile des personnes, par une approche des représentations et des cartes mentales¹⁰⁸.

Dans un autre cas d'entretien mené au domicile d'une personne, elle évoque plusieurs lieux importants d'attachement qu'elle fréquentait dans le passé pendant les week-ends, en famille ou avec les amis, des lieux de loisir et de promenade en périphérie de la ville (le sentier vers *Poiana Braşov* ou de *Noua*). Ce sont des chemins empruntés encore aujourd'hui pour la randonnée ou pour les pratiques de sport d'hiver par de nombreux habitants, des lieux emblématiques de la ville. Cependant, pour cette dame c'est seulement la mémoire, la nostalgie et un rapport affectif à ces souvenirs qui entretiennent l'attachement à ces lieux. Avec la mort de son mari et avec le « trin-trin et les soucis quotidiens » elle a arrêté ces promenades. Après l'entretien, en passant de la cuisine vers le balcon pour me montrer plus largement son appartement, Madame T. m'indique ses pots de plantes et d'herbes aromatiques dont elle prend soin quotidiennement et qu'elle décrit avec beaucoup d'affection. Elle ne les a pas du tout évoqués pendant l'entretien, et c'est seulement à l'occasion de ce tour dans l'appartement, que ces lieux d'attachement en tant qu'objets familiers et d'affection se sont révélés.

Pour revenir à mon premier exemple de Madame H. l'ancienne institutrice, sachant que les autres exemples nous dirigent vers la même direction, nous pouvons observer deux niveaux d'analyse possibles des attachements. Dans le premier temps d'enquête, au domicile des personnes, l'attachement saisi par les récits d'entretien renvoie à des

¹⁰⁸ Le terme d'« épistémologie sédentaire » est proposé par Michèle Leclerc-Olive (2015). L'auteure critique certaines perspectives d'analyse du rapport au temps des individus, laquelle paradoxalement le détemporalise, autrement dit le saisit à partir d'une perspective statique du temps ou newtonienne. Cela fait écho au texte de Bernard Lepetit, que j'ai évoqué dans la partie sur la Duchère, lequel met en lumière d'une part une perspective macrosociale du temps (ou celui-ci est extérieur à l'individu, un temps chronologique, compris dans sa dimension cinétique) et d'autre part une perspective microsociale selon laquelle le temps n'existe que comme une temporalité chaque fois singulière définie continuellement par les expériences des individus. La première conception du temps décrite par Lepetit va de pair avec les « épistémologies sédentaires » énoncées par Leclerc-Olive.

Dans mon approche, l'usage de ce terme fait référence surtout à une dimension plus méthodologique pour mener l'enquête, à une approche des re-présentations qui saisit les pratiques des individus en dehors du temps et du lieu de leur action (ex. dans mon enquête discuter avec les personnes de la fréquentation de leur quartier, en menant l'entretien dans la cuisine ou dans leur appartement). L'approche des représentations relève d'une conception « sédentaire » de l'espace-temps, et du social plus largement.

attaches, à un discours nostalgique et symbolique, à un univers de vie figé arrêté dans le temps. Dans le second temps d'enquête, le fait de suivre les déplacements ordinaires de la personne donne accès à d'autres dimensions et répond à d'autres questions : comment vit-elle au présent, comment réajuste-t-elle son quotidien face à ses difficultés de vie, comment renouvelle-t-elle ses attachements ?

À la suite de cette rencontre avec Mme H., je suis devenue attentive à ces deux facettes des attachements et, au niveau méthodologique, j'ai adopté une méthode qui permettait de les saisir. D'une part, par les déplacements et les trajets quotidiens, l'idée était d'analyser les processus d'attachement, en train de se faire comme des manières de s'engager continuellement avec l'environnement en se le rendant familier au quotidien. D'autre part, la parole et les récits (au domicile des personnes ou par la perception en mouvement), permettaient d'identifier des attachements stabilisés en attaches. Par leurs récits, les individus tendent en effet à organiser les espaces-temps mouvants de leur vie en disposant des balises, à fixer le vécu par la parole, à créer des catégories temporelles stables et discrètes (passé, présent, avenir) et, *in fine*, à transformer l'attachement en attache. Le fait d'exprimer des attaches à travers ces récits est une manière de performer des attachements. Il ne s'agit donc pas d'évacuer la portée pragmatiste des catégories discursives, mais il convient d'être vigilant à ne pas limiter les attachements à cette dimension et à prendre en compte cette limite lorsque nous qualifions la nature des attachements. Nous pouvons aussi observer que les récits sur les attachements sont très souvent focalisés sur les objets - lieux, objets¹⁰⁹, personnes ou autres vivants - et nous situent davantage dans une approche transitive des attachements (à quelque chose). La perception en mouvement nous permet de saisir une dimension plus intransitive, des attachements tout court, autrement dit d'aborder ces processus par des familiarités qui s'installent¹¹⁰.

Dans cette seconde perspective, qui est pour moi la perspective centrale puisqu'elle inclut la première (les discours sont une partie intégrante de la marche), l'attachement n'est plus vraiment compris comme un lien, mais comme une compétence du citoyen de type

¹⁰⁹ Pour cette perspective concernant les récits des individus sur leur attachement aux objets voir par exemple le travail de Véronique Dassié (2010) sur les objets d'affection, ou celui de Sophie Chevalier sur l'attachement aux objets du décor domestique et les remémorations auxquelles ils donnent lieu.

¹¹⁰ Cette distinction entre l'approche transitive et intransitive des attachements a été une piste de recherche que nous avons annoncée, avec Sarah Rojon, dans l'introduction du numéro thématique pour la revue *Parcours anthropologiques*, n°10, 2015.

écologique, une capacité de se rendre familiers les espaces-temps de la ville. Cette proposition prolonge celle de Patrice Melé et de Catherine Neveu lesquels, faisant référence aux travaux de Francis Chateauraynaud, invitent à réfléchir aux « formes d'attachement pensées non comme un rapport affectif à l'espace, mais comme une modalité d'être dans des milieux » (Melé et Neveu, 2019b : 17).

Dans une approche écologique de la « ville familière », ce sont par conséquent les mécanismes et les processus, les potentialités de l'environnement matériel saisies par les individus et les correspondances par lesquels ce rapport familial se réalise, qui doivent retenir notre attention et pas seulement les objets ou les lieux d'attachement (ce à quoi nous sommes attachés). Le lien est davantage une « interaction » qu'une « relation », pour reprendre la distinction faite par Tim Ingold (2013 : 122). Dans cette perspective les attachements ne sont pas proprement dits des liens qui connectent l'individu au lieu, à un objet, etc., mais le résultat d'une expérience qui intervient au sein d'une rencontre (parcours) et qui transforme et produit les éléments de celle-ci. Les familiarités et les attachements sont le résultat de ces ajustements permanents des individus avec l'environnement, des manières de l'appriivoiser, de pouvoir l'utiliser, de l'habiter, elles sont le résultat des « correspondances » qui s'établissent dans cet individu-environnement. Une « correspondance », selon Ingold, ne renvoie pas au fait de relier deux sets d'éléments par un principe d'homologie (*matching*), mais « au processus par lequel les êtres ou les objets quasi littéralement co-respondent ou se répondent les uns aux autres » (Ingold, 2017 : 155).

Cette distinction entre une approche des attachements comme lien et comme compétence écologique permet aussi de mieux saisir la différence entre l'appartenance et l'attachement, deux notions qui sont parfois confondues. Pour certains auteurs, l'attachement se mesure par un sentiment de perte lorsqu'on doit par exemple se séparer du lieu dans lequel on vit (Guérin-Pace, 2007 : 155). Cependant, le sentiment d'appartenance est lui-même renforcé et rendu manifeste dans les conditions d'une perte. Pour Mathilde Caro, « l'appartenance renvoie à une catégorie d'analyse plus statique, c'est-à-dire figée dans le temps et ne relevant pas de l'expérience vécue des acteurs mais plutôt d'une catégorie savante instituée par les chercheurs. L'attachement renvoie en revanche à une possibilité de maîtrise – un pouvoir d'agir – des individus sur leur environnement » (Caro, 2019 : 6). De mon point de vue, ces arguments sur lesquels repose cette distinction faite par Caro doivent être relativisés. D'une part l'attachement, comme

l'appartenance, est une notion construite par le chercheur, les personnes sur le terrain l'utilisent aussi peu que l'appartenance pour parler de leurs pratiques ou de leurs ressentis. D'autre part, l'appartenance n'est pas en dehors des logiques d'agir des individus et d'une expérience sensible, et elle n'est pas figée dans le temps. La différence entre les deux notions me semble finalement se situer sur un autre point. L'appartenance évoque l'idée de possession (d'un lieu, d'un groupe...), l'idée que les deux entités (individu et lieu/groupe...) s'appartiennent réciproquement. L'attachement, lorsqu'il ne désigne pas l'attache, n'a rien à voir avec l'idée de possession. La logique des attachements comme compétences écologiques est à l'opposé de la logique des appartenances, les attachements suggèrent un processus continu, jamais achevé, alors que les appartenances désignent plutôt un état ou renvoie à un statut, à une logique aréale, de territorialité.

Pour revenir aux deux conceptions des attachements, comme lien et comme compétence écologique, mon propos n'est pas de rejeter ou oublier la première pour asseoir comme unique perspective la seconde. L'intérêt est finalement d'observer sur le terrain lorsque nous faisons recours à une perspective d'analyse ou à une autre. Mon terrain de recherche m'a permis d'observer que l'analyse des attachements par des « épistémologies sédentaires », donc par les discours décontextualisés du lieu de leur production et par une approche représentationnelle, nous amène plus facilement à saisir une approche de l'attachement comme lien. Lorsque les individus racontent et *disent* leur attachement, leurs attaches, ils le font plutôt sous cet angle du lien, d'un attachement à un objet, lieu. Dans la perception en mouvement (par des parcours commentés) au fil de l'action, le défi est d'observer des attachements en train de se faire, en regardant des possibilités dans l'environnement matériel (« affordances »), des relations et des correspondances, lesquelles font advenir ces « objets » d'attachement.

Cette double approche des attachements, par le « déclaratif » et par la dimension processuelle, peut renvoyer à la distinction faite pour le phénomène mémoriel, entre la mémoire déclarative et la mémoire procédurale. Maria Lewicka (2014) met en lumière le rôle de la mémoire dans la construction des attachements et elle revient sur cette distinction. Elle nous rappelle que la mémoire déclarative est consciente et verbale, donc explicite. La mémoire procédurale est plutôt inconsciente et implicite, elle consiste dans des routines automatiques, des compétences et des manières de faire (par exemple lorsque nous faisons du vélo ou utilisons les règles de grammaire en parlant). La mémoire

procédurale rappelle la notion de mémoire-habitude (*habit memory*) évoquée par Paul Connerton (1989)¹¹¹. Dans son approche phénoménologique des attachements, David Seamon (2014 : 12) met lui aussi l'accent sur cette dimension des routines qui renvoie aux ajustements permanents du corps-sujet (Merleau-Ponty) et à partir de laquelle se fondent les attachements.

Alors que les routines jouent un rôle central dans les attachements, il ne faut pas les confondre avec ces derniers ou avec les familiarités. Il se peut d'ailleurs que par des comportements trop routiniers, on perde le sens intime et familier avec les choses. C'est ce que note aussi Laurent Thévenot (1994) lorsqu'il évoque les « régimes de familiarité ». Selon l'auteur, les habitudes et les routines sont des rigidifications des régimes de familiarité avec les choses, elles entraînent paradoxalement une forme d'éloignement du sujet de son objet dans le sens où la « figure du sujet s'estompe à mesure que s'ancre l'habitude » (*Ibid.* : 96). Ce que l'auteur désigne par « régime de familiarité » dans son analyse des relations des individus avec les objets techniques et de consommation est proche de ma perspective sur les familiarités dans le rapport des individus aux espaces urbains. L'auteur affirme que le rapport avec les objets et la connaissance que nous avons d'eux se fait par des points de contact avec ces objets, par des repères qui sont de deux types : conventionnel ou familier. Les repères conventionnels renvoient à des qualifications plus normalisées des objets (à des propriétés et des fonctions communément attribuées) et permettent une connaissance qui s'appuie sur un « régime de justification ». Ce dernier opère par des modalités d'argumentation et des formes d'épreuve permettant aux humains de classer, de justifier, de se caler sur des formes générales de jugement. Ce régime prend appui sur des capacités publiquement attribuées aux personnes et aux choses et par une opération qui raccorde l'intention d'un agent et l'instrumentalité d'un objet. Un exemple d'usage dans ce régime est par exemple, lors de l'achat d'un appareil électroménager, l'utilisation du manuel technique pour connaître le fonctionnement de l'appareil. Une autre possibilité de connaître cet objet est de recourir à l'expérience directe et à la mémoire de notre utilisation des appareils précédents, en

¹¹¹ La « mémoire-habitude » est responsable de notre capacité à reproduire des actes et comporte une dimension performative. « Il nous arrive fréquemment de ne pas nous rappeler comment, où et quand nous avons acquis le savoir en question ; bien souvent, c'est le fait de le mettre en œuvre que nous sommes à même de démontrer aux autres que nous nous en souvenons » (P. Connerton, 1989 : 22). Traduction par Loïc Wacquant dans le compte-rendu de l'ouvrage dans *Revue française de sociologie*, 32/4, 1991.

tâtonnant et en le découvrant pas à pas, par des ajustements successifs. À la différence du « régime de justification », nous avons ici un « régime de familiarité » qui renvoie à un autre type de « commerce avec les choses » : il opère par tâtonnement, par le contact et l'usage, de proche en proche, par des repères non conventionnels. Ce régime fonctionne en dehors d'un format de représentation de cet usage et en dehors d'un modèle qui a valeur d'information générale et qui donne d'entrée des attributs ou des fonctions aux différentes parties de l'objet. Il s'agit d'une perspective de « commerce rapproché (...) qui insiste sur la place de l'environnement ou d'un contexte sans en rester au seul format saisi par le plan et l'état d'artefact fonctionnel. Elle doit éclairer des modes de relations personnalisées aux personnes et aux choses qui sont transformées et mises en valeur dans la grandeur domestique de la confiance, sans en rester à la référence lâche à des liens personnels ou à un usage extensif de la notion d'interaction » (Thévenot, 1994 : 88). L'acointance, la familiarité avec les choses, résultante de cette présence réciproque des individus aux objets, et nous pourrions dire aux lieux, « se manifeste dans la finesse de la manipulation que permet la multiplication des repères indiquant l'état de l'objet et ses réactions à l'intervention humaine » (*Ibid.* : 94).

Nous pouvons rapprocher ces analyses sur les rapports des individus aux objets à des perspectives similaires sur le rapport aux espaces urbains. C'est par exemple l'approche de cette question sous l'angle des compétences citadines proposée par Isaac Joseph, développée par exemple dans les travaux sur les usages des gares et des réseaux de transport. Selon l'auteur, le citoyen est un « manipulateur des occasions, opportuniste et habile, s'ajustant à une intelligence "administrée" » (Joseph, 2002 : 150). Selon le même auteur, « penser la ville, ce n'est pas s'en tenir à l'appropriation ou au sentiment d'appartenance d'une population à son quartier ». Pour poursuivre cette réflexion, je dirais que penser la ville, c'est étudier les processus d'attachements par lesquels s'instaure un rapport de proximité avec la ville, ce qui permet au citoyen « de surmonter l'étrangéité à un territoire non familier, de s'orienter dans un "univers d'étrangers" » (2007 b : 13)¹¹².

¹¹² La phrase de Joseph est « Penser la ville, ce n'est pas s'en tenir à l'appropriation ou au sentiment d'appartenance d'une population à son quartier, mais étudier les dispositifs urbanistiques, les équipements et les services qui permettent au citoyen de surmonter l'étrangéité à un territoire non familier, de s'orienter dans un "univers d'étrangers" ».

L'attachement comme compétence écologique de mise en relation avec l'environnement est une des « compétences du citoyen » et il s'appuie sur ce « régime de familiarité » décrit par Thévenot.

Il convient, enfin, de faire une dernière distinction ici entre attachements et familiarités, deux notions que nous évoquons systématiquement ensemble, mais qui ne doivent pas être confondues. Les attachements s'élaborent par la production de ce rapport familial avec le monde, mais ils impliquent en plus l'instauration d'un rapport intime ou affectif, d'un pouvoir d'agir de ces objets ou de ces lieux sur nous-mêmes, qui ne sont pas présents dans tous nos rapports familiaux avec l'environnement. C'est dans cette réciprocité de la force exercée, des individus envers les objets ou lieux d'attachement et inversement, que nous reconnaissons les attachements. Antoine Hennion disait que l'attachement désigne « ce à quoi nous tenons et ce qui nous tient », une formulation qui rappelait cette force que les objets d'attachement peuvent exercer sur nous-mêmes, illustrée au préalable par Bruno Latour dans l'exemple des attachements à la cigarette. Les attachements ont cette force de « faitiche », qui « vous font faire des choses sans que personne, ni vous ni eux ne maîtrise » (Latour, 2000 : 191).

Après avoir présenté les différentes contributions sur les attachements et précisé ma perspective, j'illustrerai dans la partie suivante ma proposition d'analyse des attachements dans sa double perspective : la dimension processuelle des attachements par l'élaboration des rapports familiaux, et l'approche du lien par l'évocation des objets d'attachement.

Ethnographies de la ville familière

Je présenterai ici quelques mécanismes et dimensions que j'ai pu identifier dans la construction des attachements urbains : la construction des sentiers familiaux, l'économie des déplacements, les lieux et la végétation comme support de mémoire et d'attachement, les ambiances de familiarité.

Les sentiers familiaux du quotidien. La ville derrière le grand boulevard

Dans les déplacements avec les personnes, mon attention fut rapidement attirée par le choix des parcours dans leurs trajets quotidiens et par ce que mes interlocuteurs appelaient des « raccourcis ». Ces sentiers me paraissaient pourtant très alambiqués, des vrais slaloms derrière et parmi les immeubles. Je n'étais d'ailleurs pas sûre de pouvoir

refaire toute seule le même parcours. À l'aide d'un logiciel de marche et de géolocalisation (*Map My Walk, View Ranger*), j'ai pu remarquer que ces sentiers n'étaient pas forcément plus courts en distance par rapport au parcours évité, à savoir celui qui longeait le grand boulevard. J'ai pu aussi faire le constat que ces chemins étaient très différents d'une personne à une autre. Le lieu de résidence comptait beaucoup dans les trajets choisis, mais des variations existaient au sein des personnes habitant le même immeuble.

À travers les différents itinéraires, j'ai pu noter que le fait de prendre ces « raccourcis » n'était pas forcément un choix d'économie de temps ou de distance, mais une manière de se projeter sur une traversée de la ville dans un environnement moins hostile. Ainsi, les personnes ont tendance à éviter le « béton » et les bruits de la circulation du grand boulevard en cherchant les zones plus calmes, avec de la végétation et de l'ombre surtout en été, les chemins où les nombreux arbres sont présents dans la proximité des immeubles derrière le boulevard.



Vidéo [Évitons le boulevard !](#)
(bit.ly/3DQcnWP)



Vidéo [Le cycliste choisit les petites rues](#) (bit.ly/3ISYK2K)



Vidéo [Prenons un raccourci !](#)
(bit.ly/3G1TPEM)

Ces chemins sont aussi ceux où l'on peut croiser un voisin, des connaissances avec lesquelles des discussions s'engagent, très souvent autour de l'offre du marché du jour, de ce que l'on porte dans ses sacs, des problèmes rencontrés dans l'immeuble, des informations utiles liées au fonctionnement de la copropriété ou du quartier. Alors que le grand boulevard semble le lieu du grand anonymat, les chemins « de derrière » sont ceux des visages familiers, de ces « étrangers familiers » que l'on ne connaît pas forcément, mais des personnes que l'on a déjà pu repérer dans le quartier, dans les trajets quotidiens¹¹³. Ces espaces de circulation qui se trouvent derrière le grand boulevard sont ainsi vus comme garantissant un certain sentiment de sécurité, de stabilité et de prédictibilité, une sorte de domestication du chaos d'une zone urbaine de transit et de

¹¹³ Une étude intéressante sur cette figure goffmanienne de l'« étranger familier » est réalisée par Christian Licoppe et Julien Morel qui l'abordent dans leur analyse des pratiques de sociabilité et de rencontres dans les espaces publics à l'aide des applications mobiles (Licoppe, Morel, 2017).

flux. Ce sont aussi sur ces chemins que la présence des animaux domestiques comme les chiens ou les chats est visible, elle est en revanche très rare ou absente près du grand boulevard.

Sur ces chemins « de derrière », dans le slalom entre les immeubles, nous pouvons également voir la présence d'autres signes restant d'anciens espaces de socialisation dans la proximité des immeubles, les *bătătoare*, les barres métalliques où les tapis des appartements étaient déposés pour être nettoyés plusieurs fois dans l'année. Alors que dans d'autres quartiers ces espaces peuvent constituer encore aujourd'hui des lieux de regroupement entre voisins (même sans le nettoyage des tapis), ces lieux n'ont plus du tout cet usage dans les zones du Centre civique. Ils restent ici comme des témoins silencieux d'une autre époque.



fig. 1 Les anciens bătătoare

Enfin, ces itinéraires incluent souvent des lieux d'affection et d'attachement importants pour les gens : la pâtisserie dans laquelle on mangeait un gâteau avec sa grand-mère, l'aire de jeux où autrefois on venait avec son enfant, l'ancienne maison où on a habité, un ancien sentier pour se rendre à l'école, un terrain de jeu de son enfance, le chemin qu'on empruntait enfant avec son parent pour se rendre à son activité sportive, etc. Ces trajets sont ainsi des chemins « personnalisés » dans le sens donné par Thévenot (1994)¹¹⁴ qui mettent en avant une connaissance et pratique de la ville selon un « régime de familiarité », qui s'étend à l'échelle de son territoire de vie ou du quartier plus ou moins

¹¹⁴ Selon Thévenot, cette « "personnalisation" des choses » qui caractérise le régime de familiarité ne veut pas dire seulement « la diffusion d'une personne sur des choses mais aussi, inversement, de la constitution d'une personnalité à partir de liens de familiarité. (...) Les choses personnalisées ne sont pas détachées de la personne qui se les est appropriées, mais étendent sa surface et garantissent son maintien. » (Thévenot, 1994 : 95).

extensible. Cet espace est composé de ces figures familières, allant des amis du quartier et des voisins aux visages simplement connus, et incluant aussi d'autres présences vivantes tout aussi familières, un chien que l'on a déjà repéré, un arbre en particulier à côté duquel nous passons régulièrement, etc. Cette ville familière « de derrière le boulevard » est aussi représentée par les gens comme un espace des « civilités » (*cartier civilizat*). Néanmoins, pendant qu'une personne prononçait ce mot dans notre marche pour qualifier le quartier, j'ai pu remarquer des déchets jetés à côté d'une poubelle au bord de notre chemin ou des voitures garées de manière inappropriée obstruant les passages. Ces éléments qui ont été visibles dans d'autres trajets n'ont pas retenu l'attention ou n'ont pas été mentionnés par mes interlocuteurs. En partie cela peut s'expliquer par le fait que les stratégies de contournement de ces obstacles ne sont plus verbalisées, mais sont déjà des routines incorporées, des actes automatiques qui font appel à la « mémoire-habitude » que nous avons évoquée précédemment.

Vidéo [Sentiers à l'abri du boulevard, une zone "civilisée"](https://bit.ly/3lSZ0Pg) (bit.ly/3lSZ0Pg)

(Les poubelles apparaissent à gauche à la fin de la vidéo, à peine perceptibles visuellement à cause de l'éclairage de nuit).

À part ces sentiers familiers, un rapport de domestication de l'espace urbain est présent de manière plus générale, y compris dans les espaces les plus exposés au bruit du boulevard et dans les zones de passage les plus hostiles au corps. Un exemple ici est l'organisation des sentiers du parc qui se trouve au centre de la zone du Centre civique. Nous pouvons faire le constat de la présence de multiples allées qui sont instituées informellement débordant celles officielles, comme nous l'avons déjà montré. « Ici chacun a sa propre allée », disait une de mes interlocutrices. Nous serions enclins à penser que cela repose sur le fait que les individus empruntent les chemins les plus courts, néanmoins la disposition de ces allées et les choix effectués par les personnes mettent en lumière plusieurs éléments. La texture du sol est par exemple un élément qui est loin d'être négligeable. Nous pouvons observer par exemple qu'à côté de la grande allée qui a accueilli les débris des constructions et des jeux attribués à la mafia locale se trouvent des chemins alternatifs en terre très empruntés. La terre est ainsi la texture préférée lorsque les allées ne sont pas entièrement goudronnées. Cependant, d'autres facteurs jouent un rôle important dans le choix du sentier : l'intention du déplacement et la localisation exacte de la destination où on veut arriver, le moyen de déplacement (à pied,

vélo, trottinette, poussette, etc.), des problèmes particuliers de mouvement que notre corps nous pose, des expériences et des habitudes déjà installées.

La méthodologie de la marche filmée avec la caméra embarquée, la méthode d'immersion par l'observation, les entretiens et discussions informelles, permettent de saisir ces différents éléments, ainsi que l'écologie de ces situations et des processus par lesquels ces sentiers familiers se mettent en place. D'autres dimensions abordées dans les parties suivantes apporteront des précisions supplémentaires sur l'élaboration de ces sentiers.

L'économie de la mobilité

À travers mes recherches j'ai pu observer que les trajets ordinaires des personnes prennent souvent la forme de circuits urbains, basés sur le principe d'une économie des déplacements. Celui-ci joue un rôle important dans les choix de déplacement et l'installation de certaines routines. J'ai pu noter l'importance de regarder les lieux fréquentés par mes interlocuteurs en considérant ce qui les reliait dans un réseau de déplacement des personnes. Selon mes observations, les lieux fréquentés ne présentent pas des qualités intrinsèques, ils sont des « affordances », acquérant une importance particulière par une mise en relation avec d'autres lieux et selon des rapports affectifs, de mémoire, de sociabilité, des habitudes.

Un principe qui organise de manière centrale nos déplacements est le principe polytopique : en allant quelque part, on va aussi autre part. Dans leur promenade du dimanche en amoureux, des couples jeunes sans enfant font un arrêt à l'église, elle est un lieu compris dans le trajet. Pour des couples avec enfants, ils se rendent à l'église et ensuite ils s'arrêtent aux aires de jeux. Certains lieux apparaissent comme des passages obligés dans les réseaux de déplacement et ces routines s'organisent différemment, selon qu'il s'agit du week-end ou de la semaine.

Cette ritualisation dans la pratique des lieux et cette économie de la mobilité est une manière récurrente de vivre en ville, montrée par d'autres chercheurs. À Paris, la flânerie doublée par la fréquentation ritualisée des lieux emblématiques de « son » quartier par des résidents « secondaires » (librairie, café, boulangerie, marché, commerces...) participe de la construction d'un sentiment d'appartenance à la ville, de familiarité et de « chez soi » retrouvé à chaque retour dans la ville. À travers ces circuits à pied, ces résidents performant cette « parisianité » éprouvée tout autant que les résidents

autochtones, comme le montre la recherche de Sophie Chevalier, Emmanuelle Lallement et de Sophie Corbillé (2013).

La fréquentation des pharmacies m'a semblé intéressante pour illustrer ce principe polytopique et d'économie de la mobilité. J'ai pu observer que mes interlocuteurs ne se rendaient pas forcément à la pharmacie qui se situait en bas de leur immeuble, ou le faisaient à titre exceptionnel, généralement pour des urgences. Ils font plutôt le choix de fréquenter des pharmacies plus lointaines, le justifiant par le fait d'y avoir une « carte de fidélité ». Cette stratégie relativement récente des pharmacies d'attirer et de maintenir la clientèle *via* le système des cartes de fidélité joue un rôle important dans le choix de la pharmacie, où l'on se rend, entraînant par la suite certaines routines avec ces lieux. Néanmoins, comme toutes les pharmacies délivrent des cartes, comment choisit-on sa carte, et donc, sa pharmacie ? J'ai pu remarquer que la distance parcourue pour s'y rendre ne semble pas un élément décisif dans ce choix puisque la pharmacie s'inscrit dans un circuit de déplacements. Cela fonctionne de la même manière pour les magasins où l'on fait ses courses. Cependant, ces lieux de consommation ou de sociabilité ne sont pas complètement substituables selon une dimension d'économie du déplacement, laquelle n'est pas suffisante pour expliquer ces choix. Ces lieux présentent aussi, aux yeux des personnes, des qualités particulières comme la diversité de l'offre des produits, le rapport qualité-prix, ou d'autres qualités qui sont tout aussi importantes comme l'encombrement du lieu, l'expérience que l'on a avec la vendeuse, etc.

Nous pouvons noter cette complexité des dimensions qui déterminent la familiarité avec un lieu en prenant aussi un autre exemple, celui de la fréquentation des églises. Pour une de mes interlocutrices de religion romano-catholique, le fait d'aller au parc du Centre civique la fait régulièrement passer par l'église orthodoxe qui se trouve dans son chemin, où elle allume un cierge et fait une prière. Elle dit que « Dieu est le même » et cela ne la dérange pas de prier dans une église orthodoxe. Cependant, pour sa voisine qui vit sur le même palier, de religion gréco-catholique, la proximité de cette église et le fait de traverser le parc ne l'amènent pas à entrer dans ce lieu. Elle se rend dans un lieu de culte plus éloigné, justifiant que c'est une église moins encombrée. Pendant un des trajets effectués avec la personne, en chemin vers cette église, j'ai pu comprendre que ce lieu la connectait à un univers d'attaches familiales. Elles parlent de ces grands-parents gréco-catholiques qui ont été affectés par les restrictions de ce culte pendant le socialisme. Cette

église lui permet de se recueillir, de refaire les liens intimes avec ses parents et avec cette mémoire familiale, et en quelque sorte de l'honorer à travers ces routines.

La complexité des dimensions dont relèvent la fréquentation des lieux et l'organisation de ces circuits urbains peut être saisie à partir d'une approche « sédentaire », à partir des entretiens, des représentations, ou menant l'enquête « dans » ces lieux (à l'intérieur d'eux). Néanmoins, le fait d'aborder les pratiques de ces lieux à partir d'une écologie des déplacements quotidiens et de leur inscription dans des circuits ordinaires apporte des éléments supplémentaires à l'analyse de la ville. Cela permet de les inscrire non seulement dans une perspective d'anthropologie « en ville », mais aussi « de la ville », attentive aux modes d'urbanité ou aux pratiques de mobilité urbaine. L'analyse des lieux urbains sous un angle qui ne privilégie pas forcément l'ethnographie « dans » ces lieux (par exemple l'analyse des rituels religieux, des pratiques de consommation, etc.), mais autour et à l'extérieur d'eux en les inscrivant dans ces circuits urbains, et par l'usage des ethnographies mobiles et des outils audiovisuels portés par nos interlocuteurs, est une piste moins explorée jusqu'à présent et qui mérite d'être poursuivie¹¹⁵.

La perspective des circuits urbains nous permet de mener une réflexion sur la valeur des lieux, et en particulier de ceux familiers ou d'attachement. Nous avons pu observer que ceux-ci n'ont pas de valeur d'usage en soi autrement dit si nous les considérons de manière isolée, et même s'ils peuvent avoir une fonction affective pour les personnes. Ils ne sont pas des espaces fermés sur eux-mêmes, mais soumis à l'expérience des personnes dans l'usage de la ville, lequel s'organise selon une mobilité poly-topique. Antoine Hennion (2013) parlait des objets en affirmant qu'ils sont « des pragmata, des choses-relations, des choses en extension », et cette remarque est valable également pour les lieux urbains. Une église qui n'est pas forcément celle de notre culte peut entrer dans nos circuits ordinaires, car elle se situe dans notre trajet, et surtout si nous avons des problèmes de déplacement. En revanche, cette proximité physique n'est pas suffisante pour pratiquer un lieu et s'y attacher, et cela même lorsque l'église appartient à notre culte. Cette complexité des pratiques de familiarité avec les lieux et d'attachement est ainsi pertinente à analyser dans une perspective écologique attentive à la mobilité et qui

¹¹⁵ Généralement, les lieux abordés dans cette perspective d'ethnographie mobile et par des captations audiovisuelles embarquées portées par nos interlocuteurs ont été les espaces de transport comme les gares, les transports en commun, les trajets touristiques dans la ville, la « rue », le marché, les musées.

aborde les lieux urbains comme des « pragmata et des lieux-relations » pour paraphraser Hennion, ou comme des « environnements » dans le sens d'Ingold, autrement dit comme des déploiements et des réajustements d'un organisme-sujet mobilisant des « affordances ».

L'église : habiter l'inquiétude, habiter la ville des flux et de l'automobile

Dans cet environnement urbain hostile du Centre civique, quelques lieux ont attiré mon attention en tant qu'espaces où des familiarités et des attachements se tissent : l'église, le parc, le balcon des appartements (comme un espace de rêverie et de projection au-dessus ou au-delà d'une ville, des pollutions sonores, visuelles, matérielles), les bancs installés en bas des immeubles derrière le boulevard dans les lieux ombragés. Je m'arrêterai ici uniquement sur l'église, mais plusieurs lieux mériteraient de l'attention pour montrer cette palette finalement large d'espaces de refuge, de repos, d'intimité avec la ville, de « homing » (de faire un chez soi) pour reprendre la notion d'Ida Wentzel-Winther (2009).

L'église est un des lieux où les personnes transitant ou résidant dans le quartier semblent trouver du répit et de l'intimité dans cet espace exposé au bruit, au trafic des voitures, aux passages (voir plus loin fig. 1-4 et 7). Dans ma recherche je me suis centrée principalement sur une ethnographie à l'extérieur de l'église, plutôt qu'à l'intérieur, afin de comprendre ce lieu en connexion avec son environnement urbain de proximité. J'ai ainsi effectué des observations participantes dans des files d'attente lorsque des cérémonies importantes avaient lieu, des observations et des discussions informelles avec des personnes dans l'espace extérieur de l'église¹¹⁶. Ma présence pendant des files d'attente, qui pouvaient être assez longues et durer par exemple deux heures, m'a permis d'écouter les discussions qui s'engageaient dans les lieux, des échanges entre les personnes faisant la queue pour entrer dans l'église pour différentes cérémonies religieuses ponctuelles ou mensuelles comme la fête du saint de l'église. J'ai pu remarquer que l'espace de l'église était un lieu important d'expression et de prise avec l'incertitude, avec les soucis quotidiens et familiaux du moment. Les sujets évoqués étaient systématiquement les mêmes,

¹¹⁶ Dans ces files d'attente et de manière plus générale dans ces ethnographies « statiques » dans la cour extérieure de l'église, je n'ai pas utilisé la caméra d'action, il me semblait assez délicat de demander aux personnes de la porter dans un espace de recueillement. J'ai pris des photos et réalisé des vidéos courtes avec mon téléphone portable, ayant toujours les personnes de dos pour que mon outil soit le moins intrusif possible. En revanche, les personnes ont porté la caméra lors d'itinéraires qui pouvaient passer à côté de l'église ou se diriger vers elle.

concernant des événements ou des aspects difficiles dans la vie des personnes : divorces, maladies, départs à l'étranger des personnes de la famille, mariages à l'étranger des Roumains de la diaspora avec des personnes de confession différente¹¹⁷.

Ce lieu accueille aussi des échanges inédits, par exemple entre anciens collègues et amis de travail qui se retrouvent par hasard ici, et qui s'étaient perdus de vue après la fermeture des usines. J'ai pu observer que lors de ces rencontres, les personnes sont finalement restées à l'extérieur de l'église, sans y entrer pour des prières ou d'autres rituels (fig. 3, 4).

Il m'est arrivé aussi de vivre un moment similaire, chargé d'émotion, par la rencontre dans ce lieu de mon ancienne professeure de mathématiques du collège. Ce matin-là, j'ai complètement oublié d'entrer dans l'église ou cela ne m'a plus semblé nécessaire, et j'ai vu qu'il en a été de même pour mon ancienne professeure. Finalement de nombreuses personnes faisaient comme nous.

fig. 1. L'église du Centre civique (2016, B. Botea).



¹¹⁷ Certaines personnes ont évoqué l'aspect problématique des couples ou des mariages des Roumains de religion orthodoxe de la diaspora avec des personnes d'autres cultes, notamment avec des « musulmans ». Alors que le ton employé par ces personnes suggérait une extrême inquiétude et perplexité, aucune information ou détail n'étaient donnés concernant ces pratiques ou la vie de ces Roumains de la diaspora, ni en quoi cela semblait problématique.

fig. 2-4. Un dimanche dans la file d'attente, pour la fête du saint de l'église (Hramul Bisericii), 2016.



Le fait que cette église se situe dans un quartier de passages et de connexions entre plusieurs quartiers, accueillant des personnes venant de coins différents de la ville, fait que des rencontres inattendues peuvent se faire ici. Cette mixité est aussi celle des catégories sociales (classe sociale, âge, catégories professionnelles). J'ai pu aussi noter que des nombreux jeunes et personnes adultes font la manche dans cette église, comme dans d'autres lieux de prière de Braşov. En m'entretenant avec les jeunes présents ici, âgés de 7 à 14 ans, j'ai pu apprendre qu'ils venaient d'assez loin, d'autres communes de l'agglomération. Cette église leur rapporte un gain plus important par la diversité des publics et sa large fréquentation, mais aussi par les réseaux de fidèles du lieu qui sont pour eux les visages familiers, avec lesquels ils engagent des discussions et obtiennent parfois d'autres ressources (nourriture, vêtements, etc.). J'ai cru comprendre aussi qu'il était préférable pour eux de faire la manche dans des lieux ex-centrés de leur domicile pour toucher à des publics qui ne les connaissent pas dans leur quotidien de vie et qui sont susceptibles de « donner plus ». Dans ces lieux ils semblent aussi avoir l'avantage d'être plus éloignés de la police de leur quartier qui les connaît et qui les chasse souvent.

L'église met ainsi en connexion différents espaces et périmètres de la ville, et en même temps elle permet de fait circuler ou d'actualiser des mémoires individuelles ou sociales de celle-ci. Parmi les mémoires sociales, je pense ici notamment aux mémoires ouvrières, enfouies dans des mémoires personnelles par manque de traitement public de cette question, malgré le fort poids de l'industrialisation de la ville dans les années du socialisme et de la fermeture des usines.

C'est aussi une circulation des mémoires familiales et plus intimes que ce lieu permet à certains. Un de mes interlocuteurs, Monsieur P., témoigne des liens privilégiés qu'il entretient depuis récemment avec le prêtre, un espace d'échange intime qui s'est construit après la mort de sa mère. Le prêtre connaissait bien cette dernière et les discussions avec lui permettent à Monsieur P. de continuer à évoquer sa mère et à travers cette parole de faire son deuil.

Comme nous venons de le voir, alors que par sa localisation dans le Centre civique ce lieu de culte n'est pas vraiment une église de quartier, elle fonctionne néanmoins, pour les personnes habitant dans cette zone comme un espace de familiarité, de proximité et de reconnaissance. C'est parfois à l'église plus que dans l'immeuble qu'on se voit et se

reconnait entre voisins (habitant les immeubles du Centre civique), ou qu'un sentiment d'appartenance commune au quartier se construit, par le repérage des visages familiers.

C'est plus à l'église qu'on croise les voisins qu'ici dans l'immeuble. On y voit la dame du 5^{ème} (étage), le couple du 3^{ème}, la dame du bureau de transport qui vend des tickets dans l'arrêt de bus, tout le monde y est.

L'église occupe une place importante dans ce paysage urbain en tant que lieu familier et dispositif d'attachement. Construite dans un espace largement ouvert et inoccupé suite aux démolitions, l'église délimite son territoire physique par une barrière d'arbres implantée avec difficulté, en creusant dans le béton (fig. 2-4, 6, 7, voir aussi la vidéo [Part 2. Les roses captent l'attention et ralentissent les pas](https://bit.ly/3C7b4lC), bit.ly/3C7b4lC).

Cette barrière se veut fonctionner comme un mur spatial, ou comme une « membrane sonore », pour reprendre Nicolas Puig (2016). Dans notre cas, le « mur » d'arbres constitue une frontière de séparation par rapport au bruit, au trafic, à l'anonymat de cette zone urbaine donnant le sentiment d'être à l'abri de cette « hyper-ville » où les flux et les stimuli de toutes sortes sont amplifiés.

Dans ses travaux sur les environnements acoustiques du marché de Sabra à Beyrouth, Nicolas Puig utilise la notion de « membrane sonore » - préférée par l'auteur à celle de « mur sonore » - afin de suggérer la porosité de cette frontière. Cela est pertinent aussi dans mon cas de terrain, puisque cette séparation souhaitée avec l'espace du boulevard par la mise en place des arbres n'est pas du tout étanche, laissant pénétrer d'un côté les bruits du boulevard dans le périmètre extérieur de l'église, et de l'autre les sons spécifiques aux pratiques religieuses à l'extérieur de ce périmètre (cloche, haut-parleurs diffusant la messe). Plusieurs enregistrements des environnements sonores de la « cour » de l'église et de l'autre côté du boulevard m'ont permis de noter une succession ou concurrence des sons, entre les chants et intonations religieuses et les bruits du trafic automobile déployé sur six voies. Cette séparation est par conséquent poreuse, ce qui répond aussi à une intention de l'église qui a installé des haut-parleurs afin que cet univers religieux pénètre la ville et qu'il se déploie sur un territoire le plus large possible. D'ailleurs, plusieurs interlocuteurs résidant dans les immeubles K et C situés au bord du grand boulevard affirment que les dimanches ils ouvrent les fenêtres et participent ainsi à la messe sans besoin de se déplacer. Ils ont ainsi le sentiment de se connecter à cette

communauté de croyants qui se trouve, de ce fait, élargie. Pour les personnes âgées qui vivent dans ces immeubles en hauteur et qui ont des difficultés de déplacement, cette pratique est devenue la seule possibilité de se connecter à l'église, en plus des passages du prêtre au domicile.

Ma démarche focalisée davantage sur les environnements extérieurs à l'église montre bien que la ritualité et la performativité religieuse se passent aussi bien à l'extérieur de ces infrastructures de culte qu'à l'intérieur. Les enregistrements vidéo que j'ai pu effectuer mettent en lumière les mouvements du corps et des regards, et à travers eux, les processus d'attention des individus dans la cour de l'église, leur réponse attentionnelle à la diversité des stimuli extérieurs (personnes, bruits, etc.) qui arrivent dans cet environnement. Pour certaines personnes, l'église semble être un observatoire et un lieu de connexions et de sociabilité, un lieu où l'on voit et l'on est vu, dans l'esprit de Goffman et de Joseph (fig. 5-7).

Une étude en soi mériterait d'être menée dans ce lieu poursuivant les différents points abordés ici, par exemple une approche d'écologie urbaine avec des techniques audiovisuelles pour analyser les circuits urbains dans lesquelles s'inscrivent la fréquentation de l'église et les réseaux des connexions (sociales, spatiales, mémorielles) qu'elle permet. Un volet supplémentaire de l'enquête peut être mené en interrogeant les prêtres et les autorités de l'église sur l'installation de ce lieu dans le Centre civique, sur les différentes tensions qu'elle a générées qui ont été par ailleurs importantes, sur les spécificités de cette église située dans une zone de transit et sur les stratégies spatiales et politiques de construction du périmètre de fidèles.



fig. 5, 2016.

fig. 6, 7. L'église en bois du Centre Civique (2016, B. Botea).



Les arbres et la végétation comme supports de mémoire et d'attachement

Je souhaiterais revenir ici sur la dimension mémorielle, déjà abordée à d'autres endroits dans ce volume, mécanisme central dans la construction des attachements¹¹⁸.

À travers les itinéraires parcourus avec mes interlocuteurs, j'ai pu remarquer que les lieux d'affection et de mémoire, ainsi que la dimension nostalgique, ont souvent été présents dans leur choix d'itinéraire ou comme des repères importants dans ces chemins. Il s'agissait par exemple des lieux où on a habité dans l'enfance, de l'école ou des sentiers arpentés dans la jeunesse, des anciens itinéraires de promenade avec les membres de la famille, des lieux de loisir d'autrefois fréquentés avec des amis ou en famille, d'un espace de recueil dans l'église rappelant la mémoire d'un parent, de certaines parties du quartier détruites avec les transformations urbaines, etc. Alors que dans l'évocation de ces lieux d'affection, l'univers familial ou de l'enfance sont récurrents, certains trajets ont montré une autre dimension de l'attache et de l'affection, exprimée par des formes de résistance et de mécontentement face à l'évolution du quartier. L'« itinéraire des grues » que j'ai présenté dans un chapitre antérieur est un tel exemple qui met en lumière « ce à quoi on tient et qui nous tient », la dimension affective dont certains espaces sont chargés lorsqu'ils sont menacés de disparaître (par exemple la vue sur le paysage des collines). Plusieurs fois lorsque j'ai effectué des trajets avec des architectes-urbanistes résidents du quartier, à certains moments, lorsqu'un lieu ou un paysage étaient désignés par eux le rythme de la voix changeait, le souffle devenait plus intense, et un attachement fort au quartier était rejoué à travers cette balade, exprimé à travers une révolte personnelle ou professionnelle, transformée parfois en espace d'action (comme la formulation d'un projet d'architecture-urbanisme alternatif).

Il a été également intéressant d'observer que lorsque les personnes faisaient le choix de m'amener sur des chemins d'affection par exemple liés à l'enfance, à l'univers familial, au fur à mesure du trajet cet aspect était oublié ou prenait finalement peu de place par rapport à d'autres aspects montrés : les difficultés pour traverser la rue et les ruses ou routines pour les contourner, les nouvelles constructions du quartier et la formulation des questions ou des attentes par rapport à cela. Régulièrement, le lieu de l'ancienne usine *Hidromecanica* est montré, pour certains avec des attaches et des regrets liées au passé industriel de la ville ou à une zone calme qui entourait cette usine, alors que d'autres en

¹¹⁸ Voir par exemple Breviglieri (2010), Rishbeth (2014), Lewicka (2014), Istasse (2015), Botea (2014).

tirent surtout les avantages personnels d'approvisionnement avec la construction du nouveau Mall.

Sous des degrés différents, ces itinéraires ont donné tous à voir ce double aspect des attachements, des attaches plus nostalgiques et des familiarités renouvelées avec les espaces. La végétation et en particulier les arbres constituent un exemple intéressant où ce double registre des attachements se donne à voir. Ils constituent un lieu d'attache intéressant, mais aussi un repère qui organise la mémoire dans cette zone de transit confrontée à un processus d'effacement des traces et à une politique de l'oubli. Les arbres sont évoqués, d'une manière ou d'une autre, dans la plupart des itinéraires. Ils comptent parmi les seuls repères vivants après les démolitions, des témoins des lieux en dépit des différentes étapes de transformations urbaines, fonctionnant comme des « supports de mémoire », selon le terme employé par Halbwachs (1997/1950). Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que la seule « légende urbaine » en référence au Centre civique concerne un arbre, un magnolia, connu et relaté par tous mes interlocuteurs appartenant à des générations différentes. Pour les plus jeunes qui l'évoquent (qui ont la quarantaine, et qui ont pu connaître le quartier avant les démolitions), le magnolia est évoqué avec nostalgie comme un lieu d'attache, rappelant des promenades familiales. Sont également mentionnés son caractère imposant et sa beauté, qui attiraient l'attention de tous ceux qui passaient dans le quartier. Pour certains interlocuteurs, le magnolia est devenu comme un personnage de la ville, occupant jusqu'à sa disparition la place d'un témoin de son histoire, d'un symbole de continuité dans le temps, des changements du régime, comme le note sur sa page Facebook un résidant du quartier, architecte, qui poste ici de nombreuses photos de l'histoire de la ville. Selon lui, le Magnolia aurait survécu aux démolitions du régime de Ceaușescu, mais pas aux difficultés de la transition postsocialiste, à l'inattention et aux « incompétences » de gouvernance de la ville attribuées à la classe politique.



fig. 1. « Le Magnolia en 1966, très prospère, dans la cour de la belle villa du XIXe siècle, au 9 rue Harmanului, bâtiment devenu ultérieurement école maternelle (...) ».



fig. 2. « Le Magnolia en 1988. Il fait face à la poussière et aux restes du chantier suite aux démolitions des maisons des rues Hărmanului, Gheorghe Lazăr et Mihail Kogălniceanu ».



fig. 3. « Le Magnolia en 1998, entouré des tristes symboles d'un capitalisme de type sud-américain : un terrain avec des trous, des fossés et des poubelles à tout pas, des bâtiments maladroits mais prétentieux, des publicités vulgaires ».

Nous pouvons constater, dans ces messages postés sur Facebook autour de cet arbre, que la nostalgie n'a pas la seule fonction d'exprimer une attache et un rapport affectif au passé, ni même d'établir une continuité avec le présent. La nostalgie comporte ici une autre dimension, rappelée aussi par Zsuzsa Gille (2010) dans un ouvrage collectif sur la nostalgie postsocialiste. L'évocation d'un passé nostalgique est, selon l'auteure, l'expression d'une difficulté des individus à accepter le présent et à s'y projeter, d'où cette focalisation sur le passé. Elle est, au final, l'expression d'une critique sociale envers la société postsocialiste.

Les arbres en tant que lieux d'attachement ont une valeur de mémoire et d'archive aussi dans un autre sens. Dans un trajet effectué avec une personne, elle s'est arrêtée au croisement des deux allées du parc où nous nous trouvions pour me montrer quelques arbres. Ceux-ci bordaient visiblement deux anciennes rues du quartier, disparues avec les démolitions des années 1980, et ils restaient aujourd'hui des témoins d'une trame urbaine disparue, traçant une géographie des lieux d'autrefois. Les arbres ont ainsi une valeur d'orientation par leur présence continue dans ces paysages urbains incertains, dont les transformations les rendent méconnaissables. La mémoire peut ainsi être regardée comme un mécanisme d'attachement non seulement dans un sens nostalgique ou de contestation dans le présent, mais aussi comme un type de savoir qui permet de construire une relation de familiarité avec la ville, pour se repérer au niveau spatial ou temporel par rapport à des environnements qui se transforment continuellement.

Les arbres sont plus largement des repères familiers dans les trajets quotidiens. Très souvent ils jouent un rôle important dans le choix du chemin. Comme je l'ai déjà mentionné, un chemin ou un trottoir avec des arbres est préféré aux autres, car il permet de se mettre à l'abri de la chaleur en été, mais les arbres offrent aussi des moments de contemplation lorsque, dans nos trajets quotidiens, nous adoptons une posture de flâneur pour observer la ville ou le temps qui passe. Au croisement d'un chemin, lorsque nous changeons de direction pour nous diriger vers le marché, une interlocutrice m'indique : « Tu vois, ici je ne continue pas tout droit, je prends toujours par-là, il y a cet arbre que j'adore regarder. Au printemps il commence à avoir des petites feuilles et il bourgeonne, en automne les feuilles jaunissent...on peut voir chaque saison lorsqu'on le regarde ».

Une autre personne traverse en vitesse le quartier 2-3 fois par semaine pour se rendre au marché. En l'accompagnant, nous observons que la marche est pressée, mais elle ralentit

au moment du passage à côté des roses plantées autour de l'église, dont elle suit la croissance, le feuillage, l'espèce particulière. Cătălina Rezeanu, membre de notre projet HAPCIT, a pu observer que la domestication de ces itinéraires se fait par des formes de personnalisation, d'intimité et de familiarité différentes et subtiles, au-delà des routines dans la transgression des obstacles, de l'ajustement au trafic des voitures, de l'observation de l'immobilier urbain. Nous l'avons vu partout avec d'autres exemples. Le paysage créatif qui capte l'attention, fait évader la perception ou la connecte à l'histoire (graffiti, façades avec des mosaïques).



fig. 4 Vidéo [Part 2. Les roses captent l'attention et font ralentir les pas](#) (bit.ly/3vmnNP2)

Non seulement les arbres, mais plus largement la végétation fait partie de ces paysages familiers, de repos, derrière la ville fonctionnelle, du béton et des flux.

Lorsque ces repères disparaissent du quotidien, comme lorsque les arbres ont été coupés avec le chantier pour la construction du *Mall* (fig. 5, 6) ou ailleurs en ville, leur valeur est renforcée. Dans ces conditions de disparition ou de mise en danger, les repères familiers deviennent des objets ou des lieux d'attachement.

Ces différents exemples mettent en lumière, à travers celui des arbres, le mécanisme de la mémoire dans la construction des attachements. Nous pouvons observer ici les deux dimensions de la mémoire, « déclarative » et « procédurale », que j'ai évoquées dans un chapitre antérieur, et leur porosité ou complémentarité. Les arbres sont ici, d'une part, des éléments de la mémoire procédurale, en tant que repères d'orientation spatiale et temporelle, pour des habitudes du corps et des routines sensorielles ; d'autre part, ils sont pris dans des formes de remémoration et de mémoires déclaratives, comme dans l'exemple du magnolia.



fig. 5. Le trottoir qui longe le terrain de l'ancienne usine Hidromecanica (un arrêt de bus à gauche de l'image), 2017, B. Botea.



fig. 6. Le même trottoir pendant le chantier du Mall. Toute la végétation a disparu depuis (2017).



fig. 7. Le même arrêt de bus des photos précédentes quelques mois plus tard (2017).

Univers sensoriels et ambiances de familiarités

Dans un chapitre antérieur, j'ai abordé quelques aspects des ambiances non familières du Centre civique. Les ambiances peuvent être considérées comme un baromètre fin des valeurs de familiarité ou d'étrangeté des espaces urbains.

Dans cette partie j'aborderai plus spécifiquement cette question, ensuite je me focaliserai plus particulièrement sur celle de la vue et de la hauteur pour souligner l'intérêt d'une perspective d'anthropologie écologique pour questionner ces phénomènes.

Les nuisances sonores sont un des éléments principaux de ce tableau des ambiances gênantes qui poussent les individus à chercher à se mettre à l'abri et à construire des prises avec cette situation. J'ai par exemple mentionné le choix des « raccourcis » pour échapper au bruit du boulevard ou les « panneaux » de verdure installés dans le même but à l'extérieur de l'église.

D'autres sens que l'ouïe qui sont touchés dans cette mise à l'épreuve du corps pour parcourir le Centre civique. Le terrain est, comme nous l'avons vu, très accidenté et fragmenté au niveau des textures du sol, que l'on traverse la ville à pied ou à vélo (gravier peu familier au toucher, trous, traces matérielles du chantier, poteaux, voitures occupant les trottoirs, etc.). Cela compose un paysage de « trop plein » d'obstacles et de stimuli visuels, incluant ici aussi les affiches publicitaires. Nous avons également évoqué la chaleur étouffante en été ou le vent et les courants d'air pour les autres saisons, fortement ressentis et accentués dans cette zone de la ville. Ces derniers sont ressentis notamment dans la proximité des bâtiments en hauteur, d'où le fait que l'on tente de s'en éloigner et de traverser ces zones en vitesse.

Plusieurs stratégies sont alors adoptées par les personnes, comme des réponses d'ajustement aux conditions hostiles que l'on peut ressentir dans les environnements urbains en vue de créer un sentiment de familiarité et d'intimité avec ces espaces : les sentiers alternatifs, le refuge à l'intérieur du parc, vers l'espace de l'église, le fait de se mettre à l'abri d'un arbre, prendre la voie souterraine, s'arrêter sur une odeur familière, poser la vue sur un paysage créatif (graffiti, fresques en mosaïque) ou naturel, etc.

La recherche des odeurs familières constitue une prise, un point d'accroche qui permet de s'y retrouver même au prix de quelques secondes. Les odeurs sont évoquées dans tous les itinéraires ou les entretiens, notamment les odeurs d'arbres particuliers (tilleuls)

disparus du fait de l'installation du chantier du *Mall* ou l'odeur des pâtisseries d'un passage souterrain rappelant des odeurs de « chez la grand-mère ».

Pour revenir à la question de la vue, la saturation déjà évoquée du paysage visuel par de nombreux stimuli interroge les espaces où le regard peut se reposer dans ce paysage accidenté. La présence des collines au loin, que nous pouvons percevoir de certains angles du Centre civique, était un des espaces de repos, de ressourcement et d'évasion, cependant la construction des bâtiments en hauteur du Mall et des immeubles de bureau fait disparaître cette possibilité. Ma présence pour des entretiens dans les immeubles en hauteur du Centre civique a attiré mon attention sur la vue, laquelle est assez imposante. C'était aussi un effet inédit de voir la ville d'en haut alors que j'étais habituellement en bas la parcourant au niveau du sol dans les itinéraires avec les personnes. L'appartement est par excellence un lieu de refuge à l'abri de la ville trépidante d'en bas.

L'enquête de terrain que j'ai menée dans le cadre du programme de recherche de l'ANR « High-Rising Living » (à Braşov en Roumanie et à la Duchère à Lyon) m'a permis de m'arrêter sur la dimension de la hauteur et de la vue, aspects finalement peu traités en anthropologie urbaine. J'ai pu ainsi mettre en lumière l'utilité d'une perspective d'anthropologie écologique à partir d'une approche croisée entre les deux terrains. Quatre articles publiés sur le site du projet sont issus de cette recherche, et deux en préparation pour une revue et un ouvrage¹¹⁹. Pour discuter de ces questions, j'évoquerai aussi le terrain de la Duchère, notamment la Tour Panoramique et la barre des Érables. Ce quartier comporte de nombreuses constructions en hauteur. La question de la vue était une des qualités les plus importantes revenant de manière récurrente dans le discours des habitants des immeubles en hauteur à la Duchère, mais aussi des promoteurs. À un premier regard, la vue apparaît comme une qualité intrinsèque à ces immeubles de la Duchère, un élément généré par la morphologie et la matérialité de ces espaces.

¹¹⁹ Pour les articles publiés sur le site du programme ANR voir : B. Botea, O. Legrip, *op. cit.*

L'anthropologue Olivia Legrip a bénéficié d'un contrat de postdoctorat dans le cadre de ce programme ANR. Pour le terrain de la Duchère, Alexandre Chabardès, étudiant en anthropologie a mené son mémoire de recherche sous ma co-direction dans le même cadre (mémoire de Master 2 « Ressentir la verticalité. Etude de cas de la Tour Panoramique de la Duchère », Université Lyon 2, 2017-2018. Sur le terrain de Braşov, je remercie Cătălina Rezeanu, sociologue à l'Université Transilvania, et Iris Şerban, anthropologue (Archives d'images, Musée du paysan roumain de Bucarest) pour avoir participé à l'enquête de terrain sur la dimension de l'habiter en hauteur.

Cette perspective est présente aussi dans la littérature scientifique. Nous avons pu distinguer deux tendances dans les approches de l'habitat en hauteur, comme l'observe aussi le géographe Christopher Harker (2014). Une première perspective, que l'auteur appelle « topographique », insiste sur la morphologie urbaine et la dimension matérielle lesquelles qualifieraient l'habitat et donneraient une valeur à la vue et à la hauteur. Une autre approche, peu connectée à la première, considère la matière plutôt passive, s'intéressant aux interprétations sociales et symboliques lesquelles seraient finalement essentielles pour comprendre la vue et la hauteur. Dans cette perspective, « topologique », ce sont les relations sociales engagées dans ces espaces qui qualifieraient l'habiter et la vue.

En comparant mes propres méthodologies et analyses sur le terrain de la Duchère (Botea 2014, 2019) et plus récentes dans la ville de Braşov, j'ai pu observer que la démarche de recueil de données centrée sur les discours et sur les représentations tendait à privilégier une perspective qui valorisait la dimension sociale et culturelle de la hauteur, laissant souvent de côté la dimension physique et matérielle.

La perspective écologique de l'habiter en hauteur que j'ai défendue dans le cadre du programme ANR permettait à mes yeux de dépasser d'un côté le déterminisme matériel des espaces et de l'autre côté le déterminisme social et symbolique, et de rendre compte la diversité des éléments qui qualifiaient la hauteur et la vue dans une perspective dynamique. Cette diversité a été mise en avant aussi dans les travaux des géographes Richard Baxter (2017) et Christopher Harker (2014).

Dans les immeubles en hauteur du Centre civique la valeur de la « vue » est à comprendre en prenant en compte une diversité de facteurs qui la qualifient, selon une perspective relationnelle et en fonction des différentes situations où elle est évoquée. Il est intéressant de voir qu'en demandant à nos interlocuteurs quels étaient les aspects positifs et les avantages d'habiter en hauteur, la vue n'a été que rarement évoquée à Braşov alors qu'elle est tout premièrement mentionnée pour les résidents de la Duchère. Ce rapport différent à la hauteur et à la vue peut éventuellement s'expliquer par l'écart entre le régime de hauteur des immeubles sur les deux terrains : 26 étages pour la Tour Panoramique et 18 étages pour la barre des Érables, et seulement 12 à 14 étages pour les immeubles K et C du Centre civique. Cette explication n'est cependant pas suffisante, d'une part puisque comme nos différentes recherches du programme ANR « High-Rise Living... » l'ont

montré, le sentiment de hauteur ne se mesure pas forcément pas une hauteur objective, mais très souvent selon des écarts différentiels entre ces immeubles dits en hauteur et les autres constructions ou éléments de l'environnement urbain voisin. C'était aussi le cas pour le Centre civique de Braşov (fig. 7, p. 92).

D'autre part, avec Olivia Legrip, nous avons montré que l'habiter en hauteur devait être compris non seulement en fonction de cette hauteur relationnelle avec l'environnement voisin, mais aussi à partir des configurations environnementales (physiques, sociales, sensorielles, etc.) que la hauteur générerait, selon une approche des perceptions et des représentations.

Pour revenir au cas des immeubles en hauteur du Centre civique, les personnes qui ont acheté un appartement ici après la chute du socialisme ne l'ont pas forcément fait pour la jolie vue qu'on pouvait avoir du haut. Ce choix tient en grande partie à la localisation proche du centre-ville de ces immeubles, au cachet de qualité de certains équipements et à la valeur de prestige de ces immeubles, comme je l'ai déjà noté.

Un autre élément important est à relever ici afin de comprendre ce rapport à la hauteur. Alors qu'à l'époque de leur construction pendant le socialisme, ces bâtiments en hauteur du centre civique (immeubles K et C) étaient vus comme un symbole de modernité, de prospérité et d'ascension sociale, elle évoque certains mauvais souvenirs de la dernière décennie du régime socialiste. Dans ces années, les derniers étages connaissaient davantage de problèmes et habiter en hauteur présentait quelques désavantages : l'eau chaude « n'arrivait pas jusqu'en haut », l'ascenseur tombait souvent en panne, etc. En revanche, la hauteur se construit aujourd'hui à partir d'autres valeurs d'usage, rêvées ou projetées : la hauteur est parfois synonyme d'éloignement du sol donc des bruits de la ville, ou elle permet d'autres connexions possibles. « Nous sommes plus haut, nous nous rapprochons de Dieu !! » me dit une personne qui réside dans un des trois immeubles C.

Dans certains entretiens la vue de ces appartements a été mentionnée indirectement, pas en tant que qualité en soi, mais comme un avantage en lien avec les fonctions de sociabilité que les balcons offraient. Nous avons déjà évoqué le cas de deux voisines, personnes âgées, qui contemplant la vue à partir du balcon, ce qui leur permet de saisir par la hauteur les rythmes de la ville, de percevoir ses lumières en soirée, des moments intimes et de

calme, en présence d'une voisine (fig. 1-2). La vue et la hauteur participent ainsi de ses ambiances familières et de prise avec la solitude.

J'ai pu aussi noter que la qualité de la vue comme paysage devient saillante lorsqu'elle est menacée de disparaître et le contexte des transformations urbaines dans les quartiers de la Duchère et du Centre civique illustre fortement cela. À Braşov, la construction du Mall cache désormais le paysage, la nature, les collines de la ville. La vue devient désormais « bouchée », comme certains le disent.

Sur le terrain de la Duchère, le contexte des transformations urbaines en particulier le programme de rénovation change aussi le rapport à la vue et à la hauteur. Le sentiment d'évasion, de « hors commun » et « hors du quotidien », ressentie avec la vue en hauteur décrite par les résidents de la Tour panoramique et de la barre des Érables est amplifié avec la démolition des autres barres en hauteur et avec l'arrivée des immeubles à 4-6 étages. Ces transformations offrent aux résidents une ouverture plus importante en termes d'horizon et la mise en comparaison avec les nouveaux îlots permet davantage de saisir cette ouverture.

Cette perspective relationnelle qui accentue la valeur de la hauteur par le rapport permanent entre « en bas » et « en haut » renforce aussi un certain sentiment de protection, de sécurité et de calme offert par les appartements en hauteur. Ces derniers créeraient le ressenti de se tenir plus à l'écart des incivilités et des actes de délinquance déployés « en bas ». De nouvelles personnes qui ont acheté un appartement dans la Tour Panoramique faisaient ainsi référence aux voitures brûlées.

fig. 1-2. Contempler la ville depuis son balcon (Mme T. H., 76 ans).

2018, B. Botea.



Alors que ce sentiment d'évasion, de calme et d'isolement par le caractère singulier de la vue en hauteur revient systématiquement dans les travaux scientifiques sur ce sujet, nous avons pu montrer qu'elle constitue également, et un peu à l'inverse, un bon connecteur aux espaces et aux rythmes de la ville et à son quotidien¹²⁰. La vue peut jouer ainsi un rôle de « commutateur spatial » (Lussault, 2007) et temporel, connectant les personnes aux différents lieux et temporalités de la ville. Un de nos interlocuteurs résidant aux Érables nous fait remarquer qu'il a appris au fil des années à regarder chaque matin depuis le balcon de la barre en direction du tunnel sous la colline de Fourvière pour connaître l'état des embouteillages de la ville, ce qui lui permet d'ajuster son temps de préparation avant de partir au travail. Dans les immeubles en hauteur du Centre civique, nous avons noté aussi que la vue par les balcons était pour certains une fenêtre vers la ville et un moyen de connexion et de participation à ses rythmes quotidiens ou à des cérémonies ponctuelles.

Dans les contextes mentionnés, la hauteur et la vue participent à des ambiances ou à des ressentis agréables ou elle a une fonction utile. Dans d'autres cas, certains évoquent quelques expériences négatives avec la hauteur. À la Duchère nos interlocuteurs parlent de sensations de vertige ou d'insécurité du corps lorsque l'ascenseur monte haut. D'autres exemples nous conduisent à une idée similaire, à savoir que la vue est un ressenti corporel qui doit être compris en situation, selon les positions du corps et les postures de mouvement. À l'intérieur de l'appartement, cette sensation peut être différente : « assis sur le canapé de l'appartement on n'a plus le vertige comme sur le balcon, mais on voit le ciel, on a un sentiment de repos »¹²¹.

L'analyse de l'habiter en hauteur doit prendre en compte des échelles de spatialité différentes et mouvantes, qu'il s'agisse par exemple des postures du corps au sein de l'appartement ou de l'échelle du quartier, voire au-delà. Ce rapport de spatialité est tout autant un rapport de temporalité, puisque les appréciations se font toujours selon des expériences passées, par des attaches et des comparaisons avec des pratiques de vie dans d'autres d'appartements où l'on a vécu, quartiers, villes ou pays. Avec Olivia Legrip nous avons ainsi pu montrer que la dimension temporelle est également centrale dans

¹²⁰ Botea, Legrip, « Residing or dwelling: space-time of high-rise living », 2021 (voir : bit.ly/2Z0YUfA ou suivre <https://highriseproject.net/case-studies#HousingordwellingSpacetimeofhighriseliving>)

¹²¹ Témoignage recueilli par Alexandre Chabardès (étudiant en anthropologie) auprès d'un résident de la Tour panoramique (Chabardès, 2018).

l'expérience de la hauteur, alors qu'habituellement c'est surtout la dimension spatiale qui est abordée dans les travaux de recherche sur ce type d'habitat, lesquels viennent pour leur majorité de la géographie. En prolongeant d'autres travaux qui ont abordé ce sujet sous l'angle de la dimension historique ou temporelle, comme celui d'Anne Raulin (1997), de Richard Baxter (2017) ou de Loïc Bonneval (à paraître), nous avons mis en avant des aspects moins abordés, comme la place de la mémoire corporelle dans l'expérience de l'habiter en hauteur, et montré que l'ancrage spatio-temporel de cette dernière est diffus et étendu dans le temps et dans l'espace par le biais de la mémoire longue des habitants ou de leur famille, et par leurs trajectoires. Une habitante de la barre des Érables apprécie dans son appartement le balcon qui s'ouvre à partir du séjour à la différence d'autres résidents qui se plaignent du vent et de la chaleur en été qui pénétraient ainsi plus facilement dans l'appartement. Elle ne souhaite pas poser un double vitrage et aime sentir le vent chaud s'infiltrer dans son salon de jour comme de nuit, que les volets soient ouverts ou fermés, ce qui pourrait paraître étonnant. Néanmoins, nous comprenons mieux ses propos lorsqu'elle explique que cela lui permet de ressentir des sensations de son enfance et de percevoir à nouveau le vent chaud qui tournait dans la cour de la maison où elle vivait en Algérie. L'expérience de la hauteur dans cette barre réveille sa mémoire corporelle par le biais de la sensation du vent chaud qu'elle a connu dans un autre pays et lorsqu'elle ne vivait pas en étage élevé. Un témoignage intéressant est aussi celui d'une autre habitante, résidant dans la Tour Panoramique. Elle revient vivre en France, à la Duchère où elle achète un appartement dans cet immeuble, après avoir vécu quelques années à New York. À travers son témoignage, nous pouvons remarquer que l'expérience new-yorkaise a structuré son rapport au quartier de la Duchère et à la hauteur. D'une part, la Tour lui rappelle aujourd'hui la *skyline* de la ville américaine à laquelle elle fait souvent référence, bien qu'à New York elle vivait au premier étage. D'autre part, elle est paniquée par les voitures brûlées qu'elle aperçoit rapidement après son emménagement, car ces événements lui rappellent le traumatisme du 11 septembre 2001, quand elle vivait à New York et lorsqu'elle a vu les tours du World Trade Center s'effondrer depuis l'immeuble de l'ONU où elle travaillait¹²².

¹²² Les témoignages concernant ces deux résidentes de la Duchère ont été recueillis par Olivia Legrip et nous les avons présentés dans notre article « Residing or dwelling... » (Botea, Legrip 2021).

Dans cette partie, nous avons vu que certaines ambiances ou univers sensoriels – et nous nous sommes arrêtés plus longuement sur la vue et l’expérience de la hauteur – pouvaient participer à instaurer des « prises » avec des environnements urbains parfois hostiles, à apprivoiser les rythmes parfois trop trépidants et fatigants de la ville, ou la solitude. Ces lieux, objets, ambiances qui permettent des « prises » avec l’environnement, des éléments que les individus convoquent parfois de manière routinière, constituent un élément important dans le processus de formation des attachements. Nous avons également noté que les mémoires constituaient un outil cognitif et corporel important dans le ressenti de ces ambiances de familiarité et dans la construction des attachements. Cette familiarité pouvait avoir des résonances positives évoquant plutôt des souvenirs agréables ou bien des mémoires difficiles ou douloureuses.

Conclusions

Dans ce chapitre j’ai mis en avant différentes dimensions et mécanismes par lesquels s’élaborent un rapport familier à la ville et des attachements dans des contextes de transformation urbaine. J’ai pu identifier différentes « affordances » qui se constituent autour de lieux particuliers (l’église, le parc, le balcon de l’appartement...), des objets et des matières spécifiques (fresque en mosaïque, graffiti, textures du sol), des personnes ou des autres vivants qui nous interpellent (un ancien collègue de travail ou enseignant, des arbres, des animaux domestiques), des mémoires et des affectss, des univers sensoriels et des ambiances, lesquels constituent des interfaces entre le corps et l’environnement, où s’élaborent au quotidien un rapport de familiarité avec les transformations de la ville.

Cette approche de la ville familière par l’analyse des processus d’attachement comme des familiarités en train de se faire semble à mes yeux offrir une autre lecture possible des transformations de la ville que celle proposée à travers des termes plutôt dichotomiques des pratiques de « pouvoir » ou de « résistance », des « stratégies des dominants » et des « ruses ou des arts du faible », rappelant les propositions de Michel Foucault et de Michel De Certeau. Dans un chapitre précédent (« La fabrique au quotidien des projets urbains sous le communisme »), j’ai déjà abordé un point faible de cette perspective, malgré ses avancées importantes, en ce sens qu’elle supposait un ordre social et politique *a priori* selon lequel certains se trouvaient d’entrée en position de dominants et d’autres de résistants à l’intérieur de ces configurations déjà établies. Cette lecture pourrait

s'appliquer, à première vue, si nous regardons d'une part l'organisation de l'espace urbain et d'autre part le parcours de combattant du piéton qui traverse le Centre civique. Cependant, ma perspective d'analyse n'est pas forcément celle-ci. Une approche en termes de pouvoir et de résistance implique une intention et un geste politique voulu d'un côté ou de l'autre, et cette question a des contours flous sur mon terrain. Comme je l'ai mentionné, l'organisation de l'espace dans le Centre civique n'est pas issue d'une « politique » d'aménagement de l'espace, mais elle est plutôt le résultat de l'occupation d'un espace vacant selon des intérêts privés et des projets existants, approuvés par des décideurs qui n'ont pas forcément rencontré la résistance des usagers de la ville. Sur un autre plan, les piétons qui traversent la rue dans le Centre civique sont aussi des chauffeurs qui parcourent en vitesse l'artère urbaine, et qui se garent ici pour continuer à faire des démarches administratives ou des courses à pied.

Plutôt que de s'engager sur ce terrain analytique de la question des pouvoirs et des résistances, des « dominants » et des « faibles », la perspective de la ville familière « neutralise » en quelque sorte cet exercice du pouvoir posé d'entrée comme un ordre établi. Elle donne simplement à voir comment les individus dans des situations où ils performant des rôles différents font avec des défis qui se posent à eux face à des situations toujours mouvantes qui les interpellent et qui les mettent à l'épreuve. Avant même de se donner pour objectif de « dominer » ou de « résister », le souci premier de tout individu ou la tâche qui se donne immédiatement à lui dans une situation concrète de vie ou de travail est de répondre aux (petits ou grands) défis qui se posent à lui au quotidien qu'il soit élu, agent de développement ou individu ordinaire. Dans ces situations, un des mécanismes pour élaborer des réponses est de chercher ce qui lui est familier, des repères de ce qu'il a déjà connu, des modes d'attachement qui lui permettent de construire des prises avec cette situation, et finalement de la transformer. Bruno Latour mettait en lumière cette fonction ontologique et transformatrice des attachements : ils sont des « liens qui font exister » (2000 : 202) et par lesquels l'individu agit sur le monde et le transforme. Sous cet angle, le travail créateur des attachements peut avoir une fonction (infra)politique. C'est une piste de recherche que je développerai dans le chapitre prochain.

Troisième partie

Attachement et *care*. Vers d'autres perspectives de recherche

Attachement, attention, citoyenneté

De l'attachement à l'attention et au *care*

D'autres chantiers de réflexion s'ouvrent à partir de ce terrain et quelques pistes sont en voie d'exploration. Ces propositions portent d'une part sur l'attachement comme processus de soin (envers les choses et les êtres) en passant par l'attention et, d'autre part, sur l'attachement et le soin comme mécanismes opérant dans la construction de la citoyenneté. Dans cette partie, j'expliciterais ces pistes qui m'ont semblé intéressantes à poursuivre pour la suite, et je donnerai quelques exemples de terrain pour les illustrer.

L'attention est un principe central dans le rapport que nous construisons avec l'environnement et un analyseur d'autant plus intéressant pour la question des environnements familiers. Notre expérience se définit par ce à quoi nous prêtons et acceptons de prêter l'attention, nous disait William James repris par Yves Citton (2014 : 16).

Au-delà de cette considération généraliste, la question de l'attention a émergé dans ma recherche par la démarche inductive. L'approche écologique des attachements par la méthodologie des traversées de la ville et par la question des familiarités avec l'espace nous amène à nous interroger sur l'attention que nous accordons aux différents éléments de l'espace urbain, ou à ce qu'Yves Citton appelle les « environnements attentionnels ». Au sein d'un spectre large d'éléments et de stimuli de l'environnement, quels sont ceux qui captent l'attention des individus et lesquels ne le font pas ? Il existe des aspects qui, par les habitudes et les routines de notre quotidien, ne sont plus retenus dans le champ de l'attention, en tout cas de nos préoccupations. Grâce aux vidéos enregistrées et regardées après les balades j'ai pu observer ce phénomène de sélection, les éléments retenus par mes interlocuteurs par rapport à ce qui se présentait dans le champ de la vision. J'ai pu également saisir certains décalages entre des discours tenus et la réalité de l'environnement audiovisuel urbain, comme cette personne, évoquée plus haut, qui mettait en avant le caractère « civilisé » d'une zone urbaine, alors que nous passions à côté des déchets jetés à côté d'une poubelle et des voitures garées n'importe comment sur les trottoirs obligeant les piétons à circuler sur la route.

Selon une perspective écologique, et comme le montrent aussi d'autres auteurs (Citton 2014, Le Quéau 2014, Ingold 2017), l'attention n'est pas une compétence cognitive et individuelle. Pierre Le Quéau affirmait : « Limitée à la seule compétence de l'individu l'approche de l'attention est stérile, car ce qui peut l'aider à résoudre l'incertitude de la multiplicité de ses dispositions tient à autre chose que lui-même » (2014 : 209). Comme nous l'avons vu sur le terrain, les relations des individus avec les environnements se réalisent par des réponses et des correspondances qui interviennent dans ces engagements relationnels. De nombreuses dimensions participent à l'émergence de ces correspondances. Cela permet de comprendre que l'attention n'est pas seulement une compétence cognitive des individus mais, comme le notait Ingold, une « opération écologique » (Ingold, 2017 : 26)¹²³. J'ai pu montrer que lorsqu'une personne partait de chez elle ayant une intention précise (aller à l'église, montrer au chercheur un parcours en particulier, etc.), ce chemin se modifiait selon la présence de différents éléments intervenant en chemin, de certaines « affordances » perçues, nouveaux éléments qui captaient l'attention.

Sandra Laugier montrait que le processus d'attention implique une dimension morale. Notre rapport à l'espace urbain relève d'une perception morale, dans le sens que nous retenons ce qui compte pour nous, autrement dit ce qui a de la valeur et qui devient un objet de nos préoccupations. Selon cette auteure, « l'attention déterminera ce qui sera perçu comme important pour nous (...), ce qui nous importe (...) L'attention se distingue de la perception en ce qu'elle implique un certain *effort pour remarquer* ce qui est bien là, mais qui ne saute pas aux yeux ou qui est au contraire tellement présent et ordinaire qu'on ne le voit plus » (Laugier, 2014 : 256-257). Dans ce sens, le fait de percevoir un élément dans l'espace urbain (un panneau dangereux tombé, une personne aveugle qui ne trouve pas la sortie dans le passage sous-terrain du Centre civique, des arbres coupés, etc.) ne va pas forcément entraîner une attitude par rapport à cela (enlever le panneau, guider l'aveugle, exprimer publiquement son mécontentement pour la destruction des arbres, etc.). C'est ici que s'opère le passage entre les deux sens ou niveaux de l'attention, le fait d'« être attentif » et d'« être attentionné » (à l'adresse de quelqu'un ou de quelque chose).

Dans le prolongement de cette distinction, Sandra Laugier introduit l'articulation entre l'attention et le *care*, autrement dit le soin que nous prenons des choses et des êtres. Elle

¹²³ Dans la version originale : « The operation of attentional mind, in short, are not cognitive but ecological ».

affirme : « c'est cette volonté de voir et de faire attention qui définit la perception morale mais peut-être aussi ce que nous avons étudié ailleurs sous le nom de *care* » (*Ibid.*, 257). Les travaux sur la question du *care* et l'évolution de ces approches ont montré comment la réflexion sur cette sensibilité pour autrui et l'action d'en prendre soin, autrement dit une réflexion sur le *care*, est passée des approches féministes à des questions plus largement politiques pour occuper aussi la scène des expériences de la vie ordinaire (Gilligan 1982, Tronto 1987, Paperman et Laugier 2005, Molinier, Laugier, Paperman 2009). Différents débats au sein de ces travaux ont décentré l'approche du *care* de la simple perspective féministe pour montrer que l'attention à autrui et le soin – associés initialement à des sensibilités et des attributs féminins (Gilligan 1982) – sont à penser plus largement comme des compétences morales et des savoirs que chacun peut développer dans la relation à l'autre, comme un acte politique (Tronto 1987) dans l'expérience du quotidien. Ces travaux ont montré aussi que la vulnérabilité n'est pas seulement une condition attribuée à des catégories spécifiques (les précaires, les marginaux, les subalternes, les minorités, etc.), mais qu'elle est au cœur de la condition humaine, voire que l'expérience ordinaire est « structurellement vulnérable », dans un sens goffmanien repris dans cette approche du *care* par Laugier (2009 : 173). L'intérêt de ces travaux est ainsi d'avoir introduit la question du politique dans le registre du privé et de l'ordinaire, déplaçant l'accent d'une moralité de la société de ce qui est « juste » à ce qui est « important », autrement dit à ce qui compte afin d'en donner de l'attention et d'en prendre soin.

D'autres auteurs qui ne sont pas forcément rattachés à ces approches du *care* ont contribué également à apporter des éclairages sur cette articulation entre attention et *care*. Selon Tim Ingold, il existe deux manières de concevoir ces deux phénomènes. L'auteur évoque d'une part une « attention en régime de vérification », qui tente de faire correspondre et de réadapter (*matching*) une réalité du terrain à des intentions posées au préalable. L'attention est ici ce processus de vérification, comme une résolution des problèmes selon des voies déjà établies. Ingold mentionne d'autre part une conception où le *care* ne consiste pas dans ce processus d'attention en régime de vérification, à « expliquer aux autres les choses », à résoudre leurs problèmes selon des solutions déjà élaborées, mais dans une approche plus sensible et dialogique de l'attention : « Le *care* suppose plutôt d'être attentif à ce que les autres ont à nous dire et d'y répondre » (Ingold,

2017 : 29). L'attention présente dans le *care* implique l'écoute mutuelle, un processus qui génère des réponses en situation, singulières.

Je souhaiterais prolonger ces réflexions qui articulent attention et *care*, lesquelles restent finalement assez théoriques et abstraites dans les approches des auteurs comme Laugier, Citton ou Ingold, en proposant un terrain d'observation ethnographique, à partir de situations urbaines.

L'approche de l'attention et du *care* dans la ville fait échos aux propos de Marc Breviglieri et de Danny Trom (2003) sur les « troubles publics » urbains, bien que ces auteurs n'aient pas explicitement abordé ces notions. Leur réflexion sur la problématique de l'espace public et de la cohabitation nous amène à réfléchir à la question de l'attention et du *care* en lien avec ces phénomènes abordés par les deux auteurs. Ils analysent le processus par lequel une gêne personnelle – ressentie par les individus par rapport à un élément de l'environnement urbain ou à une situation d'interaction, etc. – se transforme en « trouble public », gagnant cette visibilité dans l'espace public. Il s'agit ici du passage d'un problème ressenti comme personnel à ce qui peut être perçu ou représenté collectivement comme un problème public, par rapport auquel on prend attitude, on réagit. Dans ce passage de la gêne personnelle au trouble public, non seulement un processus d'attention est impliqué, mais indirectement une dimension plus active de *care* (se soucier des autres, en prendre soin), puisqu'agir sur ce problème répond à des besoins qui touchent également les autres et pas seulement sa propre personne.

Il est intéressant de voir comment ces questions se posent concrètement sur mon terrain à Braşov. Dans le Centre civique, alors que les piétons qui traversent cette zone rencontrent à tout moment des obstacles et des difficultés sous l'emprise d'un espace urbain dominé par la voiture, cette gêne personnelle ne semble pas vraiment s'acheminer vers un problème public formulé en tant que tel par ces citoyens. Nous avons par exemple pu observer que les individus adoptent plutôt des attitudes de fuite, de débrouillardise et de ruse, trouvant des manières inédites et individuelles de répondre aux problèmes auxquels ils se confrontent. Cette attitude est une réponse immédiate sans qu'il existe des formulations qui concernent la défense d'un « bien commun » ou collectif de la part de ces citoyens. Les différentes stratégies pour contourner le boulevard et se créer un espace intime lors de la marche, là où cela est presque impossible à cause du bruit ou de l'envahissement par toute sorte de stimuli, les manières de se frayer un chemin parmi les

autres et par rapport à tous ces obstacles rencontrés, sont des exemples de ces ruses et stratégies d'évitement. Par ailleurs, la présence peu nombreuse des formes publiques de mobilisation et de résistance peut nous amener à faire l'hypothèse d'une attitude d'obédience, de fatalisme ou de résignation des individus par rapport aux problèmes auxquels ils se confrontent. Cependant, il me semble qu'il s'agit au contraire d'une tentative de réponse et de « prise » avec ces problèmes en prenant précisément la voie des débrouillardises personnelles (sans exclure le fait de faire appel aux ressources des autres). Cette voie orientée vers le niveau de réponse personnelle est systématiquement empruntée au détriment d'un engagement civil, de l'élaboration des formes de résistance en commun. Cela se passe à des échelles multiples, d'un problème survenu dans l'immeuble (peindre la façade, résoudre un problème de dégâts d'eau, s'occuper des espaces verts communs en bas du bâtiment, etc.) jusqu'à des gênes ressenties en traversant la ville (trottoirs rétrécis, arbres coupés, passages piétons inadéquats, etc.).

Nous pouvons prolonger cette discussion sur l'engagement citoyen des personnes pour poser la question de la citoyenneté, et nous demander si cette orientation systématique de la résolution des problèmes vers le registre personnel et privé est suffisante pour expliquer une absence ou un régime faible de *care* ou des formes de citoyennetés urbaines observés à Braşov et plus largement en Roumanie. Nous prenons ici la notion de citoyenneté dans le sens large proposé par Catherine Neveu et Marion Carrel (2014), qui fait référence à toute pratique sociale venant de sphères sociales multiples (politique, économique, religieuse, écologique, urbanistique, etc.) à travers laquelle des biens pensés comme communs sont formulés et défendus, ainsi que le vivre ensemble¹²⁴.

Nous pouvons ainsi considérer les formes de citoyenneté urbaine qui se donneraient à voir dans tout acte de prendre soin de la ville ou de l'autre citoyen, autrement dit de *care* (dans la cour de son immeuble, dans la rue, dans le supermarché, à l'église du quartier, etc.). La proposition serait ainsi de poser ce questionnement sur les citoyennetés urbaines en regardant les réponses des individus aux problèmes de la ville sous l'angle des processus d'attention, du *care* et de l'attachement. Ce dernier peut être considéré comme

¹²⁴ Ces auteures s'appuient ici sur la notion de « politique » dans son sens élargi proposé par Daniel Cefaï : le politique se donne à voir non seulement dans des scènes institutionnalisées ou formelles habituellement attribuées au politique : « Quelque chose comme du "politique" émerge comme tel chaque fois que des collectifs se forment, s'interrogent ou s'engagent autour d'enjeux où il y va du bien commun/public à atteindre ou d'un mal commun/public à écarter (...) le politique se joue aussi dans des moments plus routiniers ou habituels de la vie collective » (Cefaï, 2011 : 546).

le geste d'accorder de l'attention et du soin aux êtres et aux choses, et la citoyenneté peut être tout autant rapprochée de la question du *care*, comme un acte de prendre soin d'autrui (personne ou autre vivant, environnement...).

En nous inspirant de Sandra Laugier qui considère l'éthique comme une compétence perceptive et une attention morale, nous pouvons considérer la citoyenneté comme un savoir perceptif, comme une compétence d'attention (*attentiveness*, donc de soin) et soulever ainsi l'importance des processus d'attachement. Le regard porté sur ce dernier et sur l'attention me semble non-négligeable dans l'approche de la citoyenneté : pour être en capacité de penser et de formuler une chose dans les termes d'un « bien commun » et de le défendre en tant que tel, il faut déjà pouvoir le percevoir dans un rapport de familiarité, se sentir concerné, voire affecté, par lui. L'intérêt est donc de montrer, à la suite d'autres auteurs (Carrel et Neveu 2014, Melé et Neveu 2019) la part des attachements dans les questions de citoyenneté, qu'on les regarde comme des liens affectifs individuels ou comme des compétences de familiarité avec l'environnement et des « savoir-être » avec les autres.

La pertinence d'analyser la citoyenneté dans les termes de l'attention, du soin et de l'attachement se pose d'autant plus qu'elle n'a pas été beaucoup travaillée dans ce sens, et encore moins dans l'analyse du phénomène de citoyenneté dans les pays d'Europe centrale et orientale. Le domaine des approches de la citoyenneté en anthropologie et dans sa discipline connexe, la sociologie, est très vaste. J'ai dressé un bilan de quelques contributions importantes dans l'étude de la citoyenneté dans l'introduction d'un volume que j'ai coordonné avec Dana Popescu et qui paraîtra prochainement¹²⁵. Je présenterai ici quelques tendances et directions de recherche dans ce champ que j'exposerai brièvement afin de situer l'intérêt d'une perspective de la citoyenneté par rapport aux questions de l'attachement et du *care*. Je fournirai ensuite quelques illustrations de terrain qui nous ont conduits à cette perspective théorique et à ces propositions d'analyse. Comme dans le chapitre précédent où j'ai exposé mes propositions théoriques pour comprendre les attachements et ensuite des ethnographies de terrain, là encore les exemples de terrain viendront après, alors qu'elles ont fait émerger ces propositions.

¹²⁵B. Botea, D. Popescu-Jourdy « Statuts et expérience, transmission et attention dans les pratiques de la citoyenneté et de la diversité » in B. Botea, D. Popescu-Jourdy (sous la dir. de), *Pratiques de la diversité et de la citoyenneté : statut et expérience*, Éditions des Archives contemporaines, à paraître.

Attachement et citoyenneté

Un élément d'analyse récurrent dans les approches ethnographiques de la citoyenneté est la tension mise en avant entre, d'une part, une citoyenneté de statut et des rôles et, d'autre part, une citoyenneté qui s'acquiert par l'expérience et par la pratique. Par exemple, des travaux menés par des chercheurs de Saint-Étienne sur les pratiques de citoyenneté ont permis de « relever et documenter des *écarts déterminants* entre ce qui est dit de la citoyenneté et ce qui est fait en son nom, entre une citoyenneté énoncée dans ses principes formels et institutionnels et une citoyenneté mise en œuvre, mise en politique, mise en controverse, dans les différents domaines de l'expertise et de l'expérience » (Battegay et al., 2012). D'autres travaux collectifs s'appuyant sur des recherches auprès des migrants, des réfugiés et autres exclus des cadres légaux de la citoyenneté, ont mis en avant la richesse des espaces d'élaboration de la citoyenneté et son spectre large de pratiques qui va au-delà de la dichotomie entre citoyenneté et non-citoyenneté, statut légal/illégal (Gonzales, Sigona, 2017). Ces travaux montrent qu'au-delà des formes d'exclusion légale, les appartenances et la citoyenneté se construisent par la présence réelle et quotidienne de ces personnes dans l'espace public, par des manifestations routinières de la citoyenneté (l'engagement de ces personnes dans des relations sociales locales, marché du travail, etc.).

Les travaux anthropologiques de la citoyenneté ont permis une autre avancée importante dans le paysage des études sur ce sujet. Ils ont montré l'importance d'élargir le champ d'études de la citoyenneté au-delà de la sphère conventionnelle ou institutionnelle du politique dans des pratiques sociales connexes (économiques, religieuses, écologiques, urbanistiques, etc.) et des formes de « citoyenneté ordinaire » (Carrel, Neveu, 2014)¹²⁶. Ces « citoyennetés ordinaires » que Marion Carrel et Catherine Neveu abordent avec d'autres auteurs dans cet ouvrage collectif s'élaborent en dehors ou en marge des pratiques et lieux « labellisés » par les approches classiques de la citoyenneté (vote ou campagne électorale, mais aussi réunions publiques, de concertation, conseils de quartier, etc.). L'approche des citoyennetés ordinaires met en avant une démarche non normative et inductive de la citoyenneté qui ne cible et ne définit pas préalablement le champ de celle-ci et plus largement celui du politique. Selon ces deux auteures, les perspectives

¹²⁶ Voir ici d'autres travaux de ces auteurs (Neveu 2014, Carrel 2017) ou étroitement liés aux questions de citoyenneté Berger, Cefai, Gayet-Viaud, 2011.

institutionnelles de la citoyenneté s'appuieraient « sur une conception spécifique préétablie de ce que doit être/faire le citoyen, mesurant davantage la conformité à cette norme que l'effectivité des pratiques citoyennes » (2014 : 7). Au contraire, les approches des citoyennetés ordinaires tentent d'adopter une démarche inductive ouverte à tout phénomène ou pratique génératrice de citoyenneté, jusqu'à inclure ici les attachements, en saisissant ainsi : « quand, comment et dans quelle mesure des attachements intimes ou sensibles à des lieux, à des modes de vie, à des relations, comment des formes de "commune appartenance" peuvent constituer autant de supports de citoyenneté ou de faire commun » (*Ibid.* : 13).

Les questions d'attachement apparaissent donc explicitement dans certains travaux sur la citoyenneté, comme des moteurs ou des lieux d'expression des mobilisations collectives et des formes d'engagement, ce que j'ai déjà mentionné dans un chapitre précédent. Comme Patrice Melé et Catherine Neveu le montrent : « considérer comme des ressources potentielles des formes d'attachement, ne pas les réduire à des égoïsmes ou à des intérêts illégitimes parce que décrits comme "particuliers" nécessite de penser autrement le politique et la citoyenneté, comme également inscrits dans des formes d'attachement et de concernement » (Melé, Neveu 2019b : 15)¹²⁷. D'autres auteurs notent aussi que : « de la politique se loge dans les attachements de proximité, dans une prolifération d'usages qui lient pratiquement des habitants à une ville ou à un quartier (...) Prendre en compte cet ordinaire de la politique, c'est tout à la fois considérer les ancrages corporels, affectifs et pratiques d'engagement toujours situés, en ce qu'ils prennent précisément appui sur une participation ordinaire au cours des choses » (GRAC, 2014 : 30).

Dans le quartier de la Duchère, Laetitia Overney analyse les formes de citoyenneté ordinaire à travers ce qu'elle appelle des pratiques de la « petite politique », observées au sein d'un réseau d'habitants, le Groupe de Travail Inter-Quartiers (Overney 2014 a, 2014 b). La « petite politique » désigne des « petites ressources, des "arts de faire" forgés au gré des attachements réguliers, concrets et singuliers aux lieux, et par une vue de très près sur les problèmes » (2014 : 136). Ces pratiques sont l'expression d'une forme de vigilance

¹²⁷ Pour d'autres références où la question de l'attachement est évoquée en lien avec la citoyenneté voir d'autres contributions dans ce numéro thématique mentionné (Melé et Neveu, 2019 a) et notamment l'article de Mathilde Caro (2019), ainsi que l'ouvrage collectif Carrel et Neveu (2014) et les articles de Overney (2014 a) ou du GRAC (2014).

sur les choses et les événements qui arrivent dans le quartier, et d'une veille pour le bien commun de ses résidents.

Une autre perspective d'étude intéressante porte sur les « citoyennetés profanes », une notion préférée par certains auteurs (Battegay et al., 2012) afin de dépasser la dichotomie entre, d'un côté, les approches institutionnelles ou « par le haut » et, de l'autre, les approches ordinaires ou les pratiques « par le bas » de la citoyenneté. Le terme de « profane » a un sens particulier ici. Il n'est pas synonyme de « non-expert », de non-connaisseur. Il renvoie simplement au fait que ces pratiques ne s'appuient pas forcément sur une quête de visibilité dans l'espace public. Selon ces approches, la citoyenneté s'actualise dans les croisements multiples entre ce que font les institutions et ce que font les individus et les groupes. Pour saisir ces pratiques de citoyenneté les auteurs proposent de concentrer l'analyse sur la question des « milieux traducteurs », autrement dit sur un ensemble d'acteurs, d'opérations, de lieux et milieux, de types de supports, de connaissance et compétences, à travers lesquels l'expérience de citoyenneté se fait et est rendue possible. C'est dans l'analyse de ces « milieux traducteurs », dans la dynamique de ces échanges de procédures et pratiques, de savoirs, de compétences, ainsi que dans le dépassement de la dichotomie entre l'expert et le profane, que l'usage de la notion de « citoyenneté profane » prend tout son intérêt.

Cette approche est particulièrement intéressante par rapport aux dispositifs de médiations observées sur mon terrain, le projet photographique « La ville mémorable » ou mon propre dispositif de recherche. Pour le premier, comme je l'ai déjà mentionné, il a émergé de l'initiative de jeunes architectes indépendants, mais a été soutenu par l'Ordre des Architectes et financé en partie par la municipalité. Les initiateurs du projet ont souhaité sensibiliser les habitants aux problèmes urbanistiques de la ville (connaissance et défense du patrimoine de celle-ci) dans les conditions de la destruction de plusieurs bâtiments d'intérêt architectural, autorisée d'ailleurs par la municipalité elle-même. Afin de toucher les résidents de la ville, actuels et anciens, il a été demandé à ceux-ci de rassembler des photographies témoignant des différents épisodes de l'histoire de Braşov et de leurs expériences avec ces lieux. Il leur a été également suggéré de se focaliser sur des photos prises dans l'espace public. Ce recueil relève d'une expertise urbaine des habitants, des personnes ordinaires, des passionnés de la ville, mais aussi des professionnels de son histoire ou de l'urbanisme. Ces derniers sélectionnent, classent,

Les participants ont été nombreux et très intéressés à connaître les pratiques des citoyens ordinaires et des professionnels de la ville en France, notamment leurs réponses apportées aux problèmes de changement urbain, de reconversion des lieux et aux questions de cohabitation pluriculturelle.

Ces « milieux traducteurs » qui se constituent autour du projet « La ville mémorable » sont des espaces où s'élaborent des attachements et des citoyennetés, où des individus échangent et formulent des savoirs et des pratiques autour des biens pensés comme communs ou autour du vivre ensemble.

Dans la continuité de ces différents acquis dans l'étude de la citoyenneté, et en particulier des citoyennetés ordinaires et profanes, je propose de revenir en amont de ces processus pour aborder un de ses fondements, à savoir les pratiques d'attachement et de familiarité avec l'environnement et les processus d'attention (dans le double sens d'« être attentif » et « être attentionné »). Comment penser les actions citoyennes sans cet acte d'attention des individus, sans ces résonances et correspondances, sans les familiarités et les attachements qui se construisent dans ces relations entre les humains et avec leur environnement ? Gert Biesta mettait en lumière le lien entre la capacité de se sentir responsable (« to be responsible ») et le fait d'être en capacité de répondre (« to be responsive »). L'auteur note que nous ne pouvons pas nous sentir responsables envers un étranger si nous ne sommes pas en capacité de pouvoir lui répondre (G. Biesta cité in Ingold, 2017 : 28). Pour continuer cette réflexion nous dirions que pour être en capacité de répondre à cet étranger, nous devons entretenir un rapport de perception empathique et familière avec lui (cognitive ou affective), de l'appréhender dans des aspects que nous partageons en commun.

Ce rapport entre citoyenneté et attention a été abordé par certains travaux sur les mobilisations collectives pour des causes patrimoniales et environnementales. Dans une analyse des mobilisations radicales à Notre-Dame-des-Landes contre la construction d'un aéroport, Jean-Louis Tornatore (à paraître) suggère une telle perspective lorsqu'il met en avant la dimension patrimoniale et citoyenne de ces mouvements. Ces mobilisations autour du vivant ont un caractère patrimonial, citoyen et politique, car elles sont menées au nom d'un patrimoine paysager et d'un territoire rural à préserver. L'auteur montre qu'elles mettent en avant des citoyennetés en acte qui relèvent d'une « politique de l'attention » envers « les êtres, humains et non-humains, animés et inanimés qui peuplent

la zone », ainsi que d'une « politique de l'héritage » orientée vers ce qu'on laisse aux générations futures.

Par rapport à ces différents travaux qui abordent la citoyenneté en lien avec l'attachement davantage à travers des mobilisations collectives et politisées, je souhaiterais apporter des éclairages supplémentaires sur ces phénomènes de citoyenneté en la considérant comme un acte d'attention ordinaire et de *care* et en m'appuyant sur l'exemple des « environnements attentionnels » de l'espace urbain. Une approche ethnographique de ce phénomène, en saisissant le rapport familial et hospitalier des individus à la ville (et aux autres citadins) par une ethnographie audiovisuelle et mobile des traversées de la ville, est plutôt rare dans les approches de la citoyenneté. Cette remarque est encore plus valable pour le cas de la Roumanie. Mon travail prolongera ainsi d'autres recherches réalisées sur les pratiques de citoyenneté, par exemple sur des mobilisations liées à des causes environnementales (Vesalon, Crețan 2013, 2015), aux droits au logement et à l'usage des infrastructures urbaines (Chelcea, Pulay 2015, Lancione 2017, 2018, 2019, Vincze et al. 2020, Zamfirescu, Chelcea 2020), sur des espaces inédits d'élaboration de la citoyenneté au sein des médias populaires comme les magazines dédiés à l'espace domestique et aux femmes (Cârstocea, 2002), enfin sur les pratiques de la recherche en sciences sociales comme modes d'engagement et de citoyenneté (Lancione 2017, Lancione, McElroy et al. 2020).

Les traversées de la ville : politique de l'inattention, attentions ordinaires et citoyenneté

Plusieurs éléments ethnographiques de mon terrain sur le Centre civique peuvent être mobilisés dans cette réflexion sur la citoyenneté, les familiarités avec la ville et les processus d'attention.

Dans le chapitre consacré à la présentation des dislocations et du caractère hybride des espaces urbains du Centre civique, j'ai pu décrire quelques tendances qui marquent sa restructuration après 1989. La production de cette zone urbaine comme un espace de flux et de circulation automobile en excluant d'autres catégories de citadins (piétons et cyclistes) relève d'une politique de l'inattention (et d'absence de *care*), d'une impossibilité à penser la ville comme un « bien commun » pour tous (fig. 1, 2).

fig. 1. En recherche de savoir par où nous pouvons gagner l'autre trottoir, si toutefois il y en avait un. © B. Botea



Voir aussi les vidéos : *Les voitures à la surface, les piétons au souterrain, ce n'est pas toujours le plus facile pour certains* : vidéo [Passage souterrain Part 2](https://bit.ly/3FYZfk8) (bit.ly/3FYZfk8) et vidéo [Le cycliste obligé de passer en souterrain](https://bit.ly/3vnLOVM) (bit.ly/3vnLOVM).

Une éducation à l'attention semble plutôt se faire par la sensibilisation de tous aux signes d'une culture de la consommation. À tout pas dans l'espace urbain de cette zone, nous assistons à l'omniprésence agressive des affiches et panneaux publicitaires, qu'il s'agisse de lever les yeux ou de baisser le regard en direction du sol, comme c'est le cas dans le passage souterrain. Cette volonté de rendre les personnes attentives à ces messages publicitaires est en même temps l'expression d'un manque d'attention (et de *care*) envers la tranquillité et la liberté des passants qui sont ainsi encombrés par cette signalétique agressive.



fig. 2. Dans le passage Rainbow, vidéo [Les marches du Passage Rainbow](https://vimeo.com/570653070) (vimeo.com/570653070).

À cette organisation du paysage urbain par la présence des affiches et insignes commerciaux participent des acteurs privés mais aussi publics, lesquels autorisent certaines formes de privatisation, de reconversion des espaces urbains et de réorganisation des déplacements dans la ville. Je vais prendre quelques exemples.

Certains architectes-urbanistes dénoncent la modification qui a été opérée à une certaine période sur les trajets de certaines lignes de bus dans le Centre civique. Cela aurait selon eux complètement desservi les usagers de la ville et privilégié les taxis¹²⁸, du fait d'une volonté attribuée à certains acteurs de la municipalité, accusés de corruption, de faire ainsi des « cadeaux » aux entreprises de taxi au détriment de la population.

Cette politique d'inattention et d'absence de *care* envers les usagers de la ville est pointée par mes interlocuteurs au sujet d'autres transformations de la ville. Ils évoquent, par exemple, le boulevard de la Victoire, un « boulevard autrefois fameux connu pour ses magasins célèbres où toute la ville se donnait rendez-vous », et ils regrettent la transformation de ce lieu par les nouvelles constructions qu'ils jugent inappropriées, par l'introduction de couleurs stridentes dans le mobilier urbain, par un changement rapide des usages et des propriétaires des lieux et, parfois, par de nouvelles toponymies pour les arrêts de transports en commun.

Une de nos interlocutrices avec laquelle nous marchons dans ce même boulevard (de la Victoire) nous montre le goudron de ce trottoir qui a été remplacé et le compare à celui d'origine. Ce dernier était fait avec des bouts de marbre, alors que celui d'aujourd'hui serait composé de matériaux qui se détériorent rapidement et ne donnent plus de personnalité à ce boulevard ; elle remarque aussi une construction inadéquate dans ce cadre, un hôtel, lequel détruit la familiarité du lieu et l'anonymise, lieu occupé autrefois par une école maternelle et par d'autres ambiances rappelant à notre interlocutrice les petits uniformes et les voix des enfants qui enchantaient les oreilles et la vue des passants.

Vidéo [En fin d'itinéraire, c'est déjà la nuit](https://bit.ly/3Gar20H) (bit.ly/3Gar20H).

Dans ce paysage urbain hybride et du « trop plein » comme nous pourrions qualifier de nombreux espaces urbains postsocialistes, l'attention est mise à l'épreuve pour se fixer et

¹²⁸ À la différence de la France, le prix des taxis est une pratique très courante dans les grandes villes de Roumanie, elle reste relativement abordable en termes de prix. Le billet d'un voyage en transport en commun est de 2,5 ron (monnaie locale), celui d'un taxi pour aller du Centre civique en centre-ville est 3 ou 4 fois plus cher.

rester sur quelque chose en particulier, que l'on soit à pied ou que l'on contemple la ville par la fenêtre du bus, Ce ne sont finalement pas des invitations à prêter attention, mais plutôt à dévier le regard, à chercher à fuir ce paysage et trouver un refuge ailleurs (fig. 3 et 4).

fig. 3. Un paysage strident, un « trop plein » visuel et sonore.



fig. 4. À l'abri du bruit et de la chaleur de l'été.



Concernant la question des toponymies dans ce paysage de transformations urbaines, un nouvel arrêt de bus porte le nom d'une entreprise installée dans le quartier, une manière de rompre avec l'histoire du quartier et de construire un nouveau sens des lieux selon les nouvelles fonctionnalités de ceux-ci. J'ai déjà discuté dans le premier volume de l'importance de la toponymie urbaine en tant qu'outil pour construire, par la mémoire et l'oubli, le présent d'une ville. À la différence de ce nouvel arrêt de bus, il convient néanmoins de noter que le principal arrêt du Centre civique gardait jusqu'à récemment l'ancien nom (*Hidromecanica*), malgré la démolition de l'usine et la construction du *Mall*. Cela n'était pas surprenant, car d'une part cet espace commercial est très récent, et d'autre part, les *Brașoveni* appellent toujours ce quartier *Hidromecanica*, ce qui montre les attaches à ce nom et à la mémoire de ce lieu. Cependant, comme je l'ai déjà mentionné, depuis l'ouverture du *Mall* cet arrêt de bus ancien qui se trouve désormais devant le centre commercial manque de nom. De manière générale, la signalétique qui concerne les repérages dans ce lieu fait défaut pour les usagers de la ville, hormis la présence d'un panneau pour localiser les taxis et pour le parking du *Mall*. Il faut dire que ce dernier est presque vide, peu fréquenté, avec des magasins qui restent relativement chers. Cet enlèvement du nom de l'arrêt de bus sans qu'il soit remplacé m'a semblé étonnant, et il ne serait pas surprenant qu'un changement de nom puisse s'opérer, si nous écoutons certains responsables de la Ville. Comme nous l'avons déjà vu, le responsable du service « Patrimoine et urbanisme commercial » de l'ancienne équipe municipale considère qu'aujourd'hui le passé industriel de cette zone doit rester derrière nous, qu'il constitue un obstacle dans la ville du futur et qu'il n'a aucune valeur patrimoniale. Il s'agira de voir si la nouvelle équipe municipale changera de discours et initiera une nouvelle politique urbaine.

Au-delà de la question des toponymes, le traitement du passé de manière plus générale est un révélateur important d'une « politique de l'héritage » et de l'attention, comme le notait Jean-Louis Tornatore. L'éparpillement des archives de l'urbanisme de la période socialiste suite à la privatisation de l'Institut *Proiect Brașov*, et plus largement le manque d'une politique mémorielle et de conservation des traces de l'histoire de l'aménagement et de l'habiter sont d'autres illustrations de cette politique de l'inattention.

Concernant la reconversion des lieux du Centre civique, dont l'exemple le plus flagrant ici est la construction du *Mall*, elle s'inscrit dans la même direction. D'une part, certains

déplorent ce choix pour une culture de la consommation. Plusieurs personnes interrogées, qu'elles soient jeunes ou âgées, ont affirmé qu'elles auraient voulu à la place du *Mall* un grand centre culturel ou une salle de spectacle, des lieux qui manquent à Braşov. Une telle reconversion a d'ailleurs été proposée à la mairie par un architecte-urbaniste, mais elle n'a pas été acceptée (la raison invoquée a été le manque de financement pour un tel projet). D'autre part, les transformations opérées dans le paysage urbain par l'installation de ce géant commercial ont été vécues par certains résidents, comme nous l'avons montré, comme une atteinte au régime de l'habiter et aux harmonies écologiques existantes. N'oublions pas cependant, les avis contrastés sur ce sujet auprès de nos interlocuteurs, que j'ai également évoqués, surtout l'accueil positif par une majorité des personnes à l'arrivée du centre commercial. En écoutant ces opinions, elles ne qualifieraient certainement pas l'installation du *Mall* comme une politique d'inattention envers les Braşoveni, mais au contraire comme une préoccupation soutenue pour « rester dans le monde » (*să fim și noi în rând cu lumea*), autrement dit connectés au rythme de la modernité et de la globalisation, et comme si la crainte de « se trouver en dehors ou en retard » (par rapport à l'Occident) hantait encore les esprits.

J'ai présenté ici quelques aspects de cette politique de l'(in)attention. Il convient maintenant de déplacer notre regard vers les micro-politiques ou infra-politiques de l'attention dans les pratiques ordinaires, ainsi que vers certains dispositifs d'action culturelle qui répondent d'une manière ou d'une autre à la politique de l'inattention précédemment décrite. Une réponse largement dominante est, comme je l'ai déjà noté, la ruse et la recherche de solutions individuelles par rapport à des environnements perçus comme étrangers. Ces ruses ont tendance à se routiniser et se transformer en habitudes, ce qui amène le piéton à basculer vers un régime d'inattention. On oublie vite les gênes personnelles dues à la destruction des arbres avec le démarrage du chantier du Mall, etc. On ne perçoit plus le caractère dangereux d'un panneau public tombé, que l'on pourrait signaler pour qu'une intervention ait lieu pour protéger les autres personnes. Ces formes de routinisation réduisent la possibilité de rester dans un rapport familier avec l'environnement, comme le notait aussi Laurent Thévenot (1994), ainsi que la transformation d'une gêne personnelle en « trouble public » commun aux autres (Breviglieri et Trom, 2003). Pour poursuivre cette logique, ces formes de routinisation écartent également l'éveil d'un rapport de citoyenneté envers les autres et envers la ville.

Les exemples les plus flagrants concernent ici la pratique des piétons et leur rapport aux divers obstacles urbains ou aux empêchements dans les traversées piétonnes (voitures sur les trottoirs, trottoirs devenus plus étroits, poteaux fréquents suite à la privatisation, trottoirs accidentés, etc.). Visiblement gênées par des voitures garées sur les trottoirs, rares sont néanmoins les personnes qui développent des discours autour de ce sujet, pour ne pas dire des formes de résistance. Dans chaque famille, les individus détiennent au moins une voiture personnelle et ils sont confrontés quotidiennement aux difficultés de trouver un lieu pour la garer. La préoccupation pour l'automobile devient, dans ce contexte, plus importante que le soin du piéton. Un autre exemple met lui aussi en lumière une sorte de naturalisation des « droits à la ville » pour les voitures au détriment du piéton. Parcourant le quartier avec un de nos interlocuteurs, au moment d'arriver au croisement de plusieurs feux rouges, il indique la présence des caméras de surveillance, dont il s'imagine qu'elles servent avant tout à surveiller les comportements des piétons lors de leurs passages (plutôt que ceux des voitures)¹²⁹.

Pour donner un autre exemple, lorsque des arbres centenaires ont été enlevés au moment du démarrage du chantier du *Mall*, un article dans les journaux locaux présentait cette situation inquiétante. Pour autant, sur le forum des commentaires autour de cet article cette inquiétude ne semblait pas être partagée par le public internaute, lequel exprimait une seule préoccupation : savoir si les lieux de parking seraient suffisants pour desservir le *Mall*. J'ai moi-même réagi sur le forum exprimant mon constat que nous avons tendance à multiplier l'attention envers les voitures plutôt qu'envers les arbres, ma réaction n'a entraîné aucun commentaire.

Ce registre individuel et de l'entre-soi dans la réponse aux problèmes de la ville peut être aussi illustré par la gestion des espaces verts dans les zones d'habitation en bas des immeubles. Le soin de ces jardins est une chose qui se gère de manière informelle et selon chaque immeuble. Il existe rarement une organisation collective pour s'occuper de ces espaces et afin d'établir des règles de fonctionnement. Cela se réalise par les disponibilités des uns et des autres, de manière tacite, ce qui induit parfois des tensions, des interprétations, des rumeurs, mais rarement des réunions et des tours de table qui assurent un ordre plus partagé et explicite des choses. Dans un immeuble où Cătălina Rezeanu membre de notre projet HAPCIT a mené des entretiens, elle a pu observer qu'il

¹²⁹ Observation faite par Cătălina Rezeanu, lors d'un trajet effectué avec son interlocuteur.

était communément accepté que la responsabilité du soin et de l'aménagement des jardins en bas de l'immeuble appartenait aux personnes qui habitaient au rez-de-chaussée. La raison invoquée était que ce sont ces personnes qui bénéficient avant tout de la vue sur ces mini-jardins : « *C'est eux qui ont la vue, c'est à eux de s'en occuper* ». Ici encore, ces questions de responsabilité et de soin sont individualisées, ramenées à l'aspect de la propriété (privée) alors qu'il s'agirait en principe de biens communs.

À part ce mécanisme d'appropriation privée des environnements urbains, il existe d'autres aspects qui écartent tout autant la construction d'un sens de responsabilité partagée et collective par rapport à l'usage de la ville. Regardons la réaction des personnes par rapport à la gêne occasionnée par la destruction de certains objets d'usage commun (cassure des vitres ou des fenêtres, destruction des poubelles dans le voisinage, tags sur les murs, etc.) dans les espaces de voisinage autour des immeubles, ou plus largement dans l'espace public. La solution face à ces actes est pour certains la mise en place d'un système de sécurité fonctionnel, par des caméras de surveillance. Pour ceux qui semblent avoir intégré l'idée des technologies de surveillance comme solution aux problèmes de destruction ou de cohabitation difficile, la ville familière semble être la ville sécuritaire et anonymisée, où les problèmes doivent être pris en charge par des structures extérieures. Alors que pour ceux qui exercent des formes de résistance citoyenne, ces dernières peuvent compter comme des formes de contestation publique, pour les autres la solution projetée à ces actes de « destruction » et de cohabitation difficile est d'augmenter le caractère sécuritaire de la ville, entre autres par ces caméras de surveillance.

À la différence de ces aspects que je viens de mettre en lumière, j'ai pu observer quelques pratiques légèrement différentes, des actes de vigilance et de soin dans la ville orientés vers autrui, des micro-politiques de l'attention. Traversant la ville au quotidien, certains visages nous deviennent familiers. Et c'est sur ce point précis qu'un basculement s'opère : de l'inattention et du désintérêt pour l'autre vers l'attention et le soin envers lui. Lors d'un déplacement dans le quartier avec un de nos interlocuteurs, il presse le pas vers une personne qui a des difficultés de déplacement (portant des béquilles) afin de lui offrir de l'aide. Il nous dit ensuite qu'il connaît cette personne « de tête », pour l'avoir vu plusieurs fois dans le quartier à des lieux différents, où il a pu entrer en interaction avec lui. Le fait de lui offrir son aide, lui aurait permis au fur à mesure de connaître des aspects de la vie de ce monsieur.

Cette situation entre néanmoins en contraste avec une autre. Ce même interlocuteur croise sur le trottoir d'autres personnes qui semblent tout autant en difficulté ou détresse, qui font la manche, mais il ne manifeste pas d'attention ou de souci particuliers envers eux.



Vidéo Partie 1 : [Venir en aide à quelqu'un](https://bit.ly/3FTEUg1) (bit.ly/3FTEUg1).



Partie 2 : [Et le désintéret envers d'autres personnes](https://bit.ly/3FXsMdV) (bit.ly/3FXsMdV).

Dans cette zone urbaine du Centre civique, qui est un lieu de transit, les mendiants sont nombreux et les attitudes envers eux sont différentes, parfois aussi selon le lieu où ils se placent. Par exemple dans la cour de l'église, comme je l'ai déjà mentionné, il arrive que certaines relations de (re)connaissance et de familiarité puissent s'instaurer avec ces personnes, orientées parfois vers le registre du soin. Cependant, ce type de relation est plutôt rare, car dans la majorité des cas, ces personnes deviennent des figures « routinières », qui sortent du champ d'attention et du soin des passants, comme dans la vidéo présente ici (vidéo partie 2).

Avec les membres de notre équipe, nous avons également pu observer des pratiques où l'attention et le soin pour l'autre (et pour la ville comme bien commun) s'expriment dans des petits gestes ou dans des pratiques plus inattendues. C'est l'exemple de ce marquage au sol avec de la peinture, indiquant une direction à suivre comme pour orienter le passant perdu dans le labyrinthe des raccourcis lorsqu'il essaie d'éviter le grand boulevard ou les multiples parkings obstruant les passages.



Vidéo [Un fléchage pour orienter le passant perdu](https://bit.ly/3AYwksy) (bit.ly/3AYwksy).

D'autres espaces informels d'expression du *care* et de la résistance citoyenne se construisent par exemple autour des pratiques du graffiti. Alors que ces actions peuvent apparaître aux passants comme des actes anonymes, jugés parfois comme du vandalisme, ces dessins captent l'attention de certaines personnes, comme des espaces familiers et de résonance, exprimant des univers dans lesquels ils se reconnaissent, notamment dans cette résistance envers des politiques d'aménagement hostiles aux passants et aux piétons. En cela le graffiti peut constituer un lieu où ce soin envers le semblable (piéton) et envers la ville se cristallise et où il est donné à voir.



Vidéo [Le graffiti : les pas cheminent à travers les voitures, l'œil cherche la couleur](https://bit.ly/3BV9MKF) (bit.ly/3BV9MKF).

La recherche du semblable qui défend les mêmes valeurs et combats est visible aussi dans les trajets des cyclistes qui se déplacent en ville, lesquels portent régulièrement attention à leurs confrères.

Vidéo [L'attention pour le même combat dans la ville](https://bit.ly/3jh4Ubj) (bit.ly/3jh4Ubj).

Ces deux exemples, avec le marquage au sol ou le graffiti, montrent des connexions possibles entre individus dans leur perception de l'espace urbain et, ponctuellement, la possibilité de sortir d'un sentiment d'anonymat des individus fortement ressenti dans le lieu de transit du Centre civique. L'idée est alors d'éprouver un sentiment de familiarité retrouvée avec d'autres habitants, de partage des mêmes problèmes.

D'autres formes de résistance s'expriment, comme nous l'avons vu, par la voix de nombreux architectes-urbanistes interrogés, une parole de résistance et de colère envers les mesures d'aménagement qui ont transformé le Centre civique. L'attachement à cette

zone urbaine, en tant que lieu de résidence ou de travail pour ces personnes, s'exprime parfois par des projets d'urbanisme alternatif ou par la diffusion de la connaissance à travers des témoignages et des matériaux historiques postés sur les réseaux sociaux, par des dispositifs d'urbanisme participatif et d'action mémorielle. Ces actions et dispositifs restent cependant rares et isolés. Pour d'autres amateurs de la ville, des individus ordinaires, ces résistance et discours nostalgiques se manifestent par des prises de photos et leur diffusion sur les réseaux sociaux. J'ai rencontré une dame d'une soixantaine d'années, une sorte d'« exploratrice urbaine » (d'URBEX¹³⁰), qui depuis son déménagement qu'elle dit « forcé » dans les années 1980, suit assidument toute trace de transformation de son ancien lieu de vie, du quartier environnant, et par la suite de plusieurs lieux qui lui semblent importants dans la ville. Elle utilise la prise de photographies dans ces marches, qu'elle partage ensuite sur *Facebook*.

Concernant les réponses plus formalisées et institutionnalisées aux politiques d'inattention envers les citoyens et les espaces urbains, j'ai déjà signalé les actions du programme « La ville mémorable », qui est un dispositif d'éducation à l'attention. Le but de cette action est, comme le présente une des architectes-urbanistes initiatrices du programme, de « susciter de l'émotion et d'amener les gens à connaître la ville, les faire réagir par rapport aux problèmes qu'elle pose ». De nombreuses actions d'urbanisme participatif émergent ces dernières années en Roumanie, notamment dans la capitale Bucarest. Peu nombreuses sont les initiatives dans ce sens dans la ville de Braşov. À part le projet « La ville mémorable », il existe aussi d'autres initiatives, par exemple les actions de l'association « *Visum pour l'Education et la culture* » qui propose des débats et des projets participatifs urbains, entre autres sur la mobilité urbaine¹³¹. Nous pouvons noter également des actions plus isolées comme celles du *Centre de Design Thinking* qui se positionne dans ce champ d'action urbaine participative. Une action de ce centre que j'ai pu observer en août 2018 a porté sur l'amélioration du service du « bus touristique » de

¹³⁰ L'exploration urbaine (abrégé *urbex* du terme anglais « urban exploration ») suppose une pratique de visite, plus ou moins autorisée, des lieux abandonnés de la part des personnes qui exercent une certaine fascination pour ces lieux et attirent une certaine préoccupation de leur part pour les préserver en les gardant à l'abri des publics qui peuvent les détruire ou les détériorer davantage. Ces personnes utilisent beaucoup la photographie et désormais les réseaux sociaux dans leurs actions. Pour une recherche anthropologique sur les des pratiques d'exploration urbaine et d'attachement dans la ville de Saint-Étienne, voir Rojon (2019).

¹³¹ L'association *Visum* dont le responsable est formé à la sociologie, a initié plusieurs projets sur les problèmes de circulation dans la ville et des débats sur la démolition de certains bâtiments historiques de la ville, sur l'introduction des transports en commun électriques, etc. <http://visumBraşov.org/>

la ville de Braşov par des expériences menées avec des habitants. Cependant, il est important de noter que les actions de ces deux associations (et d'autres ONG) ont fortement du mal à mobiliser les habitants de la ville, à la différence de l'initiative « La Ville mémorable ». L'outil de la photographie par l'incitation à rechercher ses propres photos réactualise des attaches et renouvelle des attachements. Cette dimension est le moteur principal dans la participation à cette action de recueil de photographie autour des espaces publics de la ville¹³². À cette action participent aussi d'anciens habitants de la ville, aujourd'hui dans la diaspora roumaine, qui enrichissent cette collection. Au-delà d'une dimension nostalgique, ce dispositif est un outil de connaissance des lieux dans un contexte de changement rapide et d'effacement des traces, avec l'absence d'une politique de mémoire concernant le passé récent. J'ai pu remarquer aussi que sur les forums de discussion et dans les débats publics initiés, les participants se positionnent dans un temps présent, plutôt que seulement sur un registre nostalgique et de retour au passé, la photographie étant souvent le prétexte pour évoquer des préoccupations actuelles et formuler les « problèmes » de la ville.

Malgré un certain intérêt pour cette démarche auprès du public et un nombre grandissant de photographies envoyées, cette initiative s'essouffle par un manque de ressources humaines et financières pour mener ce projet dans la durée.

Attachement et *care* par les médiations de la recherche

Le fait de considérer les attachements comme un objet de recherche revient nécessairement à les intégrer dans une réflexion sur la démarche d'enquête, en se demandant ce qu'ils font aux processus de connaissance et à l'ethnographie. Cette réflexion nous permettra de revenir sur la nature du travail anthropologique et sur ses visées. Je reprendrai ici le fil du questionnement initié dans la dernière partie du travail sur la Duchère.

Les attachements : compétences écologiques et savoirs intégratifs dans le processus de recherche

Les attachements ne sont pas seulement des « objets » que le chercheur observe et analyse, relatifs aux pratiques des personnes de son enquête. Ils sont des mécanismes qui

¹³² Voir le site (en roumain) du projet, <https://orasulmemorabil.com/category/blog/>

s'instaurent par la recherche, voire qui assurent sa réalisation. Très souvent les attachements sont associés à une dimension affective ou subjective du chercheur dans sa relation au terrain et dans ce cas ils sont traités comme une dimension annexe et résiduelle de la recherche, ou ils font partie des « non-dits de l'anthropologie » (Caratini, 2012). Dans le premier cas, il s'agit d'explicitier et d'objectiver *a posteriori*, par des postures réflexives, cette dimension subjective ou intersubjective, ces « coulisses » de la recherche.

Ma proposition ici est d'aller au-delà de cette perspective qui réduit les attachements à un lien affectif et subjectif qui s'établirait dans le processus de recherche entre le chercheur et ses interlocuteurs de terrain, pour les aborder comme une compétence de familiarité et un savoir intégratif par lesquels le processus de connaissance et l'enquête s'élaborent. Ce savoir se construit à plusieurs, en co-présence, il relève davantage d'une compétence écologique que subjective ou intersubjective. Enfin, cette dimension des attachements est d'autant plus importante que, comme nous le montrerons plus loin, c'est par eux que la recherche touche en grande partie à une de ses vocations principales, à savoir participer à un processus de transformation des environnements dans lesquels elle intervient. Cette visée de transformation dépend des situations de terrain ou des intentions du chercheur, lesquelles se redéfinissent d'ailleurs en cours de route. C'est dans un sens large que ce terme de « transformation » doit être compris ici, mais je reviendrai plus en détail sur cet aspect.

Pour revenir à la dimension de l'attachement, c'est aussi lui par lui que le chercheur passe de l'observation et de l'attention (le fait d'observer et d'« être attentif ») au *care*, au fait de se sentir concerné et « attentionné » par le milieu de son enquête¹³³. Antoine Hennion (2015) notait que les attachements dans la relation d'enquête sont encore plus saillants lorsque le chercheur est face à des conditions de vie fragiles, incertaines, de situations de mises à l'épreuve des individus, et de manière plus générale lorsqu'il touche à ce qui compte le plus pour ses interlocuteurs, à « ce à quoi ils tiennent ».

¹³³ Des exceptions existent quant à cette capacité d'être « attentionné » envers certains publics, dans des situations de terrain où nous enquêtons par exemple sur des groupes avec lesquels nous sommes parfois en total désaccord ou nous ne partageons pas leurs valeurs ou modes de vie (groupes d'extrême droite, supporters de foot « ultra », patrons d'entreprise, publics ultra-favorisés...). Cependant, même dans certains de ces cas, notre relation de terrain peut rester en quelque sorte « attentionné », car souvent nous ne pouvons pas nous empêcher de nourrir un certain espoir que notre enquête amènera à des prises de conscience, à infléchir un positionnement ou attitude même sur un mode mineur, etc.

Enfin, que l'on choisisse d'interroger les attachements ou tout autre sujet de recherche, ceux-ci fondent la recherche et le processus de connaissance par les liens qui s'instaurent et par les compétences de familiarité qu'implique le processus d'enquête. Nous pouvons par conséquent dire que le « régime de familiarité » qu'évoquait Laurent Thévenot (1994) peut être discuté aussi en lien avec la démarche de recherche. Les opérations de tâtonnement, de réajustement et de rapprochement, par la quête de familiarités cognitives et sensibles, sont finalement au cœur de tout processus de connaissance. Il s'agit par exemple de familiarités, de similarités et d'affinités que nous découvrons au fil de l'enquête avec nos interlocuteurs (par exemple lorsque nous nous reconnaissons dans certains aspects ou parcours de vie qui sont les leurs). En l'absence totale de ces affinités, nous essayons de chercher des familiarités de communication, comme de simples stratégies pour établir l'échange. En outre, lors de notre enquête, il est aussi question d'autres familiarités, de type cognitif, par la mobilisation des concepts ou théories que nous connaissons déjà ou que nous avons forgés lors d'enquêtes précédentes, et qui interviennent dans la perception du terrain et orientent nos analyses.

Mon dispositif de recherche s'est construit par ce « régime de familiarité », au fil des différentes rencontres survenues sur le terrain. J'en donnerais quelques aperçus. Initialement j'ai mené ma recherche individuellement, par une démarche classique de « recueil d'informations de terrain », cela jusqu'à la rencontre dans la ville de Cluj-Napoca d'une architecte originaire de Braşov, Miruna Stroe. Elle exerçait à l'époque dans la capitale, à Bucarest, et aujourd'hui à Londres. À l'occasion de cette rencontre, j'ai pu apprendre qu'elle avait initié une action portant sur les mémoires des espaces urbains à Braşov avec un collègue architecte de la même ville, Ovidiu Taloş (le projet « La ville mémorable »). Cette rencontre à Cluj a donné une orientation particulière à ma recherche à Braşov. Tout d'abord, mon questionnement de recherche et mon approche du changement ont pris une inflexion différente, comme je l'ai montré dans un chapitre précédent, en regardant le changement urbain non seulement comme le résultat d'une représentation, mais aussi d'une perception et d'un processus de médiation. J'ai ainsi commencé à prêter attention à deux types de médiation : l'expérience ordinaire de la traversée de la ville et les dispositifs mémoriaux comme « La ville mémorable » ou ma propre recherche.

J'ai expliqué aussi dans l'introduction de ce volume que, sur un autre plan, la rencontre de l'anthropologie de Tim Ingold et les croisements que je voyais au fur à mesure entre cette perspective, celle d'Isaac Joseph sur la ville et les travaux du CRESSON sur les méthodologies de la marche, ont fait partie de ces tâtonnements et familiarités construites au fil de ce trajet. Le programme « Percevoir la ville » dirigé par Denis Cercllet, avec l'usage du *eye-tracker*, auquel j'ai participé pour une courte période, a constitué une autre dimension importante au sein de cette constellation d'éléments.

Dans un autre temps, ma relation au terrain et le sens même de mon anthropologie à Braşov ont pris d'autres contours après cet épisode de Cluj. J'ai commencé à envisager mon travail de recherche comme un espace de projet et d'action urbaine dans un contexte d'effacement des traces de la ville, qui n'était pas sans toucher certains habitants. Au fur à mesure, la rencontre avec mes différents interlocuteurs – des individus ordinaires résidant à Braşov, des passionnés de la ville ou simplement des personnes préoccupées par leur quartier, des architectes en résistance avec la politique urbaine de la municipalité, des collègues universitaires, etc. – m'a confortée dans l'idée de construire un espace de projet et d'action en m'appuyant sur une démarche de recherche spécifique. Dans ce cheminement, ma familiarité avec la ville renouvelée par cette recherche a facilité certains appuis et repères communs dans ce processus collectif. Le projet de recherche franco-roumain « Habiter et apprentissages de la citoyenneté », mené avec le soutien de l'Université Lyon 2, a émergé dans ce contexte.

Je n'ai retenu ici que quelques-uns des fils qui se sont croisés et qui ont composé ces espaces-temps de familiarité et d'attachement à travers lesquels ma recherche s'est constituée. D'autres qui ont participé à cet ensemble.

L'anthropologie du proche par le prisme du familial et des attachements

Ces aspects portant sur la familiarité et l'attachement dans la recherche nous amènent à un débat central dans l'anthropologie autour de la question de la distance et de la proximité de l'anthropologue face à son terrain. L'« anthropologie du proche » ou « anthropology at home » ont apporté quelques éclairages intéressants dans ce débat. Comme Anne Raulin et Susan Carol Rogers (2012 : 16) le montrent, le regard éloigné et la distance de l'observateur envers la société étudiée ont été pendant longtemps les atouts

du regard de l'anthropologie classique (exotique). *A contrario*, l'anthropologie du proche a construit sa force et la spécificité de son savoir sur une profondeur du regard, rendue possible par un rapport de proximité et familial avec le terrain. Dans une anthropologie contemporaine qui met en avant des individus et des sociétés mobiles et globalisées, le proche et le lointain se retrouvent spatialement partout, ici et là, ce qui a amené à penser le « lointain » plutôt en termes de différence culturelle. Néanmoins, nous savons aujourd'hui que la culture est davantage une invention langagière pour nommer et classer des individus et des sociétés, pour formuler une relation à l'autre, qu'une réalité substantielle qui définit spécifiquement un groupe. Quel sens peut encore avoir aujourd'hui cette notion d'anthropologie du proche, autre que de pointer une histoire de la discipline et de jouer le rôle d'une notion témoin de son développement et d'une évolution sociétale de la perception de l'altérité ? L'anthropologie actuelle pourrait-elle reconsidérer le sens du « proche » et d'une « anthropologie du proche » à partir d'autres bases, ni spatiales ni culturelles, mais comme une posture épistémologique, en prolongeant ainsi la proposition d'Anne Raulin et Susan Carol Rogers ? Le « proche » serait ainsi un régime de proximité et de familiarité par lequel la recherche se réalise, sur tout terrain, indépendamment de l'aire culturelle de nos recherches et de la vieille distinction anthropologie du proche/anthropologie « exotique ». Le régime du proche pourrait ainsi être compris comme une démarche de connaissance par familiarité ou par proximité, qui opère par des tâtonnements, en « régime de familiarité » (Thévenot 1994), par des attachements, ce qui caractérise finalement toute démarche anthropologique, tout du moins selon une certaine vision de l'anthropologie¹³⁴.

Il est intéressant de convoquer ici les propos de William James, qui met en avant les deux mécanismes intervenant dans le processus de connaissance. Stéphane Galétic explicite la vision de James, lequel distingue entre « deux types de relations cognitives, mais sans y voir pour autant une différence de nature : la *connaissance par contact, par familiarité* de l'ordre de la croyance [*knowledge by acquaintance*], qui peut être rapprochée de la notion de foi perceptive chez Maurice Merleau-Ponty ; et la *connaissance sur*, d'ordre conceptuel qui se fonde sur la première [*knowledge by description* ou *knowledge about*] » (2016/1916 : 13). James considère que « le trajet complet de la connaissance, s'il

¹³⁴ J'ai proposé cette notion de connaissance par proximité et par familiarité dans deux articles récents (et un dossier thématique) en lien avec la problématique de la rénovation urbaine, dans la revue *EspacesTemps* (travaux déjà cités).

commence par la sensation doit aussi y conduire » (*idem*). Ces deux types d'opérations cognitives peuvent être identifiés comme des mécanismes distincts à des temps différents dans le processus de connaissance, mais en réalité ils sont entremêlés. Dans notre démarche scientifique, nous opérons initialement par des intuitions et un rapport sensible au terrain. Mais celui-ci peut être informé par des expériences conceptuelles, par l'usage de certaines notions et interprétations que nous convoquons plus ou moins tôt. André Leroi-Gourhan mettait en avant la place de l'intuition, et nous pouvons dire de cette connaissance par contact et familiarité pour reprendre James, dans toute démarche scientifique : « L'anthropologue exercé reconnaît en une seconde l'origine géographique d'un crâne et passe ensuite des semaines à en apporter la démonstration chiffrée, démonstration qui laisse échapper, d'ailleurs, la plupart des caractères sur lesquels il a fondé inconsciemment son identification spontanée » (Leroi-Gourhan, 1964 : 89).

Malgré l'importance capitale de cette relation cognitive par familiarité et par attachement comme dimension heuristique, elle a été minorée ou mal interprétée à cause des formatages et des vieilles séparations entre la « raison » et la « foi », entre le « savoir » et la « croyance ». La « connaissance sur », associée à la « raison », au « savoir », relève d'un travail de classification et d'abstraction, ce qui amène à minimiser les aspects singuliers et situationnels de la réalité observée. Cette critique est mise en avant par d'autres anthropologues lesquels font le pari de garder une attention portée à des situations de vie spécifiques, à des contextes et des expériences singulières des individus, proposant par exemple une anthropologie « en mode mineur » (Piette, 1996) ou « à taille humaine » (Bensa, 2010) jusqu'à remettre en question et reformuler les grands principes fondateurs de l'anthropologie, comme la comparaison et la notion de culture¹³⁵.

L'approche de l'anthropologie écologique et la démarche de connaissance par familiarité entretiennent une relation étroite. Le fait de regarder l'environnement (et notre terrain) à partir d'une position distanciée, autrement dit déconnectée ou soustraite au milieu étudié, est en quelque sorte artificiel. Selon une perspective écologique, le chercheur se situe toujours « quelque part », sa perception se construit toujours à partir d'un point de vue, le savoir est toujours de nature perceptive et « expérimenté », donc forcément pris

¹³⁵ Pour une critique des notions de culture et de comparaison en anthropologie, ou pour une vision renouvelée d'elles, voir par exemple Bazin (2008), Piette (1996), Bensa (2006, 2010), Chauvier (2011) ou des travaux qui s'inscrivent dans le « tournant ontologique » (voir notamment l'introduction du numéro de la revue *Tsantsa*, « Anthropology and The Ontological Turn », n°20, 2015).

dans des processus qui engagent des familiarités en construction. En outre, c'est par le « biais » de ces familiarités et attachements que l'anthropologie réussit, me semble-t-il, à répondre non seulement à des enjeux de nature épistémologique, mais aussi ontologique et pragmatiste, ce que nous examinerons par la suite.

La recherche : enjeux épistémologiques et ontologiques. Les connaissances-attachements

Tim Ingold (2017, 2018) mettait en avant l'importance pour l'anthropologie de se démarquer de l'ethnographie, car le but de la première n'est pas de documenter des réalités, mais d'impulser des transformations au sein des milieux où le chercheur intervient. Néanmoins, l'une n'empêche pas l'autre et son propos radical vient plutôt pointer une critique de la réduction de l'anthropologie à une fonction de documentation, de transformation des aspects vivants, toujours singuliers, en données généralistes, abstraites et fermées sur elles-mêmes servant, comme le dit l'auteur lui-même, à formuler des certitudes et des prédictions. Mon propos sera moins radical par rapport à cet éloignement de la fonction ethnographique de l'anthropologie. Bien que la force de l'anthropologie se mesure, comme toute science, dans les transformations qu'elle fait émerger, elle a aussi un rôle important de documenter des réalités, y compris ces transformations auxquelles elle participe. Comme je le mentionnais, il faut comprendre ce terme dans un sens large et rester modeste dans cette visée de transformation, car une recherche anthropologique n'impulse pas forcément des changements radicaux ou observables tout de suite. En effet, une enquête anthropologique ne va pas arrêter une politique de démolition ou va rarement changer les conditions précaires de la vie des personnes, mais les transformations prennent parfois des formes et des ramifications plus subtiles et variées. Elles peuvent être plutôt silencieuses, avec des expériences et des savoirs acquis à l'occasion d'échanges occasionnés par l'enquête (y compris des savoir-faire, des savoir-être), elles peuvent se mesurer par une réflexivité de nos interlocuteurs que peuvent susciter nos échanges avec eux – avec parfois l'activation d'imaginaires, de mémoires, de certaines pratiques de vie, qui ne sont pas mesurables tout de suite par l'enquête. Nous pouvons aussi penser à des projets et des actions que notre démarche impulse. Celle-ci peut agir à différents degrés et en multiples sens sur les milieux de vie de nos interlocuteurs selon les configurations de terrain : création de temps de pause et

de retour à soi dans un quotidien de vie parfois difficile, des effets d'*empowerment* pour certains acteurs jusqu'à, plus rarement, des modifications matérielles de ce quotidien, etc.¹³⁶ Le fait d'associer l'enquête à d'autres réseaux d'action et d'acteurs renforce ce potentiel de transformation. Le chercheur ne le perçoit pas toujours, car d'une part il ne prend pas forcément le temps d'aborder cet aspect, d'autre part ce dernier est plus facile à saisir suite à des temps de retour sur l'enquête et par des enquêtes longitudinales.

Lorsque la fonction d'observation et de documentation des processus sociaux est doublée de celle d'impulser des transformations, l'anthropologue passe de l'attention (« être attentif ») et de la perception sensible, au *care*, au fait d'« être attentionné ». Nous sommes loin ici de la simple position d'« observation participante » notion dont Favret-Saada avait déjà mis en avant les ambiguïtés et la position de distance qu'elle impliquait paradoxalement (Favret-Saada, 2009 : 147). Denis Cercllet (2014) soulignait aussi, comme nous l'avons déjà montré, une mutation intervenue dans les démarches de connaissance en anthropologie par le passage d'une posture de « regard » (et d'observation) qui maintient le chercheur dans une position de distance, à une posture de perception et relationnelle par la proximité des corps.

Ce passage de l'observation à la perception est une première étape pour ouvrir vers la fonction potentielle de *care* que l'anthropologie pourrait avoir. Dans un autre temps, le chemin de la perception sensible au *care* intervient à mes yeux par le travail des attachements, dans le double sens que j'ai donné à cette notion dans ce travail. C'est par les différentes résonances et correspondances qui s'instaurent au sein d'une pratique d'immersion lors de l'enquête, par des routines qui nous rendent parties prenantes de celle-ci, par des familiarités qui s'élaborent graduellement, voire parfois par des attaches fortes, que le chercheur finit par se sentir concerné, préoccupé et « attentionné » envers le milieu qu'il étudie. Comme pour le potentiel de transformation de l'anthropologie que nous venons d'évoquer, sa fonction de *care* peut être envisagée dans des sens multiples.

¹³⁶ J'ai essayé de présenter dans le chapitre consacré à ma recherche sur la Duchère quelques effets opérés par mon enquête. Je pense aussi au cas de quelques femmes qui ont participé à notre recherche et aux cafés-débats pendant les deux années, pour lesquels ces actions ont favorisé un phénomène d'*empowerment* dans leurs trajectoires de vie (sorties d'un certain isolement familial et social, deux femmes sont devenues par la suite des bénévoles dans le centre social, et se sont inscrites dans nouveaux circuits de sociabilités, de reconnaissance et de ressources).

Le fait de « prendre soin », de rester vigilant et d’agir en conséquence au sein du milieu d’enquête peut s’exprimer par exemple par des gestes pour contrecarrer des rapports d’inégalité qui s’installent sur le terrain, par le fait d’apporter des savoirs (issus de l’enquête) sur des sujets controversés où des enjeux vitaux sont engagés pour certaines populations et de veiller à ce que cette information puisse être entendue, d’œuvrer pour une réflexivité des personnes autour de différents sujets, de susciter des situations et des expériences d’apprentissage, de participer avec d’autres acteurs à la protection et sauvegarde des « biens communs » ou des milieux de vie menacés. Comme nous le verrons plus loin, la fonction de *care* ne se confond pas toujours avec une dimension « militante » de l’anthropologie, définie au préalable.

Pour revenir au rôle des attachements dans le potentiel de transformation de l’anthropologie et dans la fonction de *care*, j’apporterai quelques éléments de ma recherche pour illustrer ces propos. Dans le chapitre sur le terrain de la Duchère j’ai tenté de montrer que l’impact de la recherche était finalement proportionnel avec la force des expériences et des attachements qui s’y instaurent. J’ai pu observer cela aussi dans ma recherche à Braşov. Ici, la mise en place d’une démarche continue de recherche partagée et publique avec des résidents de la ville et avec d’autres chercheurs en sciences sociales ou des urbanistes, a pu être possible du fait de sensibilités similaires et de préoccupations communes de l’ordre de l’attention et du *care* (pour la ville et ses usagers), qui ont été formalisées ou réactivées par l’enquête de terrain.

Ma naissance dans cette ville et le rapport d’habiter et du « chez soi » que j’entretiens avec elle a facilité cette démarche. Lorsque mes interlocuteurs racontaient l’histoire d’un lieu ou une expérience liée à celui-ci, cela faisait surgir des mémoires personnelles que je relatais aussi. Ces correspondances produisaient une reconnaissance et une familiarité entre nous, le sentiment d’un apprentissage réciproque. C’est cette familiarité qui construit aussi la confiance. Nous le savons déjà, sur le terrain nous nous voyons attribuer plus de confiance et parfois de légitimité lorsque nous sommes ou nous paraissions être des « gens du lieu », qui savent donc « de quoi il est question ici ou là » à la différence d’un étranger, comme le montrait aussi Chou Chiener (2002)¹³⁷. Toutefois, dans mon cas, ma

¹³⁷ Chou Chiener (2002) montre, à partir de son terrain anthropologique sur les répertoires de musique folklorique taïwanaise, l’accueil différent qui lui est fait par ses interlocuteurs en tant qu’anthropologue « du lieu » à la différence d’un collègue anthropologue étranger. Il met aussi en lumière les modes de

position d'« extériorité » relative renforçait parfois mon atout de familiarité, car j'étais à la fois considérée comme venant d' « ici » et dotée d'une expérience « de l'ailleurs ». Dans quelques situations de terrain, j'ai fait le constat que grâce à cette double appartenance on m'attribuait (ou on attendait de moi) une possibilité d'informer et d'expliquer « ce qui se passe ailleurs », mais aussi d'établir et de montrer des familiarités entre des expériences d'ici et de là, pour tirer des apprentissages de ces mises en perspective.

Dans les événements publics que nous avons organisés avec le programme HAPCIT et *Familiar City* qui ont attiré la présence des médias (télévision, presse, radio), j'étais toujours la personne convoitée de l'équipe du projet, plutôt que mes collègues universitaires de Braşov qui étaient pourtant plus immergés que moi dans le rythme de la ville. Visiblement, notre familiarité avec elle ne faisait pas le même poids sur la scène publique. Leur familiarité, associée ici à un sentiment d'appartenance et d'identification, semblait être moins valorisée que la mienne. Dans mon cas, la possibilité de rester « familière » (sans identification) à ce milieu reposait sur cette position dynamique des allers-retours permanents et des pas de côté par rapport à lui.

De manière plus générale, la familiarité et l'attachement sont constitués par des degrés et des types différents de relation d'engagement et de proximité, selon les positions mouvantes que nous occupons : identification, appartenance, dé-re-territorialisation, etc.

Il convient de revenir ici sur un autre aspect de la fonction du travail de *care* de l'anthropologue. Cette fonction ne doit pas être saisie nécessairement sous la forme d'un engagement dans le sens classique d'une anthropologie « militante » ou « impliquée » qui agit pour une cause explicite et définie avant l'enquête. Sur le terrain de la Duchère, je ne me suis pas engagée ou je n'ai pas mené ma recherche auprès des collectifs d'habitants opposés formellement à la démolition. Je ne suis pas arrivée sur le terrain en tant qu'anthropologue engagée (impliquée, militante) dans ce sens. Par contre, à travers les différentes médiations publiques que nous avons initiées, lorsque j'ai pu observer que les protocoles formels d'organisation des événements instaurent souvent des hiérarchies de paroles et amenaient à privilégier la parole de certains face à d'autres, comme lors du vernissage de l'exposition, j'ai agi pour réajuster ces déséquilibres en proposant un principe différent dans la réorganisation des scènes de débat.

connaissance différente de la musique, et plus largement de son objet de recherche, dans le cas d'une « anthropology at home ».

Dans un cheminement similaire, sur le terrain de Braşov je ne me suis pas engagée au préalable dans une démarche militante. Cependant, le site *Familiar City* et plus largement les actions publiques initiées par cette recherche peuvent être vues comme une initiative qui rejoint d'autres démarches préoccupées à contrebalancer les politiques d'effacement des traces urbaines à Braşov et la politique d'inattention envers les piétons et les usagers de la ville plus largement.

Comme je l'ai déjà mentionné, ce dispositif ne visait pas seulement à valoriser une enquête ni à diffuser publiquement ses résultats, ce qui est habituellement fait dans nos programmes de recherche. Il visait à réfléchir à comment rester vigilant aux problèmes de la ville et comment élargir la communauté des personnes attentives et concernées par ces derniers. Nous sommes en effet ici au-delà d'une simple tâche de documentation et nous nous rapprochons, me semble-t-il, d'une posture de *care*. Le rôle de l'anthropologie repose-t-il seulement sur des enjeux de connaissance, donc épistémologiques, et si oui comment repenser la nature de cette connaissance ? Certains auteurs ont mis en avant l'idée que la connaissance « n'est pas une tâche solitaire qui consiste seulement à interpréter ou à simuler les actions des autres, mais elle émerge de l'inscription de soi – aussi comme étranger – dans un processus local. (...) Ce qui nous intéresse alors, ce ne sont plus des individus et des sujets qui interagissent dans un espace et un temps circonscrits, mais ce que nous pouvons saisir des échanges permanents et des circulations d'informations localisées et de leur capacité altérante » (Cercllet, 2014 : 62-63). Le « nous » ne devrait pas désigner ici les chercheurs qui auraient cette tâche de saisir les échanges et les circulations des informations, mais tous ceux qui participent à cette enquête collective, puisque la connaissance émergente de ce processus concerne tous ceux et celles qui participent à l'enquête. Il convient de penser cette notion de « connaissance » dans un sens large, car elle ne fait pas seulement références aux informations cognitives et au contenu langagier, mais elle prend la forme d'autres savoirs et élaborations communes (savoir être, savoir habiter, savoir cohabiter...) donc la forme de connaissances sensibles et d'attachements. Nous pouvons d'ailleurs les appeler des *connaissances-attachements* en ce sens où ils concernent aussi des savoirs et des compétences relationnelles et écologiques, générés ou renforcés dans ce contexte d'enquête.

Un débat important a été soulevé récemment dans les travaux anthropologiques sur la finalité de nos recherches, avec une critique qui pointe la réduction du rôle de l'anthropologie à un enjeu épistémologique. Tim Ingold notait que la finalité de l'anthropologie n'est pas la connaissance, mais la « sagesse » (*wisdom*) et que son rôle principal serait l'éducation : une éducation à l'attention comme expérience d'apprentissage et d'empathie réciproque, plutôt que supposant la transmission de type vertical d'un contenu informationnel (Ingold, 2017, 2018). Des propos similaires concernant le rôle d'éducation à l'attention de l'enquête ethnographique sont tenus par Isaac Joseph (2002b). Marc Breviglieri et Joan Stavo-Debauge explicitent et formalisent davantage la proposition de Joseph pour « une défense de l'ethnographie, en tant qu'elle participe, au moyen de l'enquête et dans une veine très pragmatiste, d'une "éducation de l'attention" et d'une contribution à l'institution du "public" d'une communauté à venir. Il est donc question d'apprendre à voir autrement, de retrouver l'étonnement, puisqu'il faut "partir de l'étonnement" » (Breviglieri, Stavo-Debauge 2007 : 93).

Une question centrale émerge de ces réflexions, soulevée aussi par les travaux qui portent sur les nouvelles manières d'habiter le monde et de cohabitation avec les autres vivants à une époque de l'anthropocène. Le rôle principal de l'anthropologie repose-t-il sur un enjeu d'ordre épistémologique ou plutôt ontologique ? Certains auteurs répondent à cette question en penchant la balance dans un certain sens : « L'anthropologie ne consiste pas à écrire sur la vie des autres, mais à les joindre dans la tâche commune de trouver des modalités pour vivre (...). L'objectif primordial de l'anthropologie n'est pas ethnographique, mais éducatif. (...) L'anthropologie est importante, à mon avis, précisément en raison de son potentiel à éduquer et, à travers cette éducation, à transformer des vies – la nôtre et celle des personnes parmi lesquelles nous travaillons » (Ingold, 2018 : 14). Selon le même auteur, les enjeux de « connaissance » (« épistémologiques ») de la science, qui tentent de construire une réalité par une fabrication conceptuelle qui la soustrait à la vie, doivent laisser la place à des enjeux « ontologiques », attentifs aux processus de vie et aux situations qui s'y déploient.

D'autres auteurs ne sont pas si catégoriques laissant la question ouverte. Ils mettent en avant l'importance des travaux du « tournant ontologique » qui a eu le mérite d'insister sur ces enjeux de la recherche et de considérer ici la place des attachements : « la question quant au rôle de l'anthropologue reste ouverte et controversée : faut-il se contenter de

décrire l'expérience en renouvelant nos façons de penser ou faut-il contribuer activement à l'émergence de nouvelles formes d'attachement ? » (Keck et al., 2015 : 35).

La formule rhétorique de cette question m'amène à penser qu'il ne s'agit pas de choisir une position plutôt qu'une autre, mais de considérer le potentiel des deux démarches. Nous pouvons noter pourtant que dans cette question la dimension des attachements est associée uniquement à une des deux positions. Cependant, comme nous l'avons montré, tout travail de connaissance scientifique, y compris dans la phase ethnographique, procède d'un travail d'attachement. De la même manière, certaines connaissances résultant de l'expérience de l'enquête sont des connaissances-attachements.

En regardant de plus près, à partir des situations de terrain, le travail anthropologique ne se situe pas, de manière exclusive, dans un registre ou un autre (épistémologique, ontologique...), mais dans des croisements multiples entre eux, selon les différentes situations de terrain et possibilités ou limites qui se donnent au chercheur en présence des autres et dans les différentes configurations de l'enquête. Dans certains cas, le travail anthropologique répond davantage à une visée épistémologique, dans d'autres cas les enjeux ontologiques de la recherche sont criants.

Il existe aussi des cas où, contraint par des conditions hostiles d'enquête ou ne trouvant pas de modes de médiation adéquats, l'anthropologue finit par produire des descriptions et des théories destinées finalement uniquement à sa propre communauté scientifique. Cependant, il peut arriver que des années plus tard ce travail soit retrouvé « au fond des tiroirs » ou désormais sur internet, par un acteur qui en fera un certain usage, par exemple l'ouvrant à un public large pour des visées « transformatrices ». C'était en quelque sorte mon cas avec les articles publiés sur le terrain de recherche à Jimbolia, qui ont été découverts une dizaine d'années plus tard par le directeur de la Maison de la culture de cette ville. Avec son équipe, ils se sont appuyés sur ces écrits pour l'élaboration des actions mémorielles et de développement culturel, pour mettre en lumière des modes d'urbanité et des expériences de vie oubliées liées à la période industrielle de la ville.

Dans ma recherche à Braşov, le registre des connaissances et des attachements est entremêlé et difficile à dénouer pour les expliciter séparément. Mon arrivée dans le quartier du Centre civique, touché par des démolitions et des restructurations n'a pas été un hasard, mais était liée à des situations difficiles de terrain dans mon travail précédent

à la Duchère, en présence de personnes qui ont traversé les démolitions avec beaucoup d'inquiétude ou se sont trouvées parfois en situation de grande détresse. Ma sensibilisation à ce sujet et terrain de recherche m'a amenée à réexaminer à Braşov certains concepts déjà travaillés à la Duchère (attachement, changement) en même temps que des familiarités biographiques ressortaient à la surface, liées à ma connaissance du quartier et à des espaces d'affection réactivés. Le recueil d'information pour connaître le quartier, le travail de recherche, d'analyse et d'ajustement des outils méthodologiques, s'est fait en même temps que je revenais sur ma propre histoire familiale, que j'écoutais les récits de colère de certains, que des attachements prenaient forme pour construire les dispositifs de médiation.

Par ma modeste contribution, cette recherche constitue, me semble-t-il, une brique posée pour un travail de mémoire et d'engagement avec le présent pour certains acteurs, ainsi que pour la mise en visibilité de voix ou de projets peu entendus, qui font difficilement le poids face aux stratégies publiques ou entrepreneuriales agressives vis-à-vis de l'habiter dans cette zone urbaine. Cette recherche a été aussi l'occasion d'instaurer certains espaces d'élaboration d'une réflexion et d'attachements pour la ville. La marche et le dialogue avec mes interlocuteurs, l'écriture de la recherche et les dispositifs du site *Familiar City*, l'exposition, les ateliers ou les autres issues publiques de ce programme me semblent des outils qui ont pu œuvrer dans cette direction de *care* par la recherche.

Anthropologie publique, les publics de l'anthropologie

Alors que plusieurs auteurs et travaux convergent vers l'idée que le rôle principal ou la vocation de l'anthropologie reposent sur cette visée de transformation des individus et des sociétés, une question plus difficile concerne les modalités concrètes par lesquelles ce travail peut se réaliser. Les textes programmatiques et théoriques restent très abstraits pour la compréhension des situations de terrain sur ce sujet, et ils fournissent rarement un descriptif des déroulements et des propositions de ces modalités concrètes élaborées par la recherche. Par ailleurs, très souvent la figure du chercheur est absente de cette description. Cette recherche pourrait-elle illustrer, par l'outil du site *Familiar City*, une démarche qui tente de réunir les deux dimensions mentionnées (théorique et pratique),

de créer un espace de croisement entre différents publics et modes de connaissance et d'attachement de la ville¹³⁸.

Le potentiel de transformation et de *care* de l'anthropologie, en l'occurrence urbaine, ne se donne pas forcément à voir dans un changement radical du visage des villes ou dans le fait d'inverser brusquement l'avancée d'un projet urbain par un changement des décisions d'aménagement ou politiques. Il repose sur un travail qui se fait dans la durée, parfois invisible ou microscopique et qui consiste, entre autres, dans l'instauration de publics attentifs et concernés par les problématiques de la ville.

Un débat sur cette dimension « publique » de l'anthropologie a été porté au sein des défenseurs d'une telle anthropologie notamment dans l'espace anglo-saxon¹³⁹. Néanmoins, certaines critiques ont été adressées à ces perspectives au-delà de leur mérite d'avoir ouvert l'anthropologie des perspectives plus participatives et collaboratives en anthropologie.

Des anthropologues réunis autour du blog et du réseau *Savage Minds*¹⁴⁰ ont mis en avant le fait que la notion de « public » semble très souvent comme déjà acquise, sous-entendant qu'il y aurait un public envers lequel l'anthropologue doit transmettre sa connaissance ou avec lequel la produire. L'anthropologie publique (*Public Anthropology*) tenterait, selon certains, « d'expliquer une recherche spécialisée à une audience plus large (...). Les tenants de l'anthropologie publique imaginent que les anthropologues savent ce que le public attend de savoir (...) et une telle position suppose que les anthropologues détiennent quelque chose que le public souhaite, et qu'ils savent ce que le public attend d'être dit concernant cette chose-là. (...) Nous appuyant sur des auteurs comme Michael Warner (2005), nous mettons l'accent sur le fait que les publics sont suscités par les discours ils ne sont pas quelque chose qui préexiste à ceux-ci » (Golub, Friedman, 2015 : 188).

La perspective d'une anthropologie écologique proposée dans ce travail défend une approche similaire, à savoir que les « publics » sont le résultat du processus d'enquête et pas préalable

¹³⁸ S'adressant à un public large, ce site peut intéresser aussi les chercheurs concernés par cette thématique. D'une part, il existe une rubrique spécifique « Espace Recherche » avec des articles scientifiques sur le sujet des transformations urbaines, destinée aussi aux professionnels de la ville. D'autre part, ce site peut-il valoir comme illustration d'une démarche d'anthropologie publique ?

¹³⁹ Voir à titre d'exemples : Lassiter 2003, Borofsky 2007, Beck et Maida (ed.) 2015, Abram et Pink (ed.), 2015.

¹⁴⁰ Voir le site du blog *Savage Minds*, transformé en *Anthro (dendum)* : <https://anthrodendum.org/>

à elle, d'où la préoccupation de savoir comment faire advenir des « publics » *via* le dispositif scientifique. La qualité des individus d'être/faire « public » reposerait, en suivant John Dewey (2010/1927), sur leur possibilité de se sentir concernés et sur l'émergence de questionnements partagés. Le fait d'entretenir un rapport familial et d'attachement avec la ville est un élément important dans ce processus, car nous pouvons difficilement nous sentir concernés et passer de l'attention à une posture de *care* si la ville nous est étrangère, si nos relations avec elle et avec les autres citoyens sont trop distancées ou faibles. Nous pouvons nous demander s'il y a des questions ou des thèmes, des médiations et des dispositifs, qui peuvent davantage construire (ou exprimer) ce rapport familial et d'attachement à la ville et des gestes de *care*. Aucune réponse généralisée ne peut être fournie ici, malgré les demandes de recettes modélisées pour mettre en place des dispositifs « participatifs » et d'« attachements citoyens » venant parfois de la part de différentes structures ou acteurs¹⁴¹. D'un type de population à un autre, d'un lieu à un autre, d'une situation à une autre, les prises pour construire un rapport d'attachement à la ville sont différentes car elles ne tiennent ni seulement à des histoires biographiques singulières, ni à l'histoire spécifique d'un quartier, ni à des volontés et à des configurations politiques ou géographiques, etc., mais à des agencements complexes, de type écologique, que seule une démarche d'immersion et d'enquête de terrain peut révéler.

Dans la ville de Braşov, nous avons choisi de travailler avec des catégories variées de population dans les dispositifs de médiation, comme avec de jeunes générations qui ne connaissaient pas du tout l'histoire très récente de la ville ou de leur propre quartier. La mémoire et sa transmission familiale, grâce au support de la photographie ainsi que par la visite de ces lieux, ont été des outils pour transmettre ces connaissances et construire un rapport familial avec la ville au sein de cette jeune population. L'exposition faite au collège, mais aussi au Musée de civilisation urbaine peut être vue comme un geste de *care*, comme des actions à travers lesquelles s'est réalisée d'une part une publicisation de ces mémoires et expériences invisibles jusqu'alors, comme si des personnes, des actions, ces lieux singuliers n'avaient jamais existé auparavant dans ce quartier. D'autre part, le projet « La Ville

¹⁴¹ À l'heure de la « participation » à tout vent, les missions de stage effectuées par des étudiants que j'accompagne porte systématiquement sur une commande de la part de l'organisme sur la création et la mise en place d'un dispositif participatif de travail avec les populations. Certains élus ou responsables des structures vont jusqu'à demander de fournir un « modèle-type » de dispositif participatif, lequel pourrait être appliqué ultérieurement à d'autres situations, projets ou publics, comme si une situation de vie était modélisable et multipliable.

familière » a été pour les enfants et leurs familles l'occasion d'un processus de transmission, et par ce biais, d'une réorganisation des leurs repères et connaissances du quartier, d'un nouveau rapport d'attachement à la ville. Ces jeunes de l'école du Centre civique ont constitué un « public » issu de cette démarche collective d'enquête (plutôt qu'un public préexistant à celle-ci).

Un autre « public » qui s'est constitué autour de mon enquête a été celui des architectes-urbanistes. Il n'a pas été très difficile de les intéresser à notre projet portant sur le quartier du Centre civique, une zone urbaine assez controversée et très chargée d'une histoire d'urbanisme particulière, voire douloureuse. La corde sensible des attachements pour ce public est passée par leur histoire personnelle et professionnelle avec ce lieu, par l'engagement et la passion pour leur métier, par des formes de résistance déjà présentes à mon arrivée sur le terrain.

Enfin, une autre catégorie de population réceptive à notre projet a été composée des personnes âgées, que nous avons rencontrées *via* une association de « Seniors » et des réseaux de sociabilité et de soutien envers eux. Pour ces personnes en âge de la retraite, le fait de parler de l'histoire du quartier et de ces transformations aujourd'hui a suscité des familiarités et un attachement immédiat. C'était pour eux évoquer la « belle époque » de leur vie, une période où ils étaient « actifs » et « utiles à la société ». Nos discussions ont mis en avant leur relation nostalgique au passé, ainsi qu'un rapport douloureux ou en résistance à l'égard du présent, face auquel ils se sentent perdus et peu reconnus. Les actions avec ce public très « demandeur », puisque les ateliers avec eux pouvaient se prolonger sans limites d'heure, sont à poursuivre. Alors que l'attention envers les problèmes de la ville est vive au sein de cette catégorie de population du fait de leurs postures de résistance et de mécontentement liées à cette ville du présent, c'est surtout le régime du *care* qui mériterait d'être explorée avec eux, une dimension rétrécie par un sentiment d'impuissance qui domine leur rapport à la ville. Il serait intéressant d'interroger avec eux cette dimension du *care*, une position plus active de l'attention (les possibilités et les formes de prendre soin dans la ville, d'agir envers les autres), des pratiques qui ne sont pas absentes au sein de cette catégorie de population, mais sont à chercher dans les espaces domestiques et de voisinages.

fig. 1, 2. Atelier au Centre de socialisation et de loisir Noua, 2018.



fig. 3, 4. Atelier « numérique » pour l'apprentissage des TIC, quartier Răcădău, 2019.



(Les personnes utilisent le site Familiar City). Voir d'autres photos [Atelier Răcădău](https://bit.ly/3vxuVs0) (bit.ly/3vxuVs0).

Chantiers de recherches en cours et nouveaux lieux d'enquête

D'autres chantiers restent à poursuivre et ils sont nombreux pour les années à venir.

Pour continuer le travail réalisé jusqu'à présent dans la ville de Braşov et approfondir cette méthode des itinéraires filmés, il serait intéressant de réaliser des parcours avec les élèves de l'école du quartier, notamment sur leur trajet vers celle-ci. Les différences de perception avec les personnes adultes interrogées seront intéressantes à rechercher, en tenant compte d'une connaissance, d'une expérience de la ville ainsi que d'un ancrage dans le présent très différents de ces jeunes, et du fait qu'ils ne résident pas forcément dans ce quartier. Ces déplacements vers des connexions avec d'autres parties de la ville nous permettraient d'approfondir les analyses sur les économies et les ambiances de la mobilité.

Un deuxième travail possible serait d'étudier la dynamique des transformations du quartier après l'ouverture du *Mall*. Le fait de poursuivre le terrain avec les mêmes itinéraires filmés afin d'observer avec les personnes les transformations survenues entre temps, ainsi que de visionner et de commenter avec elles les images plus anciennes pour observer plus finement ces évolutions, me semble un volet important pour une approche longitudinale des transformations urbaines. En outre, cette diffusion des images et des matériaux du site auprès de mes interlocuteurs et d'autres résidents, par des rencontres individuelles ou des ateliers collectifs, est non seulement un « contre-don visuel » envers ces personnes ou une manière de faire une « anthropologie partagée » comme le notait Jean Rouch (1979, 1981), mais aussi un outil pour sensibiliser à l'attention et au *care* face aux problèmes de la ville et des citoyens. C'est ce que nous avons commencé à mettre en place avec les ateliers collectifs (avec collégiens et personnes retraitées) en diffusant de premières images et informations issues de l'enquête de terrain.

Enfin, un dernier chantier pourrait concerner une démarche d'« anthropologie collaborative » dans le sens proposé d'Eric Lassiter (2005). L'auteur montrait que le travail de terrain de l'anthropologue est en soi collaboratif par les échanges avec nos interlocuteurs. Cependant, selon l'auteur, une vraie anthropologie collaborative vise y compris l'exercice d'écriture et de restitution et, dans ce sens, les démarches restent

plutôt rares¹⁴². L'intention de départ du site *Familiar City* était aussi de présenter des textes écrits non seulement par des chercheurs, mais aussi par d'autres participants à l'enquête. Cela a été en partie réalisé par exemple par l'exposition de l'école entièrement fabriquée par les élèves ou par la présence de leurs textes sur le site. Le site pourrait accueillir d'autres textes d'interlocuteurs sur leur expérience du quartier et d'autres matériaux (photos, croquis de la ville réalisés « au fil de l'eau », cartes des itinéraires). Des espaces ou des formes de communication et d'expression plus interactifs au sein du site mériteraient ainsi d'être envisagés. Rappelons que la simple présence des textes ou des matériaux de ces personnes ne suffit pas en soi pour rendre compte d'une anthropologie collaborative dans le sens d'une écriture collective. Afin d'atteindre cette visée ambitieuse et de dépasser une situation récurrente où le texte de nos interlocuteurs reste une simple parole illustrant le savoir de l'anthropologue construit à l'écart d'eux (Fabian, 1996), le travail collaboratif pourrait prendre différentes formes : la sélection avec nos interlocuteurs des matériaux retenus pour être rendus publics (site, exposition) ; le fait de considérer les textes choisis comme des textes analytiques ; la co-écriture des textes ; l'implication des personnes dans la construction des scénographies pour l'exposition ou pour d'autres événements publics. Une étape suivante du projet serait aussi la prise en charge du site par les acteurs locaux et résidents de la ville, éventuellement collégiens, lycéens ou étudiants (à l'heure actuelle il reste dans mon administration).

Un autre chantier de travail important pourrait être poursuivi dans le quartier de la Duchère, une vingtaine d'années après le début du programme de rénovation urbaine, en utilisant des dispositifs similaires utilisés à Braşov, y compris le site *Familiar City*. J'ai démarré ce travail de manière intermittente par plusieurs itinéraires filmés, mais ce chantier a été interrompu pour l'écriture de ce travail d'HDR. L'intérêt de ce volet de recherche serait d'une part, comme à Braşov, de travailler sur une approche longitudinale des transformations urbaines et des attachements ; d'autre part, de saisir les expériences de la pratique des espaces urbains des résidents à partir d'une ethnographie plus mobile,

¹⁴² Quelques expérimentations intéressantes sont à noter ici, comme celles réalisées en Roumanie sur la question du logement et les mobilisations contre des expulsions, des exercices de co-écriture par des chercheurs et des personnes expulsées (Vişan et FCDL, 2019, voir aussi Lancione 2016). Une autre illustration est un livre en voie de finalisation (*Le retour du refoulé*) sur l'expérience de l'exil et sur les mécanismes d'exclusion des politiques migratoires en France, un récit à deux voix co-écrit par l'anthropologue Laurent Vidal avec un de ses interlocuteurs, Mohamed Bridji (présentation de la démarche par les deux auteurs au séminaire « Anthropologie et mobilités », organisé par le Parcours de M2 « Mobilités : hommes, temps, espace », janvier 2017).

en complément de l'analyse des représentations de ces espaces urbains, du changement et des attachements, basée sur une ethnographie plus « sédentaire », réalisée dans mon travail précédent.

Enfin, sur un autre plan, cette réflexion développée autour des notions de changement et des attachements à partir de mes terrains urbains sera approfondie à partir de nouveaux terrains et domaines de recherche, autour des pratiques de soin dites « énergétiques » et du « bien-être ». La dernière décennie et encore davantage la période des incertitudes actuelles en contexte de pandémie ont montré un phénomène important de rupture dans les parcours de vie et le besoin de réajustement de notre quotidien (retour au corps et aux pratiques introspectives, à « ce à quoi on tient », changements résidentiels, ruptures amoureuses, reconversions professionnelles, etc.). J'ai pu remarquer que les personnes concernées par ces situations ont souvent recours à des formes de soin basées sur la « circulation des énergies » ou du « bien-être » (magnétisme, méditation, retraites « spirituelles », flottaison, néo-chamanisme, etc.). Plusieurs pistes sont en cours d'exploration. La question des attachements, sous le double prisme des attaches et des familiarités renouvelées me semble une clé de lecture intéressante pour comprendre les ajustements des individus dans ces nouvelles situations de vie et pour déceler la réorganisation des modes de vie actuels et de l'habiter dans ces contextes. Nous pouvons aussi nous demander de quoi ce besoin et recours au « travail de l'énergie » (Charasse, 2019) en tant que catégorie de discours et de pratiques sont révélateurs, de quelles dynamiques sociales et écologiques, conceptions du monde et des cohabitations. Quelles nouvelles interrogations apportent-elles aux pratiques et aux conceptions de la science, en l'occurrence de l'anthropologie ? L'anthropologie publique et collaborative est un défi intéressant ici, puisque les présupposés des modes de connaissance et des régimes d'énonciation de la science d'une part, et de ces pratiques de soin d'autre part, s'avèrent assez souvent incompatibles. Une tâche ici pour les sciences sociales est, entre autres, celle de « prendre en sérieux » et de réexaminer l'agentivité de ces « énergies » en les traitant autrement que comme de simples effets de croyance réitérant les vieux clivages avec la notion de savoir. Pour cela, une proposition pourrait être de passer d'une approche des représentations, dominante dans l'analyse de ces pratiques, à une approche des perceptions sensibles. Il s'agit à mes yeux d'un champ de travail particulièrement pertinent pour reposer (dépasser) ce débat entre savoirs et croyances à partir d'une

approche écologique, et pour tenter d'inventer de nouveaux langages scientifiques et formes de travail collaboratif avec ces acteurs.

Ces nouveaux lieux d'enquête me permettront de continuer mes recherches en Roumanie et en France, et d'autres pistes s'ouvrent également dans la direction d'une anthropologie urbaine. Ces pratiques de soin et de « bien-être » articulent autour d'elles de nouveaux réseaux de sociabilité et de communauté urbaine, elles composent des circuits et des territoires de la « ville familière » parfois à travers un phénomène de « ville dans la ville » (pratiques de loisir et touristiques dans des lieux spécifiques comme la visite des « lieux énergétiques », fréquentation de certains commerces, multiplication des espaces collectifs y compris spontanés de méditation, de chant, des débats autour du sujet de la spiritualité et du bien-être, présence de certains objets d'affection ou de guérison dans les décors domestiques, etc.). En Roumanie, la connexion de certaines rhétoriques sur des expériences de « purification spirituelle » avec la dimension néo-nationaliste ou religieuse (avec parfois le concours de l'Église orthodoxe), mais aussi à des tendances de globalisation de type New-âge propre à l'espace occidental, composent un paysage encore plus hybride de ces pratiques. Une comparaison entre la France et Roumanie sur ce sujet est un chantier que je souhaite explorer dans les prochaines années.

Bibliographie

Abram Simone, Weszkalnys Gisa, « Introduction: Anthropologies of planning—Temporality, imagination, and ethnography », *Focaal. Journal of Global and Historical Anthropology*, 61, 2011, p. 3-18.

___, « Elusive Promises : Planning in the Contemporary World. An Introduction » in Simone Abram, Gisa Weszkalnys, *Elusive Promises: Planning in the Contemporary World*, 2013.

Agier Michel, *Anthropologie de la ville*, PUF, 2015.

Aiken Gerald, Button Cat, *Over-researched places? Towards a critical and reflexive approach*, Routledge, Studies in Human geography (à paraître, 2021).

Akrich Madeleine, « Comment décrire les objets techniques ? », *Techniques & Culture*, n° 54-55, 2010, p. 205-219.

Akrich Madeleine, Callon Michel, Latour Bruno (éd.), *Sociologie de la traduction : textes fondateurs*, Paris, Presses des Mines, Sciences sociales, 2006.

Althabe Gérard, « Choix et responsabilité en ethnologie », *Journal des anthropologues*, n° 50-51, 1993, p. 15-36.

___ « Le Centre Civique de Bucarest. De l'idée à la mémoire », *Enquête. La ville en sciences sociales*, n° 4, 1996, p. 147-151.

Althabe Gérard, Hernandez Valeria, « Implication et réflexivité en anthropologie », *Journal des anthropologues*, n° 98-99, 2004, p. 35-38.

Altman Irwin, Setha M. Low (eds), *Place Attachment*, coll. Human Behavior and Environment. Springer, 1992.

Asad Talal, Fernandez James W., Herzfeld Michael, Lass Andrew, Rogers Susan Carol, Schneider Jane, Verdery Katherine, « Provocations of European Ethnology », *American Anthropologist*, Vol. 99, n°4, 1997.

Assaf Laure, Camelin Sylvaine (dir.) « *Shopping Mall* : l'avènement de la modernité », *Ateliers de l'anthropologie, LESC*, n° 44, 2017.

Augé Marc, *Non-Lieux, Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Seuil, 1992.

Augoyard François, *Pas à pas. Essai sur le cheminement quotidien en milieu urbain*, Seuil, 1979.

Avenel Cyprien « La mixité dans la ville et dans les grands ensembles : entre mythe social et instrument politique », *Informations sociales*, n° 125, 2005.

Barbe Noël, Chaudat Philippe, Chevalier Sophie, *Filmer la ville*, Presses universitaires franc-comtoises, 2002.

Barthelemy Tiphaine, Ciarcia Gaetano (coord.), « Ce que la comparaison fait à l'ethnographie », *ethnographiques.org*, n° 41, 2021.

Bastide Roger, « L'Événement », *Sociologie. Encyclopædia Universalis*.

Bateson Grégory, *Vers une écologie de l'esprit*, Seuil, 2008 (1972).

Battegay Alain, Derycke Marc, Roux Jacques, Têtu Marie-Thérèse, *Citoyennetés profanes en Europe*, Le Manuscrit, 2012.

Battesti Vincent, Puig Nicolas, « "The Sound of Society": A Method for Investigating Sound Perception in Cairo », *Senses & Society*, Vol. 11 (3), 2016, p. 298-319.

Baxter Richard, « The High-Rise Home: Verticality as Practice in London », *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol. 41 (2), 2017, p. 334-352.

Bazin Jean, *Des clous dans la Joconde : l'anthropologie autrement*, Anacharsis, 2008.

Bazin Laurent et Selim Monique, « Regards sur l'anthropologie des banlieues en crise », *Journal des anthropologues*, n° 108-109, 2007.

Beauchêne Stéphanie, *Ethnographie d'un monument : récit d'une fondation contemporaine. Le Centre civique de Bucarest*, thèse de doctorat, Université Lyon 2 (sous la direction de François Laplantine), 2001.

Beck Sam et Maida Carl A. (ed.). *Public Anthropology in a Borderless World*, Berghahn Books, 2015.

Bendiner-Viani Gabrielle, « Walking, Emotion, and Dwelling: Guided Tours in Prospect Heights, Brooklyn », *Space and Culture*, Vol. 8 (4), 2005, p. 459-471.

Bensa Alban, *Après Lévi-Strauss. Pour une anthropologie à taille humaine*, Éditions Textuel, coll. « Conversations pour demain », 2010.

___, « Conclusion. Remarques sur les politiques de l'intersubjectivité » in Alban Bensa et Didier Fassin, (sous la dir. de), *Les politiques de l'enquête. Épreuves ethnographiques*, La Découverte, 2008, p. 323-328.

___, *La fin de l'exotisme. Essais d'anthropologie critique*, Anacharsis, Toulouse, 2006.

Bensa Alban et Fassin Eric, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n° 38, p. 5-20, 2002.

Bensa Alban et Fassin Didier, (sous la dir. de), *Les politiques de l'enquête. Épreuves ethnographiques*, La Découverte, 2008.

Berdahl Daphne, Bunzl Matti, Lampland Martha (Eds.), *Altering States: Ethnographies of Transition in Eastern Europe and the Former Soviet Union*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2000.

Berger Mathieu, « Micro-écologie de la résistance. Les appuis sensibles de la parole citoyenne dans une assemblée d'urbanisme participatif à Bruxelles » in Mathieu Berger, Daniel Cefaï, Carole Gayet-Viaud (dir.), *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*, Bruxelles, Peter Lang, 2011, p. 101-133.

Berger Mathieu, Cefaï Daniel, Gayet-Viaud Carole (dir.), *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*, Peter Lang, 2011.

Berque Augustin, *Écoumène. Introduction à l'étude des milieux humains*, Belin, 2009.

Berthoz Alain, « Physiologie de la perception et de l'action ». *L'annuaire du Collège de France 2008-2009*, n° 109 (mars), 2010, p. 371-403.

Bigando Eva, « De l'usage de la *photo elicitation interview* pour appréhender les paysages du quotidien : retour sur une méthode productrice d'une réflexivité habitante », *Cybergeography : European Journal of Geography* [En ligne], 2013.

Bonneval Loïc, « Les grands ensembles de standing vus par leurs habitants : quand l'ancrage fait l'image », *Espaces et Sociétés* (à paraître).

Bonneval Loïc, Gentil Aurélien, *La valorisation de la verticalité*, publication numérique, Projet High-Rise, 2021.

Bonnot Thierry, *La vie des objets*, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2002.

Borofsky Robert, *Defining Public Anthropology: A Personal Perspective* [En ligne], 2007.

Botea Bianca, « Fabriquer la valeur des villes : quel dialogue entre les acteurs du projet urbain ? L'exemple de la Duchère (Lyon) » in Ali Sedjari, *Performance urbaine et droit à la ville*, coll. Espace et Territoires, L'Harmattan, 2011, p. 65-87.

___, « De quelques usages de la valeur dans les recherches anthropologiques : un regard sur le développement urbain » in Baille Jacques (dir.), *Du mot au concept. Valeur*, Presses Universitaires de Grenoble, 2013, p. 85-101.

___, « Expérience du changement et attachements. Réaménagement urbain dans un quartier lyonnais (la Duchère) », *Ethnologie française*, Vol. 44 (3), 2014, p. 461-467.

___, « Connaissances, attachements et écologies de l'enquête dans la rénovation urbaine », *EspacesTemps.net* [En ligne], 2019.

Botea Bianca, Rojon Sarah, « Préambule ». *Parcours anthropologiques*, n° 10, 2015, p. 1-9.

Botea Bianca, Mongeard Laëticia, Serra Lise, « Connaissance par proximité dans la recherche sur la rénovation urbaine », *EspacesTemps.net*, 2019.

Botea Bianca, Popescu-Jourdy Dana, « Statuts et expérience, transmission et attention dans les pratiques de la citoyenneté et de la diversité » in Bianca Botea, Dana Popescu-Jourdy (sous la dir. de), *Pratiques de la diversité et de la citoyenneté : statut et expérience*, Éditions des Archives contemporaines (à paraître).

Botea Bianca, Legrip Olivia, publications numériques :

___, « For an ecological approach to high-rise living » 2021.

<https://highriseproject.net/case-studies#Foranecologicalapproachtohighriseliving>

___, « Two Case-Studies in Lyon and in Brasov », 2021.

<https://highriseproject.net/case-studies#TwocasestudiesinLyonandBrasov>

___, « Politics of Verticality and Affordances of Height », 2021.

<https://highriseproject.net/case-studies#Politicsofverticalityandaffordancesofheight>

___, « Residing or dwelling: space-time of high-rise living », 2021.

<https://highriseproject.net/case-studies#HousingordwellingSpacetimeofhighriseliving>

Boukala Mouloud, Cercllet Denis, « L'enquête ethnographique face aux enjeux théoriques et méthodologiques du numérique », *Parcours anthropologiques* [En ligne], n° 15, 2020.

Bourdieu Pierre, « La maison kabyle ou le monde inversé », in *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Librairie Droz, 1972, p. 45-59.

Bourdin Alain, « La ville se dit par évaluations », *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 128-129, 2010, p. 117-134.

Breviglieri Marc, Trom Danny, « Troubles et tensions en milieu urbain. Les épreuves citadines et habitantes de la ville », in Daniel Céfaï et Dominique Pasquier, *Les sens du public : publics politiques et médiatiques*, PUF, 2003, p. 399-416.

Breviglieri Marc, Stavo-Debauge Joan, « L'hypertrophie de l'œil. Pour une anthropologie du « passant singulier qui s'aventure à découvert » » in *Itinéraires d'un pragmatiste. Autour d'Isaac Joseph*, par Daniel Céfaï et Carole Saturno, Économica, Paris, 2007, p. 79-98.

Breviglieri Marc, « L'attachement au lieu d'origine. Entre tonalités d'habitation et convictions communautaires, le sol glissant de l'appartenance », in Fanny Colonna et Loïc Le Pape, *Traces, désir de savoir et volonté d'être. L'après colonie au Maghreb*, Actes Sud, Sinbad, 2010, p. 330-350.

Bromberger Christian, Chevallier Denis (sous la dir. de), « Carrières d'objet », Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 1999.

Bucur Maria, *Heroes and Victims: Remembering War in Twentieth-Century Romania*, Bloomington, Indiana University Press, 2009.

Burawoy Michael, Verdery Katherine (Eds.), *Uncertain Transition. Ethnographies of Change in the Postsocialist World*, Rowman & Littlefield Publishers, Inc., 1999.

Büscher Monika, Urry John, Witchger Katian (eds.), *Mobile Methods*, Routledge, London, New York, 2011.

Callon Michel, « Éléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques dans la Baie de Saint-Brieuc », *L'Année sociologique*, n° 36, 1986.

___, « Ni intellectuel engagé, ni intellectuel dégaïé : la double stratégie de l'attachement et du détachement » *Sociologie du travail*, Vol. 41, n° 11, 1999, p. 65-78.

Callon Michel, « Sociologie des sciences et économie du changement technique : l'irrésistible montée des réseaux technico-économiques », in Madelaine Akrich et al., *Ces réseaux que la raison ignore*, éd. CSI, L'Harmattan, 1992, p. 53-78.

Caratini Sophie, *Les non-dits de l'anthropologie*, Thierry Marchaisse, 2012.

Caro Mathilde, « Éprouver l'attachement au lieu : l'épreuve d'un conflit de proximité », *L'Espace Politique*, [En ligne], vol. 38, n° 2, 2019.

Carrel Marion, *Pouvoirs d'agir dans les quartiers populaires. Pour une sociologie de la citoyenneté au croisement de l'ordinaire, du mouvement social et des institutions*, Mémoire original pour l'HDR, Saint-Denis, Université Paris 8, 2017.

Carrel Marion, Neveu Catherine, *Citoyennetés ordinaires. Ce que l'enquête empirique fait aux représentations de la citoyenneté*, Paris, Karthala, 2014.

Carton de Grammont Sarah, « Fleurs de Sokol, de vrais bijoux parmi de faux diamants ou Une conversation », in Caroline de Saint-Pierre (dir.), *La ville patrimoine. Formes, logiques, enjeux et stratégies*, Presses Universitaires de Rennes, 2014, p. 201-218.

Cârstocea Ioana, « Formula As : la parole politique des sans voix », in Rose-Marie Lagrave et al. (dir.), *Dissemblances. Jeux et enjeux du genre*, L'Harmattan, p. 225-238, 2002.

Céfaï Daniel, Saturno Carole, *Itinéraires d'un pragmatiste. Autour d'Isaac Joseph*, Economica, 2007.

Cefaï Daniel, « De la microphysique du pouvoir à l'ethnographie coopérative : itinéraires d'un pragmatiste », in Daniel Cefaï (dir.), *L'athlète moral et l'enquêteur modeste, Introduction à Isaac Joseph*, Paris, Economica, 2007, p. 1-45.

Cefaï Daniel (dir.), *L'engagement ethnographique*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2010.

___, « Vers une ethnographie (du) politique. Décrire des ordres d'interaction, analyser des situations sociales », in Mathieu Berger, Daniel Cefaï, Carole Gayet-Viaud (dir.), *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*, Bruxelles, Peter Lang, 2011, p. 545-599.

Cercllet Denis, « Sentiment de rupture et continuité dans le récit patrimonial » in François Laplantine, Joseph Lévy, Jean-Baptiste Martin, Alexis Nouss (dir.), *Récit et connaissance*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1998, p. 89-97.

Cercllet Denis, « De la restitution à l'altération », in Caroline Dayer, Marie-Noëlle Schurmans, Maryvonne Charmillot, *La restitution des savoirs. Un impensé en sciences sociales*, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 2014, p. 51-66.

Cercllet Denis, Boissière Thierry, Boukala Mouloud, Buccianti Barakat Liliane, Spyros Franguiadakis, Tohme-Tabet Annie, Zaarour Rita, « Comment saisir et comprendre la marche en ville ? », *Parcours anthropologiques* [En ligne], n° 15, 2020.

Chabardes Alexandre, *Ressentir la verticalité. Etude de cas de la Tour Panoramique de la Duchère*, Mémoire de Master 2 d'Anthropologie, Université Lyon 2, 2017-2018 (sous la direction de Bianca Botea et de Dejan Dimitrijevic).

Charbonnier Pierre, Kreplak Yaël, « Savoirs écologiques », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [En ligne], n° 22, 2012.

Chauvier Eric, *Anthropologie de l'ordinaire. Une conversion du regard*, Toulouse, Anacharsis, 2011.

Chelcea Liviu, Pulay Gergö, « Networked infrastructures and the "local": Flows and connectivity in a postsocialist city », *City*, Vol. 19 (2-3), Taylor and Francis, 2015, p. 344-355.

Chelcea Liviu, Iancu Oana, « An Anthropology of Parking: Infrastructures of Automobility, Work, and Circulation », *Anthropology of Work Review*, Vol. 36 (2), 2015, p. 62-73.

Chevalier Sophie, « Transmettre son mobilier ? Le cas contrasté de la France et de l'Angleterre », in *Culture matérielle et modernité, Ethnologie Française*, Vol. XXVI, n° 1, 1996, p. 115-128.

___, « Destins de cadeaux » in Sophie Chevalier et Anne Monjaret (dir.), *Les cadeaux : à quel prix ? Ethnologie Française*, Vol. XXVIII, n° 4, 1998, p. 506-514.

___, « A propos de visions du monde », in Noël Barbe, Philippe Chaudat, Sophie Chevalier, *Filmer la ville*, Presses universitaires franc-comtoises, Besançon, 2002, p. 41-51.

___, « Anthropology at home », Ulf Hannerz and Dominic Boyer (eds.), *International Encyclopedia of the Social and Behavioral Sciences*, Amsterdam, Elsevier, 2015.

Chevalier Sophie, Lallement Emmanuelle, Corbillé Sophie, *Paris, résidence secondaire. Enquête chez ces habitants d'un nouveau genre*, Edition FMSH, Belin, 2013.

Chou Chiner, « Experience and Fieldwork: A Native Researcher's View », *Ethnomusicology*, Vol. 46, n° 3, 2002.

- Citton Yves, *L'économie de l'attention. Nouvel horizon du capitalisme*, La Découverte, 2014.
- ___, *Pour une écologie de l'attention*, Seuil, Paris, 2014.
- Clifford James, « De l'autorité en ethnographie », *L'Ethnographie*, n° 2, 1983, p. 87-108.
- Clifford James, Marcus George (éd.), *Writing Culture. The Poetics and Politics of Anthropology*, Berkeley, University of California Press, 1986.
- Clot-Goudard Rémi, Tillous Marion, « L'espace du réseau : du flux au territoire. Le tournant pragmatiste engagé par Isaac Joseph », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [En ligne], n° 15, 2008.
- Connerton Paul, *How Societies Remember*, Cambridge University Press, Cambridge, 1989.
- Culiciu Cristian, Urbanizare și sistematizare urbană în România Comunistă [Urbanisation et systématisation urbaine dans la Roumanie communiste], in A. Macavei et D. M. Dăian (coord.), *Fragmente din trecut. Tinerii cercetători și istoria*, Cluj-Napoca, Presa Universitară Clujeană, 2015, p. 317-331.
- Dacheux Eric et Jean-Louis Laville (dir.), *Hermès. Économie solidaire et démocratie*, n° 36, 2003.
- Darieva Tsypylma, Kaschuba Wolfgang, Krebs Melanie (eds.), *Urban Spaces after Socialism. Ethnographies of Public Places in Eurasian Cities*, The University of Chicago Press, 2012.
- Dassié Véronique, *Objets d'affection. Une ethnologie de l'intime*, Éditions du CTHS, 2010.
- De Certeau Michel, *L'invention du quotidien, Arts de faire*, Gallimard, 1990 (1980).
- Devine-Wright Patrick, « Dynamics of Place Attachment in a Climate Changed World », in Manzo Lynne C., Devine-Wright Patrick, *Place Attachment. Advances in Theory, Methods and Applications*, Routledge, 2014, p. 165-178.
- Dewey John, *La formation des valeurs*, Paris, La Découverte, 2011.
- ___, *Le public est ses problèmes*, Gallimard, coll. « Folio Essais », 2010 [1927].
- ___, *L'art comme expérience*, Farrago, 2006 [1934].
- Donzelot Jacques, *Quand la ville se défait : quelle politique face à la crise des banlieues ?*, Paris, Seuil, 2006.
- Fabian Johannes, *Le temps et les autres. Comment l'anthropologie construit son objet*. Toulouse : Anacharsis, 2006.
- Fanciali Andrei, *Restructurare urbana, Centru civic. Studiu* [Restructuration urbaine, Le Centre civique, Étude], Université d'Architecture « Ioan Mincu », 2014.
- Fassin Didier, « Riots in France and Silent Anthropologists », *Anthropology Today*, Vol. 22, n° 1, 2006, p. 3-5.
- Favret-Saada Jeanne, *Les mots La mort Les sorts*. Gallimard, 1977.
- ___, « Être affecté » *Gradhiva*, n° 8, 1990, p. 3-9.
- ___, *Désorcèler*, Paris, Éditions de l'Olivier, coll. « Penser/Rêver », 2009.

- Feidel Benoît, Olmedo Elise, Troin Florence, Depeau Sandine, Poisson Mathias, Audas Nathalie et Duplan Kaine, « Parcours augmentés, une expérience sensible entre arts et sciences sociales », *Carnets de géographes. Géographie des émotions*, n° 9, 2016.
- Fiori Sandra, Rachel Thomas, « L'immersion par corps des chercheurs. Expérimentations méthodologiques à Salvador de Bahia et Caracas », *Corps. Revue interdisciplinaire*, Paris, CNRS Éditions, n° 14, 2016, p. 229-237.
- Foret Catherine, "La Duchère, mémoires en concurrence. Questions sur les « actions mémorielles » en cours dans l'agglomération lyonnaise" in Catherine Foret et Ghislaine Garin-Ferraz (éd.), *Mémoires instituées et mémoires à l'œuvre*, Actes du séminaire du programme interministériel « Cultures, villes et dynamiques sociales », Écomusée du Creusot-Monceau, 2004.
- ___, « Mémoires citadines, un nouvel objet d'action publique » in André Bruston (dir.), *Des cultures et des villes. Mémoires au futur*, Éditions de l'Aube, 2005.
- Foucault Michel, *Dits et écrits, II, 1976-1988*, Paris, Éditions Quarto Gallimard, 2001.
- Frisch Michael, « De-, Re-, and Post-Industrialization: Industrial Heritage as Contested Memorial Terrain », *Journal of Folklore Research*, Vol. 35, No. 3, 1998, p. 241-249.
- Galétic Stéphan, « Introduction » in William James, *La volonté de croire*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, 2005, p. 7-23.
- Geertz, Clifford, *Bali : interpretation d'une culture*, Gallimard, 1983.
- Ghasarian Christian (dir.), *De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive*, Armand Colin, 2002.
- Gibson James, *Approche écologique de la perception visuelle*, Éditions Dehors, 2014 (1979).
- Gille Zsuzsa « Postscript » in Maria Todorova, Zsuzsa Gille (dir.), *Post-Communist Nostalgia*, Berghahn Books, New York, Oxford, 2010.
- Godbout Jacques, *L'esprit du don*, Paris, La Découverte, 1992.
- Gonzales Roberto, Sigona Nando (eds.), *Within and Beyond Citizenship: Borders, Membership and Belonging*, Routledge, 2017.
- Golub Alex and Friedman Kerim « Anthropological Publics and on their Onlookers. The Dynamics of Multiples Audiences in the Blog 'Savage Minds' », in Sarah Pink, Simone Abram, *Media, Anthropology and Public Engagement*, Berghahn Books, 2015, p. 182-197.
- Goodman Nelson, « Quand y a-t-il de l'art ? » in Nelson Goodman, *Manières de faire des mondes* Paris : Jacqueline Chambon, collection « Rayon art », 1992.
- Grac, « Pragmatique des contre-politiques de la ville », in Marion Carrel, Catherine Neveu, *Citoyennetés ordinaires. Ce que l'enquête empirique fait aux représentations de la citoyenneté*, Paris, Karthala, 2014, p. 29-65.
- Graham Stephen, Marvin Simon, *Splintering urbanism*, Routledge 2001.
- Grefre Xavier, *La valeur économique du patrimoine*, Paris, Anthropos, 1990.
- Grimaud Emmanuel, « Figures du trafic. Ethnographie cinétique d'un carrefour sans feux », *Tracés*, n° 18, 2010, p. 23-44.

___, « Capter et mesurer les mouvements oculaires. Quels usages de l'oculométrie pour l'anthropologie de la vision ? », in Caroline Datchary (dir.), *Petit précis de méthodologie : le sens du détail dans les sciences sociales*, Le Bord de l'eau, 2014, p. 27-54.

Grosjean Michèle, Thibaud Jean-Paul (dir.), *L'espace urbain en méthodes*, Marseille, Éditions Parenthèses, 2001.

Guérin-Pace France, « Le quartier entre appartenance et attachement : une échelle identitaire ? » in Jean-Yves Authier, Marie-Hélène Bacqué, France Guérin-Pace, *Le quartier*, La Découverte, 2007, p. 151-162.

Gustafson Per, « Roots and Routes: Exploring the Relationship between Place Attachment and Mobility », *Environment and behavior*, Vol. 33 (5), 2011 p. 667-686.

Gusti Dimitrie, *Elemente de sociologie* [Éléments de sociologie], București, 1938.

Guy Bernard, « Ruptures urbaines : une pragmatique spatio-temporelle », *Parcours anthropologiques. Ethnographies du changement et des attachements* (coord. Bianca Botea, Sarah Rojon), n° 10, 2015.

Halbwachs Maurice, *La mémoire collective*, Paris, Albin Michel, 1997 (1950).

___, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994 (1925).

Harker Christopher, « The only way is up? Ordinary Topologies of Ramallah », *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol. 38 (1), 2014.

Hartog François, *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps*, Seuil, 2003.

Hennion Antoine, « Vous avez dit attachements ?... », in M. Akrich, Y. Barthe, F. Muniesa & Ph. Mustar (sous la dir. de), *Mélanges en l'honneur de Michel Callon*, Paris, Presses de l'École des Mines, 2010.

___, « D'une sociologie de la médiation à une pragmatique des attachements », *SociologieS*, [En ligne], 2013.

___, « Enquêter sur nos attachements. Comment hériter de William James ? », *SociologieS*, [En ligne], 2015.

___, Attachments, you say? ...How a concept collectively emerges in one research group. *Journal of Cultural Economy*, Routledge, Vol. 10 (1), 2017, p. 112-121.

Hennion Antoine, Maisonneuve Sophie, Gomart Emilie, *Figures de l'amateur*, Paris, La Documentation française, 2000.

Hirsch Marianne, *Family Frames: Photography, Narrative, Postmemory*, Cambridge, Harvard University Press, 1997.

Hocquet Marie, « La reconfiguration de l'espace urbain berlinois après la chute du Mur. Entre projection de passés désirés et construction de l'opprobre », in Caroline de Saint Pierre, *La ville patrimoine*, Rennes, PUR, 2014, p. 23-39.

Ingold Tim, *The Perception of the environment: essays on livelihood, dwelling and skill*, London, Routledge, 2000.

___, *Anthropology and/as Education*, London, Routledge, 2017.

___, *Anthropology. Why It Matters*, Cambridge, Polity Press, 2018.

- ___, *Marcher avec les dragons*, Bruxelles, Éditions Zones sensibles, 2013.
- ___, *Being alive: essays on movement, knowledge and description*, London, Routledge, 2011.
- Ingold Tim, Vergunst Jo Lee (eds.), *Ways of walking. Ethnography and practice on foot*, Aldershot et Burlington, Ashgate, 2008.
- Ioan Augustin, « The Peculiar history of (post)communist public places and spaces: Bucharest as a case study », in Stanilov Kiril (ed.) *The Post-Socialist City: Urban Form and Space Transformations in Central and Eastern Europe after Socialism*, Springer, 2007, p. 301-312.
- Irving Andrew, « Life made strange: An essay on the reinhabitation of bodies and landscapes », in James Wendy et Mills David. (eds), *Qualities of Time*. Oxford et New York, Berg, 2005, p. 317-331.
- ___, « Ethnography, Art, and Death », *Journal of the Royal Anthropological Institute*, Vol. 13, 2007, p. 185-208.
- ___, « Aux confins de la science, *ethnographiques.org*, n° 30, 2015.
- ___, *The Art of Life and Death: radical Aesthetics and Ethnographic Practice*, Chicago, HAU Books, 2017.
- Istasse Manon, « Expériences sensorielles et présence du passé dans les attachements à l'environnement urbain. Les résidents étrangers dans la médina de Fès », *Parcours anthropologiques, Ethnographies du changement et des attachements* (coord. Bianca Botea, Sarah Rojon), n° 10, 2015.
- James William, *La volonté de croire*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, 2005 (1916).
- Jhala Jayasinhji, « Emergency agents : A birthing of incipient applied visual anthropology in the 'media invisible' villages of Western India » in Sarah Pink (ed.), *Visual interventions*, Oxford, Berghahn, 2007.
- Jorn Asger, *Critique de la politique économique*, Sens & Tonka, 2001 (1960).
- Joseph Isaac, « Prises, réserves, épreuves », *Communications*, « L'hospitalité », 1997, p. 131-142.
- ___(dir), *Villes en gare*, Éditions de l'Aube, 1999.
- ___, « Le nomade, la gare et la maison vue de toutes parts », *Communications*, n° 73, 2002 a, p. 149-162.
- ___, « Pluralisme et contigüités » in Daniel Cefaï, Isaac Joseph (dir.), *L'héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, Éditions de l'Aube, 2002 b.
- ___, « Résistances et sociabilités » in *L'athlète moral et l'enquêteur modeste*, Economica, Coll. Etudes sociologiques, 2006.
- ___, *L'athlète moral et l'enquêteur modeste*, Economica, 2007 a.
- ___, « *Parcours : Simmel, l'écologie urbaine et Goffman* » in Cefaï Daniel, Saturno Carole, *Itinéraires d'un pragmatiste. Autour d'Isaac Joseph*, Economica, 2007 b.
- Joseph Isaac, Grafmeyer Yves (éd.), *l'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Flammarion, 2004 (1979).

Journal des anthropologues. Postures assignées, postures revendiquées, Hors-Série 2011.

Kassatly Houda, Puig Nicolas et Tabet Michel, « Le marché de Sabra à Beyrouth par l'image et le son. Retour sur une enquête intensive », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 32, n° 3 et 4, 2016.

Keck Frédéric, Regehr Ursula, Walentowitz Saskia (dir.), *Tsantsa. L'anthropologie et le tournant ontologique*, n° 20, 2015.

Keck Frédéric, Regehr Ursula, Walentowitz Saskia, « Anthropologie : le tournant ontologique en action. Introduction », *Tsantsa*, n° 20, 2015, p. 34-41.

Kirszbaum Thomas, *Mixité sociale dans l'habitat : Revue de la littérature dans une perspective comparative*, Études & recherches de la HALDE, La Documentation française, 2008.

Koselleck Reinhart, « Temps et histoire ». *Romantisme. Revue de la Société des études romantiques*, n° 56, 1987, p. 7-12.

___, *Le futur passé : contribution à la sémantique des temps historiques*. Paris, Éditions de l'EHESS, 1990.

Krastanova Krassimira, Rautenberg Michel, « Réinterprétation du passé et imaginaire urbain. Patrimoine architectural, politique culturelle et peinture figurative à Plovdiv, Bulgarie », *Balkanologie*, Vol. 8, n° 2, 2005, p. 33-54

Lallier Christian, *Changement à Gare du Nord*, 45 min, Sygma TV, La Prospective/RATP, 1995.

___, *Pour une anthropologie filmée des interactions sociales*, Archives contemporaines, 2009.

Lancione Michele, « The ethnographic novel as activist mode of existence: translating the field with homeless people and beyond », *Social & Cultural Geography*, Vol. 18 (7), 2016, p. 1-22.

___, « Revitalising the uncanny. Environment and Planning », Vol. 35 (6), 2017 a, p. 1012-1032.

___, « *A început ploaia* » [La pluie a commencé], Community Productions, 100 min, 2017 b.

___, « The politics of embodied urban precarity », n° 101, *Geoforum*, 2018, p. 182-191.

Lancione Michele, McElroy Erin, Zamfir Gheorghe, Vincze Eniko, Florea Ioana, Popovici Veda, « Housing Struggles in Romania and in Central Eastern Europe », *Radical Housing Journal*, vol. 2 (1), 2020, p. 149-162.

Lassiter Luke Eric, « Collaborative Ethnography and Public Anthropology », *Current Anthropology*, Vol. 46, n° 1, 2005, p. 83-106

Latour Bruno, *Changer de société. Refaire de la sociologie*, La Découverte, Paris, 2006.

___, « Factures/fractures : de la notion de réseau à celle d'attachement », in Micoud André, Peroni Michel (dir.), *Ce qui nous relie*, Éditions de l'aube, 2000, p.189-208.

Laugier Sandra, « L'éthique comme attention à ce qui compte » in Yves Citton, *L'économie de l'attention*, La Découverte, Paris, 2014, p. 252-266.

Le Breton David, *L'éloge de la marche*, Métailié, 2000.

Le Quéau Pierre, « Formes et cadrages de l'attention » in Citton Yves, *L'économie de l'attention*, La Découverte, Paris, p. 205-218.

Leclerc-Olive Michèle, « Enquêtes biographiques entre bifurcations et événements. Quelques réflexions épistémologiques » in Marc Bessin, Claire Bidart, Marc Grossetti (coord.), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, La Découverte, 2010, p. 329-346.

___, « Au-delà des épistémologies sédentaires. Les changements urbains au miroir de l'exil », *Parcours anthropologiques. Ethnographies du changement et des attachements* (coord. Bianca Botea, Sarah Rojon), n° 10, 2015.

Lee Jo, Ingold Tim, « Fieldwork on Foot : Perceiving, Routing, Socializing » in Coleman, Collins (eds.), *Locating the Field. Space, Place and Context in Anthropology*, Oxford, Berg, 2006, p. 67-86.

Legrain Laurent, « De l'évanescence des mélodies darhad. L'attachements aux chants à l'épreuve du temps », *Parcours anthropologiques. Ethnographies du changement et des attachements* (coord. Bianca Botea, Sarah Rojon), n° 10, 2015.

Lelévrier Christine, « La mixité sociale et les politiques urbaines », « Dossier : pourquoi les villes sont-elles en crise ? » *Passages*, n° 109-110, mai-juin 2001.

Lepetit Bernard, *Carnet de croquis. Sur la connaissance historique*, chapitre « Passé, présent, avenir dans les modèles urbains d'auto-organisation », Paris, Albin Michel, 1999, p. 169-195.

___, « Une herméneutique est-elle possible », in Bernard Lepetit, Denise Pumain (dir.), *Temporalités urbaines*, Paris, Anthropos, 1993, p. 287-299.

Leroi-Gourhan André, *Technique et langage (Le Geste et la Parole, vol. 1)*, Paris, Albin Michel, collection « Sciences d'aujourd'hui », 1964, p. 89.

Leservoisier Olivier, Vidal Laurent (dir.), *L'anthropologie face à ses objets. Nouveaux contextes ethnographiques*, Paris, Éditions des Archives Contemporaines, 2008.

Lévy Emmanuelle, « Les trajets-voyageurs à la Gare du nord » in Grosjean Michèle, Thibaud Jean-Paul (dir.), *L'espace urbain en méthodes*, Marseille, Éditions Parenthèses, 2008 (2001 pour la première édition), p. 47-62.

Lewicka Maria, « In Search of Roots: Memory as Enabler of Place Attachment », in Lynne C. Manzo, Patrick Devine-Wright, *Place Attachment. Advances in Theory, Methods and Applications*, Routledge, 2014, p. 49-61.

Licoppe Christian, « La vidéo-ethnographie des rencontres et côtoiements de trafic dans les nouvelles formes de mobilités urbaines », *Parcours anthropologiques*, n° 15, 2020.

Licoppe Christian, Morel Julien, « Locative Mobile Media and Development of Unplanned, Fleeting Encounters with Pseudonymous Strangers and Virtual Acquaintances in Urban Public Places », Larissa Hjorth, Heather Horst, Anne Galloway, and Genevieve Bell, *The Routledge Companion of Digital Ethnography*, Routledge, 2017, p. 200-211.

Losonczy Anne-Marie, « La muséification du passé récent en Hongrie post-communiste. Deux mises en spectacle de la mémoire », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, Vol. 37, n° 3, 2006, p. 97-112.

___, « De l'efficacité des ruines. Patrimonialisation et/ou sanctification d'un village noir détruit (Choco, Colombie) » in Jean-Louis Tornatore (dir.), *Le patrimoine comme expérience. Implications anthropologiques*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 2019.

Lussault Michel, *L'Homme spatial. La construction sociale de l'espace humain*, Édition du Seuil, 2007.

Mah Alice, *Industrial Ruination, Community, and Place: Landscapes and Legacies of Urban*, University of Toronto Press, Toronto, 2012.

Malinowski Bronislaw, *Journal d'ethnologue*, Paris, Seuil, 1985 (1967).

Manzo Lynne C., Devine-Wright Patrick, *Place Attachment. Advances in Theory, Methods and Applications*, Routledge, 2014.

Marcus George, « Au-delà de Malinowski et après *Writing Culture* : à propos du futur de l'anthropologie culturelle et du malaise de l'anthropologie », *ethnographiques.org*, n° 1, 2002.

___, « Ethnography In/Of the World System: The Emergence of Multi-Sited Ethnography », *Annual Review of Anthropology*, n° 24, 1995, p. 95-117.

Mary André, « Vierges sacrées chinoises et dévotions mariales : Notre Dame de Chine de Paris », *ethnographiques.org*, n° 41, 2021.

McKenzie Roderick (1925), « L'approche écologique dans l'étude de la communauté humaine » in Isaac Joseph, Yves Grafmeyer (éd.), *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Flammarion, 2004 (1979).

Mekdjian Sarah, Olmedo Élise, « Médier les récits de vie. Expérimentations de cartographies narratives sensibles », *Mappemonde, Revue trimestrielle sur l'image géographique et les formes du territoire*, n° 118, 2016.

Melé Patrice, Neveu Catherine (coord.), numéro « Rapports à l'espace et formes d'engagement : ancrage, attachement, territorialisation », *L'Espace Politique* [En ligne], Vol. 38, n° 2, 2019 a.

___, « Rapports à l'espace et formes d'engagement. Attachements, territorialisation, échelles d'action », *L'Espace Politique* [En ligne], Vol. 38, n° 2, 2019 b.

Métral Jean (sous la dir. de), *Les aléas du lien social*, Paris, Documentation française, 1997.

Micoud André, « Le bien commun des patrimoines » in *Patrimoine culturel, patrimoine naturel*, Paris, La Documentation française, École nationale du patrimoine, 1995, p. 25-38.

Milliot Virginie, Guitard Emilie (dir.), *Ethnologie française. Propreté, saleté, urbanité*, Vol. 45, n° 3, 2015.

Monneret Marie-Christine (dir.), *Processus de valorisation, dévalorisation, mise en valeur : le Rhône et autres objets dits de nature*. Rapport de recherche pour la Mission à l'ethnologie, Maison du Rhône, 2003.

Morovich Barbara, « Entre stigmates et mémoires : dynamiques paradoxales de la rénovation urbaine », *Articulo — Journal of Urban Research* [Online], Special issue, n°5, 2014.

___, *Miroirs anthropologiques et changement urbain*, Paris, L'Harmattan, coll. « Anthropologie critique », 2017.

Müller Birgit, « Fools Gold on The Prairies. Ontologies, Farmers and Their Seeds », *Tsantsa*, n° 20, 2015, p. 61-73.

Navaro-Yashin Yael, « Affective spaces, melancholic objects: ruination and the production of anthropological knowledge », *Journal of the Royal Anthropological Institute*, n°15, 2009, p. 1-18.

Neveu Catherine, « Practising citizenship from the ordinary to the activist », in Isin Engin, et Nyers Peter (dir.), *Routledge Handbook of Global Citizenship Studies*, Londres, Routledge, 2014.

Novac Sergiu, « The Civic Center. Failed Urbanity and Romanian Socialism in its 'Second Phase' » in M. Harnack, S. Haumann, K. Berkemann, M. Tvrtkovic, T. Michael Wolf, S. Herold (eds.), *Community Spaces. Conception, Appropriation, Identity*, Universitätsverlag der TU Berlin, 2015, p. 30-42.

Ortar Nathalie, Subrémon Hélène (dir.), *L'énergie et ses usages domestiques. Anthropologie d'une transition en cours*, Pétra, collection Terrains Européens, 2018.

Ortar Nathalie et Anstett Elisabeth (dir.), *La morale des restes. Jeux de pouvoirs dans nos poubelles*, Pétra, collection Matière à recycler, 2017.

Overney Laetitia, « Par-delà la "participation des habitants". Pour une ethnographie de la petite politique » in Marion Carrel, Catherine Neveu, *Citoyennetés ordinaires. Ce que l'enquête empirique fait aux représentations de la citoyenneté*, Karthala, 2014 a, p. 131-167.

___, « L'épreuve des démolitions à la Duchère : tactiques de résistance d'un collectif d'habitants » in Agnès Deboulet, Christine Lelévrier (dir.), *Rénovation urbaine en Europe : quelles pratiques ? Quels effets ?*, Presses Universitaires de Rennes, 2014 b, p. 125-134.

___, « Agrandir la parole des habitants », *EspacesTemps*, [En ligne], 2019.

Paquot Thierry, « Introduction. "Habitat", "habitation", "habiter", précisions sur trois termes parents » in Thierry Paquot, Michel Lussault, Chris Younès, *Habiter, le propre de l'humain*. Villes, territoire et philosophie, La Découverte, 2007, p. 7-16.

Pecqueux Anthony, « Tordre l'attention. Ajustements perceptifs en situation » in Yves Citton, *L'économie de l'attention*, La Découverte, 2014, p. 219-228.

___, « Pour une approche écologique des expériences urbaines », *Tracés*, ENS Éditions, 2012, p. 27-41.

___, « Les "affordances" des événements : des sons aux événements urbains », *Communications*, n° 73, 2012, p. 215-227.

___, « Embarqués dans la ville et la musique : les déplacements préoccupés des auditeurs-baladeurs », *Réseaux*, n° 156, 2009, p. 49-80.

Peroni Michel, « Ce qui reste de la mine dans la région stéphanoise. La mine faite objet, la mine faite sujet », in Alban Bensa, Daniel Fabre, (dir.), *Une histoire à soi. Figurations du passé et localités*, Paris, Éditions de la MSH, 2001, p. 251-277.

Petiteau Jean-Yves, Pasquier Elisabeth, « La méthode des itinéraires : récits et parcours » in Grosjean Michèle, Thibaud Jean-Paul (dir.), *L'espace urbain en méthodes*, Marseille, Éditions Parenthèses, 2001, p. 63-79.

Petiteau Jean-Yves et Renoux Bernard, *Docker à Nantes. L'expérience des itinéraires*, Presses du réels, ESAAA Annecy et ENSA Nantes, 2018 (Edité par Didier Tallagrand, Nicolas Tixier, Maïlys Toussaint).

Piette Albert, *Ethnographies de l'action. L'observation des détails*, Métailié, 1996.

Pilz Madlen, « *Tbilisi in City Maps: Symbolic Construction of an Urban Landscape* » in T. Darieva, W. Kaschuba and M. Krebs (eds.), *Urban Spaces after Socialism. Ethnographies of Public Places in Eurasian Cities*, The University of Chicago Presse, 2012, p. 81-105.

Pinçon Michel, Pinçon-Charlot Monique, *Voyage en grande bourgeoisie. Journal d'enquête*, Presses universitaires de France, Paris, 1997.

Pink Sarah, « *An Urban Tour. The Sensory sociality of ethnographic place-making* », *Ethnography*, Vol. 9, n° 2, 2008, p. 175-196.

___, « *Walking with Video* », *Visual Studies*, Vol. 22, n° 3, 2007, p. 240-252.

Pink Sarah, Abram Simone, *Media, Anthropology and Public Engagement*, Berghahn Books, 2015.

Postill John, « *Public Anthropology in Times of Media Hybridity and Global Upheaval* » in Sarah Pink, Simone Abram, *Media, Anthropology and Public Engagement*, Berghahn Books, 2015, p 164-179.

Puig Nicolas, *Villes intimes. Ethnographies urbaines dans le monde arabe. Vers une anthropologie des côtoiements*. Mémoire de HDR, EHESS, 2016.

___, « *Villes intimes : expériences urbaines des réfugiés palestiniens au Liban* » in Kamel Dorai et Nicolas Puig (dir.) *L'urbanité des marges. Migrants, réfugiés et relégués dans les villes du Proche-Orient*, Paris, Beyrouth, Téraèdre, Coll. Un lointain si proche, IFPO, 2012, p. 235-256.

Raulin Anne, Rogers Susan Carol, *Parallaxes transatlantiques. Vers une anthropologie réciproque*, CNRS Éditions, 2012.

Raulin Anne, *Manhattan ou la mémoire insulaire*, Paris, Institut d'ethnologie, 1997.

Raulin Anne, Conord Sylvaine, Berthomière William, Ebilitigué Ines, Färber Alexa, Ma Mung Guillaume, Gomes Hélène Veiga, « *Migrations et métropoles : visées photographiques* », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 32, n°3-4, 2016.

Rautenberg Michel, « *L'urbanité comme patrimoine de la ville* », *Diogenes (Engl. ed.)*, Vol. 2015, Special Issue, SAGE Publications, 2015.

Răuță Alex, « *The Fascination of The Civic Center. Three Current Perspectives* » in Alex Răuță, Irina Tulbure, Laura Popa-Florea, Matei Bejenaru, Puiu Lățea, Nicu Ilfoveanu, Șerban Savu, Alina Șerban, *The factory of facts and other (unspoken)*, Editura Asociația Pepluspatru, 2017, p. 6-31.

___, *Negotiating the civic center. Architects and politicians in 20th century Romania*, Editura universitară "Ion Mincu", București, 2013.

___, « *The State of Ambiguity of the Communist Civic Center in Three Romanian Secondary Cities in Question: Braila, Pitesti, and Sibiu* », *Journal of Urban History*, Vol. 1 (20), 2012.

Rey Violette, *Brașov, une vocation urbaine*, Bibliothèque nationale, Paris, 1975.

Rix-Lièvre Géraldine, « Différents modes de confrontation à des traces de sa propre activité. Vers une confrontation à une perspective subjective située », *Revue d'anthropologie des connaissances*, Vol. 4, n° 2, 2010, p. 358-379.

Rix Géraldine, Biache Marie-Joseph, « Enregistrement en perspective subjective située et entretien en re-situ subjectif : une méthodologie de la constitution de l'expérience », *Intellectica*, 2004, n° 38, p. 363-396.

Rishbeth Clare « Articulating Transnational Attachments Through On-Site Narratives » in Lynne Manzo, Patrick Devine-Wright *Place Attachment. Advances in Theory, Methods and Applications*, Routledge, 2014, p. 100-111.

Rojon Sarah, « La rénovation de l'habiter dans le grand ensemble de la Duchère. Pour en finir avec la figure des "nouveaux habitants" », *Recherches sociologiques et anthropologiques*, Vol. 45, n° 1, 2014.

___, « La production numérique du patrimoine par des amateurs en réseaux » in J. — L. Tornatore (dir.), *Le patrimoine comme expérience. Implications anthropologiques*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2019.

Rolland-Traina Stéphanie, « Paysages religieux après la bataille. Ethnicisation du territoire urbain à Mostar à la fin du XX^e siècle », *Études Balkaniques*, n° 18, 2011/1-2012/1.

Rouch Jean, « Essai sur les avatars de la personne du possédé, du magicien, du sorcier, du cinéaste et de l'ethnographe » in Roger Bastide, Germaine Dieterlen, *La notion de personne en Afrique noire*, Paris, Colloques Internationaux du CNRS, n° 544, Éditions du CNRS, 1981, p. 529-543.

Rouch Jean, « La caméra et les hommes » in Claudine de France (dir), *Pour une anthropologie visuelle*, Paris, Mouton, 1979 (1974), p. 53-72.

Salembier Chloé, « Le micro-territoire ethnographique et l'interstice urbain comme espaces-temps révélateurs des dynamiques à l'œuvre dans la société roumaine post-communiste. Enquête auprès des femmes du quartier Rahova-Uranus à Bucarest », *Uzance*, n° 2, 2012, p. 34-51.

Sardan, Jean-Pierre Olivier, *Anthropologie et développement. Essai en socio- anthropologie du changement social*. Paris, Karthala, 1995.

Scannell Leila, Gifford Robert, « Comparing the Theories of Interpersonal and Place Attachment » in Manzo Lynne C., Patrick Devine-Wright, *Place Attachment. Advances in Theory, Methods and Applications*, Routledge, 2014, p. 23-37.

Schwartz Annie, *La Duchère 40 ans : Réédition et mise à jour*, AUDACCE, 2003.

___, *30 ans de vies à la Duchère*, Lyon, Utinam, 1993.

Seamon David, « Place Attachment and Phenomenology: The Synergistic Dynamism of Place » in Lynne C. Manzo, Patrick Devine-Wright, *Place Attachment. Advances in Theory, Methods and Applications*, Routledge, 2014, p. 11-23.

Segaud Marion, *Anthropologie de l'espace : habiter, fonder, distribuer, transformer*, Colin Armand, 2010.

Serra Lise, « La Duchère, Lyon, France : an over researched place that ignores itself », AIKEN Gerald, BUTTON Cat, *Over-researched places? Towards a critical and reflexive*

approach, Routledge, Studies in Human geography, (à paraître).

Servet Jean-Michel (dir.), *Une économie sans argent. Les Systèmes d'Échange Local*, Paris, Seuil, 1999.

Sheller Mimi, Urry John, « The City and the Car », *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol. 24 (4), 2000.

Simone AbdouMaliq, « People as Infrastructure: Intersecting fragments in Johannesburg », *Public Culture*, Vol. 16 (3), 2004, p. 407-429.

Stanilov Kiril (ed.), *The Post-Socialist City: Urban Form and Space Transformations in Central and Eastern Europe after Socialism*, Springer, 2007, p. 301-312.

Stedman Richard, Amsden Benoni, Beckely Thomas, Tidball Keith, « Photo-Based Methods for Understanding Place Meanings as Foundations of Attachment », in Manzo Lynne C., Devine-Wright Patrick, *Place Attachment. Advances in Theory, Methods and Applications*, Routledge, 2014, p. 112-124.

Street Alice, « Affective Infrastructure : Hospital Landscapes of Hope and Failure », *Space and Culture*, Vol. 20 (10), 2011, p. 1-13.

Sumartojo Shanti, Pink Sarah, « Empathetic Visuality: GoPros and the Video Trace », in Gomez Cruz Edgar, Sumartojo, Shanti, Pink Sarah (Eds.), *Refiguring Techniques in Digital Visual Research*, Palgrave, 2017, p. 39-50.

Teil Geneviève, *Aimer le vin : pratiques de la perception*, Éditions Octarès, 2003.

Thévenot Laurent, « Régimes de familiarité. Des choses en personne », *Genèses. Les objets et les choses*, n° 17, 1994, p. 72-10.

Thibaud Jean-Paul, « La méthode des parcours commentés » in Grosjean Michèle, Thibaud Jean-Paul (dir.), *L'espace urbain en méthodes*, Marseille, Éditions Parenthèses, 2001, p. 79-101.

___, « La parole du public en marche » in Gabriel Moser, Karine Weiss (dir.), *Milieux de vie : Aspects de la relation à l'environnement*, Armand Colin, Collection « Sociétales », Paris, 2003, p. 113-138.

Thibaud Jean-Paul, Duarte Cristiane Rose (dir.), *Ambiances urbaines en partage. Pour une écologie sociale de la ville sensible*, MetisPresses, 2013.

Thomas Rachel (dir.), *Marcher en ville. Faire corps, prendre corps, donner corps aux ambiances urbaines*, Éditions des Archives contemporaines, 2010.

___, « Pour une ethnographie sensible de l'expérience urbaine ordinaire. Retours sur les coulisses de quelques travaux de terrain collaboratifs », *Cadernos ProArq Revista de Arquitetura e Urbanismo*, [En ligne], n° 27, 2017, p. 1-15.

___, *Les trajectoires de l'accessibilité*, À la Croisée, 2004 a.

___, « L'accessibilité des piétons à l'espace public urbain : un accomplissement perceptif situé. *Espaces et sociétés*, Erès, 2004 b, p. 233-249.

___ "Quand le pas fait corps et sens avec l'espace", *Cybergeog. European Journal of Geography* [En ligne], Dossiers, document 261, 2004 c.

Thrift Nigel, *Non-representational theory: Space, politics, affect*, London, Routledge, 2007.

Tidball Keith, *Greening in the red zone: Valuing community-based ecological restoration in human vulnerability contexts*, Ithaca, New York, Department of Natural Resources, Cornell University, PhD Dissertation, 2012.

Tissot Sylvie, *L'État et les quartiers*, Seuil, 2007.

Tornatore Jean-Louis, "Les banquets de la mémoire à l'auberge du patrimoine" in Jean-Louis Tornatore. *L'invention de la Lorraine industrielle*, Riveneuve Éditions, 2010.

___, « Introduction : Expérierer le patrimoine », in J. - L. Tornatore (dir.), *Le patrimoine comme expérience. Implications anthropologiques*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2019 a, p. 9-65.

___, « Pour une anthropologie pragmatiste et plébéienne du patrimoine : un scénario contre-hégémonique. *In Situ - Au regard des sciences sociale*, [En ligne], n° 1, 2019 b.

___, « Patrimoine et citoyenneté. Considérations actuelles' in Bianca Botea, Dana Popescu-Jourdy (dir.), *Pratiques de la citoyenneté et de la diversité : statut et expérience*, Archives Contemporaines (à paraître).

Vaiou Dina, Micha Irène, 'Entre attachements ordinaires et constructions médiatiques dans les quartiers du centre d'Athènes durant la crise', *Parcours anthropologiques*, nr° 10, 2015.

Vesalon Lucian, Crețan Remus, "Cyanide kills!' Environmental movements and the construction of environmental risk at Roșia Montană », Romania, *Area*, Vol. 45 (4), 2003, p. 443-451.

___, « 'We are not the Wild West': anti-fracking protests in Romania', *Environmental Politics*, vol. 24, n° 2, 2015, p. 288-307.

Vincze Enikő, Zamfir George Iulian, 'Racialized housing unevenness in Cluj-Napoca under capitalist redevelopment', *City*, Vol. 23 (4-5), 2019, p. 439-460.

Vișan Nicoleta, FCDL, *Jurnal din Vulturilor 50* [Journal. 50 Rue Vulturilor], Hecate, 2019.

Weiner Annette, 'La Richesse inaliénable', *Revue du MAUSS*, n° 2, 1988, p. 126-160.

Wentzel-Winther Ida, « "Homing oneself". Home as a practice, *Home and Space* », Vol. 4 (2), 2009, p. 49-83.

Zamfirescu Irina, Chelcea Liviu « Evictions as infrastructural events », *Urban Geography*, [En ligne], Routledge. Taylor and Francis, 2020.

